

CONSEIL COMMUNAL DU 26 JUIN 2025
GEMEENTERAAD VAN 26 JUNI 2025

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Aleksandra Kokaj, *Présidente/De Voorzitster* ;
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Valentine Delwart, Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Odile Margaux, Jean-Luc Vanraes, Diane Culer, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;
Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Jérôme Toussaint, Bernard Hayette, Perrine Ledan, Marion Van Offelen, Daniel Hublet, François Jean Jacques Lambert, Michel Cohen, Nicolas Clumeck, Mathias Junqué, Leïla Kabachi, Ariane de Lobkowicz, Alexandre Meeus, Olivia Bodson, Céline VANDERBORGHT, Patricia Duvieusart, Sarah Unger, Marianne Gustot, Marie Borsu, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Isabelle Sirtaine, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)* ;
Thierry Bruier-Desmeth, *Le Secrétaire communal adjoint/De adjunct-gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Aurélié Czekalski, Cécile Roba, Elisabeth Degryse, Lara Querton, Buss Walter, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)*.

Ouverture de la séance à 18:30
Opening van de zitting om 18:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT
CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN**

Manifestations publiques - Openbare manifestaties

26.06.2025/A/0001 **Manifestations Publiques. - Titre honorifique de la fonction d'échevins et de conseillers.**

Le Conseil,

Attendu que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté, le 22 septembre 2021, un arrêté qui vient fixer les conditions d'octroi et la procédure relatives aux titres honorifiques des mandataires communaux;

Attendu que cet arrêté vise à exécuter l'article 21, alinéa 1^{er} de la Nouvelle loi communale;

Que le Gouvernement a souhaité simplifier et synthétiser la matière en reprenant la procédure et les conditions d'octroi des titres honorifiques des mandataires communaux dans un seul texte;

Attendu qu'outre une conduite irréprochable, le mandataire doit également répondre à d'autres conditions afin de pouvoir solliciter l'octroi du titre honorifique;

Vu que l'échevin sortant de charge peut demander au Conseil communal l'octroi du titre d'échevin honoraire :

- après avoir exercé la fonction pendant 10 ans ou;
- après avoir exercé la fonction pendant 6 ans à condition d'avoir exercé, au préalable et dans la même commune, un mandat de conseiller communale pendant au moins 12 ans;

Vu que le conseiller communal peut demander au conseil communal l'octroi du titre

de conseiller communal honoraire :

- après avoir exercé leur mandat pendant au moins 18 ans;

Vu que Mesdames Joëlle Maison et Claudine Verstraeten, Messieurs Eric Sax et Marc Cools sont dans les conditions pour être Échevins honoraires;

Vu que Madame Béatrice Fraiteur, Madame Nathalie de T'Serclaes de Wommersom, et Monsieur Pierre Desmet sont dans les conditions pour être Conseillers communaux honoraires;

Qu'en effet :

Madame Joëlle Maison a été élue Échevine de 2006 à 2018;

Madame Claudine Verstraeten a été élue Conseillère communale en 2000, et a été élue Échevine de 2001 à 2018;

Monsieur Eric Sax a été élu Échevin de 1989 à 2018;

Monsieur Marc Cools a été élu Échevin de 1990 à 2018;

Madame Béatrice Fraiteur a été élue Conseillère communale de 1991 à 2024;

Madame Nathalie de T'Serclaes de Wommersom a été Conseillère communale de 1988 à 2012, Échevine en 2006 et 2007;

Monsieur Pierre Desmet a été élu Conseiller communal de 2006 à 2024;

Considérant que ces échevins et conseillers ont fait cette demande et que ces demandes sont jointes à ce rapport;

Et que chacun d'eux a fourni à l'administration un certificat de bonne conduite, vie et mœurs;

Vu qu'aucun des intéressés n'a fait l'objet de mesures disciplinaires,

Décide:

- d'octroyer le titre d'échevin honoraire à Madame Joëlle Maison, Madame Claudine Verstraeten, Monsieur Eric Sax et Monsieur Marc Cools;

- d'octroyer le titre de conseiller honoraire à Madame Béatrice Fraiteur, Madame Nathalie de T'Serclaes de Wommersom et Monsieur Pierre Desmet.

Le Conseil prend acte.

Openbare manifestaties. - Eretitel van de functie van schepen en raadslid.

De raad,

Aangezien de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 22 september 2021 een besluit heeft aangenomen tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en de procedure voor de toekenning van eretitels aan gemeentelijke mandatarissen;

Aangezien dit besluit tot doel heeft artikel 21, lid 1 van de Nieuwe Gemeentewet uit te voeren. Aangezien de regering de zaak wilde vereenvoudigen en samenvatten door de procedure en voorwaarden voor de toekenning van eretitels aan gemeentelijke mandatarissen in één tekst op te nemen;

Aangezien de mandataris, naast onbesproken gedrag, ook aan andere voorwaarden moet voldoen om de eretitel aan te vragen;

Aangezien de schepen die zijn ambt neerlegt bij de gemeenteraad de titel van ereschepen kan aanvragen:

- na de functie 10 jaar of langer te hebben bekleed;

- na deze functie 6 jaar te hebben bekleed, op voorwaarde voordien minstens 12 jaar een mandaat als gemeenteraadslid in dezelfde gemeente te hebben bekleed;

Aangezien een gemeenteraadslid bij de gemeenteraad de titel van eregemeenteraadslid kan aanvragen:

- na een ambtstermijn van ten minste 18 jaar;

Aangezien mevr. Joëlle Maison, Claudine Verstraeten, de h. Eric Sax en Marc Cools in aanmerking komen voor de titel ereschepen;

Aangezien mevr. Béatrice Fraiteur en Nathalie de T'Serclaes de Wommersom en de h.

Pierre Desmet in aanmerking komen voor de titel eregemeenteraadslid;
Meer bepaald:
Mevr. Joëlle Maison werd van 2006 tot 2018 verkozen tot schepen;
Claudine Verstraeten werd in 2000 verkozen tot gemeenteraadslid en van 2001 tot 2018 als schepen;
De h. Eric Sax werd verkozen tot schepen van 1989 tot 2018;
De h. Marc Cools werd verkozen tot schepen van 1990 tot 2018;
Mevr. Béatrice Fraiteur werd verkozen tot gemeenteraadslid van 1991 tot 2024;
Mevr. Nathalie de T'Serclaes de Wommersom was gemeenteraadslid van 1988 tot 2012 en schepen in 2006 en 2007;
De h. Pierre Desmet werd verkozen tot gemeenteraadslid van 2006 tot 2024;
Aangezien er een getuigschrift van goed zedelijk gedrag werd opgesteld voor elkeen;
Aangezien niemand het onderwerp heeft uitgemaakt van tuchtmaatregelen;

Beslist:

- de titel van ereschepen toe te kennen aan mevr. Joëlle Maison, mevr. Claudine Verstraeten, de h. Eric Sax en de h. Marc Cools;
- de titel van ereraadslid toe te kennen aan mevr. Béatrice Fraiteur, mevr. Nathalie de T'Serclaes de Wommersom en de h. Pierre Desmet.

De Raad neemt akte.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

26.06.2025/A/0002 **Approbation du registre du Conseil du 24 avril 2025.**

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 24 april 2025.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Eric Mercenier entre en séance / treedt in zitting.

26.06.2025/A/0003 **Interpellation citoyenne sur la solidarité de la commune d'Uccle avec le peuple palestinien et pour la défense du droit international. - Irrecevabilité - Prise de Connaissance**

Le Conseil,

Vu l'interpellation citoyenne, réceptionnée en date du 15 juin 2025, ayant pour titre "*Pour la solidarité de la commune d'Uccle avec le peuple palestinien et pour la défense du droit international*" et posant notamment les questions suivantes au

Collège :

« 1) que la commune favorise le débat démocratique, y compris en accueillant les arguments critiques, plutôt que d'effacer le débat en recourant à la censure ou à la répression des manifestations en ouvrant un dialogue direct avec les représentants de la société civile palestinienne ;

2) Que la commune :

- Se prononce explicitement pour un cessez-le-feu immédiat et la libération de tous les otages et de tous les prisonniers politiques en Israël et Palestine.

- Demande au gouvernement fédéral de traduire Mr Netanyahu devant la Cour pénale internationale (CPI) et de soutenir la plainte introduite par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour Internationale de Justice (CIJ)

- Demande au gouvernement fédéral de suspendre l'accord d'association préférentiel qui unit l'Union européenne et Israël.

- Demande au gouvernement fédéral d'imposer un embargo militaire contre Israël.

- Demande la levée du blocus de la Bande de Gaza et insiste sur la reprise de l'acheminement de l'aide humanitaire afin de remédier à la situation d'urgence observée sur place.

3) que la commune s'engage à hisser le drapeau palestinien de manière visible sur la maison communale de Uccle, en signe de soutien au peuple palestinien et ce, jusqu'à ce qu'une solution structurelle et durable soit mise en place à Gaza. »

Vu que cette interpellation citoyenne est recevable en ses formes car elle est signée par plus de 25 citoyens ucclois de plus de 18 ans ;

Considérant l'article 317/2, §1, al.2 de la Nouvelle loi communale, tel qu'inséré en 2024 par l'ordonnance du 22 février 2024, disposant que : *« Pour être recevable, l'interpellation doit contenir les éléments suivants:*

1° être rédigée en néerlandais ou en français;

2° porter sur:

- un sujet d'intérêt communal au sens de l'article 117;

- un sujet relevant de la compétence de décision du collège ou du conseil communal;

- un sujet relevant de la compétence d'avis du collège ou du conseil communal dans la mesure où l'objet de cette compétence concerne le territoire communal;

3° être de portée générale;

4° être conforme à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

5° ne pas porter sur une question de personne;

6° ne pas revêtir un caractère raciste, xénophobe ou discriminatoire;

7° ne pas constituer une demande d'ordre statistique;

8° ne pas constituer une demande de documentation;

9° ne pas avoir pour unique objet de recueillir une consultation d'ordre juridique;

10° ne pas concerner une matière qui relève des séances à huis clos;

11° ne pas figurer déjà à l'ordre du jour du conseil;

12° ne pas avoir fait l'objet d'une demande au cours des six derniers mois;

13° ne pas être déposée dans une période de six mois précédant les élections communales.

Le collège décide de la recevabilité de l'interpellation. La décision d'irrecevabilité est spécialement motivée en séance du conseil communal.

Pour le surplus, la procédure de recevabilité des interpellations est réglée par les dispositions du règlement d'ordre intérieur relatives aux points mis à l'ordre du jour par les membres du conseil non-membres du collège.

La liste des demandes d'interpellation est communiquée aux membres du conseil communal avant chaque séance. »

Considérant que cette interpellation citoyenne porte sur un sujet de droit international public qui n'entre pas dans les compétences de décision du Collège ou du Conseil communal ;

Qu'elle a donc été déclarée irrecevable sur la base de l'article 317/2 § al.2 de la Nouvelle Loi Communale par le Collège lors de sa séance du 24 juin 2025 ;

Que conformément à l'article 317/2 al.3, cette décision doit être présentée au Conseil communal lors de sa prochaine séance et spécialement motivée;

Décide:

de prendre connaissance de la décision du Collège du 24 juin 2025 ci-annexée déclarant l'interpellation citoyenne susmentionnée irrecevable.

Le Conseil prend connaissance.

**Burgerinterpellatie op de solidariteit van de gemeente Ukkel met het Palestijnse volk en
voor de verdediging van het internationaal recht. - onontvankelijkheid -
Kennismaking.**

De raad,

Gelet op de burgerinterpellatie, ontvangen op 15 juni 2025, met als titel "*Pour la solidarité de la commune d'Uccle avec le peuple palestinien et pour la défense du droit international*", die de volgende vragen stelt aan het college:

"1) *Dat de gemeente het democratisch debat stimuleert, inclusief door kritieke argumenten te verwelkomen, in plaats van het debat uit te wissen door een beroep te doen op censuur of de beteugeling van de betogingen, door een rechtstreekse dialoog met de vertegenwoordigers van het Palestijnse maatschappelijk middenveld aan te gaan;*

2) *Dat de gemeente:*

- *Zich uitdrukkelijk uitspreekt voor een onmiddellijk staakt-het-vuren en de bevrijding van alle gijzelaars en alle politieke gevangenen in Israël en Palestina.*
- *Aan de federale regering vraagt om dhr. Netanyahu voor het Internationaal Strafhof te dagen en de aanklacht ingediend door Zuid-Afrika tegen Israël voor het Internationaal Gerechtshof te steunen.*
- *Aan de federale regering vraagt om de preferentiële associatieovereenkomst tussen de Europese Unie en Israël op te schorten.*
- *Aan de federale regering vraagt om een militair embargo tegen Israël op te leggen.*
- *De opheffing van de blokkade van de Gazastrook vraagt en aandringt op de hervatting van de humanitaire hulp om de noodsituatie ter plaatse te verhelpen.*

3) *Dat de gemeente zich ertoe verbindt de Palestijnse vlag zichtbaar aan het gemeentehuis van Ukkel op te hangen als teken van steun aan de Palestijnse bevolking en dit totdat er een structurele en duurzame oplossing ingevoerd wordt in Gaza."*

Aangezien deze burgerinterpellatie vormelijk ontvankelijk is aangezien ze ondertekend werd door meer dan 25 Ukkelse burgers van minstens 18 jaar;

Overwegende artikel 317/2 §1 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet, zoals ingevoegd in 2024 door de ordonnantie van 22 februari 2024, dat bepaalt: "Om ontvankelijk te zijn, moet de interpellatie:

1. *in het Nederlands of Frans opgesteld zijn;*
2. *betrekking hebben op:*
 - *een onderwerp van gemeentelijk belang in de zin van artikel 117;*
 - *een onderwerp dat onder de beslissingsbevoegdheid van het college of van de gemeenteraad valt;*
 - *een onderwerp dat onder de adviesbevoegdheid van het college of van de gemeenteraad valt, voor zover het voorwerp van deze bevoegdheid het gemeentelijke grondgebied betreft;*
3. *algemene draagwijdte hebben;*
4. *overeenkomstig het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden zijn;*
5. *geen betrekking hebben op een persoonlijke kwestie;*
6. *niet van racistische, xenofobe of discriminerende aard zijn;*
7. *geen verzoek om statistische informatie zijn;*
8. *geen verzoek om documentatie zijn;*
9. *niet uitsluitend bedoeld zijn om juridisch advies in te winnen;*
10. *geen betrekking hebben op een aangelegenheid die behandeld wordt tijdens zittingen achter gesloten deuren;*
11. *niet reeds voorkomen op de agenda van de raad;*
12. *niet het voorwerp uitmaken van een verzoek in de loop van de laatste zes maanden;*
13. *niet ingediend worden binnen een periode van zes maanden vóór de gemeenteraadsverkiezingen.*

Het college beslist over de ontvankelijkheid van de interpellatie. De beslissing van onontvankelijkheid wordt met bijzondere redenen omkleed tijdens de zitting van de

gemeenteraad.

Voor het overige wordt de procedure voor de ontvankelijkheid van de interpellaties geregeld door de bepalingen van het huishoudelijk reglement met betrekking tot de punten die op de agenda werden geplaatst door de leden van de raad die geen leden van het college zijn.

De lijst met de verzoeken tot interpellatie wordt vóór elke zitting meegedeeld aan de leden van de gemeenteraad."

Overwegende dat deze burgerinterpellatie betrekking heeft op een onderwerp van internationaal publiekrecht dat niet binnen de beslissingsbevoegdheden van het college of van de gemeenteraad valt;

Dat ze dus door het college in zitting van 24 juni 2025 niet-ontvankelijk verklaard werd op basis van artikel 317/2 §1 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet;

Dat overeenkomstig artikel 317/2 3e lid deze beslissing aan de gemeenteraad voorgelegd moet worden tijdens zijn volgende zitting en met bijzondere redenen omkleed moet worden;

Beslist:

Kennis te nemen van de bijgevoegde beslissing van het college van 24 juni 2025, die de voornoemde burgerinterpellatie niet-ontvankelijk verklaart.

De Raad neemt kennis.

10 annexes / 10 bijlagen

Interpellation 26.06_Pour la solidarité de la commune avec le peuple palestinien.pdf, signature8- Interpellation 26.06-1.pdf, Extraits (4).pdf, signature5- Interpellation 26.06-1.pdf, signature6- Interpellation 26.06-1.pdf, signature4- Interpellation 26.06-1.pdf, signature3- Interpellation 26.06-1.pdf, signature2- Interpellation 26.06-1.pdf, signature1- Interpellation 26.06-1.pdf, signature7- Interpellation 26.06.pdf

Solidarité internationale - Internationale solidariteit

26.06.2025/A/0004 **Solidarité internationale - Composition du Conseil consultatif de la Solidarité internationale (CCSI) législature 2025-2030 d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu que le Collège en sa séance du 23 février 2021 a donné son accord de principe pour la création d'un Conseil consultatif de la Solidarité internationale ;

Vu que les statuts du Conseil consultatif de la Solidarité internationale ont été approuvés par le Conseil communal en sa séance du 24 juin 2021 ;

Vu qu'un appel à candidature a été ouvert du 1 mars 2025 afin de former le Conseil consultatif ;

Vu qu'il est rappelé que les membres du Conseil sont nommés par le Conseil communal sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu qu'il est rappelé que les critères d'éligibilités sont les suivants : être âgé(e) de 18 ans au moins, jouir des droits civils et politiques, bénéficier d'une légitimité pour représenter les intérêts des acteurs de la Solidarité internationale ou exprimer un intérêt marqué pour la Solidarité internationale, la coopération au développement, l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, les migrations ou le commerce équitable et avoir des liens avec la Commune de par sa résidence, sa profession ou tout autre critère, telle que l'expertise, ou activité, accepté(es) par le Collège des Bourgmestre et Echevins qui peut contribuer de façon utile à la réalisation des objectifs du Conseil consultatif;

Vu qu'il est rappelé qu'il est possible d'être membre du Conseil consultatif soit pour représenter une association, soit à titre individuel ;

Vu qu'il est rappelé que la durée du mandat est celle de la législature, qu'il est gratuit et renouvelable ;

Vu que onze (11) candidatures sont parvenues au service solidarité internationale ;

Vu que les candidatures suivantes ont été jugées recevables, pertinentes et sont proposées au Conseil communal afin de les nommer membres du Conseil consultatif de la solidarité internationale (CCSI) d'Uccle : Madame Camila Perez Munoz à titre personnel, Madame Christelle Dumont comme représentante de l'asbl Bonne Arrivée, Madame Christina Bache à titre individuel, Monsieur Emile De Backer comme représentant de l'association FistulAid, Monsieur Jean Jaques Bodart à titre individuel, Madame Marlène Simeon à titre individuel, Madame Nicole Fondeneige comme représentante effective de l'association ASUNOES Belgique, Monsieur Roberto Cavallini à titre personnel, Madame Sandrine Ducroix à titre individuel, Mme Colette Braeckman à titre individuel, Mme Marianne Overloop comme représentante de l'ONG Amnesty International Uccle;

Vu que le Bourgmestre en charge de la Solidarité internationale est membre de droit du conseil consultatif ;

Vu que le secrétariat du Conseil consultatif sera assuré par le service Solidarité internationale ;

Décide :

- De nommer membre du Conseil consultatif de la Solidarité Internationale (CCSI) d'Uccle jusqu'à la fin de la législature les personnes suivantes : Madame Camila PEREZ MUNOZ à titre personnel, Madame Christelle DUMONT comme représentante de l'asbl Bonne Arrivée, Madame Christina BACHE à titre individuel, Monsieur Emile DE BACKER comme représentant de l'association FistulAid, Monsieur Jean Jaques BODART à titre individuel, Madame Marlène SIMEON à titre individuel, Madame Nicole FONDENEIGE comme représentante effective de l'association ASUNOES Belgique, Monsieur Roberto CAVALLINI à titre personnel, Madame Sandrine DUCROIX à titre individuel, Madame Colette Braeckman à titre individuel, Madame Marianne Overloop comme représentante de l'ONG Amnesty International Uccle.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Internationale Solidariteit - Samenstelling van de Adviesraad voor Internationale

Solidariteit (ARIS) legislatuur 2025-2030 van Ukkel.

De raad,

Aangezien de algemene beleidsverklaring 2018-2024 de invoering van "een echt beleid inzake internationale solidariteit dat kwalitatief, efficiënt en duurzaam is, met een coherente coördinatie van alle activiteiten van gemeentediensten die zich inzetten voor internationale solidariteit" en de oprichting van een "Adviesraad voor Internationale Solidariteit" vermeldt;

Aangezien het college in zitting van 23 februari 2021 zijn principeakkoord gegeven heeft voor de oprichting van een Adviesraad voor Internationale Solidariteit;

Aangezien de statuten van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit door de gemeenteraad goedgekeurd werden in zitting van 24 juni 2021;

Aangezien er een oproep tot kandidaatstelling opengesteld werd op 1 maart 2025 om de adviesraad te vormen;

Aangezien eraan herinnerd wordt dat de leden van de raad benoemd worden door de gemeenteraad, op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Aangezien herinnerd wordt aan de volgende criteria om in aanmerking te komen: minstens 18 jaar oud zijn, de burgerlijke en politieke rechten genieten, genieten van een legitimiteit om de belangen van de partners inzake internationale solidariteit te vertegenwoordigen of een uitgesproken interesse tonen in internationale solidariteit, ontwikkelingssamenwerking, wereldburgerschapseducatie, migratie of fair trade en banden hebben met de gemeente uit hoofde van zijn woonplaats, beroep of elk ander criterium, zoals deskundigheid of activiteit, aanvaard door het college van burgemeester en schepenen, die op nuttige wijze kan bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van de adviesraad;

Aangezien eraan herinnerd wordt dat het mogelijk is individueel lid te zijn van de adviesraad of als vertegenwoordiger van een vereniging;

Aangezien eraan herinnerd wordt dat de duur van het mandaat gelijkloopt met die van de legislatuur, dat het gratis en hernieuwbaar is;

Aangezien er negen (9) kandidaturen ingediend werden bij de dienst Internationale Solidariteit;

Aangezien de volgende kandidaturen ontvankelijk en relevant geacht werden en aan de gemeenteraad voorgesteld worden om ze te benoemen als lid van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit (ARIS) van Ukkel: mevrouw Camila Perez Munoz, individueel, mevrouw Christelle Dumont, als vertegenwoordigster van vzw Bonne Arrivée, mevrouw Christina Bache, individueel, de heer Emile De Backer, als vertegenwoordiger van vereniging FistulAid, de heer Jean Jaques Bodart, individueel, mevrouw Marlène Simeon, individueel, mevrouw Nicole Fondeneige, als werkend vertegenwoordigster van vereniging ASUNOES Belgique, de heer Roberto Cavallini, individueel, en mevrouw Sandrine Ducroix, individueel, en mevrouw Colette Braeckman, individueel, en mevrouw Marianne Overloop als werkend vertegenwoordigster van vereniging Amnesty International Uccle;

Aangezien de Burgemeester bevoegd voor Internationale Solidariteit ambthalf lid is van de adviesraad.

Aangezien het secretariaat van de adviesraad verzorgd wordt door de dienst

Internationale Solidariteit;

Beslist:

De volgende personen te benoemen als lid van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit (ARIS) van Ukkel tot het einde van de legislatuur: mevrouw Camila PEREZ MUNOZ, individueel, mevrouw Christelle DUMONT, als vertegenwoordigster van vzw Bonne Arrivée, mevrouw Christina BACHE, individueel, de heer Emile DE BACKER, als vertegenwoordiger van vereniging FistulAid, de heer Jean Jaques BODART, individueel, mevrouw Marlène SIMEON, individueel, mevrouw Nicole FONDENEIGE, als werkend vertegenwoordigster van vereniging ASUNOES Belgique, de heer Roberto CAVALLINI, individueel, en mevrouw Sandrine DUCROIX, individueel, en mevrouw Colette Braeckman, individueel, en mevrouw Marianne Overloop als werkend vertegenwoordigster van vereniging Amnesty International Uccle.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

23 annexes / 23 bijlagen

CCSI - ACTE CANDIDATURE - 17 03 2025.pdf, LETTRE DE MOTIVATION - CCSI 17 03 2025.pdf, Candidatures CCSI 2025.xlsx, 20250509150915.pdf, Marlène Siméon - Conseil consultatif de la Solidarité internationale.pdf, CV_SD_2024.pdf, Braeckman C. - CCSI - lettre de motivation.pdf, CCSI_2025 Formulaire_candidature_FR.doc, CCSI_Formulaire_candidature_PEREZ.pdf, CCSI - candidature Mme Fondeneige - ASUNOES.pdf, Braeckman C. - CCSI - Formulaire de candidature.pdf, Cavallini Roberto - Lettre de motivation Conseil consultatif de la Solidarité internationale.pdf, CCSI - candidature SD 2025.pdf, Image (4).jpg, Acte de candidature Cavallini.pdf, CV PEREZ 01.2025.pdf, Image (5).jpg, CCSI_Formulaire_candidature_Marlène Siméon_2025.pdf, OVERLOOP - CCSI - Lettre de motivation.docx, Motivation CCSI PEREZ MUNOZ.pdf, CCSI_Formulaire_candidature_FR - Christina Bache.docx, OVERLOOP - CCSI - formulaire candidature CCSI membre effectif.pdf, Image (3).jpg

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Propreté publique - Openbare reinheid

26.06.2025/A/0005 **Utilisation de caméras fixes temporaires destinées à filmer les lieux confrontés à des dépôts clandestins et autres problèmes de propreté sur le territoire de la commune d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale et notamment l'article 135, § 2;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance telle que modifiée par la loi du 21 mars 2018 modifiant la loi sur la fonction de police, en vue de régler l'utilisation de caméras par les services de

police, et modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité et la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière;

Vu l'Arrêté royal du 8 mai 2018 relatif aux déclarations d'installation et d'utilisation de caméras de surveillance et au registre d'activités de traitement d'images de caméras de surveillance;

Vu l'Arrêté royal du 28 mai 2018 portant modification de l'Arrêté royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra;

Vu la nécessité de combattre les incivilités relative à la propreté publique;

Vu la nécessité d'utiliser des caméras fixes temporaires afin de constater les infractions;

Vu l'avis positif et les consignes du Fonctionnaire sanctionnateur communal;

Vu l'avis positif et les consignes du délégué à la protection des données;

Vu l'avis positif du Chef de corps de la zone de Police 5342 Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem et son approbation de la liste des endroits où les caméras seraient installées;

Vu que les caméras vont être déplacées à intervalles réguliers;

Vu que la durée de validité de l'avis du Conseil communal sera d'une durée de 3 ans à dater de la décision de ce dernier;

Décide :

- d'approuver l'utilisation de caméras fixes temporaires sur l'espace public d'Uccle;
- de confier la visualisation et le traitement des données au chef de service de la Propreté Publique et aux personnes de son service désignées par lui comme backups afin de pouvoir surprendre les responsables de faits délictueux;
- d'approuver la liste en annexe des endroits où les caméras seraient installées.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Gebruik van tijdelijke vaste camera's om de plaatsen in de gemeente Ukkel te filmen die geplaagd worden door sluikstorten en andere reinheidsproblemen.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 135, § 2;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's zoals gewijzigd door de wet van 21 maart 2018 tot wijziging van de wet op het politieambt om het gebruik van camera's door de politiediensten te regelen, en tot wijziging van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 mei 2018 betreffende de aangiften van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's en betreffende het register van de beeldverwerkingsactiviteiten van bewakingscamera's;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 mei 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 februari 2008 tot vaststelling van de wijze waarop wordt aangegeven dat er camerabewaking plaatsvindt;

Gelet op de noodzaak om asociaal gedrag inzake de openbare reinheid te bestrijden;

Gelet op de noodzaak om vaste en tijdelijke bewakingscamera's te gebruiken om de overtredingen vast te stellen;

Gelet op het gunstige advies en de instructies van de gemeentelijke sanctionerend ambtenaar;

Gelet op het gunstige advies en de instructies van de afgevaardigde gegevensbescherming;
Gelet op het gunstige advies van de korpschef van politiezone 5342 Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem en de goedkeuring van de lijst van de plaatsen waar de camera's geïnstalleerd zouden worden;
Aangezien de camera's op regelmatige basis verplaatst zullen worden;
Aangezien de geldigheidsduur van het advies van de gemeenteraad drie jaar bedraagt, te rekenen vanaf de beslissing van de raad,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan het gebruik van vaste en tijdelijke bewakingscamera's in de Ukkelse openbare ruimte;
- de visualisering en behandeling van de gegevens toe te vertrouwen aan de dienstchef van de Openbare Reinheid en aan de personen van zijn dienst die door hem aangesteld zijn als back-up om de verantwoordelijken van misdrijven te kunnen betrappen;
- zijn goedkeuring te verlenen aan de lijst in de bijlage van de plaatsen waar de camera's geïnstalleerd zouden worden.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Avis L. Denis DPO.pdf, Avis Fonctionnaire sanctionnateur.pdf, Liste emplacement caméra.pdf, Avis Chef de corps 2025.pdf

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Recette - Ontvangerij

26.06.2025/A/0006 **Budget 2024.- Modifications budgétaires 98 et 99.**

Le Conseil,

Vu que la modification budgétaire n° 98 du service ordinaire de l'exercice 2024, conformément aux prescriptions de la circulaire du Service public Régional de Bruxelles, relative à la clôture de l'exercice, porte sur les dépenses pour lesquelles une insuffisance de crédit a été constatée, sans compensation possible au sein de la même fonction budgétaire (en matière de rémunérations du personnel de l'enseignement, le remboursement de non-valeurs de droits constatés...);

Considérant que cette modification budgétaire diminue le résultat budgétaire de l'exercice propre ainsi que celui du résultat global;

Vu que la modification budgétaire n° 99 du service extraordinaire porte sur l'enregistrement de réajustements de crédits de dépenses,

Décide d'approuver les modifications budgétaires 98 ordinaire et 99 extraordinaire de 2024 dont les cahiers sont joints, en annexe.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Beroting 2024.- Begrotingswijzigingen 98 en 99.

De Raad,

Aangezien de begrotingswijziging nr. 98 van de gewone dienst 2024, overeenkomstig de voorschriften van de omzendbrief van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake de afsluiting van het dienstjaar, betrekking heeft op de uitgaven waarvoor een krediettekort werd vastgesteld zonder mogelijke compensatie binnen dezelfde begrotingsfunctie (op het gebied van het personeel van het onderwijs, de terugbetaling van onwaarden van vastgestelde rechten...)

Aangezien het begrotingsresultaat van het eigen dienstjaar hiermee daalt, maar ook het globale resultaat;

Aangezien de begrotingswijziging nr. 99 van de buitengewone dienst betrekking heeft op de registratie van herzieningen van uitgavekredieten,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de begrotingswijzigingen 98 gewone dienst en 99 buitengewone dienst van 2024 waarvan de nota's in de bijlage werden toegevoegd.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

10 annexes / 10 bijlagen

MB 98 Economique NL.pdf, MB 98 ordinaire NL.pdf, MB98 Ordinaire-analyse NL 2024.pdf, MB 99 extraordinaire NL.pdf, MB 98 Fonctionnelle NL.pdf, MB 98 Fonctionnelle FR.pdf, MB 98 Economique FR.pdf, MB98 Ordinaire-analyse FR 2024.pdf, MB 98 ordinaire FR.pdf, MB 99 extraordinaire FR.pdf

Nicolas Clumeck entre en séance / treedt in zitting.

Ariane de Lobkowicz quitte la séance / verlaat de zitting.

26.06.2025/A/0007 **Compte 2024.**

Le Conseil,

Vu l'article 78 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Vu l'article 240 de la nouvelle loi communale;

Attendu que le compte 2024 est clôturé et annexé;

Vu les annexes explicatives constituant un recueil séparé;

Décide d'arrêter le compte 2024

Mme la Première Echevine rappelle qu'après l'élaboration d'un budget, c'est à la lecture des comptes qu'on peut s'assurer de la viabilité financière d'une commune. Comme les débats relatifs au budget 2025 et au plan triennal l'ont souligné, la situation particulière d'Uccle requiert une très grande vigilance, vu que pour la première fois depuis une dizaine d'années, il y a un mali de 3.630.000 € à l'exercice ordinaire.

Cette situation résulte en tout premier de l'ultime modification budgétaire survenue en décembre dernier en faveur du CPAS, pour lequel un montant de 4.320.000 € a été accordé.

D'autre part, la perception de la recette du précompte immobilier présente des difficultés, vu qu'il a fallu provisionner plus de 1,4 million d'euros.

Mme la Première Echevine attire aussi l'attention du Conseil sur les coûts liés

au personnel, en particulier la charge des pensions : le coût des pensions en 2024 s'élève à 6 millions d'euros pour les pensions non solidarisées et à 11,2 millions d'euros pour les pensions solidarisées.

M. Cools constate que les promesses électorales de la Liste du Bourgmestre quant au maintien d'une saine gestion financière de la commune ont été sans lendemain, puisque l'on se trouve aujourd'hui face à la réalité d'un déficit de 3,6 millions d'euros.

Par ailleurs, M. Cools signale que l'autorité de tutelle enjoint la commune à mener des actions ciblées pour assurer sa viabilité financière.

Si l'on compare le compte au budget, les recettes et dépenses sont plus importantes que prévu. L'augmentation des dépenses concerne les frais de personnel ainsi que les frais de fonctionnement, ce qui constitue une première pour ce dernier poste.

Selon M. Cools, il faut maîtriser les dépenses, alors que la majorité, plutôt que d'assainir les finances communales, se contente d'augmenter les impôts, escomptant engranger une recette supplémentaire de 10 millions d'euros par la hausse du précompte immobilier.

Pour ce qui concerne les dépenses de personnel, M. Cools remarque que d'autres communes et même la Région, qui pourtant est loin d'être toujours un modèle en matière de gestion, ont entrepris de réduire les effectifs de leur personnel en ne procédant pas au remplacement automatique des départs naturels.

M. Cools estime aussi que les dépenses d'investissement sont excessives : un budget d'investissement de 39 millions d'euros est intenable à long terme.

Dans un tel contexte, M. Cools est partisan de la réalisation d'un audit externe des finances communales, à partir duquel le Collège devrait élaborer un plan précis de redressement à soumettre au Conseil.

Quoique le compte soit un document technique établi correctement par les services du Receveur, il n'y a pas lieu de donner un blanc-seing à la gestion déficitaire de la majorité et à l'absence de perspective claire de sa part.

Pour ces diverses raisons, le groupe Uccle en avant optera pour l'abstention sur ce point.

Mme Kabachi signale que le groupe socialiste va également s'abstenir sur ce point.

Le groupe PS prend acte du fait que le compte 2024 affiche un boni global de 12 millions d'euros mais insiste sur le fait que derrière ce chiffre se cache une réalité plus contrastée : à l'exercice propre, le compte présente un déficit de 3.630.000 € en raison de dépenses dépassant de plus de 9 millions d'euros les prévisions budgétaires, principalement pour les frais de personnel et de transport.

Il faut aussi mentionner la modification budgétaire n° 5, déposée exceptionnellement après le 31 octobre afin d'augmenter de 4 millions d'euros la dotation au CPAS. Ce soutien au CPAS était indispensable mais il aurait dû être planifié plus tôt.

En définitive, ce sont des recettes ponctuelles, en l'occurrence les intérêts de placement ou des reprises de provision, qui améliorent artificiellement ce résultat.

Mme Nagelmackers affirme qu'il n'y a pas lieu d'être surpris par la présence d'un déficit de 3,6 millions d'euros au résultat ordinaire du compte 2024. Cette situation est due pour une large part à l'augmentation de la dotation complémentaire au CPAS. Il y a lieu de s'en inquiéter car cette dotation exceptionnelle n'est pas reconduite en 2025, et le budget 2025, qui affichait initialement un boni de 1,5 million d'euros, risque lui aussi de basculer en mali. On se dirige donc vers deux exercices déficitaires consécutifs.

Lors de la précédente mandature, au cours de laquelle ils siégeaient dans la majorité, les Engagés ont toujours été partisans d'une gestion rigoureuse et pragmatique, soucieuse de l'équilibre budgétaire et attentive au financement du CPAS.

Actuellement, la commune continue à sous-estimer cette dotation malgré l'avertissement explicite de la tutelle. Vu que cette situation n'est pas tenable, il va falloir revoir les hypothèses budgétaires en faisant preuve de lucidité.

Lors du débat budgétaire du mois de mars dernier, le groupe Les Engagés avait déjà souligné que le budget 2025 repose sur des bases fragiles malgré une apparente recherche d'équilibre.

Les dépenses de fonctionnement sont en hausse de 19 % par rapport à 2023 et les frais de personnel ont augmenté de 26 % entre 2019 et 2024, soit bien au-delà de l'inflation cumulée, dont le taux s'élève à 20 % pour la période considérée.

Dans le contexte budgétaire actuel, ce n'est plus acceptable. Un moratoire a d'ailleurs été instauré en région bruxelloise pour limiter cette dérive. Mais à Uccle, rien n'est mis en place à cet égard.

La dotation au CPAS continue à augmenter en 2024 puis chute en 2025. La tutelle considère que cette sous-estimation est problématique. Il ne faut pas oublier que derrière ces montants se cachent des réalités humaines poignantes : personnes isolées, familles précarisées,... Pour Mme Nagelmackers, la solidarité ne doit pas être traitée comme une variable d'ajustement.

Face au constat de provisions trop faibles pour des créances irrécouvrables, la tutelle invite la commune à anticiper les risques et à revenir à une gestion rigoureuse et durable. Le groupe Les Engagés partage ce point de vue.

Les Engagés approuvent ce compte 2024, mais en recommandant la vigilance.

***M. Junqué** reconnaît que le mali du compte 2024 est préoccupant, quoique ce soit la première fois en 12 ans que la commune ne présente pas de boni.*

La situation des pouvoirs locaux s'avère de plus en plus complexe, et Uccle n'échappe pas à ce phénomène.

L'augmentation des dépenses est due principalement à la hausse de la dotation au CPAS. C'est un signal d'alerte qu'il faut suivre de près, et ce d'autant plus que les mesures envisagées par le gouvernement fédéral risquent d'avoir un impact significatif.

Le groupe Ecolo veillera à ce que la commune reste particulièrement attentive aux personnes les plus précarisées.

M. Junqué tient toutefois à souligner que l'augmentation des dépenses ne remet pas en cause la capacité d'emprunt et les projets d'investissement de la commune. Ces investissements sont plus que jamais nécessaires, étant donné que les effets du dérèglement climatique vont inmanquablement s'intensifier.

Investir dans la transition climatique s'avérera 5 fois moins onéreux que subir passivement les effets du bouleversement climatique.

La terrible tempête qu'Uccle a subie l'été dernier, et qui a eu des conséquences tragiques, a aussi contribué par ses effets à la hausse des dépenses de fonctionnement.

Malgré les 48 millions d'euros empruntés en 2024, la charge de la dette reste contenue à 5,4 % du budget, soit un taux inférieur à la moyenne régionale ainsi qu'aux taux en vigueur à Uccle auparavant. La gestion financière de la commune demeure donc saine.

***M. De Bock** constate avec regret que l'impact le plus important sur les comptes résulte d'un élément extérieur; en l'occurrence la demande d'inscription d'une moins-value de recettes issues du précompte immobilier.*

Il ne faudra pas hésiter à interroger les autres niveaux de pouvoir pour

obtenir des explications : peut-être certains citoyens n'ont-ils pas payé leurs impôts à temps, peut-être l'administration régionale est-elle confrontée à un problème de recouvrement, peut-être y a-t-il des problèmes à l'échelon fédéral...

M. De Bock souligne que la gestion de la charge de la dette a été menée de façon particulièrement dynamique à Uccle et n'altère donc pas la capacité de la commune à effectuer des investissements en faveur de la population.

M. De Bock estime que les défis pourront être relevés au cours de cette législature si la majorité et l'opposition coopèrent.

Mme la Première Echevine précise que le Collège est bien conscient du caractère préoccupant de la situation et a bien l'intention de faire preuve de la plus grande vigilance.

Le compte 2024 est certes en déficit mais il convient de rappeler que le boni cumulé s'élève à plus de 12 millions d'euros, soit un montant au niveau du boni cumulé de 2019.

En réalité, ce dont il faut se soucier, c'est davantage l'orientation de la pente que l'endroit où on se situe sur cette pente. Le boni cumulé étant positif, les finances communales ne sont pas en danger. Mais des décisions devront être prises pour aboutir en fin de législature à un boni cumulé qui permette des investissements pour le futur.

Diminuer les dépenses ne suffirait pas atteindre ce but. Il faudra jouer sur les deux leviers, en cherchant l'équilibre entre la réduction des dépenses et l'augmentation raisonnable des impôts, eu égard au fait que la perception des impôts est moins performante que par le passé : les recettes au précompte immobilier étant inférieures à l'inflation alors même qu'elles sont indexées, le seul moyen d'action à disposition de la commune réside dans l'augmentation des additionnels.

Mme la Première Echevine confirme que la reprise de provision de plus de 1,4 million d'euros impacte le résultat au compte. Il s'agit là d'un des éléments impondérables avec lesquels il faut bien composer.

L'augmentation des dépenses de personnel observée au compte par rapport au budget résulte de la charge des pensions ainsi que d'une hausse au département de l'Education, compensée d'ailleurs par une recette.

La nécessaire diminution des dépenses impliquera une réduction des services offerts aux citoyens, ce qui requiert des choix qu'il faudra assumer.

M. Cools souligne que la situation actuelle de la dette est due en partie à la vente du réseau de Brutélé, que le groupe Uccle en avant a soutenue car c'était une bonne décision. Mais les bijoux de famille ne peuvent être vendus qu'une seule fois.

Vu que, selon le plan triennal, le rythme des investissements sera supérieur à ce qu'il a été sous la législature précédente, l'endettement va peser de plus en plus lourdement. M. Cools remarque que le plan triennal n'a pas incorporé toute une série de mesures requises par l'évolution des dépenses.

Selon M. Cools, il faudra donc absolument définir des priorités.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 29 votes positifs, 7 abstentions.

Abstentions : Marc Cools, Leïla Kabachi, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Isabelle Sirtaine, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy.

Rekening 2024.

De Raad,
Gelet op artikel 78 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 betreffende het algemene reglement op de gemeentelijke boekhouding;
Gelet op artikel 240 van de nieuwe gemeentewet;
Aangezien de rekening 2024 afgesloten is en bijgevoegd is;
Gelet op de afzonderlijke verklarende bijlagen,
Beslist de rekening 2024 vast te stellen.

***De eerste schepen** wijst erop dat we na het opstellen van een begroting alleen door het lezen van de rekeningen zeker kunnen zijn van de financiële levensvatbaarheid van een gemeente. Zoals de debatten over de begroting 2025 en het driejarenplan hebben onderstreept, vereist de bijzondere situatie van Ukkel zeer grote waakzaamheid, aangezien er voor het eerst in ongeveer tien jaar een tekort is van € 3.630.000 in het gewone begrotingsjaar.*

Deze situatie is voornamelijk het gevolg van de laatste begrotingswijziging van december vorig jaar ten gunste van het OCMW, waarvoor een bedrag van € 4.320.000 werd toegekend.

Anderzijds blijkt de inning van de onroerende voorheffing moeilijk, aangezien meer dan 1,4 miljoen euro opzij moest worden gezet.

De eerste schepen vestigde ook de aandacht van de raad op personeelsgerelateerde kosten, in het bijzonder de pensioenkosten: de pensioenkosten in 2024 zullen 6 miljoen euro bedragen voor de niet gesolidariseerde pensioenen en 11,2 miljoen euro voor de gesolidariseerde pensioenen.

***De h. Cools** merkt op dat de verkiezingsbeloftes van de Lijst van burgemeesters om een gezond financieel beheer van de gemeente te handhaven op niets zijn uitgelopen aangezien we nu geconfronteerd worden met de realiteit van een tekort van 3,6 miljoen euro.*

Hij wijst er ook op dat de toezichthoudende overheid er bij de gemeente op aandringt gerichte maatregelen te nemen om haar financiële levensvatbaarheid te waarborgen.

Als we de rekening vergelijken met de begroting, zijn de ontvangsten en uitgaves hoger dan voorzien. De stijging van de uitgaves heeft betrekking op zowel personeelskosten als werkingskosten, wat voor het laatstgenoemde een primeur is.

Volgens de h. Cools moeten de uitgaves onder controle worden gehouden, terwijl de meerderheid, in plaats van de gemeentelijke financiën te saneren, genoeg neemt met belastingverhogingen in de hoop 10 miljoen euro extra te kunnen opstrijken met de verhoging van de onroerende voorheffing.

Wat de personeelskosten betreft, merkt de h. Cools op dat andere gemeentes en zelfs het Gewest, dat op het vlak van beheer lang niet altijd een voorbeeldfunctie vervult, zich ertoe verbonden hebben hun personeelsbestand in te krimpen door natuurlijk verloop niet automatisch te vervangen.

Hij vindt ook dat de kapitaaluitgaves buitensporig zijn: een investeringsbudget van 39 miljoen euro is op de lange termijn onhoudbaar.

In dit verband is hij voorstander van een externe audit van de gemeentelijke financiën, op basis waarvan het college een nauwkeurig herstelplan moet opstellen dat aan de raad wordt voorgelegd.

Hoewel de rekening een technisch document is dat correct is opgesteld door de diensten van de ontvanger, is er geen reden om een blanco cheque te geven aan het tekortbeheer van de meerderheid en het ontbreken van een duidelijk perspectief van haar kant.

Om deze redenen zal Uccle en avant zich voor dit punt onthouden.

***Mevr. Kabachi** zegt dat de socialistische fractie zich ook zal onthouden.*

De PS-fractie neemt nota van het feit dat de rekening 2024 een globaal

overschot laat zien van 12 miljoen euro maar benadrukt dat achter dit cijfer een meer contrasterende realiteit schuilgaat: in het eigen dienstjaar laat de rekening een tekort zien van € 3.630.000 als gevolg van uitgaves die de begrotingsvoorzieningen met meer dan 9 miljoen euro overschrijden, voornamelijk voor personeels- en transportkosten.

We moeten ook melding maken van begrotingswijziging nr. 5, die uitzonderlijk na 31 oktober is ingediend om de OCMW-dotatie met 4 miljoen euro te verhogen. Deze steun voor het OCMW was essentieel maar had eerder gepland moeten worden.

Uiteindelijk zijn het eenmalige ontvangen, in dit geval rente op investeringen of terugboekingen van voorzieningen, die dit resultaat kunstmatig verbeteren.

Mevr. Nagelmackers zegt dat er geen reden was om verrast te zijn door de aanwezigheid van een tekort van 3,6 miljoen euro in het gewone resultaat van de rekening 2024. Deze situatie is grotendeels te wijten aan de toename van de extra OCMW-dotatie. Dit is zorgwekkend aangezien deze uitzonderlijke dotatie in 2025 niet zal worden verlengd en de begroting 2025, die aanvankelijk een overschot van 1,5 miljoen euro vertoonde, ook een tekort dreigt te vertonen. We stevenen dus af op twee opeenvolgende jaren van verliezen.

Tijdens het vorige mandaat, waarin ze in de meerderheid waren, was Les Engagés altijd voorstander geweest van een streng en pragmatisch beheer dat erop gericht was de begroting in evenwicht te brengen en aandacht te besteden aan de financiering van het OCMW.

Op dit moment blijft de gemeente deze dotatie onderschatten ondanks de expliciete waarschuwing van de toezichthoudende overheid. Aangezien deze situatie onhoudbaar is, zullen we onze begrotingshypotheses met een helder hoofd moeten herzien.

Tijdens het begrotingsdebat van afgelopen maart had Les Engagés er al op gewezen dat de begroting 2025 gebaseerd was op fragiele fundamenteën, ondanks een schijnbare poging om de begroting in evenwicht te brengen.

De werkingsuitgaves liggen 19% hoger dan in 2023 en de personeelskosten zijn tussen 2019 en 2024 met 26% gestegen, ruim boven het cumulatieve inflatiepercentage van 20% voor deze periode.

In de huidige begrotingscontext is dit niet langer aanvaardbaar. In het Brusselse Gewest is een moratorium ingesteld om deze drift te beperken. Maar in Ukkel is er in dit opzicht niets geregeld.

De OCMW-dotatie blijft stijgen in 2024 en daalt vervolgens in 2025. Toezicht vindt deze onderschatting problematisch. We mogen niet vergeten dat achter deze bedragen schrijnende menselijke realiteiten schuilgaan: geïsoleerde mensen, gezinnen in preciaire situaties ... Voor mevr. Nagelmackers mag solidariteit niet worden behandeld als een aanpassingsvariabele.

Gezien het lage niveau van de voorzieningen voor oninvorderbare schuldvorderingen heeft de toezichthoudende overheid de gemeente verzocht om te anticiperen op risico's en terug te keren naar een strikt en duurzaam beheer. Les Engagés deelt dit standpunt.

Les Engagés keurt deze rekening 2024 goed maar raadt aan om waakzaam te zijn.

De h. Junqué erkent dat het tekort op de rekening 2024 zorgwekkend is, hoewel dit de eerste keer in 12 jaar is dat de gemeente geen overschot laat zien.

De situatie van lokale overheden wordt steeds complexer en Ukkel is daarop geen uitzondering.

De stijging van de uitgaves is voornamelijk het gevolg van de stijging van de OCMW-dotatie. Dit is een waarschuwingssignaal dat nauwlettend in de gaten moet worden gehouden, vooral omdat de maatregelen die de federale regering overweegt waarschijnlijk een grote impact zullen hebben.

Ecolo zal ervoor zorgen dat de gemeente bijzondere aandacht blijft besteden aan de meest kwetsbare mensen.

De h. Junqué wil echter benadrukken dat de stijging van de uitgaves geen twijfels oproept over de leencapaciteit van de gemeente of haar investeringsprojecten. Deze investering is noodzakelijker dan ooit, aangezien de gevolgen van de klimaatverandering alleen maar erger zullen worden.

Investeren in de klimaattransitie zal 5 keer minder kosten dan passief de gevolgen van de klimaatverandering ondergaan.

De verschrikkelijke storm die Ukkel afgelopen zomer trof, met tragische gevolgen, heeft ook bijgedragen aan de stijging van de werkingsuitgaves.

Ondanks de geleende € 48 miljoen in 2024 blijft de schuldenlast binnen de perken op 5,4% van de begroting, wat lager is dan het gewestelijke gemiddelde en de tarieven die eerder van kracht waren in Ukkel. Het financieel beheer van de gemeente blijft dus gezond.

***De h. De Bock** merkt tot zijn spijt op dat de grootste impact op de rekeningen te wijten is aan een externe factor; namelijk het verzoek om een kapitaalverlies op ontvangsten uit onroerende voorheffing te boeken.*

We moeten niet aarzelen om de andere bestuursniveaus om uitleg te vragen: misschien hebben sommige burgers hun belastingen niet op tijd betaald, misschien heeft het gewestelijke bestuur een inningsprobleem, misschien zijn er problemen op federaal niveau ...

Hij wijst erop dat het beheer van de schuldenlast bijzonder dynamisch is geweest in Ukkel en dus geen invloed heeft op het vermogen van de gemeente om investeringen te doen ten voordele van de bevolking.

Hij gelooft dat de uitdagingen tijdens deze zittingsperiode kunnen worden aangegaan als de meerderheid en de oppositie samenwerken.

***De eerste schepen** verklaart dat het college zich terdege bewust is van de zorgwekkende aard van de situatie en van plan is de grootst mogelijke waakzaamheid aan de dag te leggen.*

Hoewel de rekening 2024 een tekort vertoont, mag niet worden vergeten dat het gecumuleerde overschot meer dan 12 miljoen euro bedraagt, evenveel als het gecumuleerde overschot van 2019.

In werkelijkheid is de oriëntatie van de helling belangrijker dan waar je je op de helling bevindt. Aangezien het gecumuleerde overschot positief is, zijn de financiën van de gemeente niet in gevaar. Maar er moeten beslissingen worden genomen om ervoor te zorgen dat er aan het einde van de zittingsperiode een cumulatief overschot is dat investeringen in de toekomst mogelijk maakt.

Bezuinigen alleen zal dit doel niet bereiken. Beide hefboomen zullen moeten worden gebruikt, waarbij een evenwicht moet worden gevonden tussen bezuinigingen en redelijke belastingverhogingen, aangezien de belastinginning minder efficiënt is dan in het verleden: aangezien de opbrengsten van de OV-belasting lager zijn dan de inflatie, ook al zijn ze geïndexeerd, kan de gemeente alleen nog de opcentiemen verhogen.

De eerste schepen bevestigt dat de terugname van de voorziening van meer dan 1,4 miljoen euro invloed had op het resultaat van de rekening. Dit is een van de onberekenbare zaken waar je mee te maken krijgt.

De stijging van de personeelskosten ten opzichte van de begroting is het gevolg van de pensioenkosten en een stijging bij het departement Opvoeding, die werd gecompenseerd door ontvangsten.

De noodzakelijke verlaging van de uitgaves betekent een verlaging van de diensten die aan de burgers worden aangeboden, wat keuzes zal vereisen die we zullen moeten accepteren.

De h. Cools wijst erop dat de huidige schuldensituatie gedeeltelijk te wijten is aan de verkoop van het Brutélé-netwerk, die door Uccle en avant werd gesteund omdat het een goede beslissing was. Maar familiejuwelen kunnen maar één keer verkocht worden.

Aangezien er volgens het driejarenplan meer geïnvesteerd zal worden dan tijdens de vorige zittingsperiode, zal de schuldenlast toenemen. De h. Cools merkt op dat in het driejarenplan niet een hele reeks maatregelen is opgenomen die nodig zijn vanwege de ontwikkeling van de uitgaves.

Volgens hem is het daarom essentieel om prioriteiten te stellen.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 29 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Cools, Leila Kabachi, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Isabelle Sirtaine, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy.

27 annexes / 27 bijlagen

C. Irrecouvrables et non-valeurs NL.pdf, Annexe légale 2024 FR.pdf, D. Situation de caisse FR.pdf, Jaarverslag 2024.pdf, Rapport annuel des rémunérations.pdf, COMPTE 2024 NL.pdf, COMPTE 2024 FR.pdf, Bijlage 4 - Annexe 4 - Nog te innen vastg recht - créan à recouv 2024.xlsx, annexe C5 1 - 2024.docx, Annexes au compte NL 2024.pdf, Annexes au compte FR 2024.pdf, E. Balance des comptes generaux NL.pdf, Annexe légale 2024 NL.pdf, D. Situation de caisse NL.pdf, Copie de Annexe 5 C3.xlsx, E. Balance des comptes generaux FR.pdf, C. Irrecouvrables et non-valeurs FR.pdf, AC Bijlage C5 - Annexe C5 Overheidsopdrachten - Marchés publics.docx, Bijlage 2 - Annexe 2 - Etats des lieux des emprunts au 31-12-2024 FR&NL.xlsx, Formulaire T3 de 2024.pdf, AnnexeC5 2 bis.pdf, Bijlage 1 - Annexe 1 - Travaux en cours 2024 FR&NL.xlsx, Jaarverslag beloning.pdf, Bijlage 3 - Annexe 3 subsidies-subsidies 2024 FR-NL .xls, Ann suppl Bal co particuliers 2024 FR&NL.xlsx, Rapport annuel 2024.pdf, AnnexeC5 2.pdf

Ariane de Lobkowicz entre en séance / treedt in zitting.

Diane Culer quitte la séance / verlaat de zitting.

26.06.2025/A/0008 **Budget 2025.-Approbation.- Prise de connaissance.**

Le Conseil,

Attendu que le Conseil communal a approuvé le budget communal 2025 et le plan triennal 2025-2027, en date du 27 mars 2025;

Attendu que ce budget est exécutoire par expiration des délais depuis le 13 mai 2025;

Attendu que la Tutelle, dans sa lettre du 13 mai 2025, nous fait les remarques suivantes :

- Une augmentation de 18,80% (+3.527.073 €) des dépenses de fonctionnement est constatée entre le compte 2023 et le budget 2025 pour laquelle il est recommandé d'adapter les estimations par modification budgétaire si nécessaire, conformément à l'article 5 du RGCC.

- une dotation du CPAS, augmentée de +4.000.000 € en 2024, est revue à la

baisse dans le budget 2025 (+5% par rapport au budget initial 2024) semble sous-évaluée et devra être ajustée lors des prochaines modifications budgétaires. Une augmentation de 5% par an est prévue dans le plan triennal, mais elle pourrait être insuffisante sans rationalisations et synergies entre la commune et le CPAS.

- des créances irrécouvrables : les montants inscrits pour les « mises en non-valeurs et irrécouvrables » semblent trop faibles. Un ajustement est demandé.

- la nécessité d'une gestion budgétaire précise et d'actions ciblées pour garantir la viabilité financière de la commune.

Décide :

- de prendre connaissance de cette décision de l'autorité de tutelle portant sur une matière budgétaire, conformément aux prescriptions de l'article 8 du règlement général de la Nouvelle Comptabilité Communale.

Le Conseil prend connaissance.

Begroting 2025.-Goedkeuring.-Kennisgeving.

De Raad,

Aangezien de gemeenteraad op 27 maart 2025 de gemeentebegroting 2025 en het driejarenplan 2025-2027 heeft goedgekeurd;

Aangezien deze begroting sinds 13 mei 2025 uitvoerbaar is door de verstrijking van de termijnen;

Aangezien Toezicht in zijn brief van 13 mei 2025 de volgende opmerkingen aan ons heeft gemaakt:

- een stijging van 18,80% (+ € 3.527.073) van de werkingsuitgaven wordt vastgesteld tussen de rekening 2023 en de begroting 2025 waarvoor het aanbevolen is de ramingen per begrotingswijziging aan te passen, indien nodig, overeenkomstig artikel 5 van het ARGC.

- een dotatie aan het OCMW, verhoogd met € + 4.000.000 in 2024, wordt verlaagd in de begroting 2025 (+ 5% in vergelijking met de oorspronkelijke begroting 2024) lijkt onderschat en moet worden aangepast bij de volgende begrotingswijzigingen. Een verhoging van 5% per jaar is voorzien in het driejarenplan maar kan onvoldoende zijn zonder rationalisering en synergieën tussen de gemeente en het OCMW.

- de oninvorderbare schuldvorderingen: de ingeschreven bedragen voor de "onwaarden en invorderbaarheden" lijken te laag te zijn. Er wordt een aanpassing gevraagd.

- de noodzaak van een nauwkeurig budgettair beheer en gerichte acties om de financiële draagkracht van de gemeente te garanderen.

Beslist :

- nota te nemen van dit besluit van de toezichthoudende overheid inzake een begrotingskwestie, overeenkomstig de voorschriften van artikel 8 van het algemeen reglement op de nieuwe gemeentelijke boekhouding.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage
Notif signée Commune Uccle B2025.pdf

26.06.2025/A/0009 **Budget 2025.-Modifications budgétaires N° 1 et 2.**

Le Conseil,

Considérant qu'il convient à l'Assemblée de soumettre au vote du Conseil communal les modifications budgétaires n° 1 et 2 du budget 2025;

Vu que ces modifications reprennent l'adaptation de différents crédits de recettes et de dépenses du service ordinaire et extraordinaire;

Considérant que nous joignons, en annexe, les cahiers reprenant les articles modifiés;

Décide d'approuver les modifications budgétaires influençant les résultats du budget 2025 telles qu'elles se présentent :

1°) SERVICE ORDINAIRE (M.B. N°1)

A. RESULTAT EX. ORDINAIRE BUDGET INITIAL	Boni	1.499.242,07	
B. RESULTAT DE LA MB 1 (hors injection boni)	Mali	1.420.798,27	
C.=A+B NOUVEAU RESULTAT EX. PROPR			Bon
78.443,80			
D. RESULTAT EX. ANTERIEURS BUDGET INITIAL	Boni	10.564.182,16	
E. INJECTION BONI 2024 ORDINAIRE			Boni
1.509.149,26			
F=C+D+E RESULTAT EX.GLOBAL	Boni	12.151.775,22	

2°) SERVICE EXTRAORDINAIRE (M.B. N°2)

L'augmentation des dépenses de l'exercice de la MB 2 (719.426,33 €) est compensée par une augmentation équivalente des recettes de financement (106.520,24 € de fonds de réserve, -241.026,48 € d'emprunts, et 853.932,57 € de ventes). Et le résultat général du service extraordinaire atteint à présent - 31.221.586,01€.

Mme la Première Echevine précise que les estimations de recettes à l'IPP sont moins favorables que celles qui avaient été transmises naguère par le SPF Finances pour constituer le budget initial. Il y a donc une perte de recettes d'un montant de 1,5 million d'euros, qui correspondait plus ou moins au très léger boni du budget.

C'est la raison pour laquelle cette modification budgétaire ne présente plus qu'un très léger boni de 78.000 €, en dépit du travail minutieux et précis mené avec l'ensemble des membres du Collège.

Des réductions de dépenses ont été opérées pour plusieurs projets afin de demeurer dans une dynamique d'équilibre.

Mme la Première Echevine souligne toutefois que les recettes à l'IPP résultent bien davantage de la conjoncture générale que d'une action spécifique accomplie au sein de la commune.

Pour ce qui concerne le budget extraordinaire, certains projets font l'objet d'un ajustement et d'autres ont été reportés à des années ultérieures, notamment le projet relatif à la conciergerie du Wolvendael, pour lequel on a décidé de ne pas investir dans une rénovation.

Mme Kabachi souhaiterait savoir si le Collège a reçu des justifications de la part du gouvernement fédéral ou d'autres instances par rapport à la réduction des

prévisions de boni en raison de la réestimation des recettes IPP.

Rappelant la remarque de la tutelle selon laquelle la dotation au CPAS a été sous-évaluée et devrait être ajustée lors des prochaines modifications budgétaires, Mme Kabachi se demande pourquoi cette modification budgétaire-ci n'a pas été utilisée pour réévaluer la dotation au CPAS.

M. Cools partage le point de vue que vient d'émettre Mme Kabachi.

Le boni de 78.000 € sur un budget de plus de 200 millions d'euros est tout à fait dérisoire, et de surcroît irréaliste eu égard à la sous-estimation de la dotation au CPAS et aux remarques de la tutelle.

Vu qu'on se situe déjà en milieu d'année, M. Cools regrette que la majorité n'ait pas profité de l'occasion de ces modifications budgétaires pour prendre des mesures structurelles d'assainissement des finances communales.

Etant donné que le groupe Uccle en avant a voté contre le budget 2025, il ne peut approuver les modifications budgétaires qui se situent dans son sillage, mais comme ces dernières ont un caractère essentiellement technique, il optera ici pour l'abstention.

Mme Nagelmackers rejoint les propos de M. Cools et Mme Kabachi.

Ces modifications purement techniques n'apportent aucune réponse aux critiques de fond formulées par la tutelle.

Le boni à l'ordinaire ne tient que grâce au report du boni de 2024.

Il y a lieu de s'interroger sur la diminution de l'IPP.

Pour ce qui concerne le budget extraordinaire, le déficit reste très élevé, puisqu'il s'élève à plus de 31 millions d'euros.

Ce niveau d'endettement n'est pas tenable, et ce d'autant plus qu'avec la remontée des taux, emprunter coûte de plus en plus cher. Il serait donc plus judicieux d'estimer le budget extraordinaire sur base du taux d'exécution des projets des dernières années de manière à éviter des emprunts inutiles car, au final, l'argent non dépensé coûte plus cher qu'il ne rapporte.

À cela s'ajoutent des ventes d'actifs qui masquent l'absence de stratégie à moyen terme.

Dans un tel contexte, le groupe Les Engagés ne peut approuver ces modifications budgétaires.

Mme la Première Echevine tient à rappeler que la majorité et l'opposition accordent toutes deux une grande attention à la situation du CPAS. Mais il y a un certain ordre à observer dans le processus budgétaire : les modifications futures ne pourront intervenir qu'une fois les comptes du CPAS présentés.

Quoi qu'il en soit, le Conseil de l'action sociale et le Président du CPAS déploient beaucoup d'énergie afin de prendre les mesures structurelles susceptibles de déboucher sur une réduction du déficit du CPAS et, par voie de conséquence, sur une réduction du montant de l'intervention communale.

Mme la Première Echevine conteste le propos selon lequel le remplacement des départs naturels serait automatique. Une note présentée au Collège précise les modalités de ces remplacements, qui font l'objet d'une analyse au cas par cas.

Des emprunts ne sont effectués que pour des projets en cours de réalisation dont on est amené à payer les factures.

Des emprunts effectués en amont ne relèvent pas d'une bonne gestion, même si une telle pratique a pu avoir lieu il y a une dizaine d'années lorsque les taux étaient différents. Le Receveur a toutefois bien expliqué en commission qu'il ne s'agit en aucun cas de la politique que l'on entend mener actuellement.

Dans le budget, les recettes à l'IPP sont présentées avec un calcul du facteur Z, fondé sur une moyenne des recettes perçues. Les estimations du SPF Finances ne

tiennent pas compte de ce facteur Z mais doivent néanmoins être inscrites telles quelles. Ce mécanisme débouche sur une chute plus forte que celle qu'on eût pu escompter des moyennes des dernières années. Telle est l'explication de la baisse un peu brutale de 1,5 million d'euros du montant des recettes issues de l'IPP.

M. Cools émet un certain doute quant à la réelle présence de mesures structurelles dans le plan triennal.

M. Cools admet que tous les départs naturels ne donnent pas lieu à un remplacement mais vu qu'il y a parfois des engagements nouveaux, les effectifs globaux du personnel ne diminuent pas. Il faudra bien à un moment donné prendre des décisions à cet égard : plus on les retarde, plus elles seront difficiles.

Si l'on escompte environ 10 millions d'euros de recettes supplémentaires par le biais du précompte immobilier et que l'on partage cette somme entre 5 millions d'effort fiscal et 5 millions de dépenses, cela signifie qu'on devrait réduire les dépenses d'environ 2,5 % en agissant sur différents leviers.

M. Cools ne pense pas qu'il soit possible de réduire la dotation au CPAS, vu que les besoins sociaux vont continuer de croître et que les mesures du gouvernement Arizona ne manqueront pas d'avoir un impact.

Il reconnaît toutefois que le CPAS fait des efforts en matière financière et se montre notamment plus efficace que la commune elle-même dans la maîtrise des dépenses de fonctionnement.

M. De Bock rappelle que l'année dernière, il avait souligné la maîtrise du nombre d'équivalents temps plein (ETP) sous la précédente législature, puisque ces effectifs n'ont pas été augmentés malgré la croissance démographique de la population uccloise.

M. De Bock souhaiterait qu'il y ait un plus large consensus à l'égard des mesures structurelles prises par le CPAS. Au cours des trois derniers mois, le CPAS a en effet pris des décisions importantes qui seront concrétisées dans les prochaines modifications budgétaires ou les budgets des années 2025 et 2026.

Or, les remarques judicieuses émises par M. Cools ou d'autres membres de l'opposition quant à un processus de restructuration du personnel ne sont pas vraiment suivies par leurs représentants au Conseil de l'action sociale, puisque ces derniers optent pour l'abstention ou un vote négatif lorsqu'il s'agit de prendre des décisions difficiles.

M. De Bock plaide donc en faveur d'une plus grande cohérence.

M. Cools conteste les dernières affirmations de M. De Bock.

Les représentants des différentes formations de l'opposition au Conseil de l'action sociale soulignent simplement que le budget 2025 n'est pas réaliste sur un certain nombre de points et ne font ainsi que rejoindre l'avis technique signé par le président, le directeur et le receveur du CPAS.

M. Cools reconnaît toutefois que le CPAS est plus efficace que la commune dans la maîtrise des dépenses de fonctionnement et que les conseillers CPAS traitent les dossiers sociaux dans un esprit de consensus qui se traduit souvent par des votes à l'unanimité.

M. Tojerow estime que le Collège et la majorité font preuve d'un certain culot en prétendant qu'ils sont dans un exercice de responsabilité alors que l'opposition ne tiendrait pas compte des réalités.

Il rappelle que dans le cadre des discussions budgétaires, l'opposition a aussi formulé des propositions de réduction des dépenses.

L'opposition s'est étonnée de l'estimation de la dotation au CPAS sans obtenir de réponse convaincante. Néanmoins, un mois plus tard, la tutelle a corroboré

les propos tenus par cette même opposition, dont les remarques constructives ont été négligées.

Pour M. Tojerow, la confiance dans l'objectivité des discussions s'érode au fil du temps.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 27 votes positifs, 9 abstentions.

Abstentions : Marc Cools, Leïla Kabachi, Alexandre Meeus, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Isabelle Sirtaine, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy.

Begroting 2025.-Begrotingswijzigingen Nr 1 en 2.

De Raad,

Overwegende dat de vergadering begrotingswijzigingen nr 01 en 02 van de begroting 2025 ter goedkeuring moet voorleggen aan de gemeenteraad;

Aangezien deze wijzigingen de aanpassing omvatten van verschillende kredieten inzake ontvangsten en uitgaven van de gewone en de buitengewone dienst;

Overwegende dat we de gewijzigde artikels als bijlage hebben toegevoegd,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de begrotingswijzigingen die een invloed hebben op de resultaten van de begroting 2025, als volgt :

1°) GEWONE DIENST (BW1)

A. RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR OORSPRONKELIJKE BEGROTING	Overschot	1.499.242,07
B. RESULTAAT VAN BW 1	Mali	1.420.798,27
C=A+B NIEUW RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR	Overschot	78.443,80
D. RESULTAAT VOORGAANDE DIENSTJAREN OORSPRONKELIJKE BEGROTING	Overschot	10.564.182,16
E. INJECTIE OVERSCHOT 2024 GEWONE DIENST	Overschot	1.509.149
F=C+D+E RESULTAAT GLOBAAL DIENSTJAAR	Overschot	12.151.775,22

2°) BUITENGEWONE DIENST (BW2)

De stijging van de uitgaven van het dienstjaar van BW 2 (€ 719.426,33) wordt gecompenseerd door een overeenkomstige stijging van financieringsontvangsten : reservefonds € 106.520,24, verkopen € 853.932,57 en leningen €-241.026,48. Het algemene resultaat van de buitengewone dienst is nu € - 31.221.586,01.

***De eerste schepen** verklaart dat de ramingen van de PB-ontvangsten minder gunstig waren dan die welke eerder door de FOD Financiën werden ingediend voor de initiële begroting. Er is dus een verlies aan ontvangsten van 1,5 miljoen euro, wat min of meer overeenkomt met het zeer lichte overschot op de begroting.*

Daarom laat deze begrotingswijziging slechts een heel klein overschot van € 78.000 zien, ondanks het nauwgezette en nauwkeurige werk dat met alle leden van het bestuur is verricht.

Op verschillende projecten is bezuinigd om de begroting in evenwicht te houden.

De eerste schepen wijst er echter op dat de PB-ontvangsten veel meer het gevolg zijn van het algemene economische klimaat dan van specifieke maatregelen van de gemeente.

Wat de buitengewone begroting betreft, zijn sommige projecten aangepast en andere uitgesteld tot volgende jaren, met name het project van de conciërgewoning van Wolvendael, waarvoor is besloten niet te investeren in renovatie.

Mevr. Kabachi wil graag weten of het college enige rechtvaardiging heeft ontvangen van de federale regering of andere instanties voor de verlaging van de overschotprognoses als gevolg van de herschatting van de PB-ontvangsten.

Ze herinnert zich de opmerking van de toezichthoudende overheid dat de OCMW-dotatie ondergewaardeerd was en bij toekomstige begrotingswijzigingen zou moeten worden aangepast en vroeg zich af waarom deze begrotingswijziging niet was gebruikt om deze dotatie te herwaarderen.

De h. Cools deelt het standpunt van mevr. Kabachi.

Het overschot van € 78.000 op een begroting van meer dan 200 miljoen euro is belachelijk en onrealistisch gezien de onderschatting van de OCMW-dotatie en de opmerkingen van de toezichthoudende overheid.

Aangezien het al halverwege het jaar is, betreurt hij het dat de meerderheid deze begrotingswijzigingen niet heeft aangegrepen om structurele maatregelen te nemen om de gemeentelijke financiën te verbeteren.

Aangezien Uccle en avant tegen de begroting 2025 heeft gestemd, kan zij de begrotingswijzigingen die daaruit voortvloeien niet goedkeuren, maar aangezien deze hoofdzakelijk technisch van aard zijn, zal zij zich onthouden.

Mevr. Nagelmackers is het eens met de h. Cools en mevr. Kabachi.

Deze zuiver technische wijzigingen bieden geen antwoord op de fundamentele kritiek van de toezichthoudende overheid.

Het gewone overschot is er enkel dankzij de overdracht van het overschot van 2024.

Er zijn redenen om vraagtekens te zetten bij de verlaging van de PB.

Wat de buitengewone begroting betreft, blijft het tekort met meer dan 31 miljoen euro erg hoog.

Dit schuldenniveau is onhoudbaar, vooral omdat lenen steeds duurder wordt naarmate de rente stijgt. Het zou daarom verstandiger zijn om de buitengewone begroting te ramen op basis van de uitvoeringsgraad van projecten in de afgelopen jaren, om onnodig lenen te voorkomen, want uiteindelijk kost niet uitgegeven geld meer dan het oplevert.

Bovendien verhullen de verkopen van activa het ontbreken van een middellangetermijnstrategie.

Tegen deze achtergrond kan Les Engagés deze begrotingswijzigingen niet goedkeuren.

De eerste schepen wil erop wijzen dat zowel de meerderheid als de oppositie de situatie van het OCMW nauwlettend volgen. Maar er is een bepaalde volgorde in het begrotingsproces: toekomstige wijzigingen kunnen pas worden doorgevoerd nadat de OCMW-rekeningen zijn gepresenteerd.

Hoe dan ook werken de raad voor maatschappelijk welzijn en de OCMW-voorzitter hard aan structurele maatregelen die het tekort van het OCMW en bijgevolg het bedrag van de gemeentelijke bijdrage kunnen verminderen.

De eerste schepen bestrijdt de bewering dat natuurlijk vertrek automatisch wordt vervangen. In een nota aan het college worden de voorwaarden van deze vervangingen uiteengezet, die per geval worden geanalyseerd.

Lenen gebeurt alleen voor projecten die al lopen en waarvoor we de rekeningen moeten betalen.

Lenen op voorhand is geen goed beheer; ook al gebeurde dat tien jaar geleden misschien toen de tarieven anders waren. De ontvanger heeft in de commissie echter duidelijk gemaakt dat dit absoluut niet het beleid is dat we op dit moment willen voeren.

In de begroting worden de PB-ontvangsten gepresenteerd met een Z-factor

berekening, gebaseerd op een gemiddelde van de geïnde ontvangsten. De ramingen van de FOD Financiën houden geen rekening met deze Z-factor, maar moeten toch als dusdanig worden ingevuld. Dit mechanisme heeft geleid tot een sterkere daling dan kon worden verwacht op basis van de gemiddelden van de afgelopen jaren. Dit verklaart de vrij scherpe daling van €1,5 miljoen van de PB-ontvangsten.

De h. Cools heeft enige twijfels over de werkelijke aanwezigheid van structurele maatregelen in het driejarenplan.

Hij geeft toe dat niet al het natuurlijk vertrek wordt vervangen, maar aangezien er soms nieuwe aanwervingen zijn, wordt het totale aantal personeelsleden niet verminderd. Beslissingen moeten op een bepaald moment worden genomen: hoe langer ze worden uitgesteld, hoe moeilijker ze zullen zijn.

Als we verwachten ongeveer 10 miljoen euro aan extra ontvangsten te genereren via de OV, en als we dit bedrag verdelen tussen 5 miljoen euro aan belastinginspanningen en 5 miljoen euro aan uitgaves, betekent dit dat we de uitgaves met ongeveer 2,5% moeten verlagen door in te spelen op verschillende hefboomen.

De h. Cools gelooft niet dat het mogelijk is om de OCMW-dotatie te verlagen, aangezien de sociale behoeftes zullen blijven toenemen en de maatregelen van de Arizona-regering zeker effect zullen hebben.

Hij erkent echter dat het OCMW inspanningen levert op financieel vlak en met name effectiever blijkt te zijn dan de gemeente zelf bij het beheersen van de werkingskosten.

De h. De Bock herinnert eraan dat hij vorig jaar benadrukte dat het aantal voltijdse equivalenten (VTE's) tijdens de vorige legislatuur onder controle was gehouden, aangezien het aantal personeelsleden niet was verhoogd ondanks de groei van de Ukkelse bevolking.

Hij zou graag een bredere consensus zien over de structurele maatregelen van het OCMW. De afgelopen drie maanden heeft het OCMW enkele belangrijke beslissingen genomen die hun weerslag zullen vinden in de volgende begrotingswijzigingen of de begrotingen voor 2025 en 2026.

De verstandige opmerkingen van de h. Cools of andere leden van de oppositie over een personeelsherstructurering worden echter niet echt opgevolgd door hun vertegenwoordigers in de raad voor maatschappelijk welzijn, die ervoor kiezen om zich te onthouden of tegen te stemmen als het gaat om het nemen van moeilijke beslissingen.

De h. De Bock roept daarom op tot meer consistentie.

De h. Cools betwist de laatste uitspraken van de h. De Bock.

De vertegenwoordigers van de verschillende oppositiepartijen in de raad voor maatschappelijk welzijn wijzen er gewoon op dat de begroting 2025 op een aantal punten onrealistisch is, en onderschrijven dus gewoon het technisch advies dat is ondertekend door de voorzitter, de directeur en de ontvanger van het OCMW.

De h. Cools erkent echter dat het OCMW doeltreffender is dan de gemeente in het beheersen van de werkingskosten en dat de OCMW-raadsleden sociale kwesties behandelen in een geest van consensus, wat vaak resulteert in unanieme stemmen.

De h. Tojerow vindt dat het college en de meerderheid een zekere brutaliteit tonen door te beweren dat ze hun verantwoordelijkheid nemen, terwijl de oppositie de realiteit zogenaamd negeert.

Hij wijst erop dat de oppositie tijdens de begrotingsbesprekingen ook voorstellen heeft gedaan om de uitgaves te beperken.

De oppositie uitte haar verbazing over de geraamde OCMW-dotatie maar kreeg geen overtuigend antwoord. Een maand later bevestigde de toezichhoudende

overheid echter de opmerkingen van deze zelfde oppositie, wiens constructieve opmerkingen waren genegeerd.

Voor de h. Tojerow is het vertrouwen in de objectiviteit van de discussies met de tijd aan het afbrokkelen.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 27 positieve stemmen, 9 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Cools, Leïla Kabachi, Alexandre Meeus, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Isabelle Sirtaine, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy.

14 annexes / 14 bijlagen

MB 2 extraordinaire détaillée NL.pdf, MB 2 extraordinaire détaillée FR.pdf, MB1&2 2025 - avis de la commission.pdf, Synthèse MB 1 NL 2025.pdf, MB 1 Ordinaire Fonctionnelle FR.pdf, Synthèse MB 1 FR 2025.pdf, MB 1 Ordinaire Fonctionnelle NL.pdf, MB 1 Ordinaire Economique NL.pdf, MB 1 ordinaire détaillée NL.pdf, MB 1 Ordinaire Economique FR.pdf, MB12 2025 - avis de la commission NL.pdf, Annexe MB2 FR.pdf, Annexe MB2 NL.pdf

26.06.2025/A/0010 **Gestion du stationnement payant.- Règlement redevances sur le stationnement de véhicules à moteur dans un lieu public.- Recouvrement des créances non fiscales.- Contraintes.- Prise pour information.**

Le Conseil,

Vu l'article 137bis tel qu'ajouté par l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 février 2014 publiée au Moniteur Belge du 2 avril 2014 modifiant la nouvelle loi communale stipulant :

"En vue du recouvrement des créances non fiscales incontestées et exigibles, le receveur peut établir une contrainte, visée et déclarée exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins. Une telle contrainte est signifiée par exploit d'huissier de justice. Cet exploit interrompt la prescription. Une contrainte ne peut être visée et rendue exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins que si la dette est exigible, définitive et certaine. Le débiteur doit en outre avoir été préalablement mis en demeure par lettre recommandée. La commune peut charger des frais administratifs pour cette lettre recommandée. Ces frais sont à charge du débiteur et peuvent également être recouvrés par l'exploit. Les dettes d'une personne morale de droit public ne peuvent jamais être récupérées par un exploit. Un recours contre l'exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation. En ce qui concerne l'accomplissement des missions visées dans le présent article, le receveur fait rapport, sous sa responsabilité, au collège des bourgmestre et échevins et au conseil communal";

Considérant que des créances sont connues des débiteurs qui disposaient d'un délai de 15 jours calendrier à compter de la date de l'invitation à acquitter la redevance de stationnement ;

Considérant que faute d'avoir reçu paiement des redevances susmentionnées, des mises en demeure ont été adressées à chaque débiteur par lettre recommandée ;

Considérant que les débiteurs disposaient d'un dernier délai de 30 jours à partir de la date d'envoi de la mise en demeure pour procéder au paiement ;

Qu'à ce jour, les débiteurs n'ont pas procédé au paiement de la (des) redevance(s),

ni contesté ou demandé un plan d'apurement de leur dette à l'égard de la Commune ;

Considérant dès lors que les dettes sont exigibles, définitives et certaines conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale ;

Que par conséquent, le Receveur communal a établi une contrainte en vue de la récupération de chaque créance majorée des frais administratifs de la mise en demeure adressée par recommandé tels que prévus au Chapitre III articles 63 et 68 du règlement-redevance voté par le Conseil communal en séance du 15 décembre 2022,

Décide :

de prendre pour information la liste des 7614 contraintes établies par le Receveur communal pour les créances non fiscales incontestées et exigibles.

Le Conseil prend connaissance.

Beheer van het betalend parkeren.- Retributieverordening op het parkeren van motorvoertuigen in een openbare ruimte.- Invordering van niet fiscale schuldvorderingen.- Bezwaren.- Kennisneming.

De raad,

Gelet op artikel 137bis zoals toegevoegd door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 februari 2014, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 2 april 2014, tot wijziging van de nieuwe gemeentewet:

"Met het oog op de invordering van onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen, kan de ontvanger een door het college van burgemeester en schepenen geïssueerd en uitvoerbaar verklaard dwangbevel uitvaardigen. Een dergelijk dwangbevel wordt betekend bij gerechtsdeurwaardersexploot. Dat exploot stuit de verjaring. Een dwangbevel mag door het college slechts geïssueerd en uitvoerbaar verklaard worden als de schuld opeisbaar, definitief en zeker is. Bovendien moet de schuldenaar vooraf bij aangetekend schrijven in gebreke gesteld worden. De gemeente kan administratieve kosten voor dat aangetekend schrijven aanrekenen. Die kosten komen voor rekening van de schuldenaar en kunnen eveneens bij dwangbevel ingevorderd worden. De schulden van publiekrechtelijke rechtspersonen kunnen nooit bij dwangbevel ingevorderd worden.

Tegen het exploot kan bij verzoekschrift of door dagvaarding beroep ingesteld worden binnen de maand van de betekening.

Met betrekking tot de vervulling van de opdrachten, bedoeld in dit artikel, rapporteert de ontvanger op eigen verantwoordelijkheid aan het college van burgemeester en schepenen en aan de gemeenteraad.";

Overwegende dat er schuldvorderingen gekend zijn van schuldenaars die beschikken over een termijn van 15 kalenderdagen vanaf de datum van het verzoek tot betaling van de parkeerretributie;

Overwegende dat er bij gebrek aan betaling van de bovenvermelde retributie ingebrekestellingen naar elke schuldenaar verstuurd worden per aangetekende

brief;

Overwegende dat de schuldenaars over een laatste termijn van 30 dagen vanaf de verzendingsdatum van de ingebrekestelling beschikken om over te gaan tot de betaling;

Overwegende dat de schuldenaars tot op heden de retributie(s) betaald noch betwist hebben en ze geen afbetalingsplan van hun schuld tegenover de gemeente hebben aangevraagd;

Overwegende dat de schulden aldus opeisbaar, definitief en zeker zijn overeenkomstig artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de gemeenteontvanger een dwangbevel heeft opgesteld voor de recuperatie van elke schuldvordering, verhoogd met de administratieve kosten van de per aangetekende brief verstuurde ingebrekestelling zoals voorzien in hoofdstuk III artikels 63 en 68 van de retributieverordening, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 15 december 2022,

Beslist:

Beslist kennis te nemen van de lijst van 7614 dwangbevelen, opgesteld door de gemeenteontvanger voor onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Liste Collège pour cloturer 2024 (second semestre pour plaques belges + de avril à décembre pour les plaques étrangères).pdf

Taxes - Belastingen

26.06.2025/A/0011 **Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique**

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1 ;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2026, pour autant

que la commune émette le souhait de bénéficier de ce service avant le 30 juin 2025 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE

Article 1er

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition 2026.

Article 2

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 13, § 2;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1 ;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2026 in zoverre de gemeente voor 30 juni 2025 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT

Artikel 1

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2026.

Artikel 2

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Diane Culer entre en séance / treedt in zitting.

26.06.2025/A/0012 **Taxes. - Règlement-taxe sur les bornes de recharge pour véhicules électriques situées sur la voirie publique – Exercices 2025-2031 – Adoption.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative et ses modifications ultérieures ;

Vu la circulaire du 8 septembre 2016 relative à la réforme de la tutelle administrative ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, §4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases de l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe à l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les bornes de recharge pour véhicules électriques de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;

Considérant que les services que la Commune organise sur son territoire et qui concernent notamment l'entretien des voiries communales, des trottoirs, l'éclairage public, la propreté, la prévention, la sécurité ou encore la police ; que ces services ou partie d'entre eux bénéficient aux personnes physiques ou morales qui exploitent les bornes de recharge pour véhicules électriques sur le territoire de la Commune d'Uccle ; qu'il est donc légitime de financer une partie de ces dépenses par le produit de la taxe ;

Considérant qu'il n'en demeure pas moins que le conseil communal entend encourager l'initiative s'inscrivant dans une démarche de réduction de l'empreinte carbone et d'amélioration de la qualité de l'air ; que les véhicules électriques roulant à l'énergie verte n'émettent ni de CO2 ni de microparticules provenant du carburant ; que les bornes de recharge pour ces véhicules électriques font par ailleurs partie intégrante de cette mobilité plus partagée ; que le taux proposé auquel sont soumises ces bornes de recharge pour véhicules électriques est par conséquent raisonnablement justifié ;

DÉCIDE :

D'adopter le règlement-taxe sur les bornes de recharge pour véhicules électriques situées sur la voirie publique.

REGLEMENT

-

I. DURÉE ET ASSIETTE

Article 1^{er}

§1^{er}. Il est établi au profit de la Commune d’Uccle, à partir du 1^{er} août 2025 et pour un terme expirant le 31 décembre 2031 une taxe annuelle sur les bornes de recharge pour véhicules électriques placés sur la voirie publique.

§ 2. Pour l’application des présentes dispositions, il faut entendre par voirie publique :

- Une voie de communication par terre affectée à la circulation du public, indépendamment de la propriété de son assiette, y compris ses dépendances qui sont nécessaires à la conservation et à l’entretien de la voie publique, et dont la gestion incombe à l'autorité communale.
- L’ensemble des autres lieux destinés à l’usage de tous, sans restriction d’accès.

II. TAUX

Article 2

§ 1^{er}. Le taux annuel de la taxe est de 125,00 € par point de recharge.

Toute borne comportant plusieurs points de charge visée par le présent règlement, permettant la recharge d’un véhicule électrique est censée comprendre autant d’unités imposables qu’il y a de points de charge permettant la recharge d’un véhicule électrique.

§ 2. La taxe est due pour l’année entière, à compter du 1^{er} janvier de l’exercice d’imposition pour l’ensemble des objets taxables visés par le présent règlement,

installés sur le territoire de la Commune d’Uccle.

Pour l’exercice 2025, un *prorata temporis* mensuel sera appliqué à partir du 1^{er} août 2025.

En cas d’installation d’une borne visée par le présent règlement en cours d’exercice, la taxe sera due au *prorata temporis* du nombre de mois à partir de la date de sa mise à disposition des utilisateurs. Tout mois entamé sera considéré comme mois entier.

Il appartient à la personne morale qui exploite la borne de recharge pour véhicule électrique d’informer la commune par écrit dans un délai de quinze jours de la date de sa mise à disposition des utilisateurs.

En cas de changement en cours d’exercice d’imposition du titulaire de droit ou de personne morale exploitante, la taxe sera mise en charge des différents titulaires de droit réel ou des différentes personnes morales exploitantes, en proportion du nombre de mois durant lesquels ils auront été titulaires du droit réel ou qu’elles auront été exploitantes. Tout mois entamé sera considéré comme mois entier dû par le cessionnaire du droit réel ou du droit d’exploiter.

Cette mise à charge de la taxe au prorata mensuel entre les différents redevables n’est pas automatique et il appartient au redevable d’informer la commune par écrit du changement de titulaire de droit réel ou de personne physique ou morale exploitante dans un délai de quinze jours suivant le changement.

III. REDEVABLE

Article 3

La taxe est due par la personne morale qui exploite la borne de recharge pour véhicules électriques.

IV. EXEMPTIONS

Article 4

§1^{er}. Peuvent être exemptés, et sur décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, l'ensemble des redevables dont l'activité est située dans une zone de travaux effectués en voirie publique dont l'ampleur exceptionnelle est de nature à nuire gravement à leur situation économique.

§2. Le redevable fera valoir la cause de l'exemption accordée en raison de la situation décrite au paragraphe précédent, dans les trente jours qui suivent le début du chantier.

L'exemption sera alors calculée au *pro rata* de la durée des travaux, à concurrence du nombre de jours à partir du trentième jour et pour les mois suivants. La décision sera communiquée aux redevables par voie écrite.

V. DÉCLARATION

Article 5

§1^{er}. L'administration communale adresse au redevable un formulaire de déclaration initiale que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé dans un délai de 15 jours suivant la date d'envoi mentionnée sur le formulaire.

Les redevables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un au plus tard le 30 novembre de l'exercice d'imposition et le renvoyer dans un délai de 15 jours suivant la date d'envoi mentionnée sur le formulaire.

§2. Le redevable est tenu de joindre à sa déclaration initiale toutes les pièces justificatives relatives à son statut, à sa situation personnelle ou à ses affirmations. En outre, il doit, à la demande de l'Administration, produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

§3. Tout nouvel appareil, toute nouvelle borne de recharge pour véhicule électrique placé dans le courant d'un exercice doit être déclaré dans le même délai de quinze jours.

Article 6

La déclaration initiale reste valable, pour les exercices d'imposition suivants, jusqu'à révocation. Le redevable est tenu d'informer l'Administration communale de toute modification dans sa déclaration initiale. Il est tenu d'y joindre toutes pièces justificatives.

Article 7

La déclaration faite auprès de l'Administration communale ne dispense pas de l'obtention d'une autorisation auprès de l'autorité compétente lorsqu'elle est nécessaire.

VI. TAXATION D'OFFICE

Article 8

§1^{er}. L'absence de déclaration initiale dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

§2. Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration notifie au redevable les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3. Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4. Les taxes enrôlées d'office peuvent être majorées selon l'échelle de gradation suivante :

- lorsqu'il s'agit de la première infraction : majoration de 50% ;
- à partir de la deuxième infraction et pour les suivantes, quelle que soit l'année où la première infraction a été commise : majoration de 100 %.

Il y a lieu d'entendre par infraction, l'absence de déclaration initiale, la déclaration non introduite dans les délais repris à l'article 5 du présent règlement, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de toute situation taxable qu'elle concerne ou non la même imposition et/ou le même règlement. Pour la détermination de l'échelle à appliquer, il y a deuxième infraction ou infraction subséquente si, au moment où une nouvelle infraction est commise, il a été donné connaissance au redevable de l'application de la sanction concernant une infraction antérieure depuis au moins trente jours calendrier.

VII. MESURES DE CONTRÔLE

Article 9

§1^{er}. Les contrôles, examens et contestations nécessaires quant à l'application du présent règlement sont constatés par le(s) fonctionnaire(s) désigné(s) à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

§2. Les procès-verbaux qu'il(s) rédige(nt) font foi jusqu'à preuve du contraire.

VIII. RECouvreMENT ET CONTENTIEUX

Article 10

La présente taxe sera perçue par voie de rôle conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures, et aux dispositions du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales, voté le 13 avril 2019.

Article 11

§1^{er}. Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins. Celle-ci doit être introduite par écrit et doit, sous peine de déchéance, être introduite par envoi postal, par remise contre accusé de réception au guichet du service communal des taxes, ou par envoi électronique (ajouter l'adresse e-mail) endéans les trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

§2. Cette réclamation doit être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant, dans le respect de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.

§3. L'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

IX. MISE EN APPLICATION

Article 12

Le présent règlement est publié conformément à l'article 112 de la nouvelle loi communale. Il entre en vigueur le jour de sa publication et est applicable à compter du 1^{er} août 2025.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Belastingen.- Belastingreglement op laadpalen voor elektrische voertuigen langs de weg – Dienstjaar 2025-2031 – Aanname.

De raad,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en haar latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, en latere wijzigingen;

Gelet op de omzendbrief van 8 september 2016 met betrekking tot de hervorming van het administratief toezicht;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente;

Overwegende dat het gemeentebestuur zijn bevoegdheid om belastingen te heffen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet; dat het aan het gemeentebestuur is om in het kader van zijn fiscale autonomie de heffingsgrondslagen vast te stellen van de belastingen waarvan het de noodzakelijkheid beoordeelt in het licht van de behoeften waarin het meent te moeten voorzien, behoudens het door de Grondwet opgelegde voorbehoud, namelijk de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; behoudens de door de wet bepaalde uitzonderingen kiest het gemeentebestuur, onder toezicht van de toezichthoudende overheid, de grondslag van de belastingen die het heft;

Overwegende dat zowel de vaststelling van het voorwerp van een belasting als de vaststelling van de personen die tot betaling van een belasting gehouden zijn deel uitmaken van de gemeentelijke fiscale autonomie; dat de gemeente op dit gebied over discretionaire bevoegdheden beschikt, die zij uitoefent met inachtneming van haar specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat de gemeenteraad het noodzakelijk geacht heeft laadpalen voor elektrische voertuigen te belasten om extra inkomsten te verkrijgen voor de financiering van de algemene nutsvoorzieningen die de gemeente moet dragen;

Overwegende dat de diensten die de gemeente op haar grondgebied organiseert en die meer bepaald betrekking hebben op het onderhoud van de gemeentelijke wegen, voetpaden, openbare verlichting, netheid, preventie, veiligheid of zelfs de politie; dat deze diensten of een deel ervan ten goede komen aan de natuurlijke of rechtspersonen die de laadpalen voor elektrische voertuigen op het grondgebied van de gemeente Ukkel exploiteren; dat het bijgevolg legitiem is een deel van deze uitgaven te financieren uit de opbrengst van de belasting;

Overwegende dat de gemeenteraad niettemin van plan is dit initiatief ter vermindering van de CO₂-voetafdruk aan te moedigen; dat elektrische voertuigen die

op groene energie rijden noch CO₂, noch microdeeltjes afkomstig van de brandstof uitstoten; dat laadpalen voor deze elektrische voertuigen ook integraal deel uitmaken van deze zachtere en meer gedeelde mobiliteit; dat het voorgestelde tarief waaraan deze laadpalen voor elektrische voertuigen onderworpen zijn bijgevolg redelijkerwijze gerechtvaardigd is;

BESLIST:

Het belastingreglement op laadpalen voor elektrische voertuigen langs de openbare weg aan te nemen.

REGLEMENT

I. DUUR EN GRONDSLAG

Artikel 1

§1. Met ingang van 1 augustus 2025 en voor een termijn eindigend op 31 december 2031 wordt ten behoeve van de gemeente Ukkel een jaarlijkse belasting geheven op laadpalen voor elektrische voertuigen die langs de openbare weg geplaatst zijn.

Voor de toepassing van deze bepalingen wordt onder “openbare weg” verstaan:

- een openbare verbindingsweg over land, ongeacht de eigendom van de grond waarop deze loopt, met daarbij ook de noodzakelijke bijgebouwen voor de instandhouding en het onderhoud van de openbare weg, en die beheerd wordt door de lokale overheid;
- alle andere plaatsen die bestemd zijn om door iedereen gebruikt te worden, zonder beperking van de toegang.

II. TARIEF

Artikel 2

§1. Het jaarlijkse belastingtarief bedraagt € 125,00 /oplaadpunt.

Elke laadpaal die beoogd wordt door het onderhavige reglement omvat evenveel belastbare eenheden als er oplaadpunten zijn waarmee een elektrisch voertuig opgeladen kan worden.

§2. De belasting is verschuldigd voor het hele jaar, vanaf 1 januari van het aanslagjaar voor alle onder dit reglement vallende belastbare objecten die geïnstalleerd zijn op het grondgebied van de gemeente Ukkel.

Voor het dienstjaar 2025 wordt een maandelijks *prorata temporis* toegepast vanaf 1 augustus 2025.

In geval van installatie van een door het onderhavige reglement beoogde laadpaal tijdens het dienstjaar is de belasting verschuldigd *prorata temporis* het aantal maanden vanaf de datum van de terbeschikkingstelling ervan aan de gebruikers. Elke begonnen maand wordt beschouwd als een volledige maand.

Het behoort de rechtspersoon die de laadpaal voor elektrische voertuigen exploiteert toe de gemeente schriftelijk te informeren binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de datum van de terbeschikkingstelling ervan aan de gebruikers.

Bij wijziging in de loop van het aanslagjaar van de houder van het zakelijk recht of de rechtspersoon die het exploiteert wordt de belasting aangerekend aan de verschillende houders van het zakelijk recht of de verschillende rechtspersonen die het exploiteren, naar evenredigheid van het aantal maanden dat zij houder van het zakelijk recht of exploitant geweest zijn.

Elke begonnen maand wordt als een volledige maand beschouwd.

Deze toerekening van de belasting op maandbasis naar rato tussen de verschillende belastingplichtigen gebeurt niet automatisch en het is de verantwoordelijkheid van de belastingplichtige om de gemeente schriftelijk op de hoogte te brengen van de wijziging van de houder van het zakelijk recht of de natuurlijke of rechtspersoon die het goed exploiteert. Dit gebeurt binnen een termijn van vijftien dagen na de wijziging.

III. BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de rechtspersoon die de laadpaal voor elektrische voertuigen exploiteert.

IV. VRIJSTELLINGEN

Artikel 4

§1. Alle belastingplichtigen wier bedrijf gevestigd is in een gebied waar werkzaamheden aan de openbare weg uitgevoerd worden waarvan de uitzonderlijke omvang ernstige schade kan berokkenen aan hun economische situatie kunnen bij besluit van het college van burgemeester en schepenen vrijgesteld worden van de heffing.

§2. De belastingplichtige doet de reden van de toegekende vrijstelling wegens de situatie beschreven in de vorige paragraaf gelden binnen de dertig dagen na het begin van de werken. De vrijstelling wordt dan berekend naar rato van de duur van de werkzaamheden, ten belope van het aantal dagen vanaf de dertigste dag en voor de volgende maanden. De belastingplichtigen worden schriftelijk op de hoogte gebracht van de beslissing.

V. AANGIFTE

Artikel 5

§1. De gemeente stuurt de belastingbetaler een initieel aangifteformulier dat naar behoren vervolledigd, gedateerd en ondertekend teruggestuurd moet worden binnen 15 dagen na de datum van verzending die op het formulier vermeld staat.

De belastingplichtigen die het formulier niet ontvangen hebben moeten er uiterlijk

op 31 december van het aanslagjaar een aanvragen en het binnen 15 dagen na de op het formulier vermelde verzenddatum terugsturen.

§2. De belastingplichtige moet bij zijn initiële aangifte alle bewijsstukken voegen die betrekking hebben op zijn statuut, persoonlijke situatie of verklaringen. Bovendien moet hij, op verzoek van het bestuur en zonder zich te hoeven verplaatsen, alle boeken en documenten overleggen die nodig zijn om de belasting vast te stellen.

§3. Elk nieuw apparaat of nieuwe laadpaal voor elektrische voertuigen dat in de loop van een belastingjaar geplaatst wordt moet binnen dezelfde periode van vijftien dagen aangegeven worden.

Artikel 6

De initiële aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren, tot intrekking. De belastingplichtige dient het gemeentebestuur te informeren van elke wijziging in zijn initiële aangifte. Hij voegt er alle bewijsstukken aan toe.

Artikel 7

De verklaring aan het gemeentebestuur ontslaat niet van de noodzaak om toestemming te krijgen van de bevoegde autoriteit als die vereist is.

VI. AANSLAG VAN AMBTSWEGE

Artikel 8

§1. Als de belastingplichtige geen initiële aangifte indient binnen de voorgeschreven termijn of als de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig is, wordt de belasting van ambtswege ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

§2. Alvorens over te gaan tot ambtshalve belastingheffing stelt het bestuur de belastingplichtige per aangetekende brief in kennis van de redenen voor het gebruik van deze procedure, de grondslag van de belastingheffing, de gebruikte methode om deze grondslag te bepalen en het bedrag van de belasting.

§3. De belastingplichtige heeft dertig kalenderdagen de tijd, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum waarop de kennisgeving verzonden is, om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen.

De belastingplichtige moet bewijzen dat de informatie waarop hij zich beroept juist is.

De gemeente zal de belasting ambtshalve inkohieren als de belastingplichtige aan het einde van deze periode geen opmerkingen gemaakt heeft die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

§4. De van rechtswege ingekohierde belastingen kunnen verhoogd worden op basis van de volgende progressieve schaal:

- Bij een eerste overtreding: een verhoging van 50 %;
- Vanaf de tweede overtreding en voor de volgende, ongeacht het jaar waarin de eerste overtreding begaan is: een toeslag van 100 %.

Onder een overtreding wordt verstaan dat er geen initiële aangifte gedaan wordt, dat de aangifte niet binnen de voorgeschreven termijn ingediend wordt of dat er een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte gedaan wordt van een belastbare situatie, ongeacht of deze betrekking heeft op dezelfde belasting en/of hetzelfde reglement. Voor het bepalen van de toe te passen schaal is er sprake van een tweede of volgende overtreding als de belastingplichtige op het moment van een nieuwe overtreding al minstens dertig kalenderdagen op de hoogte is van de toepassing van de boete voor een eerdere overtreding.

VII. CONTROLEMAATREGELEN

Artikel 9

§1. De nodige controles, onderzoeken en geschillen over de toepassing van dit reglement worden vastgesteld door de ambtenaar(s) die daartoe door het college van burgemeester en schepenen aangesteld is/zijn.

§2. De processen-verbaal die hij/zij opstelt zijn tot nader bewijs authentiek.

VIII. INVORDERING EN GESCHILLENBESLECHTING

Artikel 10

De heffing is een kohierbelasting overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen en de bepalingen van het wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen dat op 13 april 2019 goedgekeurd werd.

Artikel 11

§. De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen. Het bezwaarschrift moet schriftelijk ingediend worden en moet, op straffe van verbeuring, binnen drie maanden na de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet, per post, door overhandiging tegen ontvangstbewijs aan het loket van de gemeentelijke belastingdienst, per fax of per elektronische post ingediend worden.

§2. Het bezwaar moet onderbouwd, gedateerd en ondertekend worden door de eiser of zijn/haar vertegenwoordiger, in navolging van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de latere wijzigingen ervan.

§4. Het indienen van een bezwaar schort de vervaldatum voor de betaling van de

belasting en de achterstallige intresten niet op.

IX. TENUITVOERLEGGING

Artikel 12

Dit reglement wordt bekendgemaakt overeenkomstig artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet. Het treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan en is van toepassing vanaf 1 augustus 2025.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

20241115_Mod_rglmnt_taxe_BRULOCALIS_bornes_elec_recharge_voirie_FR.pdf,

20241115_Mod_rglmnt_taxe_BRULOCALIS_bornes_elec_recharge_voirie_NL.pdf,

20250521_Notif_Ministre_PL_accord_princ_taxe_bornes_commun_DP.pdf

26.06.2025/A/0013 **Taxes. - Règlement-redevance pour prestations de services techniques fournis par le personnel – exercices 2025-2030 – Modifications.**

Le Conseil,

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale,

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes,

Vu l'article 137 bis de la Nouvelle Loi Communale,

Vu les articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi Communale,

Vu la délibération n° 016/28.11.2024/A/0025 par laquelle le Conseil communal a décidé d'arrêter le règlement-redevance pour les prestations de services techniques fournis par le personnel, en prévoyant des montants à partir de 2025 jusqu'en 2030 ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le règlement-redevance entré en vigueur le 1^{er} janvier 2025, en complétant les catégories de personnel dont les prestations de services techniques correspondent aux taux 5 et 6 de la redevance, prévus à l'Article 2, a) ;

Considérant que le taux d'indexation de la redevance correspond à la moyenne de l'inflation pour les trois dernières années, soit 5% ;

Considérant, en outre, que le règlement-redevance ne couvre pas l'intervention du service technique pour rétablir les abords des propriétés et assurer une accessibilité aux trottoirs conformément à l'article 22 lu en combinaison avec l'article 4 du Règlement Général de Police ;

Considérant que faute de réaction de la part des riverains, le service technique doit pouvoir rétablir la situation et répercuter les coûts de son intervention sur le riverain concerné ;

Considérant qu'il y a, dès lors, lieu d'ajouter également dans le règlement-redevance le cas de figure ci-avant énoncé ;

Vu la situation financière de la commune,

Décide :

d'arrêter les modifications ci-dessus au règlement-redevance pour prestations de services techniques fournis par le personnel, pour les exercices 2025 à 2030.

REGLEMENT

-

Article 1.

Il est établi, pour **les exercices 2025 à 2030**, une redevance communale sur les prestations de services techniques du personnel.

Ces services techniques sont effectués à la demande de toute personne physique ou morale de droit privé ou de droit public et ce, notamment dans le cadre de travaux de remise en état de la voirie, de conservation ou de remise en état de lieux privés ou publics.

Ils peuvent également être effectués d'office en cas de défaillance de toute personne physique ou morale de droit privé ou de droit public, si l'urgence le justifie en cas de menace ou de crainte de menace pour la sécurité ou la salubrité publique.

Ils peuvent aussi être effectués suite à une première mise en demeure de l'administration communale pour la remise en état des abords des propriétés et la bonne gestion des trottoirs.

Article 2.

Le tarif de la redevance est calculé par heure de travail ou par demi-heure.

Toute demi- heure entamée est comptée comme demi-heure entière.

Les différents taux de la redevance sont établis comme suit:

a) Main d'œuvre

- Ouvrier: (taux 1) pour les jours ouvrables;
(taux 2) pour les dimanches et jours fériés et jours
ouvrables entre 22h et 8h;
- Conducteur d'équipe (taux 3) pour les jours ouvrables;
(taux 4) pour les dimanches et jours fériés et jours
ouvrables entre 22h et 8h;
- Ingénieur, Architecte, Conseiller en prévention, Conseiller en environnement ou
équivalent : (taux 5) pour les jours ouvrables
(taux 6) pour les dimanches et jours fériés et jours
ouvrables entre 22h et 8h
- Contrôleur de l'Urbanisme et techniciens de la Régie foncière (taux 7) pour les jours
ouvrables
(taux 8) pour les dimanches et jours fériés et jours ouvrables
entre 22h et 8h

b) Transport (inférieur à 3,5 tonnes) avec chauffeur

- (taux 9) pour les jours ouvrables;
- (taux 10) pour les dimanches et jours fériés et jours ouvrables entre 22h
et 8h;

c) Transport (supérieur à 3,5 tonnes) avec chauffeur

- (taux 11) pour les jours ouvrables;
- (taux 12) pour les dimanches et jours fériés et jours ouvrables entre 22h
et 8h

d) Chargeur ou tracteur avec chauffeur

- (taux 9) pour les jours ouvrables;
- (taux 10) pour les dimanches et jours fériés et jours ouvrables entre 22h
et 8h;

e) Balayeuse de rue ou éboueuse avec chauffeur

- (taux 10) pour les jours ouvrables;
- (taux 13) pour les dimanches et jours fériés et jours ouvrables entre 22h
et 8h;

f) Élévateurs et autres engins de chantier avec chauffeur

- (taux 10) pour les jours ouvrables;
- (taux 13) pour les dimanches et jours fériés et jours ouvrables entre 22h
et 8h;

g) Évacuation des déchets :

Prix de la main-d'œuvre tel que fixé au point a) et/ou prix du transport tels que fixés

au point b) et c) et prix facturé à la déchetterie selon le type et le poids des déchets.

h) Matériaux

Bollard en bois/pièce (taux 14)

Bollard en fonte ou en acier (taux 15)

Barrière parisienne (taux 16)

Scellement par pièce à sceller (taux 17)

i) Divers

Miroir, y compris placement (taux 18)

Zone d'évitement, y compris placement (taux 19)

Bac à plantes, y compris placement (taux 20)

Potelet, y compris placement (taux 21)

j) Brocantes organisées par les associations de commerçants uccloises

-

- nettoyage manuel et mécanique des voiries, en ce compris la main d'œuvre et le transport (taux 22) ;

- évacuation des déchets (main d'œuvre comprise) (taux 23).

Article 3.

-

Les montants de la redevance, établis selon les différents taux décrits à l'Article 2 et applicables au 1^{er} janvier de chaque année, sont fixés dans le tableau ci-après, pour les années 2025 à 2030.

Ils sont basés sur les montants pour 2024, année de départ, indexés au taux de 5% et arrondis, quelle que soit la décimale, à l'unité supérieure.

Taux €	2025	2026	2027	2028	2029	2030
taux1	35€/h	37€/h	39€/h	41€/h	43€/h	45€/h
taux2	70€/h	73€/h	77€/h	81€/h	85€/h	89€/h
taux3	36€/h	38€/h	40€/h	42€/h	44€/h	46€/h
taux4	72€/h	75€/h	79€/h	83€/h	87€/h	92€/h
taux5	47€/h	49€/h	51€/h	54€/h	57€/h	59€/h
taux6	92€/h	96€/h	101€/h	106€/h	112€/h	117€/h
taux7	42€/h	45€/h	47€/h	49€/h	52€/h	54€/h
taux8	84€/h	89€/h	93€/h	98€/h	103€/h	108€/h
taux9	94€/h	99€/h	104€/h	109€/h	114€/h	120€/h

taux10	167€/h	176€/h	185€/h	194€/h	203€/h	214€/h
taux11	111€/h	116€/h	122€/h	128€/h	135€/h	141€/h
taux12	195€/h	204€/h	215€/h	225€/h	237€/h	248€/h
taux13	331€/h	348€/h	365€/h	383€/h	403€/h	423€/h
taux14	54	57	60	62	66	69
taux15	199	209	219	230	242	254
taux16	187	197	207	217	228	239
taux17	24	25	26	27	29	30
taux18	527	553	580	609	640	672
taux19	100	105	110	116	122	128
taux20	982	1031	1083	1137	1194	1253
taux21	384	403	423	444	466	490
Taux22	524€/h	551€/h	578€/h	607€/h	637€/h	669€/h
Taux23	210/tonne	221/tonne	232/tonne	244/tonne	256/tonne	269/tonne

-

Article 4.

-

La redevance est due, soit par la personne physique ou morale, soit par l'organisme privé ou public pour qui le service est effectué.

Article 5.

-

La redevance est perçue au comptant entre les mains du Receveur communal ou de ses préposés ou agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 6.

A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi sur la base de l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou le cas échéant, par la voie judiciaire.

Article 7.

Le présent règlement modifie le règlement-redevance pour prestations de services techniques fournis par le personnel voté par le Conseil Communal en date du 28 novembre 2024. Il entre en vigueur le 1^{er} août 2025 et sera publié conformément à l'article 112 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Belastingen. - Vergoedingsreglement voor door het personeel uitgevoerde

technische diensten – dienstjaar 2025-2030 – Wijzigingen.

De raad,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikels 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op beraadslaging 016/28.11.2024/A/0025, waardoor de gemeenteraad beslist heeft het vergoedingsreglement voor door het personeel uitgevoerde technische diensten vast te leggen en voorziet in bedragen die van toepassing zijn van 2025 tot 2030;

Overwegende dat het vergoedingsreglement dat op 1 januari 2025 in werking getreden is gewijzigd moet worden met aanvulling van de personeelscategorieën waarvan de prestaties van technische diensten overeenkomen met tarief 5 en 6 van de vergoeding, voorzien in artikel 2 a);

Overwegende dat de indexering van de vergoeding overeenkomt met het gemiddelde van de inflatie voor de drie afgelopen jaren, hetzij 5 %;

Overwegende bovendien dat het vergoedingsreglement de interventie van de technische dienst om de omgeving van de eigendommen te herstellen en een toegankelijkheid van de trottoirs te verzekeren overeenkomstig artikel 22, gelezen in combinatie met artikel 4 van het Algemeen Politiereglement, niet dekt;

Overwegende dat de technische dienst bij het uitblijven van een reactie van de buurtbewoners de toestand moet kunnen herstellen en de kosten van zijn interventie moet kunnen doorrekenen aan de betrokken aangelande;

Overwegende dat het voornoemde geval bijgevolg ook toegevoegd moet worden in het vergoedingsreglement;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Beslist:

De bovenstaande wijzigingen aan het vergoedingsreglement voor door het personeel uitgevoerde technische diensten voor dienstjaar 2025 tot 2030 goed te keuren.

REGLEMENT

Artikel 1.

Er wordt voor de **dienstjaren 2025 tot 2030** een gemeentelijke vergoeding geheven op de prestaties van de technische diensten van het personeel.

Deze technische diensten worden uitgevoerd op vraag van elke natuurlijke persoon of rechtspersoon naar privaatrecht of publiekrecht in het kader van werken voor de herstelling van de weg, het behoud of het in orde brengen van private of openbare plaatsen.

Ze kunnen eveneens ambtshalve uitgevoerd worden in geval van een tekortkoming van elke natuurlijke persoon of rechtspersoon naar privaatrecht of publiekrecht indien deze gerechtvaardigd zijn omwille van een bedreiging of een vrees voor een bedreiging van de veiligheid of de volksgezondheid.

Ze kunnen ook uitgevoerd worden na een eerste ingebrekestelling van het gemeentebestuur voor de herstelling van de omgeving van de eigendommen en het goede beheer van de trottoirs.

Artikel 2.

Het tarief van de vergoeding wordt berekend per uur of half uur dat er gewerkt wordt. Elk aangevat half uur wordt verrekend als een volledig half uur.

De verschillende tarieven werden als volgt vastgelegd:

a) Arbeidskrachten

Arbeider: (tarief 1) voor werkdagen;

(tarief 2) voor zon- en feestdagen en werkdagen tussen 22 en 8 uur;

Ploegleider (tarief 3) voor werkdagen;

(tarief 4) voor zon- en feestdagen en werkdagen tussen 22 en 8 uur;

- Ingenieur, architect, preventieadviseur, milieuadviseur of gelijkwaardig: (tarief 5) voor werkdagen;

(tarief 6) voor zon- en feestdagen en werkdagen tussen 22 en 8 uur;

Controleur stedenbouw en techniek van de grondregie (tarief 7) voor werkdagen;

(tarief 8) voor zon- en feestdagen en werkdagen tussen 22 en 8 uur;

b) Transport (minder dan 3,5 ton) met chauffeur

(tarief 9) voor werkdagen;

(tarief 10) voor zon- en feestdagen en werkdagen tussen 22 en 8 uur;

c) Transport (meer dan 3,5 ton) met chauffeur

(tarief 11) voor werkdagen;

- (tarief 12) voor zon- en feestdagen en werkdagen
tussen 22 en 8 uur. d) Lader of trekker met chauffeur

(tarief 9) voor werkdagen;

(tarief 10) voor zon- en feestdagen en werkdagen tussen 22 en 8 uur;

e) Straatveger of vuilniswagen met chauffeur

(tarief 10) voor werkdagen;

(tarief 13) voor zon- en feestdagen en werkdagen tussen 22 en 8 uur;

f) Heftoestellen en andere werfmachines met chauffeur

(tarief 10) voor werkdagen;

(tarief 13) voor zon- en feestdagen en werkdagen tussen 22 en 8 uur;

g) Verwijdering van afval

De prijs van de arbeidskrachten zoals in punt a) en/of de prijs van het transport zoals in b) en

c) en de gefactureerde prijs van het containerpark volgens het afvaltype en -gewicht. h) Materiaal

Houten paaltjes/stuk (tarief 14);

Paaltjes in gietijzer of
staal (tarief 15); Parijse
hekken (tarief 16);

Vastzetten per vast te zetten
stuk (tarief 17). i) Allerlei

Spiegel, incl. plaatsing
(tarief 18); Verdrijvingsvlak,
incl. aanleg (tarief 19);
Plantenbak, incl. plaatsing
(tarief 20).

Paaltje, incl. plaatsing (tarief 21);

j) Brocantes georganiseerd door de Ukkelse handelsverenigingen

manuele en mechanische reiniging van wegen, incl. arbeidskrachten en transport (tarief 22);

verwijdering van afval (incl. arbeidskrachten) (tarief 23).

Artikel 3.

De bedragen van de vergoeding, vastgesteld op basis van de verschillende tarieven beschreven in artikel 2 en van toepassing op 1 januari van elk jaar, staan vermeld in de onderstaande tabel voor het jaar 2025 tot 2030.

Ze zijn gebaseerd op de bedragen voor 2024, het vertrekjaar, geïndexeerd met 5 % en afgerond naar de hogergelegen eenheid, ongeacht de decimaal.

Tarieven	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Tarief 1	€ 35/u	€ 37/u	€ 39/u	€ 41/u	€ 43/u	€ 45/u
Tarief 2	€ 70/u	€ 73/u	€ 77/u	€ 81/u	€ 85/u	€ 89/u
Tarief 3	€ 36/u	€ 38/u	€ 40/u	€ 42/u	€ 44/u	€ 46/u
Tarief 4	€ 72/u	€ 75/u	€ 79/u	€ 83/u	€ 87/u	€ 92/u
Tarief 5	€ 47/u	€ 49/u	€ 51/u	€ 54/u	€ 57/u	€ 59/u
Tarief 6	€ 92/u	€ 96/u	€ 101/u	€ 106/u	€ 112/u	€ 117/u
Tarief 7	€ 42/u	€ 45/u	€ 47/u	€ 49/u	€ 52/u	€ 54/u
Tarief 8	€ 84/u	€ 89/u	€ 93/u	€ 98/u	€ 103/u	€ 108/u
Tarief 9	€ 94/u	€ 99/u	€ 104/u	€ 109/u	€ 114/u	€ 120/u
Tarief 10	€ 167/u	€ 176/u	€ 185/u	€ 194/u	€ 203/u	€ 214/u
Tarief 11	€ 111/u	€ 116/u	€ 122/u	€ 128/u	€ 135/u	€ 141/u
Tarief 12	€ 195/u	€ 204/u	€ 215/u	€ 225/u	€ 237/u	€ 248/u
Tarief 13	€ 331/u	€ 348/u	€ 365/u	€ 383/u	€ 403/u	€ 423/u
Tarief 14	€ 54	€ 57	€ 60	€ 62	€ 66	€ 69
Tarief 15	€ 199	€ 209	€ 219	€ 230	€ 242	€ 254
Tarief 16	€ 187	€ 197	€ 207	€ 217	€ 228	€ 239
Tarief 17	€ 24	€ 25	€ 26	€ 27	€ 29	€ 30
Tarief 18	€ 527	€ 553	€ 580	€ 609	€ 640	€ 672
Tarief 19	€ 100	€ 105	€ 110	€ 116	€ 122	€ 128
Tarief 20	€ 982	€ 1031	€ 1083	€ 1137	€ 1194	€ 1253
Tarief 21	€ 384	€ 403	€ 423	€ 444	€ 466	€ 490
Tarief 22	€ 524/u	€ 551/u	€ 578/u	€ 607/u	€ 637/u	€ 669/u
Tarief 23	€ 210/ton	€ 221/ton	€ 232/ton	€ 244/ton	€ 256/ton	€ 269/ton

Artikel 4.

De vergoeding is verschuldigd door de natuurlijke persoon, de rechtspersoon of de

private of openbare instelling waarvoor de dienst wordt uitgevoerd.

Artikel 5.

De vergoeding moet contant betaald worden aan de gemeenteontvanger, zijn aangestelden of aan de ontvangende ambtenaren die hiervoor werden aangewezen.

Artikel 6.

Bij gebrek aan betaling zal de invordering van de vergoeding gebeuren op basis van artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet of desgevallend via de juridische weg.

Artikel 7.

Het onderhavige reglement wijzigt het vergoedingsreglement voor door het personeel uitgevoerde technische diensten, goedgekeurd door de gemeenteraad op 28 november 2024. Het wordt van kracht op 1 augustus 2025 en zal gepubliceerd worden overeenkomstig artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Tab_calcul_redevances_presta_sv_tech_personnel_base_2024.pdf,

20241128_Rglmt_redev_presta_tech_2025_2030_NL.pdf,

20241128_Rglmt_redev_presta_tech_2025_2030_FR.pdf,

Rglmnt_redev_presta_tech_2025_2030_MODIF_couleurs.pdf

DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES - DEPARTEMENT HUMAN RESSOURCES

Personnel - Personeel

26.06.2025/A/0014 **L'urgence est demandée et acceptée à l'unanimité.- Personnel.- Statut pécuniaire.- Modifications.**

Le Conseil,

Considérant que plusieurs modifications doivent être apportées au statut pécuniaire ;
Que l'urgence est demandée afin que le présent point soit présenté au prochain Conseil communal et ajouté à l'ordre du jour complémentaire ;
Que l'urgence est motivée par :

- L'entrée en vigueur des modifications du statut pécuniaire est fixée au 1er septembre 2025 ;

- Le respect des délais de tutelle ;
- Le respect des principes de négociation syndicale.

Que ces modifications ont été présentées au Comité Particulier de Négociation du 11 juin 2025 et ont fait l'objet d'un protocole d'accord ;

Considérant que les modifications principales concernent :

- Suppression des échelles de traitement qui ne sont plus d'actualité ;
- Intégration de l'allocation pour l'exercice d'une fonction au sein du cabinet du Bourgmestre ;
- Modification des dispositions sur l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures (mention d'évaluation défavorable en raison du nouveau système d'évaluation) ;
- Modification relatif aux étudiants (barèmes) ;

Vu que les modifications du statut pécuniaire ont été soumises et acceptées par le Collège du 24 juin 2025 ;

Que ces modifications sont présentées dans le document en annexe,

Décide :

De modifier le statut pécuniaire selon le projet en annexe.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen.- Personeel.- Geldelijk statuut.- Wijzingen

De raad,

Overwegende dat er verschillende wijzigingen aangebracht moeten worden aan het geldelijk statuut;

Dat de hoogdringendheid gevraagd wordt om dit punt voor te leggen aan de volgende gemeenteraad en het toe te voegen aan de aanvullende agenda;

Dat de hoogdringendheid gemotiveerd wordt door:

- De inwerkingtreding van de wijzigingen van het geldelijk statuut, vastgelegd op 1 september 2025;
- De naleving van de termijnen van de Voogdij;
- De naleving van de principes van syndicale onderhandelingen;

Dat deze wijzigingen voorgelegd werden aan het Bijzonder Onderhandelingscomité van 11 juni 2025;

Overwegende dat de voornaamste wijzigingen betrekking hebben op:

- Schrapping van de loonschalen die niet meer actueel zijn;
- Invoeging van toelage voor de uitoefening van een functie in het kabinet van de burgemeester;
- Wijziging voor de uitoefening van hogere functies (vermelding een ongunstige evaluatie de nieuwe evaluatie system);
- Wijziging met de studenten (barema's);

Aangezien de wijzigingen van het geldelijk statuut voorgelegd werden aan en aanvaard werden door het college van 24 juni 2025;

Aangezien deze wijzigingen voorgesteld zijn in het bijgevoegde document;

Beslist:

Het geldelijk statuut te wijzigen volgens het ontwerp in de bijlage.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Protocole d'accord_CPN du 11-06-2025.pdf, Statut

pécuniaire_Modifications_NL.pdf, Statut pécuniaire_Modifications_VF.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Commerce - Handel

26.06.2025/A/0015 **Subside d'encouragement – Association des commerçants de Saint-Job - Engagement de la dépense**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit a été inscrit au budget 2025 à l'article 520/332-02/60 en faveur des associations de commerçants ; Qu'un subside de fonctionnement est annuellement octroyé aux associations de commerçants ;

Que toutes les associations des commerçants ont la possibilité d'introduire par ailleurs une demande de subside d'encouragement pour un projet particulier ;

Considérant que la fin des travaux et la réouverture du pont Carsoel, prévue le 19 juillet, constitue une opportunité de relance pour les commerces du quartier ;

Considérant que l'association des commerçants de Saint-Job souhaite organiser des opérations de communication (spots radio, réseaux sociaux, etc.) à l'occasion des festivités prévues dans le cadre de cette réouverture ainsi que du bal du 20 juillet ;

Considérant que l'organisation de telles actions engendre des frais conséquents pour les associations ;

Vu le formulaire de demande de subside remis par l'association des commerçants de Saint-Job (en annexe) ;

Considérant qu'il y a lieu de soutenir cette association de commerçants motivée à redynamiser le quartier à l'occasion de la réouverture ;

Que l'association sollicite un subside de 2.500 euros afin de couvrir une partie des frais ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide d'octroyer un subside d'encouragement de 2.500 euros à l'association des commerçants de Saint-Job.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Aanmoedigingssubsidie - Handelaarsvereniging Sint-Job - Vastlegging van de uitgave.

De raad,

Aangezien er een krediet voorzien is in de begroting 2025 onder artikel 520/332-02/60 ten bate van de handelaarsverenigingen;

Aangezien er jaarlijks een werkingssubsidie toegekend wordt aan de handelaarsverenigingen;

Aangezien alle handelaarsverenigingen bovendien de mogelijkheid hebben om een aanmoedigingssubsidie voor een specifiek project aan te vragen;

Overwegende dat het einde van de werken en de heropening van de Carsoelbrug, gepland op 19 juli, een mogelijkheid vormt om de buurtwinkels nieuw leven in te blazen;

Overwegende dat handelaarsvereniging Sint-Job communicatieacties (radiospot, sociale media, ...) wil organiseren naar aanleiding van de festiviteiten in het kader van deze heropening en van het bal op 20 juli;

Overwegende dat de organisatie van dergelijke acties aanzienlijke kosten met zich meebrengt voor de verenigingen;

Gelet op het aanvraagformulier van een subsidie, ingediend door handelaarsvereniging Sint-Job (in de bijlage);

Overwegende dat het wenselijk is om deze gemotiveerde handelaarsvereniging te steunen bij haar inspanningen om de wijk te doen herleven ter gelegenheid van de heropening;

Dat de vereniging een subsidie van € 2.500 vraagt om een deel van de kosten te dekken;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist een aanmoedigingssubsidie van € 2.500 toe te kennen aan handelaarsvereniging Sint-Job.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

VillageStJob-SubsideSigné.pdf

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Parking - Parking

26.06.2025/A/0016 **Gestion du stationnement payant – « Handypark » Solution nationale pour le stationnement des personnes en situation d’handicap – Mandat pour l’adhésion à la centrale d’achats de l’Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale – Accord de principe**

Le Conseil,

Considérant qu'en séance du 22 juin 2023 le Conseil a décidé à l'unanimité d'adhérer à la **convention de partage des droits de stationnement « régionaux »** de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale (ci-après Parking.brussels) conformément aux dispositions du RGPD, à savoir :

- les véhicules appartenant aux personnes détentrices d'une carte PMR,
- les véhicules de carsharing,
- les véhicules pour les soins médicaux urgents et non urgents,
- les véhicules appartenant aux professionnels en intervention,
- les véhicules appartenant aux riverains des communes limitrophes (Forest, Ixelles et Bruxelles-Ville) ;

Vu l'adoption par le Conseil communal le 20 mars 2025 du règlement-redevance du 26 juin 2014 sur le stationnement de véhicules à moteur dans un lieu public tel que modifié le 15 décembre 2022, sa nouvelle modification et l'indexation des tarifs conformément à l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation du stationnement et redéfinissant les missions de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi qu'à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation tel que modifié le 20 octobre 2022 ;

Considérant que le règlement-redevance précité est d'application sur notre territoire depuis le 5 mai 2025 ;

Considérant que Parking.brussels a pour mission d'exécuter la politique du stationnement de la Région et d'en assurer le bon fonctionnement ;

Vu les dispositions de l'ordonnance en son article 19§2. « ... *La commune qui n'a pas transféré ses missions de contrôle et de perception à l'Agence du stationnement...et qui souhaite introduire un système de contrôle du stationnement par scan-car, devra disposer d'un outil de contrôle du stationnement en voirie qui soit compatible avec les standards de la plateforme de gestion des droits du stationnement mise en place par l'Agence du stationnement.*

La commune peut avoir accès à la liste des véhicules exemptés tenue par l'Agence du stationnement. » ;

Vu le protocole de collaboration entre Parking.brussels et la commune d'Uccle et spécifiquement les dispositions reprises dans le Règlement-redevance au Chapitre III, relatif à la carte européenne de stationnement pour les personnes en situation de handicap disposant d'un droit de stationnement digital gratuit enregistré à l'aide de l'horodateur, d'une application mobile ou d'un SMS ;

Considérant que l'existence de ces droits de stationnement est vérifiée par Parking.brussels à l'aide des moyens digitaux tels qu'un véhicule scanneur et que le même système de contrôle du stationnement est opérationnel sur notre territoire ;

Vu le courrier réceptionné par l'administration le 9 mai 2025, relatif à « Handypark » **une nouvelle solution nationale** pour le stationnement des véhicules transportant des personnes en situation de handicap qui sont dispensées de payer le stationnement en zone réglementée et la proposition de Parking.brussels de la mandater pour adhérer à la centrale d'achats de Mobiliteit et Parkeren Antwerpen AG (MPA) **(en annexe)** ;

Considérant que cette **liste de dérogation nationale** recensant les immatriculations des véhicules sur une base volontaire est activée depuis le 5 mai 2025, afin de **faciliter le stationnement des véhicules concernés dans toutes les communes du Royaume qui adhéreront à ce système** ;

Vu que cette liste nationale se développera dans un premier temps **parallèlement aux solutions mises en place** par Parking.brussels et notre administration pour les personnes en situation de handicap dans tout le pays ;

Considérant que **les deux listes de dérogation**, la régionale et la nationale, demeureront actives simultanément durant une période de transition estimée à **maximum 12 mois** ;

Considérant que les titulaires d'une carte pour personne en situation de handicap seront invités à enregistrer gratuitement dans la nouvelle application nationale « Handypark » l'immatriculation du véhicule qui les transporte et qu'elle permettra également de **modifier facilement pour une période temporaire**, l'immatriculation du véhicule utilisé ;

Considérant que la nouvelle plateforme sera liée à une **seule base de données pour toute la Belgique** et qu'elle contient les droits de stationnement valables **pour toutes les communes participantes** ;

Considérant que la nouvelle plateforme a été développée à Anvers par la société autonome de la Ville d'Anvers, Mobiliteit et Parkeren Antwerpen AG (MPA), à l'initiative de la VVSG, de l'UVCW et de Brulocalis et **qu'elle sera accessible pour les communes après adhésion à la centrale d'achats** et ratification d'une convention entre ces dernières et ladite société, au **prix d'une cotisation annuelle en fonction du nombre d'habitants de la commune** ;

Considérant **que Parking.brussels propose** aux communes non-délégantes d'être intermédiaire mandaté pour l'adhésion à la centrale d'achats (MPA) et **de déduire les frais de cotisation annuelle de la recette des cartes régionales** ;

Considérant que la **cotisation** demandée en fonction du nombre d'habitants sur notre territoire (entre 50.001-100.000 habitants) s'élève à **7.565,00€ TVA comprise par année** ;

Considérant que la **recette perçue** par notre administration de la part de Parking.brussels au cours de **l'exercice précédent** pour les cartes régionales s'élève à **48.147,91€** ;

Considérant que la commune d'Uccle n'aura accès à la nouvelle application

« Handypark » qu'après avoir mandaté Parking.brussels pour l'adhésion à la centrale d'achats (MPA) ;

Considérant les éléments évoqués dans la présente délibération ;

Décide :

- de mandater Parking.brussels pour adhérer à la centrale d'achats de Mobiliteit et Parkeren Antwerpen AG (MPA) au prix d'une cotisation annuelle de 7.565,00€ TVA comprise, montant à déduire de la recette perçue annuellement par l'administration pour les cartes régionales.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Beheer van het betalend parkeren - "Handypark" - Nationale oplossing voor het parkeren van personen met een handicap - Volmacht voor de aansluiting bij de aankoopcentrale van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Principeakkoord

De raad,

Overwegende dat de raad in zitting van 22 juni 2023 unaniem beslist heeft aan te sluiten bij de **overeenkomst voor het delen van de "gewestelijke" parkeerrechten** van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna Parking.brussels) overeenkomstig de bepalingen van de AVG, meer bepaald:

- De voertuigen die toebehoren aan personen die houder zijn van een PBM-kaart;
- De voertuigen voor autodelen;
- De voertuigen voor dringende en niet-dringende medische hulp;
- De voertuigen die toebehoren aan professionelen tijdens een interventie;
- De voertuigen die toebehoren aan de inwoners van de buurgemeenten (Vorst, Elsene en Brussel-Stad);

Gelet op de goedkeuring door de gemeenteraad van 20 maart 2025 van de retributieverordening van 26 juni 2014 op het parkeren van motorvoertuigen in een openbare ruimte zoals gewijzigd op 15 december 2022, de nieuwe wijziging ervan en de indexering van de tarieven overeenkomstig de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd op 20 oktober 2022;

Overwegende dat de voornoemde retributieverordening sinds 5 mei 2025 van toepassing is op ons grondgebied;

Overwegende dat Parking.brussels als opdracht heeft om het parkeerbeleid van het gewest uit te voeren en de goede werking ervan te verzekeren;

Gelet op de bepalingen van artikel 19 §2 van de ordonnantie: "*De gemeente die de controle- en inningsopdrachten niet (...) aan het Parkeeragentschap heeft overgedragen en die een systeem van parkeercontrole met scan-car wil invoeren, zal moeten beschikken over een instrument voor parkeercontrole op straat dat compatibel is met de normen van het beheersplatform voor parkeerrechten dat door het Agentschap is ingevoerd.*

De gemeente kan toegang krijgen tot de lijst van vrijgestelde voertuigen die door het Parkeeragentschap wordt bijgehouden";

Gelet op het samenwerkingsprotocol tussen Parking.brussels en de gemeente Ukkel en in het bijzonder de bepalingen in de retributieverordening in Hoofdstuk III met betrekking tot de Europese parkeerkaart voor personen met een handicap die over een gratis digitaal parkeerrecht beschikken dat geregistreerd werd met behulp van de parkeerautomaat, een mobiele app of een sms;

Overwegende dat het bestaan van deze parkeerrechten door Parking.brussels gecontroleerd wordt met behulp van digitale middelen zoals een scancar en dat hetzelfde controlesysteem van het parkeren operationeel is op ons grondgebied;

Gelet op de brief die het bestuur op 9 mei 2025 ontving met betrekking tot "Handypark", **een nieuwe nationale oplossing** voor het parkeren van de voertuigen die personen met een handicap vervoeren die ervan vrijgesteld zijn het parkeren in een gereglementeerde zone te betalen, en het voorstel van Parking.brussels om haar volmacht te geven om aan te sluiten bij de aankoopcentrale van Mobiliteit en Parkeren Antwerpen AG (MPA) **(in de bijlage)**;

Overwegende dat deze **nationale vrijstellingslijst** met de nummerplaat van de voertuigen op vrijwillige basis geactiveerd is sinds 5 mei 2025 om **het parkeren van de betrokken voertuigen in alle gemeentes van het koninkrijk die aansluiten bij dit systeem te vereenvoudigen**;

Aangezien deze nationale lijst in eerste instantie **gelijktijdig** ontwikkeld wordt **met de oplossingen die ingevoerd werden** door Parking.brussels en ons bestuur voor personen met een handicap in het hele land;

Overwegende dat **de twee vrijstellingslijsten**, de gewestelijke en de nationale, **gelijktijdig actief blijven** gedurende een overgangsperiode van naar schatting **hoogstens 12 maanden**;

Overwegende dat de houders van een kaart voor personen met een handicap verzocht worden om de nummerplaat van het voertuig dat ze vervoert gratis te registreren in de nieuwe nationale app "Handypark" en dat ze het ook mogelijk maakt de nummerplaat van het gebruikte voertuig **gemakkelijk tijdelijk te wijzigen**;

Overwegende dat het nieuwe platform gekoppeld is aan **een enkele databank voor heel België** en dat ze de geldige parkeerrechten **voor alle deelnemende gemeentes** bevat;

Overwegende dat het nieuwe platform in Antwerpen ontwikkeld werd door het autonoom bedrijf van de stad Antwerpen, Mobiliteit en Parkeren Antwerpen AG (MPA), op initiatief van de VVSG, de UVCW en Brulocalis, en dat **het voor de gemeentes toegankelijk is na aansluiting bij de aankoopcentrale** en bekrachtiging van een overeenkomst tussen deze laatste en dit bedrijf, **tegen een jaarlijkse bijdrage naargelang het aantal inwoners van de gemeente**;

Overwegende dat **Parking.brussels** aan de niet-overdragende gemeentes **voorstelt** om gevolmachtigde tussenpersoon te zijn voor de aansluiting bij de aankoopcentrale (MPA) en **de jaarlijkse bijdrage af te trekken van de inkomsten van de gewestelijke kaarten**;

Overwegende dat de gevraagde **bijdrage** op basis van het aantal inwoners op ons grondgebied (tussen 50.001 en 100.000 inwoners) **€ 7.565,00 incl. btw per jaar**

beloopt;

Overwegende dat de **inkomsten** die tijdens het **vorige dienstjaar** door ons bestuur van Parking.brussels ontvangen werden voor de gewestelijke kaarten **€ 48.147,91** belopen;

Overwegende dat de gemeente pas toegang krijgt tot de nieuwe app "Handypark" nadat ze Parking.brussels volmacht gegeven heeft voor de aansluiting bij de aankoopcentrale (MPA);

Overwegende de elementen die aangehaald werden in deze beraadslaging;

Beslist:

- Parking.brussels volmacht te geven om aan te sluiten bij de aankoopcentrale van Mobiliteit en Parkeren Antwerpen AG (MPA) tegen een jaarlijkse bijdrage van € 7.565,00 incl. btw, een bedrag dat afgetrokken wordt van de inkomsten die jaarlijks door het bestuur ontvangen worden voor de gewestelijke kaarten.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

COUR_Handypark_Mail aux 19 communes_2025-05-09_VFinal.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

26.06.2025/A/0017 **ASBL Parascolaire : Adoption d'une nouvelle convention de gestion**

Le Conseil,

Vu les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale;

Vu le Code des Sociétés et des Associations;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu le décret et ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française du 16 mai 2019 relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises;

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l'Ordonnance) et la circulaire ministérielle du 3 juillet 2020 y relative;

Vu le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire (ci-après décret ATL), et notamment ses articles 17 et 34;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités

d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, et notamment ses articles 2/1 et 3;

Vu la convention conclue pour une « durée indéterminée » entre l'Office de la Naissance et de l'Enfance et la commune le 23 juillet 2010, et notamment ses articles 6 et 8;

Vu la convention de gestion signée entre la commune d'Uccle et l'ASBL Le Parascolaire d'Uccle approuvée par le Conseil communal lors de sa séance du 16 décembre 2021 et signée par les Parties;

Considérant que dans sa décision du 29 septembre 2022, le Conseil a notamment validé le projet présenté par le Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 septembre 2022 consistant à déléguer à l'A.S.B.L. « Le parascolaire d'Uccle » l'ensemble des missions de coordination de l'Accueil Temps Libre confiées à la Commune par le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire;

Vu la convention de gestion « volet coordination Accueil Temps Libre » adoptée par le Conseil communal lors de sa séance du 29 septembre 2022;

Considérant que cette convention spécifique a été modifiée par le Conseil communal lors de sa séance du 28 septembre 2023 ;

Considérant que dans un souci simplification administrative, il est proposé en l'espèce d'intégrer le volet extrascolaire dans la présente seule et même convention à conclure avec l'ASBL « Le parascolaire » ;

Que cette convention comprend dès lors l'organisation de la délégation à l'ASBL « le parascolaire » de la mise en œuvre des projets communs du programme CLE, sous la supervision et l'implication active des coordinateurs-trices ATL communales ;

Que la présente convention remplace les conventions de gestion antérieurement signées entre les Parties ainsi que celles concernant le volet extrascolaire ;

Décide :

D'approuver la nouvelle convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Parascolaire en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Vzw Parascolaire : Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst

De raad,

Gelet op artikels 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op het gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie van 16 mei 2019 betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de Ordonnantie) en de ministeriële omzendbrief van 3 juli 2020 ter zake;

Gelet op het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang (hierna genoemd het ATL-decreet), in het bijzonder artikels 17 en 34;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, in het bijzonder artikels 2/1 en 3;

Gelet op de overeenkomst, afgesloten voor een “onbepaalde duur” tussen de Office de la Naissance et de l'Enfance en de gemeente op 23 juli 2010, in het bijzonder artikels 6 en 8;

Gelet op de beheersovereenkomst tussen de gemeente Ukkel en vzw Bijschoolse Activiteiten van Ukkel, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend door de partijen;

Overwegende dat de raad in zijn beslissing van 29 september 2022 onder meer zijn goedkeuring heeft verleend aan het project, voorgesteld door het college van burgemeester en schepenen van 6 september 2022, inzake de delegatie aan vzw Bijschoolse Activiteiten van Ukkel van de taken inzake de coördinatie Accueil Temps Libre die per decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang aan de gemeente zijn toevertrouwd;

Gelet op de beheersovereenkomst "luik coördinatie Accueil Temps Libre" goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 29 september 2022;

Overwegende dat deze specifieke overeenkomst werd gewijzigd door de gemeenteraad in zitting van 28 september 2023;

Overwegende dat, in het belang van administratieve vereenvoudiging, in dit geval wordt voorgesteld om het buitenschoolse luik op te nemen in dezelfde overeenkomst die moet worden gesloten met vzw Bijschoolse Activiteiten;

Overwegende dat deze overeenkomst dus de organisatie omvat van de delegatie aan vzw Bijschoolse Activiteiten van de uitvoering van de gezamenlijke projecten van het CLE-programma, onder toezicht en actieve betrokkenheid van de gemeentelijke ATL-coördinatoren;

Overwegende dat deze overeenkomst in de plaats komt van de beheersovereenkomsten die eerder tussen de partijen zijn ondertekend, evenals die met betrekking tot het buitenschoolse luik;

Beslist:

De bijgevoegde nieuwe beheersovereenkomst goed te keuren die moet worden gesloten tussen de gemeente Ukkel en vzw Bijschoolse Activiteiten overeenkomstig artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Parascolaire d'Uccle.docx

26.06.2025/A/0018 **ASBL Service Ucclois de la Jeunesse : Adoption d'une nouvelle convention de gestion**

Le Conseil,

Vu Les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code des Sociétés et des Associations ;

Vu, le cas échéant, la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l'Ordonnance) ;
notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ;

Vu les circulaires ministérielles du 3 juillet 2020 et du 14 avril 2023 relatives à l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse, A.S.B.L. communale au sens de l'Ordonnance susmentionnée ;

Vu que ladite Convention de gestion se termine au plus tard six mois après le renouvellement complet du Conseil communal ; qu'elle ne se reconduit pas par tacite reconduction ;

Qu'une décision expresse doit donc être prise avant son échéance à savoir soit le renouvellement de la convention existante soit l'adoption d'une nouvelle convention ;

Qu'en l'espèce, il est proposé d'adopter la nouvelle convention de gestion ci-annexée dont certains articles ont été précisés et adaptés par rapport à la précédente convention de gestion comme ceux concernant la tutelle et le contenu du rapport annuel d'évaluation ;

Considérant que l'A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse est toujours une A.S.B.L. communale au sens de l'article 32 de l'Ordonnance notamment, vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'A.S.B.L. par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Madame la Première Echevine Valentine Delwart;

Considérant que l'A.S.B.L. remplit toujours au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, bureau,...) est composé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou
- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ou plusieurs organes de gestion ou
- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « la commune conclut une convention avec l'A.S.B.L. communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale » ; qu'afin de déterminer si 50 % du budget de l'A.S.B.L. est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières ;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : « toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (...) »;

Considérant par conséquent qu'une nouvelle convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse ;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

- la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'A.S.B.L. doit assumer et, pour chacune d'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation ;
- l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis et les modalités de transmission à la commune de ce rapport ;
- les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'A.S.B.L. et les modalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune ;
- les moyens mis à disposition de l'A.S.B.L. par la commune ;
- sa durée (en principe, calquée sur la durée de la mandature communale ; dans tous les cas, la convention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections) ;

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'A.S.B.L. communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'A.S.B.L. communale ;

Considérant que la convention de gestion ci-annexée devra être également approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL Service Ucclois de la Jeunesse à sa plus prochaine séance ;

Qu'elle entrera en vigueur à la signature des deux parties ;

Décide :

D'approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Vzw Service Ucclois de la Jeunesse :Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst

De raad,

Gelet op artikel 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet desgevallend op de beslissing van de Europese Commissie van 20 december 2011;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning er op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de ordonnantie), meer bepaald artikel 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 3 juli 2020 en 14 april 2023 betreffende de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Service Ucclois de la Jeunesse, gemeentelijke vzw in de zin van de voornoemde ordonnantie;

Aangezien deze beheersovereenkomst vervalt uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad; dat ze niet stilzwijgend verlengd wordt;

Aangezien er dus een uitdrukkelijke beslissing genomen moet worden voor de vervaldag ervan, meer bepaald ofwel de vernieuwing van de huidige overeenkomst ofwel de goedkeuring van een nieuwe overeenkomst;

Aangezien er in dit geval voorgesteld wordt de bijgevoegde nieuwe beheersovereenkomst goed te keuren, waarvan sommige artikels verduidelijkt en aangepast werden ten opzichte van de vorige beheersovereenkomst, zoals de artikels met betrekking tot de Voogdij en de inhoud van het jaarlijks evaluatieverslag;

Overwegende dat vzw Service Ucclois de la Jeunesse nog steeds een gemeentelijke vzw is in de zin van artikel 32 van de ordonnantie, meer bepaald aangezien de gemeente Ukkel optreedt in de hoedanigheid van werkend lid van de vzw door de tussenkomst van een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald de eerste schepen Valentine Delwart;

Overwegende dat de vzw nog steeds voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden:

- Eén of meerdere bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, bestuur, ...) is voor meer dan de helft samengesteld uit leden van de gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of
- De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in één of meerdere bestuursorganen, of
- De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt: "*De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het*

budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie"; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: *"Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...)"*;

Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een nieuwe beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Service Ucclois de la Jeunesse ;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten:

- De aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient te nemen en voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;
- Het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de vooraf vastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de gemeente bezorgd moet worden;
- De middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controleren en de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;
- De middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;
- De looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk geval loopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de bijgevoegde beheersovereenkomst ook goedgekeurd moet worden door de algemene vergadering van vzw Service Ucclois de la Jeunesse in haar eerstkomende zitting;

Dat ze in werking treedt na de ondertekening door beide partijen;

Beslist:

- De bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Service Ucclois de la Jeunesse krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
SUJ.docx.docx*

Jonathan Biermann quitte la séance / verlaat de zitting.
Odile Margaux quitte la séance / verlaat de zitting.
Jérôme Toussaint quitte la séance / verlaat de zitting.
Nicolas Clumeck quitte la séance / verlaat de zitting.

26.06.2025/A/0019 **L'urgence est demandée et acceptée à l'unanimité - Projet We pulse: documents contractuels du programme We Pulse - Cadre particulier relatif au domaine Finances ainsi que ses annexes**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Considérant qu'en 2020, les pouvoirs locaux ont pris l'initiative de solliciter les instances régionales afin de piloter des marchés publics en vue de disposer d'outils informatique métier modernes et adaptés à leurs besoins;

Considérant qu'en réponse à cette demande :

- la Région de Bruxelles-Capitale et Paradigm (ancien Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise (CIRB)) élaborent depuis 2020 un programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux dénommé WePulse ;
- Paradigm (ancien Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise (CIRB)) a été mandaté pour mettre le programme à exécution ;
- Paradigm s'appuie sur l'asbl IRISteam pour la fourniture des services et de la solution de chaque domaine du programme WePulse et donc pour la gestion contractuelle de WePulse ;
- le programme a été formellement lancé le 9 mars 2021 ;
- une gouvernance a été mise en place pour impliquer dans les travaux et les décisions communes toutes les Communes et tous les CPAS qui ont marqué leur intention de rejoindre le programme

Considérant que le programme vise à remplacer les logiciels en fin de vie ou ne répondant pas à certaines exigences fondamentales. Il s'inscrit dans une logique d'harmonisation des plateformes logicielles et de réalisation d'économies d'échelle, notamment par l'automatisation des processus et le partage des données entre domaines.

Considérant qu'il s'agit d'une d'implémentation des plateformes logicielles par la production d'une suite applicative unifiée, suivie d'un contrat de maintenance sur une durée de 10 ans.

Considérant que la Région prend en charge l'investissement relatif au développement des solutions informatiques applicatives, notamment via un appel à projet du FRBRTC et que les Communes gardent à leur charge le coût des licences des logiciels et des maintenances (budget ordinaire) au plus tôt à partir de 2026 ;

Considérant qu'il s'agit, outre le domaine de la RH et du Social (spécifique au CPAS), du domaine des Finances (comptabilité, recettes, taxes) ;

Vu la délibération prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en sa séance du

26 septembre 2023, décidant de marquer son accord pour le dépôt de candidature de la commune d'Uccle dans le cadre de l'octroi d'une subvention du FRBRTC en vue de financer le développement de solutions applicatives en matière de gestion financière et de la gestion des ressources humaines dans le cadre du projet We Pulse:

- 1) la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion financière de la commune (FIN) ;
- 2) la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion des ressources humaines de la commune (GHR-Soft HR) ;
- 3) la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion du personnel et de la paie (GHR-Hard HR) de la commune ;

Vu la délibération du Conseil communal du en sa séance du 28 mars 2023 relative à la Convention entre la commune et le Fonds Régional de refinancement des Trésoreries Communales concernant l'octroi d'un prêt pour le financement du projet We Pulse et celle entre le CPAS et le Fonds Régional de refinancement des Trésoreries Communales concernant l'octroi d'un prêt pour le financement du projet We Pulse ;

Vu la structure contractuelle devant permettre de correspondre à la délivrance de services liée à une obligation de résultat :

- une convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux WePulse (Contrat faitier) et ses annexes ;
- les dispositions dans un cadre particulier liées aux services par domaine, applicables à la commune d'Uccle ;
- les dispositions spécifiques reprises dans les « Fiches Service » décrivant les fonctionnalités dans les domaines mis à disposition de la Commune d'Uccle

Vu la délibération prise par le Conseil communal du 28 novembre 2024 décidant d'approuver la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux WePulse (Contrat faitier) et ses annexes ;

Considérant la nécessité d'intégrer des précisions dans la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives (Contrat faitier) par le biais d'un avenant, à savoir que l'étape du BUILD, consistant en la production des développements informatiques, est différencié de l'étape RUN, portant que sur les coûts des licences et maintenances ;

Considérant que pour finaliser la structure contractuelle, il convient aujourd'hui de conclure le contrat cadre particulier comportant deux volets:

- l'un portant les dispositions particulières concernant le « Build » (Volet 1) de la solution du Domaine FIN;
- l'autre portant les dispositions concernant le « Run » (Volet 2) de la solution du Domaine FIN;

Considérant que le contrat cadre particulier et les fiches y annexées précisent les fonctionnalités ainsi que les coûts à charge des pouvoirs locaux ;

Considérant l'orientation du projet ces cinq dernières années dans le domaine Finances, aboutissant à une proposition d'attribution de différents ordres de mission en parallèle (extraction, nettoyage, transformation, chargement) et la recherche d'une solution pour les Taxes en dehors du logiciel Finances;

Considérant les différentes problématiques présentes dans le cadre de la gestion du projet WePulse dont :

- le morcellement des outils;
- l'absence de méthodologie claire;
- la multiplication des acteurs;
- l'absence d'accompagnement;

Considérant la position de la Fédération des receveurs communaux et des directeurs financiers de CPAS, datée du 6 juin 2025, qui met en évidence:

- l'incompatibilité des délais imposés pour la prise de décision sur le Cadre particulier du domaine Finances avec les règles de gouvernance d'application en Région de BruxellesCapitale;
- des incertitudes sur les coûts définitifs auxquels les communes et CPAS s'exposent lors de la phase d'exploitation;
- des incertitudes sur les fonctionnalités réelles du programme Finances;
- un nombre insuffisant de licences qui pourrait générer des coûts supplémentaires;
- des incertitudes sur l'interopérabilité du programme Finances avec les solutions Soft HR, Hard HR et Social dont les cadres particuliers particuliers n'ont pas encore été communiquées;

Considérant l'avis négatif du receveur communal;

Considérant que ces éléments constituent des risques sur le plan juridique, financier et fonctionnel auxquels la commune ne peut exposer son administration,

DECIDE :

1. D'adhérer au volet 1 "BUILD" du Cadre particulier pour le domaine Finances du programme WePulse pour autant que les services spécifiques dans le BUILD, concrètement l'intégration des autres logiciels, dont le coût global sera compris entre minimum 400.000 € HTVA et maximum 800.000 € (à répartir entre pouvoirs locaux concernés) ne sera pas facturé à la commune d'Uccle.

2. De ne pas adhérer au volet 2 "RUN" du Cadre particulier pour le domaine Finances du programme WePulse;

Le Conseil approuve le point.
33 votants : 33 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen - Project We pulse: contractuele documenten van het We Pulse programma - Particulier kader met betrekking tot het domein Financiën alsmede de bijlagen

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de lokale overheden in 2020 het initiatief hebben genomen om de gewestelijke overheden te vragen overheidsopdrachten te beheren om te kunnen beschikken over moderne zakelijke IT-tools die aan hun behoeftes zijn aangepast;

Overwegende dat in antwoord op dit verzoek:

- het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Paradigm (het vroegere Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG)) sinds 2020 werken aan een programma voor de informatisering en digitale transformatie van de lokale overheden, WePulse genaamd;
- Paradigm (voorheen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG)) de opdracht kreeg om het programma uit te voeren;
- Paradigm op vzw IRISteam vertrouwt voor de levering van diensten en de oplossing voor elk domein van het WePulse-programma en dus voor het contractuele beheer van WePulse; l
- het programma formeel werd gelanceerd op 9 maart 2021;
- er een bestuursstructuur is opgezet om alle gemeentes en OCMW's, die hebben aangegeven aan het programma te willen deelnemen, te betrekken in de werken en de gemeenschappelijke beslissingen

Overwegende dat het programma software moet vervangen die het einde van zijn levenscyclus heeft bereikt of die niet aan bepaalde fundamentele eisen voldoet. Het doel is om softwareplatforms te harmoniseren en schaalvoordelen te behalen, met name door processen te automatiseren en gegevens tussen domeinen te delen.

Overwegende dat het gaat om de implementatie van softwareplatforms door middel van de productie van een uniforme applicatiesuite, gevolgd door een onderhoudscontract van 10 jaar.

Overwegende dat het Gewest de kosten van de investeringen in de ontwikkeling van IT-applicatieoplossingen dekt, met name via een projectoproep van het BGHGT, en dat de gemeentes de kosten van de softwarelicenties en het onderhoud (gewone begroting) ten vroegste vanaf 2026 zullen blijven dekken;

Overwegende dat het, naast HR en Sociale Zaken (specifiek voor het OCMW) ook gaat om Financiën (boekhouding, ontvangsten, belastingen);

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 26 september 2023 tot goedkeuring van de indiening van een kandidatuur door de gemeente Ukkel in het kader van de toekenning van een

subsidie van het BGHGT met het oog op de financiering van de ontwikkeling van applicatieoplossingen voor financieel beheer en HR-beheer in het kader van het project We Pulse:

- 1) de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten in het domein financieel beheer van de gemeente (FIN);
- 2) de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten in het domein HR (GHR-Soft HR);
- 3) de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten in het domein personeelsbeheer en bezoldigingen (GHR-Hard HR) van de gemeente;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad in zitting van 28 maart 2023 betreffende de overeenkomst tussen de gemeente en het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën betreffende de toekenning van een lening voor de financiering van het project We Pulse en de overeenkomst tussen het OCMW en het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën betreffende de toekenning van een lening voor de financiering van het project We Pulse;

Gelet op de contractuele structuur, die het mogelijk moet maken om diensten te leveren die gekoppeld zijn aan een resultaatsverplichting:

- een overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen in de verschillende domeinen van het programma voor de informatisering en digitale transformatie van de lokale overheden WePulse (overkoepelende overeenkomst) en de bijlages ervan;
- diensten per domein, van toepassing op de gemeente Ukkel;
- de specifieke bepalingen die zijn opgenomen in de "Fiches Service" waarin de functionaliteiten worden beschreven in de domeinen die ter beschikking worden gesteld van de gemeente Ukkel

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 28 november 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen in de verschillende domeinen van het programma voor de informatisering en digitale transformatie van de lokale overheden WePulse (overkoepelende overeenkomst) en de bijlages ervan;

Gelet op de noodzaak om verduidelijkingen op te nemen in de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen (overkoepelende overeenkomst) middels een bijvoegsel, namelijk dat de BUILD-fase, bestaande uit de productie van IT-ontwikkelingen, wordt onderscheiden van de RUN-fase, die alleen betrekking heeft op de kosten voor licenties en het onderhoud;

Overwegende dat, om de contractuele structuur te finaliseren, de specifieke raamovereenkomst nu moet worden gesloten die uit twee luiken bestaat:

- één met de specifieke bepalingen voor "Build" (Luik 1) van de oplossing van het domein FIN;
- de andere met de specifieke bepalingen voor "Run" (Luik 2) van de oplossing van het domein FIN;

Overwegende dat in de specifieke raamovereenkomst en de daaraan gehechte fiches de functionaliteiten en de kosten ten laste van de lokale overheden worden gespecificeerd;

Gelet op de oriëntatie van het project in de afgelopen vijf jaar in de domeinen Financiën, resulterend in een voorstel om verschillende taakopdrachten parallel toe te kennen (extractie, opschonen, transformatie, laden) en het zoeken naar een oplossing voor Belastingen buiten de software Financiën;

Gelet op de verschillende problemen die aanwezig zijn in het kader van het beheer

van het project WePulse, waaronder:

- de versnippering van tools;
- het ontbreken van een duidelijke methodologie;
- de vermenigvuldiging van actoren;
- het ontbreken van ondersteuning;

Gelet op het standpunt van de Federatie van gemeenteontvangers en financieel directeurs van OCMW's van 6 juni 2025, waarin het volgende wordt benadrukt:

- de onverenigbaarheid van de opgelegde termijnen voor de besluitvorming over het specifiek kader van het domein Financiën met de bestuursregels die van toepassing zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- de onzekerheden over de uiteindelijke kosten waaraan gemeentes en OCMW's tijdens de exploitatiefase zullen worden blootgesteld;
- de onzekerheden over de daadwerkelijke functionaliteiten van het programma Financiën;
- een onvoldoende aantal licenties, wat extra kosten met zich mee kan brengen;
- de onzekerheden over de interoperabiliteit van het programma Financiën met de oplossingen Soft HR, Hard HR en Social, waarvan de specifieke kaders nog niet zijn gecommuniceerd;

Gelet op het negatieve advies van de gemeenteontvanger;

Overwegende dat deze elementen juridische, financiële en functionele risico's vormen waaraan de gemeente haar administratie niet kan blootstellen,

BESLIST:

1. Aan te sluiten tot luik 1 "BUILD" van het specifieke kader voor het domein Financiën van het programma WePulse, op voorwaarde dat de specifieke diensten in BUILD, met name de integratie van andere software, waarvan de totaalcost tussen min. € 400.000 excl. btw en max. € 800.000 (te verdelen tussen de betrokken lokale overheden) zullen liggen, niet aan de gemeente Ukkel wordt gefactureerd.
2. Niet aan te sluiten tot luik 2 "RUN" van het specifieke kader voor het domein Financiën van het programma WePulse;

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

15 annexes / 15 bijlagen

GB UCC_06 2025_CLEAN_Specifiek Kader FIN_NL_SIGNED.pdf, AC UCC_02 06 2025_CLEAN_Annexe 1.3. - Liste et coût des Services spécifiques Finance Build.pdf, 03 06 2025_CLEAN-Bijlage 2.2 - WePulse Kwaliteitsverbintenis Dienst

FINAL_NL.pdf, AC UCC_03_06_2025_Cadre_Particulier_Finance_FR_SIGNED.pdf, 02 05 2025_CLEAN_Annexe 2.1 - WePulse Fiche Service Run Domaine FIN FINAL.pdf, 03 06 2025_CLEAN-Bijlage1.2 - WePulse Kwaliteitsverbintenis Dienst FINAL_NL.pdf, 02 06 2025_CLEAN_Annexe 1.1 - WePulse Fiche Service Build Domaine FIN FINAL.pdf, 02 06 2025_CLEAN_Annexe 1.4 - Traitement spécifique RGPD Finance FINAL.pdf, 02 06 2025_CLEAN_Bijlage 1.1 - WePulse Dienst Fiche Build Domein FIN_FINAL_NL.pdf, 02 06 2025_CLEAN_Bijlage 1.4 - Specifieke Gegevensverwerking AVG Finance FINAL_NL.pdf, 02 06 2025_CLEAN_Bijlage 2.1 - WePulse Dienst Fiche Run Domein FIN_FINAL_NL.pdf, 02 06 2025_CLEAN_Annexe 2.2 - WePulse Engagement sur la Qualité du Service FINAL.pdf, Avis receveur communal.pdf, GB UCC 06 2025_CLEAN_Bijlage 1.3. - Lijst en kosten van de Specifieke diensten Financiën Build_NL.pdf, 02 06 2025_CLEAN_Annexe 1.2 - WePulse Engagement sur la Qualité du Service FINAL.pdf

*Jérôme Toussaint entre en séance / treedt in zitting.
Nicolas Clumeck entre en séance / treedt in zitting.
Valentine Delwart quitte la séance / verlaat de zitting.
Carine Gol-Lescot quitte la séance / verlaat de zitting.
Marianne Gustot quitte la séance / verlaat de zitting.*

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Voirie - Wegen

26.06.2025/A/0020 **Réaménagement de Bosveldweg - exercice 2025 - approbation de l'avant-projet, de la dépense, des documents du marché et de la procédure de passation du marché.**

Le Conseil,
Attendu qu'un crédit de 700.000,00 € est inscrit aux articles 421/731-60/82-20250290 et 421/731-60/82-20250289 du budget extraordinaire de 2025 pour le réaménagement de Bosveldweg;
Attendu que le Collège propose de réaménager le tronçon de Bosveldweg entre la rue Langeveld et l'avenue Moscicki pour lequel une demande de permis d'urbanisme a été introduite par le service Voirie - Mobilité ;
Attendu que le réaménagement de la zone résidentielle permettra d'améliorer la lisibilité de l'espace public;
Attendu qu'un même revêtement sera prévu de façade à façade de manière à harmoniser l'espace public ;
Attendu qu'un filet d'eau central permettra aux automobilistes de percevoir la bande carrossable de 3.5m de large ;
Attendu qu'un dévoiement est prévu afin de ralentir la vitesse des véhicules et limiter les zones de conflit entre stationnement et voie carrossable ;
Attendu que l'aménagement de zones végétales permettra une lecture simple de l'espace public et renforcera le statut de la zone résidentielle ;
Attendu que la plantation d'arbres est prévue de part et d'autre de l'aménagement de manière à créer une «porte d'entrée» à la zone résidentielle ;
Attendu que le carrefour Moscicki - Bosveldweg sera réaménagé en plateau surélevé afin de ralentir la vitesse à cet endroit en particulier à l'entrée de la zone résidentielle ;
Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 562.002,00 €, hors

TVA, soit 748.024,66 € révision et TVA incluse et que cette dépense sera engagée aux articles 421/731-60/82-20250290 et 421/731-60/82-20250289 2 du budget extraordinaire 2025;

Attendu que la procédure de passation du marché sera la procédure négociée directe avec publication préalable;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

1. d'approuver l'estimation d'un montant de 748.024,66€ TVA comprise;
2. d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
3. d'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3;
4. d'approuver l'avis de marché.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Heraanleg Bosveldweg - boekjaar 2025 - goedkeuring van het voorontwerp, de uitgave, de aanbestedingsdocumenten en de plaatsingsprocedure van de opdracht.

De raad,

Aangezien er een krediet van € 700.000,00 ingeschreven is op artikels 421/731-60/82-20250290 en 421/731-60/82-20250289 van de buitengewone begroting 2025 voor de heraanleg van de Bosveldweg;

Aangezien het college voorstelt om het deel van de Bosveldweg tussen de Langeveldstraat en de Moscickilaan, waarvoor een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning ingediend werd door de dienst Wegen-Mobiliteit, heraan te leggen;

Aangezien de heraanleg van het woonerf het mogelijk maakt de leesbaarheid van de openbare ruimte te verbeteren;

Aangezien voorzien wordt in eenzelfde bekleding van gevel tot gevel om de openbare ruimte te harmoniseren;

Aangezien automobilisten dankzij een centrale weggoot de rijbaan van 3,50 meter breed kunnen onderscheiden;

Aangezien er in een asverlegging voorzien is om de snelheid van de voertuigen te remmen en de conflictzones tussen parkeerplaatsen en berijdbare weg te beperken;

Aangezien de aanleg van plantenzones een eenvoudige lezing van de openbare ruimte mogelijk maakt en het statuut van het woonerf versterkt;

Aangezien het de bedoeling is om aan weerszijden van de inrichting bomen te planten om een "toegangspoort" tot het woonerf te creëren;

Aangezien het kruispunt Moscicki-Bosveldweg heraangelegd wordt als een verkeersplateau om de snelheid op deze plaats te remmen, in het bijzonder bij het binnenrijden van het woonerf;

Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 562.002,00 excl. btw beloopt, hetzij € 748.024,66 inclusief herziening en btw, en deze uitgave vastgelegd zal worden op artikels 421/731-60/82-20250290 en 421/731-60/82-20250289 van de buitengewone begroting 2025;

Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de vereenvoudigde

onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is;
Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

1. De raming van een bedrag van € 748.024,66 inclusief btw goed te keuren;
2. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;
3. De plaatsingsprocedure van de opdracht goed te keuren, die de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking zal zijn, en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 3;
4. De aankondiging van de opdracht goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

10 annexes / 10 bijlagen

Réaménagement Bosveldweg - 2025 - Estimation - raming.pdf, Réaménagement Bosveldweg - 2025 CSC fr.pdf, Réaménagement Bosveldweg- descriptif - beschrijvende.pdf, GVP - UKKEL - Heraanleg Bosveldweg 2025.pdf, Réaménagement Bosveldweg 2025 - formulaire d'offre.pdf, Heraanleg Bosveldweg - 2025 - CSC NL.pdf, PSS - UCCLE - Réaménagement de Bosveldweg 2025.pdf, tracimat-Conformverklaring TRA-EVBX-230905 - CSOP - v1.pdf, Plan adjudication Bosveldweg.pdf, Heraanleg Bosveldweg - 2025- Offerte formulier.pdf

Jonathan Biermann entre en séance / treedt in zitting.

Boris Dilliès quitte la séance / verlaat de zitting.

Leïla Kabachi quitte la séance / verlaat de zitting.

26.06.2025/A/0021

Réaménagement de carrefours - exercice 2025 - approbation de la dépense, des documents du marché et de la procédure de passation du marché

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit est inscrit aux articles 421/731-60/82-20250275 et 421/731-60/82-20250281 du budget extraordinaire de 2025 pour le réaménagement de carrefours;

Attendu que le Collège propose de réaménager les carrefours des avenues des Carmélites et des Cottages ainsi que 3 carrefours de l'avenue Circulaire ;

Attendu que le dossier est divisé en 2 lots :

- Lot 1 : carrefours rue des Cottages et rue des Carmélites;

- Lot 2 : carrefours avenue Circulaire;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 401.420,50 €, hors TVA pour le lot 1 soit 534.290,69 € révision et TVA incluse et à 75.378,00 €, hors TVA soit 100.328,12 € révision et TVA incluse pour le lot 2 et que cette dépense sera engagée aux articles 421/731-60/82-20250275 et 421/731-60/82-20250281 du budget extraordinaire 2025;

Attendu que ces travaux sont subsidiés à concurrence de 100% par la région de Bruxelles-Capitale dans le cadre des subventions pour investissement relatif à l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales 2024,

Attendu que la procédure de passation du marché sera la procédure négociée directe avec publication préalable;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

1. d'approuver l'estimation d'un montant de 534.290,69 € TVA comprise pour le lot 1 et de 100.328,12 € TVA comprise pour le lot 2;
2. d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
3. d'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3 pour l'ensemble des lots ou classe 3 pour le lot 1 uniquement et classe 1 pour le lot 2 uniquement;
4. d'approuver l'avis de marché.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Herinrichting van kruispunten - boekjaar 2025 goedkeuring van de uitgave, de documenten en de plaatsingsprocedure van de opdracht

De raad,

Aangezien er een krediet ingeschreven is op artikels 421/731-60/82-20250275 en 421/731-60/82-20250281 van de buitengewone begroting 2025 voor de heraanleg van kruispunten;

Aangezien het college voorstelt om de kruispunten van de Kamrelitenstraat, van de Landhuisjesstraat en drie kruispunten van de Ringlaan, heraan te leggen;

Aangezien het dossier opgedeeld is in 2 percelen :

- Perceel 1: kruispunten Kamrelitenstraat en Landhuisjesstraat;

- Perceel 2: kruispunten Ringlaan;

Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 401.420,50 excl. btw beloopt, hetzij € 534.290,69 voor perceel 1 en € 75.378,00 excl. btw beloopt, hetzij € 100.328,12 voor perceel 2 inclusief herziening en btw, en deze uitgave vastgelegd zal worden op artikels 421/731-60/82-20250275 en 421/731-60/82-20250281 van de buitengewone begroting 2025;

Aangezien deze werken 100% gesubsidieerd zullen worden door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de investeringssubsidies met betrekking tot de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen 2024,

Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is;

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

1. De raming voor een bedrag van € 534.290,69 inclusief btw voor het perceel 1 en van € 100.328,12 inclusief btw voor het perceel 2 goed te keuren;
2. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;
3. De plaatsingsprocedure van de opdracht door vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking goed te keuren en de inlichtingen vast te stellen betreffende de technische draagkracht van de aannemer, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken categorie

- C, classe 3 voor alle percelen of classe 3 enkel voor perceel 1 en classe 1 enkel voor perceel 2;
4. de aankondiging van de opdracht goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

9 annexes / 9 bijlagen

2024-(3.1.4.7)_Sécurisation piétonne_Carmélites_4 Carrefours_A0.pdf, Réaménagement carrefours 2025 récapitulatif Lot 1 - Lot 2.xlsx, Réaménagement carrefours 2025 Estimation Lot 1.pdf, 2024_(3.1.4.2)_Sécurisation piétonne_Circulaire_3 Carrefours_A0.pdf, Réaménagement carrefours 2025 Estimation Lot 2.pdf, 2024_(3.1.4.8)_Sécurisation piétonne_Cottages_5 Carrefours_A0.pdf, Heraanleg van kruispunten - 2025 CSC NL.pdf, Heraanleg van kruispunten 2025 - Offerte formulier.pdf, Réaménagement carrefours - 2025 CSC fr.pdf

Valentine Delwart entre en séance / treedt in zitting.

Carine Gol-Lescot entre en séance / treedt in zitting.

Leïla Kabachi entre en séance / treedt in zitting.

Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.

Joëlle Maison quitte la séance / verlaat de zitting.

Michel Cohen quitte la séance / verlaat de zitting.

26.06.2025/A/0022

Réfection des trottoirs - Exercice 2025.- Approbation de la dépense, des documents du marché, de la procédure de passation du marché.

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 2.000.000,00 € est inscrit à l'article 421/731-60/82-20250282 du budget extraordinaire de 2025 pour la réfection de trottoirs;

Attendu que le Collège propose la réfection des trottoirs de l'avenue Jacques Pastur entre le Vallon d'Ohain et l'avenue Fond'Roy, de la rue Copernic entre les avenues Albert Lancaster et Latérale, de la rue Jean Ballegeer, de l'avenue Joseph Divoort, de l'avenue Homborchveld entre la rue Engeland et la rue du Kriekenput, de l'avenue Docteur Decroly, de la rue Langeveld entre l'avenue de la Floride et l'avenue de Sumatra, de l'avenue Moscicki entre l'avenue Montjoie et Bosveldweg et de l'avenue de Messidor entre l'avenue Brugmann et la rue de la Mutualité;

Attendu que le dossier est divisé en 2 lots :

- Lot 1 : avenue Jacques Pastur, rue Copernic, rue Jean Ballegeer, avenue Joseph Divoort et avenue Homborchveld;

- Lot 2 : avenue Docteur Decroly, rue Langeveld, avenue Moscicki et avenue de Messidor;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 694.932,70 €, hors TVA pour le lot 1, soit 924.955,42 € révision et TVA incluse et à 791.781,0 €, hors TVA pour le lot 2, soit 1.053.860,51 € révision et TVA incluse et que ces dépenses seront engagées à l'article 421/731-60/82-20250282 du budget extraordinaire 2025;

Attendu que la procédure de passation du marché sera la procédure ouverte;

Vu l'article 234 de la Nouvelle loi communale,

Décide :

1. d'approuver l'estimation d'un montant de 924.955,42 € TVA comprise pour le lot 1 et de 1.053.860,51 € TVA comprise pour le lot 2;

2. d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
3. d'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure ouverte et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 5 pour l'ensemble des lots ou classe 4 pour le lot 1 ou le lot 2 uniquement;
4. d'approuver l'avis de marché.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Herstelling van trottoirs - Dienstjaar 2025.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de plaatsing van de procedure.

De raad,

Aangezien er een bedrag van € 2.000.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82-20250282 van de buitengewone begroting 2025 voor de herstelling van trottoirs;

Aangezien het college voorstelt de trottoirs van de Homborchveldlaan (tussen de rotonde Solau en de Engelandstraat), Jean Ballegeerstraat, Joseph Divoortlaan, Docteur Decrolylaan, Langevledstraat (tussen de Sumatrалаan en de Floridalaan), Moscickilaan (tussen de Montjoielaan en Bosveldweg), Messidorlaan (tussen de Brugmannlaan en de Mutualiteitstraat), Copernicusstraat (tussen de Albert Lancasterlaan en de zijlaan) en van de Jacques Pasturlaan (tussen de Vronerodelaan en de Ohaindal) te herstellen;

Aangezien het dossier opgesplitst is in 2 percelen:

- Perceel 1: Homborchveldlaan, Jean Ballegeerlaan, Joseph Divoortlaan, Copernicusstraat en Jacques Pasturlaan ;
- Perceel 2: Docteur Decrolylaan, Langevledstraat, Moscickilaan, Messidorlaan;

Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 694.932,70 excl. btw beloopt voor perceel 1, hetzij € 924.955,42 inclusief herziening en btw, en € 791.781,00 excl. btw voor perceel 2, hetzij € 1.053.860,51 inclusief herziening en btw, en deze uitgaven vastgelegd worden op artikel 421/731-60/82-20250282 van de buitengewone begroting 2025;

Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de openbare procedure is;

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

1. De raming van een bedrag van € 924.955,42 inclusief btw voor perceel 1 en € 1.053.860,51 inclusief btw voor perceel 2 goed te keuren;
2. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;
3. De plaatsingsprocedure van de opdracht, die de openbare procedure zal zijn, goed te keuren en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 5 voor alle percelen of klasse 4 enkel voor perceel 1 of perceel 2;
4. De aankondiging van de opdracht goed te keuren;

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

12 annexes / 12 bijlagen

GVP - UKKEL - Herstellen van trottoirs 2025.pdf, Trottoirs 2025 - récap - Lot 1.pdf, Trottoirs 2025 - descriptif - Lot 1.pdf, Trottoirs 2025 - Estimation - Lot 2.pdf, Réfection de trottoirs - 2025 - formulaire d'offre.pdf, Trottoirs 2025 - Estimation - Lot 1.pdf, Réfection de trottoirs 2025 CSC fr.pdf, PSS - UCCLE - Réfection de trottoirs 2025.pdf, Trottoirs 2025 - récap - Lot 2.pdf, Trottoirs 2025 - descriptif - Lot 2.pdf, Herstellen van trottoirs - 2025 - Offerte formulier.pdf, Herstellen van trottoirs - 2025 CSC NL.pdf

Ariane de Lobkowicz quitte la séance / verlaat de zitting.

Patricia Nagelmackers quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

26.06.2025/A/0023 **Propriétés Communales – Rue de Stalle 22 – Convention d'occupation précaire du terrain avec Bruxelles Synergie - Approbation de la convention d'occupation précaire.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement les articles 117 et 232 ;

Vu la déclaration de politique générale de la Commune, dont le Conseil Communal a pris connaissance en séance du 20 Février 2025, dans laquelle il est notamment stipulé au 5e paragraphe de la partie Logement :

*La rénovation (en vue d'améliorer les performances énergétiques et, au-delà, d'y investir par exemple dans la pose de panneaux solaires, dans la récupération des eaux de pluie...) et le développement du parc de logements publics seront poursuivis. Des projets seront notamment étudiés et **programmés rue de Stalle**, rue des Fidèles et chaussée de Saint-Job.*

Cela faisant référence au projet « Globe » et au terrain visé par la présente convention.

Vu la fiche générale projet PUL approuvée par le Collège du 3 octobre 2023 ;

Vu la fiche projet dédiée à l'objectif 1 du PUL, à savoir « Favoriser la création de logements sociaux sur le territoire de la commune » décrivant, en outre, les phases de la mise en place de cet objectif au sein de la commune d'Uccle, ses enjeux, son planning, et ses objectifs Vu l'approbation de la fiche projet 1.2.4 du PUL intitulé Projet « Globe » en délibération du Collège du 9 Juillet 2024 ;

Considérant que la Commune, malgré la non reconduction du plan urgence logement, tient à s'inscrire dans l'effort régional et contribuer à la hauteur de ses capacités à répondre aux objectifs régionaux ;

Considérant que Bruxelles Synergie - Service Public Régional, propriétaire, peut octroyer l'usage de la parcelle visée à la Commune d'Uccle, à titre précaire et révocable, par la voie d'une convention d'occupation à titre précaire ;

Considérant que l'occupation précaire du terrain permettra de récolter des informations pour le développement du projet « Globe » à savoir :

- Mesurage en vue du remembrement parcellaire avec les parcelles adjacentes ;
- Visite pour étude de faisabilité de riothermie ;
- Evaluer la végétation existante et la nécessité de la conserver (arbres remarquables, etc.) ;
- Faire visiter aux différents intervenants ;
- Débroussaillage ;
- Vérification de la stabilité des murs mitoyens ;

Considérant que la Commune d'Uccle devra s'abstenir d'exercer des activités interdites par la convention, mais qu'elle pourra toutefois demander l'autorisation de mettre en place des événements non listés dans celle-ci, moyennant un mail au propriétaire ;

Considérant que la présente occupation est consentie en contrepartie de la prise en charge par l'Occupant de l'entretien du Terrain et de sa sécurisation permanente (absence de squats et de dépôts de déchets clandestins notamment) ;

Considérant qu'il n'y a pas de charges communes liées aux lieux mis à disposition ;

Considérant qu'un état des lieux sera établi sous forme photographique ;

Attendu que ce projet permettra la rénovation de plusieurs logements, la création de nouveaux logements et la création d'un équipement ;

Attendu que ce projet apportera une solution au bon aménagement territorial dans les quartiers ;

Attendu que ce projet permettra de répondre à une demande en logements publics ;

Attendu que la région au travers de son organe de gestion « Synergie » est disposée à céder pour l'Euro symbolique la parcelle rue de Stalle à condition que la commune s'engage à réaliser un projet répondant aux objectifs régionaux (logement et équipement) ;

Décide :

D'accepter la convention d'occupation précaire du terrain situé rue de Stalle 22.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Gemeente-eigendommen – Stallestraat 22 - Overeenkomst voor tijdelijk gebruik van het terrein met Brussels Synergie - Goedkeuring van de overeenkomst voor tijdelijk gebruik.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 en 232;

Gelet op de algemene beleidsverklaring van de gemeente, waarvan de gemeenteraad kennis genomen heeft in zitting van 20 februari 2025, waarin meer bepaald in paragraaf 5 van het deel Huisvesting staat:

*De renovatie (verbetering van de energieprestaties en daarnaast investeren in bijvoorbeeld de installatie van zonnepanelen, de opvang van regenwater, ...) en de ontwikkeling van het openbaar woningpark zullen voortgezet worden. Er worden onder andere projecten bestudeerd en **gepland in de Stallestraat**, Gelovigenstraat en Sint-Jobsesteenweg.*

Dat verwijst naar het project "Globe" en het terrein dat beoogd wordt door de onderhavige overeenkomst;

Gelet op de algemene fiche van het NPH-project, goedgekeurd door het college op 3 oktober 2023;

Gelet op de projectfiche gewijd aan doelstelling 1 van het NPH, meer bepaald "De bouw van sociale woningen op het grondgebied van de gemeente bevorderen", die onder andere de fases van de invoering van deze doelstelling in de gemeente Ukkel, de uitdagingen, de planning en de doelstellingen beschrijft;

Gelet op de goedkeuring van projectfiche 1.2.4 van het NPH genaamd Project "Globe" in beraadslaging van het college van 9 juli 2024;

Overwegende dat de gemeente, ondanks de niet-verlenging van het Noodplan voor Huisvesting, zich wil aansluiten bij de gewestelijke inspanning en ten belope van haar capaciteiten wil helpen om te beantwoorden aan de gewestelijke doelstellingen;

Overwegende dat Brussel Synergie - gewestelijke overheidsdienst, eigenaar, het gebruik van het beoogd perceel in de gemeente Ukkel tot wederopzeggens en herroepbaar kan toestaan door middel van een precaire gebruiksovereenkomst;

Overwegende dat het precair gebruik van het terrein het mogelijk maakt informatie te verzamelen voor de ontwikkeling van het project "Globe", meer bepaald:

- Opmeting met het oog op de herverkaveling van het perceel met de aangrenzende percelen;
- Bezoek voor haalbaarheidsstudie van riothermie;
- De huidige vegetatie en de noodzaak om ze te bewaren beoordelen (opmerkelijke bomen, enz.);

- Het terrein laten bezoeken door de verschillende betrokkenen;
- Maaien;
- Controle van de stabiliteit van de scheidingsmuren;

Overwegende dat de gemeente Ukkel zich ervan moet onthouden door de overeenkomst verboden activiteiten uit te oefenen, maar dat ze echter de toestemming kan vragen om evenementen die er niet in opgelijst zijn te organiseren, middels een mail naar de eigenaar;

Overwegende dat het onderhavige gebruik toegestaan wordt als tegenprestatie voor de tenlasteneming door de gebruiker van het onderhoud van het terrein en de permanente beveiliging ervan (meer bepaald geen krakers en sluikstorten);

Overwegende dat er geen gemeenschappelijke lasten zijn voor de ter beschikking gestelde locaties;

Overwegende dat er een fotografische plaatsbeschrijving opgesteld wordt;

Aangezien dit project de renovatie van verschillende woningen en de bouw van nieuwe woningen en van een voorziening mogelijk maakt;

Aangezien dit project een oplossing biedt voor de goede territoriale aanleg in de wijken;

Aangezien dit project het mogelijk maakt een vraag naar openbare huisvesting te beantwoorden;

Aangezien het gewest door middel van zijn beheersorgaan "Synergie" bereid is om het perceel in de Stallestraat voor een symbolische euro te verkopen, op voorwaarde dat de gemeente zich ertoe verbindt een project te verwezenlijken dat beantwoordt aan de gewestelijke doelstellingen (huisvesting en voorziening);

Beslist:

De preciaire gebruiksovereenkomst van het terrein gelegen Stallestraat 22 te aanvaarden.

De Raad keurt het punt goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

26.06.2025/A/0024 **Propriétés Communales – Plaine d’Anjou – CONVENTION DE COMMODAT RELATIVE À LA MISE À DISPOSITION D’UNE PARCELLE DANS LE CADRE DU PROJET « POUSSE-POUSSE »**

Le Conseil,

Attendu qu’en séance du 19 septembre 2023, le Collège a approuvé le lancement de la troisième édition du budget participatif ;

Attendu qu’en date du 27 juin 2024, le Conseil a pris acte des résultats de la troisième édition du Budget participatif ;

Attendu que le projet « **Pousse-Pousse** » a été désigné comme projet lauréat pour un budget total de 50.000€ ;

Attendu qu’il convient de mettre en œuvre le projet susmentionné dans les deux années qui suivent la proclamation des résultats ;

Attendu que ce projet lauréat revêt la description suivante : Ce projet vise à créer du lien autour de zones nourricières durables avec la construction d'une éco-serre sur la plaine d’Anjou. Le quartier durable Messidor accueille toute l’année riverain(e)s et scolaires lors d’ateliers participatifs ludiques (maraichage urbain, fleurs comestibles, apiculture, poulailler) pour produire localement et inventer les quartiers de demain ;

Attendu que ce projet sera mis en place par le service vert, à savoir la réalisation de l’esquisse du projet, la description du cahier des charges, l’attribution du marché, le suivi de ce dernier ainsi que les plantations aux alentours ;

Attendu qu’en amont de la réalisation de ce projet il convient de d’établir une convention entre ABC et la commune ;

Attendu que cette convention a d’ores et déjà été validée par le Conseil d’administration d’ABC en date du 19 mai 2025 ;

Considérant qu’ABC met à disposition, à titre gratuit, une parcelle cadastrée sous le n° 221Z5 située sur la Plaine d’Anjou, sans qu’aucune charge ne soit attribuée à la Commune ;

Considérant que la mise à disposition de cette parcelle vise exclusivement :

- La construction d’une serre éco-construite à structure démontable ;
- La plantation de végétaux comestibles et d’arbres fruitiers ;
- Les aménagements strictement nécessaires à la réalisation des travaux.

Considérant que tout autre usage nécessitera l’accord préalable et écrit d’ABC.

Considérant qu’avant le début des travaux, un plan d’accès de chantier et un état des lieux sous forme de reportage photographique seront réalisés de manière contradictoire entre ABC et la Commune ;

Considérant que la Commune sera la seule responsable de l’exécution des travaux et de toutes les assurances liées à ceux-ci ;

Considérant que la Commune bénéficiera d’un droit d’usage gratuit de la serre

pendant 8 ans à compter de la réception des travaux ;

Considérant qu'à l'issue des 8 ans, la propriété de la serre est transférée à ABC de plein droit, sauf accord contraire entre parties au moins 6 mois avant l'échéance.

Considérant que, une fois les travaux terminés, il conviendra de conclure une convention d'usage tripartite entre ABC (propriétaire), la Commune (porteur de projet) et le CQDM (opérateur de terrain) afin de fixer les modalités de gestion, d'entretien, d'accès et de gouvernance de la serre ;

Décide :

D'approuver la convention de commodat relative à la mise à disposition de la parcelle dans le cadre du projet « pousse-pousse »

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

**Gemeentelijke eigendommen – Anjouplein – OVEREENKOMST
BETREFFENDE DE TER BESCHIKKING STELLING VAN EEN PERCEEL
IN HET KADER VAN HET PROJECT “POUSSE-POUSSE”**

De raad,

Aangezien het college in zitting van 19 september 2023 de lancering van de derde editie van het Participatief budget goedgekeurd heeft;

Aangezien de raad op 27 juni 2024 akte genomen heeft van de resultaten van de derde editie van het Participatief budget;

Aangezien het project "Pousse-Pousse" aangeduid werd als winnend project voor een totaalbudget van € 50.000;

Aangezien het voornoemde project uitgevoerd moet worden in de twee jaar na de bekendmaking van de resultaten;

Aangezien dit winnend project de volgende beschrijving heeft: dit project strekt ertoe banden te smeden rond zones met duurzame voeding met de bouw van een ecoserre op het Anjouplein. Duurzame wijk Messidor verwelkomt het hele jaar door buurtbewoners en scholen tijdens ludieke participatieve workshops (groenteteelt in de stad, eetbare bloemen, bijenteelt, kippenhok, ...) om lokaal te produceren en de wijken van morgen uit te vinden;

Aangezien dit project uitgevoerd wordt door de Groendienst, meer bepaald de verwezenlijking van de schets van het project, de beschrijving van het bestek, de gunning van de opdracht, de opvolging ervan en de beplantingen in de omgeving;

Aangezien er voorafgaand aan de verwezenlijking van dit project een overeenkomst opgesteld moet worden tussen ABC en de gemeente;

Aangezien deze overeenkomst op 19 mei 2025 al bekrachtigd werd door de raad van bestuur van ABC;

Overwegende dat ABC gratis een kadastraal perceel met nummer 221Z5 op het

Anjouplein ter beschikking stelt, zonder dat er een last toegekend wordt aan de gemeente;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling van dit perceel uitsluitend het volgende beoogt:

- De bouw van een ecologische serre met een demonteerbare structuur;
- Het planten van eetbare planten en fruitbomen;
- De inrichtingen die strikt noodzakelijk zijn om de werken uit te voeren;

Overwegende dat elk ander gebruik de voorafgaande schriftelijke toestemming van ABC vereist;

Overwegende dat er voor het begin van de werken een toegangsplan tot de werf en een plaatsbeschrijving in de vorm van een fotoverslag op tegenspraak opgesteld worden door ABC en de gemeente;

Overwegende dat de gemeente als enige verantwoordelijk is voor de uitvoering van de werken en voor alle verzekeringen die ermee gepaard gaan;

Overwegende dat de gemeente een kosteloos gebruiksrecht van de serre geniet gedurende 8 jaar vanaf de oplevering van de werken;

Overwegende dat de eigendom van de serre na afloop van de 8 jaar van rechtswege overgedragen wordt aan ABC, behoudens andersluidend akkoord tussen de partijen minstens 6 maanden voor de vervaldag;

Overwegende dat er, zodra de werken afgerond zijn, een tripartiete gebruiksovereenkomst gesloten moet worden tussen ABC (eigenaar), de gemeente (projectdrager) en CQDM (operator op het terrein) om de beheer-, onderhouds-, toegangs- en bestuursmodaliteiten van de serre vast te leggen;

Beslist:

De bruikleenovereenkomst met betrekking tot de terbeschikkingstelling van het perceel in het kader van het project "Pousse-Pousse" goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Convention de commodat Anjou - Pousse-Pousse.pdf, Mail confirmation CA ABC

Convention .png, 46925_PU01_Implantation_Annexe 01.pdf, Convention de commodat Anjou - Pousse-Pousse_nl.pdf

26.06.2025/A/0025 **Propriétés communales. – affectation de différentes voiries, avenues, rues et clos au domaine public.**

Le Conseil,

Considérant que des aménagements, travaux et entretien divers sur les égoûts doivent être faits dans les prochaines années sur ces voiries par Vivaqua ;

Que Vivaqua n'entamera aucuns chantiers si celles-ci ne sont pas sur le domaine public ;

Qu'à la demande du service de la voirie, les voiries, rues, avenues et clos situés

Rue Molensteen (3 parcelles) rue de Linkebeek, rue Ritweger et avenue de l'Héliante doivent être versés dans le domaine public.

Décide :

d'affecter au domaine public les voiries, rues, avenues et clos suivants :

rue Molensteen G415 S2/G415 T2/G415 P2 ;

rue Linkebeek 21614F0125/00B000 ;

Rue Rittweger A 108 T2 ;

Avenue de l'Héliante 21614F0259/02A000 ;

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Bestemming van verschillende wegen, lanen, straten en gaarden tot het openbaar domein.

De raad,

Overwegende dat er de komende jaren diverse inrichtingen, werken en onderhoudsbeurten aan de riolering op deze wegen verricht moeten worden door Vivaqua;

Dat Vivaqua geen werken aanvangt indien ze zich niet op het openbaar domein bevinden;

Dat op vraag van de Wegendienst de wegen, straten, lanen en gaarden gelegen Molensteenstraat (3 percelen), Linkebeekstraat, Rittwegerstraat en Zonnebloemlaan overgedragen moeten worden naar het openbaar domein;

Beslist:

De volgende wegen, straten, lanen en gaarden te bestemmen tot het openbaar domein:

Molensteenstraat G415 S2/G415 T2/G415 P2;

Linkebeekstraat 21614F0125/00B000;

Rittwegerstraat A 108 T2;

Zonnebloemlaan 21614F0259/02A000.

De Raad keurt het punt goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Fiches 43B 2e envoi.pdf

Boris Dilliès entre en séance / treedt in zitting.
Odile Margaux entre en séance / treedt in zitting.
Michel Cohen entre en séance / treedt in zitting.
Patricia Nagelmackers entre en séance / treedt in zitting.

26.06.2025/A/0026

Propriétés communales. — Chaussée de Saint-Job : bande de terrain située à la limite du domaine communal formé par l'Ecole fondamentale de Saint-Job, et de la maison privée avec jardin n°695 – régularisation de la prise de possession par les propriétaires de celle-ci - approbation du projet d'acte authentique de vente.

Le Conseil,

Considérant qu'une portion de terrain limitrophe à la propriété privée sise chaussée de Saint Job, 695, jusqu'au portillon fermant la petite allée (non comprise) menant au chemin Avijl, appartient à la Commune d'Uccle ;

Considérant que cette bande de terrain, en forte pente enfermée entre le mur d'un des bâtiments de l'école et la cour de la maison côté n°695 et recouverte de plantations, est intégrée à la partie arrière du jardin de la maison, depuis de nombreuses années ;

Qu'en raison de sa configuration, elle ne présente aucune utilité pour l'Ecole communale fondamentale de Saint-Job, qui n'a jamais fait savoir qu'elle en aurait besoin et n'a pas non plus été affectée expressément au domaine public ;

Qu'en raison de sa situation, seuls les propriétaires de la maison n° 695 ont un intérêt à acquérir cette bande de terrain ;

Considérant que la maison a été vendue et que les nouveaux propriétaires souhaitent régulariser au plus vite le statut patrimonial de la languette de terre visée ; Qu'un plan de mesurage et de division a été établi le 15 mai 2024 par le géomètre-expert Denis Pierlot, mandaté par les anciens propriétaires, en collaboration avec le géomètre-expert, attaché au Service des Propriétés communales ;

Que celui-ci a été approuvé par le Collège en date du 24 septembre 2024 :

Considérant que le Service des Propriétés communales a demandé une estimation au CAIR, en date du 1^{er} juillet 2024 ;

Que celui-ci a attribué à la parcelle une valeur vénale de 3.000,00 € (trois mille euros), dans un rapport « premium » daté du 5 août 2024 ;

Considérant qu'au terme de l'acte de vente reçu par la Notaire Marie-Pierre GERADIN, à Bruxelles, à l'intervention de la Notaire Roxane NOTARPIETRO, à Rixensart, le 20 juin 2024, Monsieur Simon GOVAERT et Madame Charlotte URGER ont acquis des anciens propriétaires une maison d'habitation sise à 1180 Uccle, chaussée de Saint-Job, n° 695 ;

Considérant qu'au terme de l'acte de vente précité, les anciens propriétaires s'étaient engagés à faire le nécessaire auprès de la Commune d'Uccle pour que cette dernière

cède la languette de terre visée, de telle sorte que la situation de fait existante depuis le 8 mars 1984 corresponde à la situation de droit ;

Considérant le fait que la somme de 3.000,00€ susvisée a été consignée, depuis fin d'année 2024, auprès de la Notaire Marie-Pierre GERADIN, prénommée ;

Que les frais liés à la passation de l'acte authentique de vente seront à charge des acquéreurs, Monsieur Simon GOVAERT et Madame Charlotte URGER ;

Que les frais de délivrance sont à charge de la Commune d'Uccle, venderesse ;

Considérant que la Notaire Marie-Pierre GERADIN a rédigé l'acte authentique de vente et que, par facilité, la Commune d'Uccle a choisi de recourir aux services de la même Notaire ;

Décide :

de procéder à l'aliénation d'une bande de terrain d'une superficie de 19 centiares (19 m²), domaine privé de la Commune d'Uccle, située chaussée de Saint-Job, partie de la parcelle cadastrée dans la 2^{ème} division, section D, sous le numéro 211 h,

de vendre la bande de terrain visée ci-dessus, de gré à gré, à Monsieur et Madame GOOVAERT – URGER , propriétaires de la maison sise chaussée de Saint-Job, 695, cadastrée section D, numéro 209 t, au prix total et définitif de trois mille euros (3.000,00 €) ;

de partager les frais de l'opération, en prenant en charge les frais de délivrance du bien (attestation de sol, renseignements urbanistiques, extraits cadastraux, ...) ;

de valider l'acte rédigé par la Notaire Marie-Pierre GERADIN, à Bruxelles, exerçant sa fonction dans la société « Berquin Notaires », ayant son siège à 1000 Bruxelles, avenue Lloyd George 11 ;

d'imputer une recette extraordinaire de trois mille euros (3.000,00 €) à l'article 124/761-60/87-20250319 de 2025.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Gemeente-eigendommen. - Sint-Jobsesteenweg: strook grond op de grens van het gemeentedomein gevormd door basisschool Saint-Job en het privéhuis met tuin op nummer 695 - regularisatie van de inbezitname door de eigenaars ervan - goedkeuring van het ontwerp van authentieke verkoopakte.

De raad,

Overwegende dat een strook grond grenzend aan het privé-eigendom gelegen Sint-Jobsesteenweg 695, tot aan het poortje dat het kleine pad (niet inbegrepen) naar de Avijlweg afsluit, toebehoort aan de gemeente Ukkel;

Overwegende dat deze strook grond, op een steile helling, ingesloten tussen de muur van een van de schoolgebouwen en de binnenplaats van het huis op nummer 695 en bedekt met planten, al jarenlang opgenomen is in het achterste deel van de tuin van het huis;

Dat ze door haar vorm geen nut heeft voor gemeentelijke basisschool Saint-

Job, die nooit heeft laten weten dat ze ze nodig zou hebben en evenmin uitdrukkelijk bestemd werd tot het openbaar domein;
Dat enkel de eigenaars van het huis op nummer 695 door de ligging ervan er belang bij hebben deze strook grond aan te schaffen;
Overwegende dat het huis verkocht werd en dat de nieuwe eigenaars het erfgoedstatuut van de beoogde strook grond zo snel mogelijk willen regulariseren; Dat er op 15 mei 2024 een opmetings- en verdelingsplan opgesteld werd door landmeter-schatteur Denis Pierlot, in opdracht van de voormalige eigenaars, in samenwerking met de landmeter-schatteur die gekoppeld is aan de dienst Gemeente-eigendommen;
Dat dit plan op 24 september 2024 goedgekeurd werd door het college;
Overwegende dat de dienst Gemeente-eigendommen op 1 juli 2024 een schatting gevraagd heeft aan het CAOG;
Dat dit het perceel een venale waarde van € 3.000,00 (drieduizend euro) toegekend heeft in een "premiumverslag" van 5 augustus 2024;

Overwegende dat luidens de verkoopakte, op 20 juli 2024 ontvangen door notaris Marie-Pierre GERADIN, te Brussel, na tussenkomst van notaris Roxane NOTARPIETRO, te Rixensart, de heer Simon GOVAERT en mevrouw Charlotte URGER een woonhuis gelegen Sint-Jobsesteenweg 695 te 1180 Ukkel gekocht hebben van de voormalige eigenaars;

Overwegende dat de voormalige eigenaars zich er luidens de voornoemde verkoopakte toe verbonden hadden het nodige te doen bij de gemeente Ukkel zodat deze laatste de beoogde strook grond overdraagt, zodat de feitelijke toestand die sinds 8 maart 1984 bestaat overeenkomt met de rechtstoestand;

Overwegende het feit dat de voornoemde som van € 3.000,00 sinds eind 2024 geconsigneerd is bij de voornoemde notaris Marie-Pierre GERADIN;

Dat de kosten voor het verlijden van de authentieke verkoopakte voor rekening van de kopers zijn, de heer Simon GOVAERT en mevrouw Charlotte URGER;

Dat de afgiftekosten voor rekening van de gemeente Ukkel zijn, de verkoopster;

Overwegende dat notaris Marie-Pierre GERADIN de authentieke verkoopakte opgesteld heeft en dat de gemeente Ukkel er voor het gemak voor gekozen heeft een beroep te doen op de diensten van dezelfde notaris;

Beslist:

Over te gaan tot de vervreemding van een strook grond met een oppervlakte van 19 centiare (19 m²), privédomein van de gemeente Ukkel, gelegen Sint-Jobsesteenweg, deel van het gekadastraerd perceel in de 2e afdeling, sectie D, onder nummer 211 h;

De hierboven beoogde strook grond onderhands te verkopen aan de heer en mevrouw GOOVAERT – URGER, eigenaars van het huis in de Sint-Jobsesteenweg 695, gekadastraerd sectie D, nummer 209 t, voor de definitieve totaalprijs van drieduizend euro (€ 3.000,00);

De kosten van de verrichting te delen door de afgiftekosten van het goed (bodematte, stedenbouwkundige inlichtingen, kadastrale uittreksels, ...) voor zijn rekening te nemen;

De akte opgesteld door notaris Marie-Pierre GERADIN, te Brussel, die haar ambt uitoefent in de vennootschap "Berquin Notaires", met zetel in de Lloyd Georgelaan 11 te 1000 Brussel, te bekrachtigen;

Een buitengewone ontvangst van drieduizend euro (€ 3.000,00) te boeken op artikel 124/761-60/87-20250319 van 2025.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

20240515_Plan_PV_mesur&division_arriere_Ecole_commun.pdf, Acte de vente - 21.05.2025.pdf, 2024 Estim CAIR.pdf

26.06.2025/A/0027 **Propriétés communales. – Immeuble sis rue Beeckman, 89 : projet de centre multifonctionnel pour enfants en situation de handicap – octroi d’un droit d’emphytéose – validation du projet d’acte notarié.**

Le Conseil

Vu la délibération du 9 septembre 2021 par laquelle le Conseil communal a notamment décidé de désaffecter du domaine public la maison sise rue Beeckman, 89, ancien immeuble à usage de bureaux de l’Administration communale, cadastré 6e division, section A, parcelles n° s 183/D/65 et n°183/E/65 ;

Vu la délibération du 30 septembre 2021 par laquelle le Conseil communal a décidé d’octroyer au pouvoir organisateur de la « Basisschool Sint-Vincentius » un droit d’occupation précaire, sans paiement de prix ni constitution de garantie, portant sur l’immeuble situé rue Beeckman 89, le temps que les travaux qu’ils ont entamés en août 2022, dans le bâtiment rue Beeckman, 87, et dans le bâtiment des garages, rue Beeckman, 81-83, soient achevés ;

Vu le contrat d’occupation précaire signé le 21 juin 2022 avec la « VZW Parochiescholen Sint-Jozef en Sint-Vincentius-Ukkel » ;

Vu la délibération du 23 juillet 2024 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé de marquer un accord de principe, sous la réserve d’une approbation définitive du Conseil communal, quant à la mise à la disposition de l’ASBL porteuse du projet, de la maison sise 89, rue Beeckman, en vue d’y implanter un Centre Multifonctionnel de jour pour enfants souffrant de handicaps physiques et mentaux graves, au moyen de l’octroi d’un droit d’emphytéose sous les conditions suivantes : les résultats de l’expertise en cours, demandée au CAIR, quant à la valeur du canon, le maintien de la promesse de subsidiation par la VGC et explicitée ci-après et l’ouverture d’un compte bancaire alimenté par des dons et fonds privés ;

Considérant que les responsables de l’ASBL « Petit Pierrot » proposent la création dans ce bâtiment d’un Centre Multifonctionnel (CMF) pour enfants souffrant de handicaps physiques et mentaux graves qui comprendrait huit à neuf places ;

Qu’un architecte spécialisé a réalisé une étude de faisabilité, à la demande de l’ASBL,

qui conclut que l'immeuble est apte à recevoir un CMF après les travaux de rénovation nécessaires ;

Considérant que l'opération projetée poursuit un objectif d'intérêt général majeur, en permettant l'installation d'un CMF destiné à des enfants souffrant de handicaps physiques et mentaux sévères, public particulièrement vulnérable et largement sous-représenté dans l'offre actuelle de soins et d'accompagnement sur le territoire de la Région bruxelloise ;

Que cette implantation vise non seulement à répondre à un besoin criant d'accueil spécialisé, mais aussi à promouvoir une véritable inclusion sociale de ces enfants au cœur même du tissu communal, en lien direct avec une école de quartier, dans un esprit de solidarité et de vivre-ensemble ;

Qu'en tant que projet d'intérêt général à finalité sociale, éducative et inclusive, cette opération n'est pas soumise aux règles classiques de publicité et de mise en concurrence ;

Considérant qu'à l'heure actuelle, il n'existe pas de structure néerlandophone spécialisée pour les bébés, les enfants et les jeunes adultes ayant des handicaps multiples sévères ni dans la région de Bruxelles-Capitale, ni dans sa périphérie flamande et qu'aucune autre structure n'a à ce jour formulé une proposition équivalente en matière d'accompagnement d'enfants souffrant de handicaps sévères ;

Que les trois CMF implantés à Bruxelles s'adressent principalement aux enfants malvoyants et malentendants, ainsi qu'aux enfants souffrant d'autisme et/ou d'un handicap mental léger/modéré ;

Considérant qu'un CMF fonctionne comme une garderie thérapeutique où les parents d'un enfant aux handicaps multiples peuvent le confier à un personnel disposant de la formation et de l'expérience requise pour répondre à des besoins spécifiques, comme la gestion de crises, l'administration de traitements médicaux, ou la stimulation adaptée au développement ;

Que les enfants ayant des besoins de soins complexes nécessitent en effet une attention médicale constante, des traitements spécifiques ou des suivis thérapeutiques réguliers ;

Que les crèches traditionnelles ne sont pas équipées pour fournir un encadrement adapté aux enfants en bas âge ayant des handicaps multiples et que le personnel dans ces structures n'a généralement pas la formation ni l'expérience nécessaires pour ce faire ;

Considérant que l'installation du CMF permettra de créer des emplois de qualité ;

Qu'en outre, par la mise en place d'un réseau de bénévoles, l'organisation d'événements de collecte de fonds et l'accueil de stagiaires, de nombreuses personnes, aux profils variés, seront amenées à s'impliquer dans le fonctionnement du CMF ;

Considérant que le CMF s'installera à côté de l'école maternelle et primaire « Basisschool Sint-Vincentius », qu'une collaboration étroite sera mise en place, en phase avec le projet pédagogique de cette dernière ;

Considérant par ailleurs que la mutualisation d'infrastructures telles que la cour de récréation et les cuisines pourra être organisée ;

Considérant que la cour de récréation partagée permettra de favoriser l'inclusion

sociale et de réduire ainsi la stigmatisation et les préjugés qui pourraient émerger entre les enfants, en créant un environnement où les différences sont perçues comme une richesse et non un obstacle à l'intégration ;

Qu'en se côtoyant dès le plus jeune âge, les enfants des deux établissements apprendront la tolérance et l'acceptation des différences, que cela favorisera une culture de l'inclusion qui pourra se prolonger tout au long de leur vie ;

Qu'un des plus grands défis auxquels les enfants souffrant de handicaps dans des structures séparées font face est l'isolement social ;

Qu'une cour de récréation partagée permettra de les intégrer davantage à la vie sociale et scolaire, ce qui favorisera un sentiment d'appartenance et de bien-être ;

Considérant que des projets pédagogiques communs et des échanges réguliers entre les enfants des deux établissements permettront de créer une dynamique positive et enrichissante pour tous, où l'entraide et la compréhension mutuelle seront au cœur des interactions, créant un environnement plus solidaire ;

Considérant que des activités communes seront organisées à temps régulier : journées thématiques autour de l'inclusion, ateliers créatifs réunissant enfants avec et sans handicap, séances pédagogiques animées par les soignants du CMF visant à sensibiliser les élèves aux réalités du handicap et aux métiers du soin ;

Que les élèves des cycles supérieurs de l'école Sint-Vincentius pourront également participer à des moments de jeu ou de lecture au sein du CMF ;

Considérant qu'il ne s'agit dès lors pas uniquement d'un partage d'infrastructures, mais d'une véritable synergie en termes de contenu, permettant à deux institutions de se renforcer mutuellement ;

Considérant qu'en soutenant l'inclusion des enfants en situation de handicap dans la vie scolaire et sociale, le projet peut aussi avoir un impact positif sur les familles, en leur offrant des opportunités d'échange, de soutien, d'entraide, et en réduisant ainsi l'isolement social auxquels les familles d'enfants en situation de handicap sont malheureusement trop souvent confrontées;

Considérant que le projet porté par l'ASBL « Petit Pierrot » contribuera à la diversité et à l'enrichissement de la communauté locale en créant un centre qui sera bénéfique non seulement pour les enfants en situation de handicaps mais aussi pour l'ensemble des uccloises et ucclois, ce type de structure renforçant la solidarité et encourageant un environnement plus inclusif au sein de la Commune ;

Considérant que le projet bénéficie du soutien du VIPA (Fonds flamand pour les infrastructures dans les matières personnalisables), du VAPH (Agence flamande pour les personnes en situation de handicap), de la Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) et de la Fondation Roi Baudouin ;

Considérant qu'un bail emphytéotique à long terme (50 ans) semble le mieux adapté au projet car il permet d'assurer une stabilité à l'ASBL dans la réalisation de ses objectifs à long terme ;

Considérant que le CAIR a estimé le montant annuel du canon pour le bien dont question rue Beekman, pour la période donnée, à 24.192,00€, soit un montant mensuel de 2.016,00€ ;

Considérant que l'ASBL prévoit d'engager des travaux de rénovation considérables

afin de transformer le bâtiment en un espace fonctionnel et adapté aux besoins spécifiques du Centre Multifonctionnel pour enfants en situation de handicap. Que le montant total des frais de rénovation est estimé à au moins un demi-million d'euros, ce qui reflète l'ampleur des travaux nécessaires pour garantir la sécurité, l'accessibilité et l'efficacité des infrastructures pour accueillir les enfants dans les meilleures conditions possibles ;

Que les travaux de rénovation incluront des améliorations visant à répondre aux normes énergétiques actuelles, assurant ainsi une meilleure performance énergétique du bâtiment, une réduction de l'empreinte écologique et une gestion optimisée des ressources, dans le respect des exigences environnementales modernes ;

Que les travaux de rénovation, en plus de répondre aux normes énergétiques, contribueront à la réhabilitation d'un bâtiment existant, ce qui a un impact positif sur le cadre de vie local, en préservant et en améliorant l'efficacité énergétique de la structure ;

Considérant qu'une réduction du canon mensuel se justifie afin de prendre en compte l'important investissement consenti pour rénover et améliorer le bien, à savoir 500.000 euros ;

Considérant que si le montant des rénovations par l'emphytéote devait dépasser 500.000 euros, une ristourne supplémentaire sur le canon n'interviendrait pas ;

Considérant que l'immeuble sis au 159, avenue Winston Churchill, propriété de la Commune d'Uccle, est actuellement occupé par l'A.S.B.L. « Domaine des Enfants Les Cailloux », laquelle y gère un centre d'hébergement destiné à l'accueil et à l'accompagnement d'adolescents en difficulté ;

Que la superficie du bâtiment est d'environ 500m² ;

Considérant que le droit d'emphytéose sur ce bien a été octroyé en 2006, moyennant le paiement d'un canon annuel fixé à 7.070,00 €, conformément aux conditions établies lors de la convention ;

Que cela correspond à un canon mensuel de 589,16 €, soit 1,17 € par mètre carré ;

Considérant que, dans le cadre d'un accord spécifique, ce canon annuel a été temporairement réduit à 3.535,00 € durant les trois premières années, cette réduction étant justifiée par l'engagement de l'emphytéote à prendre à sa charge l'exécution ainsi que le coût des travaux de rénovation de la salle de bains située au deuxième étage de l'ancien bâtiment ;

Que cela correspondait donc à un canon mensuel de 294,58€, soit 0,59€ par mètre carré ;

Considérant que les immeubles communaux situés aux numéros 131-133 de la Montagne de Saint-Job sont mis à disposition de l'A.S.B.L. « Ma Maison à Toi », qui y exploite la maison des jeunes « L'Antirides », et qu'un loyer mensuel de 350,00 € est actuellement appliqué à ce titre ;

Considérant qu'en comparaison, l'A.S.B.L. Artos, qui gère un centre de jour pour 25 adultes en situation de handicap mental à Woluwe-Saint-Pierre, s'acquitte d'un canon mensuel de 1.041,67 € pour une surface similaire ;

Considérant également que le centre de jour « La Clairière », situé à Watermael-Boitsfort et accueillant 30 enfants en situation de handicap dans le cadre d'un

accompagnement global favorisant leur développement physique, mental et affectif, verse un canon mensuel de 878,41 € pour l'occupation d'un espace de 297 m² ;

Considérant enfin que l'immeuble communal sis au 89, rue Beeckman, dont la surface s'élève à 440 m², présente des caractéristiques comparables à celles des biens susmentionnés ;

Considérant que le canon serait soumis à indexation ;

Considérant, enfin, la note ci-annexée, rédigée par les responsables de l'ASBL « Petit Pierrot », expliquant leur projet de façon détaillée ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide :

de marquer son accord quant à la mise à la disposition de l'ASBL porteuse du projet, de la maison sise 89, rue Beeckman, en vue d'y implanter un Centre Multifonctionnel de jour pour enfants en situation de handicaps physiques et mentaux graves, au moyen de l'octroi d'un bail emphytéotique sous les conditions suivantes : une durée de 50 années, la gratuité de l'occupation des lieux tant que le Centre n'est pas exploité;

un canon mensuel d'un montant de 330,00€ (soit 0,75€ par m²) pendant une période de dix années suivant la date de signature du bail emphytéotique, un canon mensuel d'un montant de 440,00€ (soit 1,00€ par m²) de la onzième à la trentième année suivant la signature du bail et un canon mensuel d'un montant de 660,00€ (soit 1,50€ par m²) de la trente et unième année à l'expiration du bail, chaque montant soumis à indexation ;

de désigner, pour ce faire, l'Etude des Notaires Associés, Maîtres Paul MASELIS et Morgane DEVRIESE, dont le siège se situe à Boulevard Lambermont 336, à Schaerbeek, s'agissant de l'Etude notariale choisie par l'ASBL ;

d'approuver le projet de bail emphytéotique établi par l'Etude notariale ci-avant désignée.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Gemeente-eigendommen. - Gebouw gelegen Beeckmanstraat 89: project van multifunctioneel centrum voor kinderen met een handicap - toekenning van een erfpachtrecht - bekrachtiging van het ontwerp van notariële akte.

De Raad,

Gelet op de beraadslaging van 9 september 2021, waardoor de gemeenteraad onder andere beslist heeft om het huis in de Beeckmanstraat 89, het gebouw dat vroeger gebruikt werd voor kantoren van het gemeentebestuur, gekadastréerd 6e afdeling, sectie A, perceelnummer 183/D/65 en 183/E/65, te onttrekken aan het openbaar domein;

Gelet op de beraadslaging van 30 september 2021, waardoor de gemeenteraad beslist heeft aan de inrichtende macht "Basisschool Sint-Vincentius" een precair

bezettingsrecht toe te kennen, zonder betaling van een prijs noch samenstelling van een waarborg, met betrekking tot het gebouw in de Beeckmanstraat 89, totdat de werken die ze in augustus 2022 aangevat heeft in het gebouw in de Beeckmanstraat 87 en in het gebouw met de garages in de Beeckmanstraat 81-83 afgerond zijn;

Gelet op de preciaire gebruiksovereenkomst ondertekend op 21 juni 2022 met vzw Parochiescholen Sint-Jozef en Sint-Vincentius-Ukkel;

Gelet op de beraadslaging van 23 juli 2024, waardoor het college van burgemeester en schepenen beslist heeft een principeakkoord te verlenen, onder voorbehoud van een definitieve goedkeuring van de gemeenteraad, voor de terbeschikkingstelling aan de vzw die het project draagt van het huis in de Beeckmanstraat 89 om er een multifunctioneel dagcentrum voor kinderen met zware fysieke en mentale handicaps te vestigen door middel van de toekenning van een erfpachtrecht op de volgende voorwaarden: de resultaten van de lopende waardeschatting, gevraagd aan het CAOG, wat betreft de waarde van de canon, het behoud van de subsidiëeringsbelofte door de VGC, die hierna uitdrukkelijk geformuleerd is, en de opening van een bankrekening die gevoed wordt met giften en private middelen;

Overwegende dat de verantwoordelijken van vzw Petit Pierrot de oprichting in dit gebouw van een multifunctioneel centrum (MFC) voor kinderen met zware fysieke en mentale handicaps voorstellen, dat acht tot negen plaatsen zou tellen;

Dat een gespecialiseerde architect op vraag van de vzw een haalbaarheidsstudie uitgevoerd heeft, die besluit dat het gebouw na de nodige renovatiewerken geschikt is voor een MFC;

Overwegende dat de geplande verrichting een doelstelling van groot algemeen belang nastreeft en de vestiging van een MFC voor kinderen met zware fysieke en mentale handicaps mogelijk maakt, een publiek dat bijzonder kwetsbaar is en ruimschoots ondervertegenwoordigd is in het huidige verzorgings- en begeleidingsaanbod op het grondgebied van het Brussels gewest;

Dat deze vestiging niet alleen gehoor wil geven aan een schreeuwende behoefte aan gespecialiseerde opvang, maar ook een echte sociale inclusie van deze kinderen in het hart van het gemeentelijk netwerk wil promoten, in rechtstreeks verband met een wijkschool, in een geest van solidariteit en samenleven;

Dat deze verrichting als project van algemeen belang met een maatschappelijk, educatief en inclusief doel niet gebonden is aan de traditionele regels van openbaarmaking en inmededingingstelling;

Overwegende dat er momenteel noch in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, noch in de Vlaamse rand een gespecialiseerde Nederlandstalige structuur bestaat voor baby's, kinderen en jongvolwassenen met zware meervoudige handicaps en dat geen enkele andere structuur tot op vandaag een gelijkwaardig voorstel geformuleerd heeft voor de begeleiding van kinderen met zware handicaps;

Dat de drie MFC's in Brussel zich voornamelijk richten op slechtziende en slechthorende kinderen en op kinderen met autisme en/of een lichte/matige mentale handicap;

Overwegende dat een MFC functioneert als een therapeutische opvang waar ouders van meervoudig gehandicapte kinderen hen kunnen toevertrouwen aan personeel met de nodige opleiding en ervaring om aan specifieke behoeften te voldoen, zoals crisisbeheer, toediening van medische behandelingen of ontwikkelingsgerichte

stimulatie;

Dat kinderen met complexe zorgbehoeften immers constante medische aandacht, specifieke behandelingen of regelmatige therapeutische opvolging nodig hebben;

Dat de traditionele kinderdagverblijven niet uitgerust zijn om een gepaste omkadering te bieden aan jonge kinderen met meervoudige handicaps en dat het personeel in deze structuren doorgaans niet de nodige opleiding of ervaring heeft om dergelijke zorg te bieden;

Overwegende dat de vestiging van het MFC kwalitatieve jobs zal creëren;

Dat er bovendien door het opzetten van een netwerk van vrijwilligers, het organiseren van fondsenwervingsevenementen en het aanwerven van stagiairs veel mensen met uiteenlopende profielen betrokken worden bij de werking van het MFC;

Overwegende dat het MFC naast basisschool Sint-Vincentius gevestigd wordt en dat er een nauwe samenwerking tot stand zal komen, in overeenstemming met het pedagogisch project van deze school;

Overwegende bovendien dat het delen van infrastructuur zoals de speelplaats en de keukens georganiseerd kan worden;

Overwegende dat de gedeelde speelplaats het mogelijk maakt om de sociale inclusie te bevorderen en zo de stigmatisering en de vooroordelen die tussen de kinderen zouden kunnen ontstaan te verminderen, door een omgeving te creëren waarin de verschillen gezien worden als een pluspunt en niet als een obstakel voor integratie;

Dat de kinderen van beide instellingen door van jongs af aan samen te leven tolerantie en aanvaarding van de verschillen leren, waardoor een cultuur van inclusie bevordert wordt die hun leven lang kan duren;

Dat een van de grootste uitdagingen voor kinderen met een handicap in aparte structuren het sociaal isolement is;

Dat een gedeelde speelplaats ze helpt om beter te integreren in het sociale en schoolleven, wat een gevoel van erbij horen en welzijn bevordert;

Overwegende dat gezamenlijke onderwijsprojecten en regelmatige uitwisselingen tussen de kinderen van de twee instellingen een positieve en verrijkende dynamiek voor iedereen creëren, waarbij wederzijdse hulp en begrip centraal staan in de interacties, waardoor een solidairere omgeving ontstaat;

Overwegende dat er regelmatig gezamenlijke activiteiten georganiseerd worden: themadagen rond inclusie, creatieve workshops die kinderen met en zonder handicap samenbrengen, pedagogische sessies onder leiding van de verzorgers van het MFC om de leerlingen te sensibiliseren voor de realiteit van handicaps en de zorgberoepen;

Dat de leerlingen uit de hogere jaren van de Sint-Vincentiuschool ook kunnen deelnemen aan speel- of leessessies in het MFC;

Overwegende dat het bijgevolg niet alleen gaat om het delen van infrastructuur, maar om een echte inhoudelijke synergie waardoor de twee instellingen elkaar kunnen versterken;

Overwegende dat het project, door de inclusie van kinderen met een handicap op school en in het sociale leven te ondersteunen, ook een positieve impact kan hebben op de gezinnen door hen mogelijkheden tot uitwisseling, ondersteuning en

wederzijdse hulp te bieden en zo het sociaal isolement te verminderen waarmee gezinnen van kinderen met een handicap helaas maar al te vaak geconfronteerd worden;

Overwegende dat het project van vzw Petit Pierrot bijdraagt aan de diversiteit en de verrijking van de lokale gemeenschap door een centrum op te richten dat niet alleen nuttig is voor kinderen met een handicap maar ook voor alle Ukkelaars, aangezien dit type structuur de solidariteit versterkt en een inclusievere omgeving in de gemeente bevordert;

Overwegende dat het project steun krijgt van het VIPA (Vlaams Infrastructuurfonds voor Persoonsgebonden Aangelegenheden), het VAPH (Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap), de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) en de Koning Boudewijnstichting;

Overwegende dat een erfpachtovereenkomst op lange termijn (50 jaar) het meest geschikt lijkt voor het project omdat ze de vzw stabiliteit verzekert in het bereiken van haar doelstellingen op lange termijn;

Overwegende dat het CAOG het jaarlijks bedrag van de canon voor het betrokken goed in de Beeckmanstraat voor de gegeven periode geraamd heeft op € 24.192,00, hetzij een maandelijks bedrag van € 2.016,00;

Overwegende dat de vzw van plan is aanzienlijke renovatiewerken uit te voeren om het gebouw te verbouwen tot een functionele ruimte die aangepast is aan de specifieke behoeften van het multifunctioneel centrum voor kinderen met een handicap; Dat het totaalbedrag van de renovatiewerken geraamd wordt op minstens een half miljoen euro, wat de omvang weergeeft van de werken die nodig zijn om de veiligheid, de toegankelijkheid en de efficiëntie van de infrastructuur te garanderen om de kinderen in de best mogelijke omstandigheden op te vangen;

Dat de renovatiewerken verbeteringen omvatten om te voldoen aan de huidige energienormen, waardoor betere energieprestaties van het gebouw, een kleinere ecologische voetafdruk en een geoptimaliseerd beheer van de hulpbronnen verzekerd worden, in navolging van de moderne milieueisen;

Dat de renovatiewerken, naast het voldoen aan de energienormen, bijdragen aan het herstel van een bestaand gebouw, wat een positieve impact heeft op de lokale leefomgeving, door de energie-efficiëntie van de structuur te behouden en te verbeteren;

Overwegende dat een verlaging van de maandelijks canon gerechtvaardigd is om rekening te houden met de aanzienlijke investering om het goed te renoveren en te verbeteren, hetzij 500.000 euro;

Overwegende dat de canon niet verder verminderd wordt indien het bedrag van de door de erfpachter uitgevoerde renovaties hoger ligt dan 500.000 euro;

Overwegende dat het gebouw in de Winston Churchillaan 159, eigendom van de gemeente Ukkel, momenteel bezet wordt door vzw "Domaine des Enfants Les Cailloux", die er een opvangcentrum voor het onthaal en de begeleiding van tieners in moeilijkheden beheert;

Dat het gebouw een oppervlakte van ongeveer 50 m² heeft;

Overwegende dat het erfpachtrecht op dit goed in 2006 toegekend werd middels de betaling van een jaarlijkse canon vastgelegd op € 7.070,00, overeenkomstig de

voorwaarden die bepaald werden in de overeenkomst;

Dat dit overeenkomt met een maandelijkse canon van € 589,16, hetzij € 1,17 per vierkante meter;

Overwegende dat deze jaarlijkse canon in het kader van een specifieke overeenkomst tijdelijk verlaagd werd naar € 3.535,00 gedurende de eerste drie jaar, deze verlaging werd gerechtvaardigd door de verbintenis van de erfpachter om de uitvoering en de kostprijs van de renovatiewerken van de badkamer op de tweede verdieping van het oude gebouw voor zijn rekening te nemen;

Dat dit dus overeenkwam met een maandelijkse canon van € 294,58, hetzij € 0,59 per vierkante meter;

Overwegende dat de gemeentegebouwen in de Berg van Sint-Job 131-133 ter beschikking gesteld worden van vzw "Ma Maison à Toi", die er jeugdhuis "L'Antirides" uitbaat, en dat er momenteel uit dien hoofde een maandelijkse huur van € 350,00 toegepast wordt;

Overwegende ter vergelijking dat vzw Artos, die een dagcentrum voor 25 volwassenen met een mentale beperking beheert in Sint-Pieters-Woluwe, een maandelijkse canon van € 1.041,67 betaalt voor een gelijkaardige oppervlakte;

Overwegende eveneens dat dagcentrum "La Clairière" in Watermaal-Bosvoorde, dat 30 kinderen met een beperking opvangt in het kader van een globale begeleiding die hun fysieke, mentale en affectieve ontwikkeling bevordert, een maandelijkse canon van € 878,41 betaalt voor het gebruik van een ruimte van 297 m²;

Overwegende ten slotte dat het gemeentegebouw in de Beeckmanstraat 89, met een oppervlakte van 440 m², kenmerken vertoont die vergelijkbaar zijn met die van de voornoemde goederen;

Overwegende dat er voorgesteld wordt de jaarlijkse canon vast te stellen op 14.192 euro, hetzij 1.182,7 euro per maand;

Overwegende dat de canon gebonden is aan de indexering;

Overwegende ten slotte de bijgevoegde nota, opgesteld door de verantwoordelijken van vzw Petit Pierrot, die hun project in detail toelicht;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen voor de terbeschikkingstelling aan de vzw die het project draagt van het huis in de Beeckmanstraat 89 om er een multifunctioneel dagcentrum voor kinderen met zware fysieke en mentale handicaps te vestigen door middel van de toekenning van een erfpacht op de volgende voorwaarden: een duur van 50 jaar, de kosteloosheid van het gebruik van de plaatsen zolang het centrum niet uitgebaat wordt, een maandelijkse canon van € 330,00 (hetzij € 0,75 per m²) gedurende een periode van tien jaar na de datum van ondertekening van de erfpachtovereenkomst, een maandelijkse canon van € 440,00 (hetzij € 1,00 per m²) van het elfde tot het dertigste jaar na de datum van ondertekening van de overeenkomst en een maandelijkse canon van € 660,00 (hetzij € 1,50 per m²) van het eenendertigste jaar tot

het verstrijken van de overeenkomst, elk bedrag is gebonden aan de indexering;

Hiervoor het kantoor van geassocieerde notarissen meesters Paul MASELIS en Morgane DEVRIESE, waarvan de zetel gevestigd is Lambermontlaan 336 te Schaarbeek, het notariskantoor dat gekozen is door de vzw, aan te stellen;

Het ontwerp van erfpachtovereenkomst opgesteld door het hierboven aangestelde notariskantoor goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Acte constitution droit d'emphytéose - projet final.pdf, MFC Petit Pierrot - Pitch - V2 (02.04.2025).pdf, Note explicative - Rue Beeckman.pdf

Ariane de Lobkowicz entre en séance / treedt in zitting.

Mathias Junqué quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Sports - Sport

26.06.2025/A/0028 **L'urgence est demandée et acceptée à l'unanimité - Projet « Belgian Red Court »
– Contrat de licence et de collaboration avec l'URBSFA version 2025 –
Approbation**

Le Conseil,

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle loi communale ;

Vu que la Commune et l'URBSFA (Fédération belge de football) ambitionnent d'installer un mini terrain de football synthétique « Belgian Red Court » sur la « plaine de la Gazelle » ;

Vu que le projet « Belgian Red Court » vise, entre autres, à encourager les jeunes et les adultes de la communauté locale à faire plus de sport dans un environnement sûr, à faciliter l'accès aux clubs locaux, à créer un impact social au niveau local, à toucher différents groupes au sein de la communauté, à rendre le football accessible à toutes et à tous, ainsi qu'à susciter une connexion locale entre différents groupes sociaux ;

Vu que ladite plaine accueille déjà depuis plus d'un an le projet « Le Homborch se met au vert » qui consiste en la mise en place d'une « promenade fruitière », d'un espace détente, le remplacement du jeu extérieur existant et l'installation d'équipement de street work-out sur une partie de l'espace vert dit « la plaine Gazelle » ;

Que les aménagements sportifs seront pris en charge par le Service de la Voirie (dalle en béton) et par Lesuco SA, entrepreneur de l'URBSFA ;

Attendu qu'en sa séance du 27 août 2024, le Collège a désigné la SA Eurovia Belgium pour réaliser la dalle en béton ;

Vu que le terrain où les aménagements et installations sont situés est de la propriété de La S.C. Alliance Bruxelloise Coopérative (ABC) ;

Qu'une convention de commodat avec ABC fixant les modalités relatives à la mise à disposition à caractère gratuit de ce terrain est également présentée au présent conseil ;

Qu'une convention de licence et de collaboration doit également être conclue avec l'URBSFA afin de détailler les termes du projet et de la collaboration ;

Que la présente assemblée a approuvé ladite convention à l'unanimité en septembre 2024. Que toutefois l'URBSFA a établi un nouveau modèle de convention pour 2025 et demande notre accord à cet égard. Qu'il est quasiment identique au précédent. Que les annexes demeurent inchangées ;

Que l'URBSFA financera environ deux tiers des coûts de l'infrastructure (terrain et ses abords), que la part à charge de la Commune est plafonnée à 30.000 euros. Que l'URBSFA prendra également en charge des frais liés à l'inauguration ;

Que la Commune devra également s'acquitter d'une redevance d'un montant de 5.000 euros portant sur les droits relatifs à l'utilisation des marques et du matériel ;

Que la Commune s'engage à ce que des activités soient proposées sur le terrain à raison d'au moins 6 heures par semaine. Que l'URBSFA se chargera de former le personnel d'encadrement ;

Que les groupes cibles seront les suivants : les enfants et les jeunes, en particulier du Homborch, avec une attention spécifique portée aux filles. Que des activités de walking-football à destination des seniors pourront également être envisagées ;

Que la Commune veillera à collaborer et à communiquer à destination des acteurs locaux suivants : asbl Le PAS (animation-prévention socioculturelle), le PCS Homborch, le service Prévention, les éducateurs de rue, ABC, Binhôme, la maison médicale du Homborch, le service communal de cohésion sociale (Maison de quartier Homborch), les clubs de football ucclois (Fc Moreda Uccle et le Leopold FC), Ekho Sport, etc.

Vu ces éléments ;

Décide :

d'approuver le contrat de licence et de collaboration avec l'URBSFA – version 2025 – joint ainsi que ses annexes.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen - Project « Belgian Red Court » – Licentie- en samenwerkingsovereenkomst met de KBVB versie 2025 – Goedkeuring

De raad,

Gelet op artikels 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien de gemeente en de KBVB (Koninklijke Belgische Voetbalbond) de ambitie hebben om een mini synthetisch voetbalveld "Belgian Red Court" te installeren op het "Gazelleplein";

Aangezien het project "Belgian Red Court" onder meer tot doel heeft jongeren en volwassenen in de lokale gemeenschap aan te moedigen om meer te sporten in een veilige omgeving, de toegang tot lokale clubs te vergemakkelijken, een sociale impact op lokaal niveau te creëren door de sociale cohesie te versterken, verschillende groepen binnen de gemeenschap te bereiken, voetbal toegankelijk te maken voor iedereen en een lokale band te creëren tussen verschillende sociale

groepen;

Aangezien het project “Le Homborch se met au vert” al meer dan een jaar op dit plein loopt, dat bestaat uit de aanleg van een “fruitwandeling”, een ontspanningsruimte, de vervanging van de bestaande buitenspeeltuin en de installatie van street work-outtoestellen op een deel van de groene ruimte die het “Gazelleplein” wordt genoemd;

Aangezien de sportinfrastructuur zal worden geleverd door de dienst Wegen (betonplaat) en door Lesuco SA, de aannemer van de KBVB;

Aangezien het college in zitting van 27 augustus 2024 de NV Eurovia Belgium heeft aangesteld voor de plaatsing van de betonplaat;

Aangezien het terrein waarop de inrichting en installaties zich bevinden eigendom is van S.C. Alliance Bruxelloise Coopérative (ABC);

Aangezien er aan deze raad eveneens een bruikleenovereenkomst met ABC wordt voorgelegd, waarin de voorwaarden met betrekking tot de kosteloze terbeschikkingstelling van dit terrein worden uiteengezet;

Aangezien er eveneens een licentie- en samenwerkingsovereenkomst met de KBVB moet worden gesloten om de voorwaarden van het project en de samenwerking nader te bepalen.

Aangezien deze vergadering de vermelde overeenkomst in september 2024 unaniem heeft goedgekeurd. Dat de KBVB echter een nieuw model van overeenkomst voor 2025 heeft opgesteld en ons hierover om goedkeuring verzoekt. Dat deze vrijwel identiek is aan de vorige. Dat de bijlages ongewijzigd blijven;

Aangezien de KBVB ongeveer tweederde van de kosten van de infrastructuur (terrein en omgeving) zal financieren en dat het aandeel van de gemeente max. € 30.000 zal bedragen. Aangezien de KBVB eveneens de inhuurkosten ten laste zal nemen.

Aangezien de gemeente eveneens een vergoeding van 5.000 euro moet betalen voor de rechten op het gebruik van de merken en het materiaal;

Aangezien de gemeente zich ertoe verbindt minstens 6 uur per week activiteiten op het terrein te organiseren. Aangezien de KBVB verantwoordelijk is voor de opleiding van het toezichthoudend personeel.

Gelet op de doelgroepen: kinderen en jongeren, met name uit Homborch, met speciale aandacht voor meisjes. Aangezien wandelvoetbalactiviteiten voor senioren kunnen ook worden overwogen.

Aangezien de gemeente zal zorgen voor samenwerking en communicatie met de volgende lokale actoren: vzw Le PAS (animatie en socio-culturele preventie), PCS Homborch, de Preventiedienst, de straathoekwerkers, ABC, Binhôme, het medisch centrum van Homborch, de gemeentelijke dienst Sociale Cohesie (Buurthuis Homborch), de Ukkelse voetbalclubs (Fc Moreda Uccle en Leopold FC), Ekho Sport, enz.

Gelet op deze elementen;

Beslist:

zijn goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde licentie- en samenwerkingsovereenkomst met de KBVB - versie 2025 - en de daarbij horende bijlages.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

12 annexes / 12 bijlagen

BIJLAGE 3 AGREEMENT RED COURTS LOGO.pdf, ANNEXE 5 Code éthique

*URBSFA-ACFF (2) (1).pdf, BIJLAGE 2 AGREEMENT RED COURTS Draaiboek
openingsceremonie.pdf, BIJLAGE 4 AGREEMENT RED COURTS_Sociaal
engagement Belgian Red Courts.pdf, Convention_Uccle Belgian red court 2025
FR.pdf, ANNEXE 4 Engagement Social BRC (1) (1).docx, ANNEXE 2 Marque BRC
(1) (1).pdf, BIJLAGE 5 AGREEMENT Ethische code KBVB.pdf, ANNEXE 1
Conditions de base terrain BRC (1) (1).pdf, BIJLAGE 1 AGREEMENT RED COURTS
Vereisten van het terrein.pdf, Convention_Uccle Belgian red court 2025 NL.pdf,
ANNEXE 3 Feuille de route cérémonie d'ouverture BRC (1) (1).pdf*

*Mathias Junqué entre en séance / treedt in zitting.
Aleksandra Kokaj entre en séance / treedt in zitting.
Marie Borsu quitte la séance / verlaat de zitting.
Aleksandra Kokaj préside la séance / zit de zitting voor.*

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Urbanisme - Stedenbouw

26.06.2025/A/0029 **Modification du PPAS 48 bis et ter - Entame de la procédure de modification et demande d'avis préalable à perspectives.brussels et bruxelles-environnement sur l'opportunité de modifier le plan et sur la nécessité ou non d'établir un rapport d'incidences environnementales**

Le Conseil communal,

Vu le plan particulier d'affectation du sol (PPAS) n°48 adopté le 2 octobre 1981, qui représente le plus grand territoire couvert par un PPAS sur Uccle et est affecté principalement au logement. Il a été modifié le 29 septembre 1988 (48 bis) et le 10 juin 1993 (48 bis et ter) et il régit une grande partie du Sud de la commune, entre un tronçon de la chaussée de Waterloo, la drève Pittoresque, la rue de Percke et les avenues du Gui et Jacques Pastur, d'une superficie de 239 ha ;

Vu l'adoption du PPAS 48 bis adopté le 29 septembre 1988 par arrêté royal, modifiant le rapport Plancher/Sol (P/S) des parcelles en introduisant un P/S différent au-delà de 40m ;

Vu l'adoption du PPAS 48 bis&ter adopté le 10 juin 1993, dans lequel seules les prescriptions littérales ont été modifiées dans le but de réduire la superficie des professions libérales au sein des habitations à 40m² ;

Considérant que depuis l'entrée en vigueur du plan, cette partie Sud de la commune, encore faiblement bâtie en 1981, voit son paysage fortement se transformer, les grandes parcelles sont divisées, les petits immeubles à appartements remplacent les villas ;

Le potentiel bâissable n'est pas encore atteint, des parcelles ne sont pas encore bâties, ou offrent encore des possibilités de densification ;

Vu le dossier de base du Plan communal de développement (PCD) qui a évalué les PPAS en 1997 et en 2012 (dossier de base du plan communal de développement) et propose uniquement une mise à jour des prescriptions relatives à la protection des eaux souterraines ;

Considérant les objectifs du plan régional de développement durable (PRDD) et l'évolution de la prise en compte de la dimension environnementale et de l'évolution de la fonction de logement dans les plans et règlements d'urbanisme ;

Considérant qu'une modification du plan permettrait à cette partie du territoire de s'inscrire pleinement dans cette optique ;

Considérant que l'article 188§11 du CoBAT imposant des mesures particulières de publicité aux motifs du plan supérieur dans les plans particuliers d'affectation du sol approuvés avant le 29 juin 2011 s'applique dans les ilots régis par le plan, et que la modification de celui-ci permettra de procéder à une sensible simplification administrative pour les demandes à y introduire ;

Vu la note d'accompagnement rédigée par la cellule de la planification du Service de l'Urbanisme, concluant au bien-fondé de procéder à une modification du plan afin de l'inscrire pleinement dans les préoccupations urbanistiques et environnementales actuelles ;

Décide :

D'entamer la modification du plan particulier d'affectation du sol n°48 bis et ter (arrêté royal du 10 juin 1993) dans son périmètre actuel;

D'inscrire la modification du plan en vigueur dans les objectifs suivants, appelés à déterminer les données essentielles du nouveau plan :

A. Au niveau cartographique :

1. la mise en adéquation de la délimitation de la zone de sport du Wellington par rapport à la prescription littérale et la zone non aedificandi ;
2. la protection des zones de recul et des fonds de parcelle, l'inscription de nouvelles zones de protection d'arbres ;
3. l'analyse de la pertinence de conserver un zonage spécifique pour les quartiers Sainte-Alliance et Foestraets, selon la modification des prescriptions ;

B. Au niveau des prescriptions littérales :

1. l'inscription du plan dans les objectifs thématiques du plan régional de développement durable pour cette partie du territoire ;
2. la protection du patrimoine en préservant les éléments patrimoniaux ;
3. la précision du P/S par sous-zone pour les parcelles profondes de plus de 40m (profondeur à revoir, densité à revoir au-delà de cette profondeur) ;

4. la précision du prescrit sur les parcelles de moins de 7 ares et les parcelles de 7 à 14 ares, selon la typologie des constructions (mitoyennes, 3 façades, 4 façades) ;
5. la précision de l'implantation des piscines en zone de jardin, des constructions en sous-sol, l'ajout d'un taux de pleine terre ;
6. un prescrit sur le caractère arbustif des zones de jardin (en dehors des zones de protection d'arbres et des zones de recul) ;
7. la possibilité de stationner les vélos en zone de recul et en zone latérale ;
8. la possibilité d'isolation thermique du bâti dans le respect de ses typologies et de caractéristiques architecturales et patrimoniales ;
9. l'aménagement des espaces publics en intégrant plus largement les plantations, la perméabilité des sols et l'intégration des modes actifs ;
10. d'intégrer les nouvelles recommandations de VIVAQUA pour les zones de protection de captage ;

De désigner la cellule planification du service de l'urbanisme en tant qu'auteur de projet de la modification du plan ;

De recourir ultérieurement, par un marché public dont l'ampleur et les missions seront déterminées une fois connus tous les paramètres de l'étude, aux services d'un bureau d'études spécialisé en urbanisme pour les aspects d'expertises complémentaires à la mission du service de l'Urbanisme (dont notamment et de façon non exhaustive l'analyse de la qualité arbustive, l'élaboration et le suivi de la procédure de l'éventuel RIE au cas où il s'avérerait requis) ;

De solliciter, sur base de la note d'accompagnement annexe à la présente délibération, l'avis préalable de perspectives.brussels, régi par les articles 44§1^{er} et 44§2 du CoBAT quant à l'opportunité de modifier le plan ;

De solliciter, sur base de la note d'accompagnement annexe à la présente délibération, l'avis de bruxelles-environnement, régi par les articles 44§1^{er} et 44§3 du CoBAT quant à la nécessité ou non d'accompagner la modification du plan d'un rapport d'incidences environnementales ;

D'informer le Conseil de ces avis dès leur réception.

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 34 votes positifs.

Wijziging van BBP 48bis en ter - Begin van de wijzigingsprocedure en vraag tot voorafgaand advies aan perspectives.brussels en Leefmilieu Brussel over de geschiktheid om het plan te wijzigen en over de noodzaak om al dan niet een milieueffectenrapport op te stellen

De gemeenteraad,

Aangezien Bijzonder Bestemmingsplan (BBP) 48 aangenomen op 2 oktober 1981, dat

het grootste grondgebied bestreken door een BBP in Ukkel inhoudt en voornamelijk bestemd is tot huisvesting. Het werd gewijzigd op 29 september 1988 (48bis) en 10 juni 1993 (48bis en ter) en regelt een groot deel in het zuiden van de gemeente, tussen een deel van de Waterlooosesteenweg, de Schilderachtige Dreef, de de Perckestraat, de Maretaklaan en de Jacques Pasturlaan, met een oppervlakte van 239 ha;

Gelet op de aannahme van BBP 48bis, aangenomen bij koninklijk besluit op 29 september 1988, dat de

netto-verhouding vloer/terrein (V/T) van de percelen wijzigt door een verschillende V/T voorbij 40 meter in te voeren;

Gelet op de aannahme van BBP 48bis&ter, aangenomen op 10 juni 1993, waarbij enkel de schriftelijke voorschriften gewijzigd werden om de oppervlakte voor vrije beroepen in de woningen te verkleinen tot 40 m²;

Overwegende dat het landschap van dit zuidelijk deel van de gemeente, dat nog licht bebouwd was in 1981, sinds de inwerkingtreding van het plan sterk veranderd is, de grote percelen zijn verdeeld, de kleine appartementsgebouwen vervangen de villa's;

Het bebouwbaar potentieel is nog niet bereikt, er zijn nog onbebouwde percelen en percelen die nog verdichtingsmogelijkheden bieden;

Gelet op het basisdossier van het Gemeentelijk Ontwikkelingsplan (GemOP), dat de BBP's in 1997 en in 2012 beoordeeld heeft (basisdossier van het Gemeentelijk Ontwikkelingsplan) en enkel een bijwerking van de voorschriften met betrekking tot de bescherming van het grondwater voorstelt;

Overwegende de doelstellingen van het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling (GPDO) en de evolutie van het in aanmerking nemen van de milieudimensie en van de evolutie van de woonfunctie in de stedenbouwkundige plannen en verordeningen;

Overwegende dat een wijziging van het plan het mogelijk zou maken dit deel van het grondgebied volkomen in deze optiek te doen passen;

Overwegende dat artikel 188 §11 van het BWRO, dat speciale regelen van openbaarmaking oplegt wegens het hogere plan in de bijzondere bestemmingsplannen goedgekeurd voor 29 juni 2011, van toepassing is op de huizenblokken die door het plan geregeld worden en dat de wijziging ervan het mogelijk zal maken over te gaan tot een aanzienlijke administratieve vereenvoudiging voor de aanvragen die er ingediend moeten worden;

Gelet op de begeleidende nota opgesteld door de cel Planning van de dienst Stedenbouw, die besluit tot de gegrondheid om over te gaan tot een wijziging van het plan om het volkomen te doen passen in de huidige stedenbouwkundige en milieukundige bezorgdheden;

Beslist :

De wijziging van Bijzonder Bestemmingsplan 48bis en ter (koninklijk besluit van 10 juni 1993) in de huidige perimeter aan te vatten;

De wijziging van het geldende plan in het kader van de volgende doelstellingen te doen passen, die de essentiële gegevens van het nieuwe plan moeten bepalen:

A. Op cartografisch vlak:

1. De afstemming van de afbakening van sportzone Wellington op het schriftelijk voorschrift en het gebied met bouwverbod;
2. De bescherming van de achteruitbouwstroken en van de diepe percelen, de inschrijving van nieuwe beschermzones voor bomen;
3. De analyse van de relevantie om een specifieke zonering te behouden voor de wijken Heilig Verbond en Foestraets naargelang de wijziging van de voorschriften;

B. Op vlak van de schriftelijke voorschriften:

1. De inschrijving van het plan in de thematische doelstellingen van het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling voor dit deel van het grondgebied;
2. De vrijwaring van het patrimonium met bescherming van de patrimoniale elementen;
3. De verduidelijking van de V/T per subzone voor de percelen dieper dan 40 meter (diepte te herzien, dichtheid te herzien voorbij deze diepte);
4. De verduidelijking van het voorschrift voor percelen van minder dan 7 are en percelen van 7 tot 14 are naargelang de typologie van de bouwwerken (mandelig, 3 gevels, 4 gevels);
5. De verduidelijking van de inplanting van de zwembaden in de tuinzone, van de bouwwerken op de kelderverdieping, de toevoeging van een gehalte volle grond;
6. Een voorschrift over de struikachtige aard van de tuinzones (buiten de beschermzones voor bomen en de achteruitbouwstroken);
7. De mogelijkheid om fietsen te stallen in de achteruitbouwstrook en de zijdelingse inspringstrook;
8. De mogelijkheid tot thermische isolatie van de gebouwen met naleving van de typologieën en bouwkundige en patrimoniale kenmerken;
9. De inrichting van de openbare ruimtes door er meer planten in te integreren, de doorlatendheid van de bodems en de integratie van de actieve verplaatsingswijzen;
10. De nieuwe aanbevelingen van VIVAQUA integreren voor de beschermde waterwingebieden;

De cel Planning van de dienst Stedenbouw aan te duiden als projectontwerper van de wijziging van het plan;

Later, via een overheidsopdracht waarvan de omvang en de opdrachten bepaald zullen worden zodra alle parameters van de studie gekend zijn, een beroep te doen op de diensten van een studiebureau gespecialiseerd in stedenbouw voor de aspecten van aanvullende expertises bovenop de opdracht van de dienst Stedenbouw (waaronder onder andere en niet limitatief de analyse van de struikwaliteit, de opmaak en de opvolging van de procedure van het eventuele MER indien dit vereist zou zijn);

Op basis van de begeleidende nota bij de onderhavige beraadslaging het voorafgaand advies van perspectives.brussels te vragen, geregeld door artikel 44 §1 en 44 §2 van het BWRO wat betreft de geschiktheid om het plan te wijzigen;

Op basis van de begeleidende nota bij de onderhavige beraadslaging het advies Leefmilieu Brussel te vragen, geregeld door artikel 44 §1 en 44 §3 van het BWRO wat betreft de noodzaak om de wijziging van het plan al dan niet te vergezellen van een milieueffectenrapport;

De raad te informeren van deze adviezen na ontvangst ervan.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Note d'accompagnement_CCO (Nederlands).pdf, Note d'accompagnement_CCOaprèsconseil.pdf

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Mobilité - Mobiliteit

26.06.2025/A/0030 **Police de la circulation routière - règlement général complémentaire – nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Nouvelles dispositions :

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.2. Stationnement interdit (chargement - déchargement)

Art.5.2.1. Le stationnement est interdit aux abords d'un établissement scolaire ou d'une crèche. La mesure sera matérialisée par des signaux E1, éventuellement complétés par un panneau additionnel portant la mention limitative prévue dans chaque cas.

Art.5.2.1.5. Rue du Doyenné, 102, lundi au vendredi de 7h45 à 8h45 (15m);

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.5. Le stationnement est payant sur les zones de livraisons dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » et éventuellement les horaires, complétés par un panneau informatif « Forfait 100 euro excepté livraisons » avec le pictogramme d'un camion avec hayon ouvert.

Art.5.7.5.29. Rue Edith Cavell, 155, mardi au vendredi de 8h à 12h (12m);

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.140. Avenue Brugmann, 281 (12m);

Art.5.9.1.141. Rue du Ham, côté opposé au n° 124 (6m);

Art.5.9.1.142. Vieille rue du Moulin, 108 (6m);

Article 7 : Voies publiques à statut spécial

Art.7.8. Rue scolaire

Art.7.8.1. Une rue scolaire est établie aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par un C3 avec un panneau additionnel mentionnant « rue scolaire ». Les cas échéant, les jours et heures sont à renseigner sur la signalisation.

Art.7.8.1.5. Rue du Doyenné, de la place Homère Goossens jusqu'à la chaussée d'Alseberg, lundi au vendredi de 8h à 8h45;

Art.7.8.1.6. Square Coghen, du n° 53 jusqu'à la rue du Doyenné, lundi au vendredi de 8h à 8h45;

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière;

Décide:

d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Politie op het wegverkeer algemeen bijkomend reglement – nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer

en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de

politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere

plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de

plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.2. Parkeerverbod (Laden - lossen - in en uitstappen)

Art.5.2.1. Het parkeren is verboden aan school- of een crècheomgeving. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E1, eventueel aangevuld met een onderbord met de beperkende vermelding.

Art.5.2.1.5. Dekenijstraat, 102, maandag tot vrijdag van 7u45 tot 8u45 (15m);

Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.5. Het parkeren is betalend op de leveringszones op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» en eventueel een tijdsvenster aangevuld door een informatiebord "Forfait 100 euro uitgezonderd leveringen" met een pictogram van een vrachtwagen met een open laadklep.

Art.5.7.5.29. Edith Cavellstraat, 155, dinsdag tot vrijdag van 8u tot 12u (12m);

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.140. Brugmannlaan, 281 (12m);

Art.5.9.1.141. Hamstraat, aan de overkant van het nr. 124 (6m);

Art.5.9.1.142. Oude Molenstraat, 108 (6m);

Artikel 7 : Openbare wegen met een bijzonder statuut.

Art.7.8. Schoolstraat

Art.7.8.1. Een schoolstraat wordt op de volgende plaats ingericht. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door een verkeersbord C3 aangevuld door een onderbord met de vermelding "schoolstraat". Desgevallend wordt een tijdsvenster vermeld op het onderbord.

Art.7.8.1.5. Dekenijstraat, van het Homère Goossensplein tot aan de Alsebergsesteenweg, maandag tot vrijdag van 8u tot 8u45;

Art.7.8.1.6. Coghensquare, van het nr. 53 tot aan de Dekenijstraat, maandag tot vrijdag van 8u tot 8u45;

Artikel 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Beslist:

de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2025 06 26_Note explicative.pdf, 2025 06 26_Cc_Annexes.pdf

26.06.2025/A/0031 **Convention d'adhésion à la centrale d'achat avec l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien de dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos.**

Le Conseil,

Vu qu'en vertu de l'ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale (ci-après, « l'ordonnance du 6 juillet 2022 »);

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan Régional de Politique de Stationnement, ci-après « l'Arrêté » ou « le PRPS »;

Considérant que l'Agence a lancé un marché public composé de quatre lots ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien de dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos;

Vu que les lots 1, 2 et 4 ont été attribués à KRINKELS NV (arceaux, abris et locaux vélos - box et consignes vélos - travaux et matériels d'aménagement de parkings vélos);

Vu que le lot 3 a été attribué à VERHOFSTE NV (location de dispositifs de stationnement vélo événementiel), ci-après dénommés les « adjudicataires »;

Considérant qu'en exécution de la réglementation et du cahier des charges, l'Agence agit en tant que centrale d'achat, conformément à l'article 2-6° de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à l'article 47§1er – 3° de la même Loi, au profit

de toutes les communes qui souhaitent y adhérer;
Considérant que la Commune souhaite adhérer à la centrale d'achat afin de bénéficier, aux conditions définies dans les documents du marché, de dispositifs de stationnement pour vélos;
Considérant que l'Agence, pouvoir adjudicateur, acquiert auprès des adjudicataires, au bénéfice de la Commune, les services et fournitures conformément aux spécificités techniques définies dans les documents du marché et aux prix repris dans l'offre des adjudicataires;
Considérant que la Commune peut bénéficier des services et fournitures détaillés dans les documents du marché, conformément aux spécificités techniques et aux conditions définies dans le cahier des charges et l'offre des adjudicataires;
Considérant que la Commune peut commander directement auprès des adjudicataires;
Considérant que l'Agence n'intervient pas auprès des adjudicataires pour le compte de la Commune, que ce soit en matière de commande, de contrôle ou de facturation;
Considérant que l'Agence prend à sa charge tous les frais inhérents à un recours dont le marché fait l'objet, dans le cadre de sa passation ou de son exécution au sens de la réglementation des marchés publics;
Considérant que l'Agence n'est pas rémunérée par la Commune pour son rôle de centrale d'achat;
Considérant que le marché entre l'Agence et les adjudicataires est conclu pour une durée de 4 ans - que son terme est fixé au 28 mai 2029;

Décide:
d'adhérer à la centrale d'achat de l'Agence de Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'acquisition, l'installation, la maintenance et l'entretien de dispositifs de stationnement pour vélos ainsi que de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos;
de signer la convention en annexe.

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 34 votes positifs.

Overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale met het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met als voorwerp de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsparkings.

De raad,

Gelet op de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna "de ordonnantie van 6 juli 2022");
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, hierna "het besluit" of "het GPBP";
Overwegende dat het Agentschap een overheidsopdracht bestaande uit vier percelen uitgeschreven heeft met als voorwerp de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsparkings;
Aangezien perceel 1, 2 en 4 gegund werden aan KRINKELS NV (beugels,

overkappingen en stallingen voor fietsen - boxen en kluizen voor fietsen - inrichtingswerken en -materieel voor fietsparkings);

Aangezien perceel 3 gegund werd aan VERHOFSTE NV (huur van fietsparkeervoorzieningen ter gelegenheid van evenementen), hierna genoemd de "opdrachtnemers";

Overwegende dat, in uitvoering van de wetgeving en het bestek, het Agentschap als aankoopcentrale optreedt, overeenkomstig artikel 2-6° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en artikel 47 §1 - 3° van diezelfde wet, ten gunste van alle gemeenten die zich erbij willen aansluiten;

Overwegende dat de gemeente wenst aan te sluiten bij de aankoopcentrale om onder de in de opdrachtdocumenten vastgelegde voorwaarden gebruik te maken van fietsparkeervoorzieningen;

Overwegende dat het Agentschap, de aanbestedende overheid, van de opdrachtnemers, ten gunste van de gemeente, de diensten en leveringen verwerft overeenkomstig de technische eigenschappen bepaald in de opdrachtdocumenten en de in de offerte van de opdrachtnemers opgegeven prijzen;

Overwegende dat de gemeente gebruik kan maken van de diensten en leveringen die nauwkeurig beschreven worden in de opdrachtdocumenten, overeenkomstig de specifieke technische kenmerken en de voorwaarden bepaald in het bestek en de offerte van de opdrachtnemers;

Overwegende dat de gemeente haar bestellingen rechtstreeks bij de opdrachtnemers kan plaatsen;

Overwegende dat het Agentschap niet bij de opdrachtnemers tussenkomt voor rekening van de gemeente, noch op het vlak van bestellingen, controle of facturatie;

Overwegende dat het Agentschap alle kosten draagt die verbonden zijn aan een beroep waarvan de opdracht het voorwerp uitmaakt, in het kader van de gunningsprocedure of de uitvoering in de zin van de reglementering op overheidsopdrachten;

Overwegende dat het Agentschap niet door de gemeente vergoed wordt voor zijn optreden als aankoopcentrale;

Overwegende dat de opdracht tussen het Agentschap en de opdrachtnemers gesloten wordt voor een duur van 4 jaar - dat het einde ervan vastgelegd is op 28 mei 2029;

Beslist:

aan te sluiten bij de aankoopcentrale van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de aankoop, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsparkings;

de overeenkomst in de bijlage te ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

20250506_convention adhésion à la Centrale d'achat_NL.docx, 20250506_convention adhésion à la Centrale d'achat_FR.docx, 2024.10.22 CDC Dispositif vélos.pdf

Eric Sax entre en séance / treedt in zitting.

Marianne Gustot entre en séance / treedt in zitting.

DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

Architecture - Architectuur

26.06.2025/A/0032 **L'urgence est demandée et acceptée à l'unanimité_Octroi de prêts par le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales - arrêté de 25 juin 2020 - Rénovation complète de la salle de sport Stroobant - approbation de la convention de prêt.**

Le Conseil,

Considérant la modification apportée en novembre 2011 à l'Ordonnance du 08 avril 1993 portant création du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales (FRBRTC) permettant à celui-ci d'intervenir dans le financement total ou partiel d'investissements communaux par l'octroi de prêt dont les charges annuelles peuvent être déclarées irrécouvrables par le Gouvernement;

Considérant que par arrêté du 2 septembre 2021, le Gouvernement a décidé de permettre à l'ensemble des communes bruxelloises de faire appel au FRBRTC sur la période de 2022 à 2025 pour un montant total de 50 millions d'euro afin de financer des investissements en lien avec l'essor démographique;

Attendu l'arrêté du Gouvernement fixant pour chaque commune, sur base de la DGC, une capacité maximale d'emprunt auquel elle peut faire appel pour financer partiellement ou totalement ces investissements;

Attendu que par courrier daté du 6 mai 2022, le FRBRTC nous informe que la capacité maximale d'emprunt arrêté pour notre administration s'élève à 1.289.373,74 EUR;

Considérant que le F.R.B.R.T.C. nous confirme que notre administration bénéficie d'un nouveau prêt pour un montant de 1.289.373,74 € ayant pour objet « Rénovation complète de la salle de sport Stroobant » et nous fait parvenir la convention y relative, Considérant que le dossier de demande au FRBRTC doit être introduit pour le 30 juin 2025 au plus tard;

Décide :

d'approuver la convention de prêt pour un montant de 1.289.373,74 € ayant pour objet «Rénovation complète de la salle de sport Stroobant » entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et l'administration communale d'Uccle;

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen_Toekenning van leningen door het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën - Besluit van 25 juni 2020 - Volledige renovatie van de sportzaal Stroobant - Goedkeuring van de leningsovereenkomst.

De Raad,

Gelet op de wijziging die in november 2011 werd aangebracht aan de ordonnantie van 08 april 1993 tot oprichting van het Het Brussels Gewestelijk

Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT), waardoor dit Fonds kan tussenkomen in de volledige of gedeeltelijke financiering van gemeentelijke investeringen door leningen toe te kennen waarvan de jaarlijkse lasten door de Regering oninbaar kunnen worden verklaard;

Overwegende dat de Regering bij besluit van 2 september 2021 heeft beslist om alle Brusselse gemeenten toe te staan om in de periode van 2022 tot 2025 een beroep te doen op de FRBRTC voor een totaalbedrag van 50 miljoen euro om investeringen te financieren die verband houden met de demografische groei;

Overwegende dat het Regeringsdecreet voor elke gemeente, op basis van het DGC, een maximale leencapaciteit vastlegt waarop zij een beroep kan doen om deze investeringen geheel of gedeeltelijk te financieren;

Overwegende dat de BGHGT ons bij brief van 6 mei 2022 heeft laten weten dat de maximale leencapaciteit die voor ons bestuur is vastgesteld 1.289.373,74 EUR bedraagt;

Overwegende dat de BGHGT bevestigt dat onze administratie geniet van een nieuwe lening voor een bedrag van 1.289.373,74 € ten behoeve van de "Volledige renovatie van de sporthal Stroobant" en ons de desbetreffende overeenkomst heeft toegestuurd,

Overwegende dat het aanvraagdossier van de BGHGT uiterlijk op 30 juni 2025 moet worden ingediend;

Besluit:

de leningsovereenkomst voor een bedrag van 1.289.373,74 € voor de "Volledige renovatie van de sporthal Stroobant" tussen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het gemeentebestuur van Ukkel goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention de pret FR.pdf, Convention de pret NL.pdf

26.06.2025/A/0033

L'Urgence est demandée et acceptée à l'unanimité - Rénovation et changement d'affectation d'un immeuble de bureaux (sis 25 rue Auguste Danse) en Centre Psycho médico-social, Centre de Promotion sociale d'Uccle et Sections syndicales - Approbation du projet, du cahier spécial des charges, de l'estimation et de la procédure du mode de passation du marché.

Le Conseil,

Attendu qu'une allocation de 6.000.000,00 € figure à l'article 735/723-60/96-20250024 du budget extraordinaire de 2025 pour couvrir la dépense relative à la réalisation du projet cité en objet;

Attendu que le cahier spécial des charges pour le marché relatif à la rénovation et changement d'affectation d'un immeuble de bureaux (sis 25 rue Auguste Danse) en Centre Psycho médico-social, Centre de Promotion sociale d'Uccle et Sections syndicales rédigé par nos services prévoit une estimation de 6.000.000,00 € (majoration et TVAC), ventilée comme suit :

lot 1 (Rénovation et changement d'affectation d'un immeuble (sis 25 rue Auguste Danse à 1180 Uccle) de bureaux en Centre psycho-médico-social, Centre de Promotion sociale d'Uccle et Sections syndicales. (hors ascenseur) : 5.900.000,00 € (majoration et tva comprise 6%)

lot 2 (ascenseur PMR) : 100.000,00 € (majoration et tva comprise 6%)

Attendu qu'une promesse de principe de financement a été faite par Renoclick dans le cadre de l'appel à projet Renolution;

Vu l'article 234, alinéa 1er de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 35, 1° et 36;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et notamment les articles 8 et 19,

Vu l'urgence du dossier étant donné les soucis et retards très importants que nous avons subis avec le bureau d'études SECA;

Décide d'approuver :

- le projet dressé par les services communaux relatif à la rénovation et changement d'affectation d'un immeuble de bureaux (sis 25 rue Auguste Danse) en Centre Psycho médico-social, Centre de Promotion sociale d'Uccle et Sections syndicales;

- l'ensemble des documents dressant le cahier spécial des charges;

- l'estimation arrondie au disponible budgétaire soit 6.000.000,00 € (majoration et TVAC);

- la procédure du mode de passation du marché soit une procédure ouverte avec publication européenne ;

et de transmettre la présente décision aux services de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen -Renovatie en verandering van bestemming van een kantoorgebouw (Auguste Dansestraat 25) tot een Psycho-medico-Sociaal Centrum, Centrum voor sociale promotie van Ukkel en vakbondsafdelingen - Goedkeuring van het ontwerp, van het bestek, van de raming en van de plaatsingswijze van de opdracht.

De Raad,

Aangezien er een toelage van € 6.000.000,00 onder artikel 735/723-60/96-20250024 van de buitengewone begroting van 2025 voorzien is om de uitgave te dekken betreffende de uitvoering van het bovenvermelde project;

Aangezien het door onze diensten opgestelde bestek voor Renovatie en verandering van bestemming van een kantoorgebouw (Auguste Dansestraat 25) tot een psycho-medico-sociaal Centrum, Centrum voor sociale promotie van Ukkel en vakbondsafdelingen, een raming voorziet van € 6.000.000,00 (inclusief

vermeerdering en 6% btw), als volgt verdeeld :

Perceel 1 Renovatie en verandering van bestemming van een kantoorgebouw (Auguste Dansestraat 25) tot een psycho-medico-sociaal Centrum, Centrum voor sociale promotie van Ukkel en vakbondsafdelingen (met uitzondering van de lift): 5.900.000,00 €

Perceel 2 (PBM-lift) : 100.000,00 € (inclusief vermeerdering en 6% btw)

Aangezien er een principebelofte voor financiering is gemaakt door Renoclick in het kader van de projectoproep Renolution;

Gelet op artikel 234, 1e lid van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikels 35, 1° en 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, meer bepaald artikels 8 en 19,

Gezien de dringende aard van het dossier, gezien de problemen en zeer belangrijke vertragingen die we hebben ondervonden met het studiebureau SECA;

Beslist :

- het door de gemeentediensten opgestelde ontwerp goed te keuren ivm de Renovatie en verandering van bestemming van een kantoorgebouw (Auguste Dansestraat 25) tot een Psycho-medico-Sociaal Centrum, Centrum voor sociale promotie van Ukkel en vakbondsafdelingen;
- alle documenten van het bestek goed te keuren;
- de raming afgerond op de beschikbare begrotingsmiddelen goed te keuren, hetzij € 6.000.000,00 (incl. vermeerdering en btw);
- de plaatsingswijze van de opdracht, meer bepaald een openbare aanbesteding met Europese bekendmaking, goed te keuren;
- de onderhavige beslissing te bezorgen aan de diensten van de Voogdij van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

203 annexes / 203 bijlagen

DAN_Etude de rayonnement wifi_r+2.png, 12.154_REVETEMENTS DE SOL_VLOERBEDEKKINGS.pdf, 42.118_PIED DE FACADE_VOET VAN DE GEVEL.pdf, 04_3333_Danse25_HVAC_SAN_CDC_nl.pdf, DAN_New Note explicative_NL.pdf, 20.053_COUPE B-B_SNEDE B-B_Existant_Bestaande.pdf, 12073_19_21059_nl.pdf, 31.051_FACADE SUD - ZUID GEVEL_Démolition_Afbraak.pdf, 42.119_PORTAIL D'ENTREE_TOEGANGSPOORT.pdf, 32.052_FACADE EST_OOST GEVEL.pdf, 04_3333_Danse25_HVAC_SAN_MR_fr_nl_Métré estimatif.pdf, 10.054_NIVEAU +4_VERDIEPING +4_Existant_Bestaande.pdf, 42.113_FACADE A RUE_GEVEL AAN DE STRAAT.pdf, 25D_analyse de risque incendie_FR_Final.pdf, 20.051_COUPE 2-2_SNEDE 2-2_Existant_Bestaande.pdf, 82.200_AXONOMETRIE.pdf, 3333.PRO-22.000.pdf, 11.048_NIVEAU - 2_VERDIEPING -2_Démolition_Afbraak.pdf, 25D_analyse de risque incendie_NL_Final.pdf, DAN_Etude de rayonnement wifi_r-2.png, 12.056_NIVEAU - 1 - ÉGOUTTAGE_NIVEAU -1 - RIOLERING.pdf, 22.053_COUPE B-B_SNEDE B-B.pdf, 90.002_LIMITE ENTREPRISE_SCHEMA

D'INSTALLATION_BEDRIJFSGRENS_WERF INRICHTINGSPLAN.pdf,
 25D_scénarios centrale incendie_FR_Final.pdf, 12073_19_Bijzonder
 Bestek_NL_250606.pdf, 04_3333_Danse25_ELEC_CDC_nl_A_20250616.pdf,
 42.104_BLOC SANITAIRES NIVEAU +1 +2 +3_SANITAIR BLOK VERDIEPING
 +1 +2 +3.pdf, 3333.PRO-20.S02.pdf, 31.053_FACADE OUEST - WEST GEVEL
 Démolition_Afbraak.pdf, 42.121_SCHEMAS DE PRINCIPE
 FACADES_PRINCIPESCHEMA'S GEVELS.pdf, DAN_Cahier des charges
 administratif_FR.pdf, 22.052_COUPE A-A_SNEDE A-A.pdf, 42.103_BLOC
 SANITAIRES NIVEAU -1_SANITAIR BLOK VERDIEPING -1.pdf, 04-
 3333.PRO.10.010.pdf, 42.111_CUISINE NIVEAU +1_KEUKEN VERDIEPING
 +1.pdf, 04_3333_Danse25_ASC_CDC_fr_A_20250613.pdf, 10.050_NIVEAU
 +0_VERDIEPING +0_Existant_Bestaande.pdf,
 04_3333_Danse25_HVAC_SAN_MR_fr_nl.pdf, 04-
 3333_Danse25_EL_MR_fr_nl_IndA_Métré estimatif.xlsx, 3333.PRO-21.010.pdf,
 3333.PRO-22.040.pdf, 04-3333_Danse 25_EL_ASC_MR
 Quantitatif_fr_nl_IndA_20250613.xlsx, 04_3333_ELEC_S03_Schéma de principe
 DATA.pdf, 12.053_NIVEAU +3_VERDIEPING +3.pdf, 3333.PRO-30.010.pdf,
 04_3333_ELEC_S02_Schéma de principe DI.pdf, 10.053_NIVEAU
 +3_VERDIEPING +3_Existant_Bestaande.pdf, 04-
 3333_Danse25_EL_MR_fr_nl_IndA_Métré estimatif.pdf, 04-3333.PRO.10.002.pdf,
 DAN_PROJET_METRE_ESTIMATIF.pdf, DAN_PROJET_CSC_FR.pdf,
 11.051_NIVEAU +1_VERDIEPING +1_Démolition_Afbraak.pdf, 11.052_NIVEAU
 +2_VERDIEPING +2_Démolition_Afbraak.pdf, 42.114_FACADE
 VERRIERE_KOEPSEL GEVEL.pdf, 04-3333_Danse25_EL_MR
 Quantitatif_fr_nl_IndA.pdf, 90.001_PLAN DE
 SIGNALÉTIQUE_SIGNALISERINGSPLAN.pdf, 42.102_BLOC SANITAIRES
 NIVEAU 0_SANITAIR BLOK VERDIEPING 0.pdf, 42.115_COUR
 ANGLAISE_ENGELSE COUR.pdf, DAN_Etude de rayonnement wifi_r+3.png,
 42.110_CUISINE NIVEAU -1_KEUKEN VERDIEPING -1.pdf, 04-3333_Danse
 25_EL_ASC_MR Estimatif_fr_nl_IndA_20250613.pdf, 22.050_COUPE 1-1_SNEDE
 1-1.pdf, 12073_19_Gedetailerde Opmeting_NL_250606.xlsx, 25D_scénarios centrale
 incendie_NL_Final.pdf, 32.050_FACADE NORD_NOORD GEVEL.pdf, 04-
 3333.PRO.10.040.pdf, 3333.PRO-22.001.pdf, 32.053_FACADE OUEST_WEST
 GEVEL.pdf, DAN_PROJET_METRE_DETAIL.pdf, DAN_Etude de rayonnement
 wifi_r-1.png, DAN_attest van plaatsbezoek_NL.pdf, 3333.PRO-30.002.pdf,
 12073_19_Métré Détaillé_FR_250606.pdf, 30.051_FACADE SUD_ZUID
 GEVEL_Existant_Bestaande.pdf, DAN_Administratief bestek_NL.pdf,
 DAN_PROJET_CSC_NL.pdf, 3333.PRO.21.001.pdf, 10.048_NIVEAU -
 2_VERDIEPING -2_Existant_Bestaande.pdf, 12073_19_Cahier des
 Charges_FR_250605.pdf, 42.133_FACADE NIVEAU +3_GEVEL VERDIEPING
 +3.pdf, 12073-19-10-0-INTERVENTIONS - INTERVENTIES-PERSPECTIVE -
 VOORUITZICHT.pdf, 3333.PRO-21.002.pdf, 12073-19-00-0-LISTE DES PLANS -
 LIST VAN PLANNEN.pdf, 3333.PRO-30.020.pdf, 04_3333_ELEC_S01_Schéma de
 principe BT.pdf, 12073_19_Gedetailerde Opmeting_NL_250606.pdf,
 04_3333_Danse25_HVAC_SAN_CDC_fr_.pdf, 42.109_PORTLLION &
 CLOTURE_HEKWERK & OMHEINING.pdf, 3333.PRO-30.030.pdf, 04-
 3333.PRO.10.001.pdf, 25D_Tableau récapitulatif_Réemploi_équipements
 sanitaire.pdf, 12073-19-07-0-HAUT DU -1 - BOVEN -1-VUE EN PLAN ET
 SECTIONS--BOVENAANZICHT EN SNEDEN.pdf, 42.108_ESCALIER DE
 SECOURS_NOODTRAP.pdf, 42.123_RACCORD FACADE ET TOITURE
 VOISIN_AANSLUITING GEVEL EN DAK VAN DE BUIKOMENDE.pdf,
 10.049_NIVEAU -1_VERDIEPING -1_Existant_Bestaande.pdf, 31.052_FACADE
 EST - OOST GEVEL_Démolition_Afbraak.pdf, 22.051_COUPE 2-2_SNEDE 2-2.pdf,
 ESPD_request_nl.pdf, 3333.PRO-21.030.pdf, 12073_19_Samenvattende

Opmeting_NL_250606.pdf, 04-3333_Danse 25_EL_ASC_MR
 Estimatif_fr_nl_IndA_20250613.xlsx, 12.048_NIVEAU -2_VERDIEPING -2.pdf,
 42.107_PORTE & EMCORBELLEMENT_FACADE ARRIERE_INGANGSDEUR &
 UITKRAGING ACHTERGEVEL.pdf, 25D_Schéma d'implantation des tableaux
 interractifs (Classes).pdf, 22.054_COUPE C-C_SNEDE C-C.pdf, DAN_PSS_FR.pdf,
 10.200_IMPLANTATION_IMPLANTING_Existant_Bestaand.pdf,
 42.124_CABANON TECHNIQUE TOITURE_TECHNISCH HUISJE OP HET
 DAK.pdf, 3333.PRO-22.010.pdf, 3333.PRO-21.040.pdf,
 12.055_TOITURES_DAKKEN.pdf, 25D_Plan d'évacuation.pdf,
 04_3333_Danse25_ELEC_CDC_fr_A_20250616.pdf, 3333.PRO-22.002.pdf, 10.055_
 TOITURES_DAKKEN_Existant_Bestaande.pdf, 42.120_GRILLE DE
 FENETRE_VENSTERRASTER.pdf, 42.105_CHÂSSIS FACADE
 NORD_RAAMKOZIJN NOORDGEVEL.pdf, DAN_Asbest inventaris Danse 25 casco
 2025.pdf, 04_3333_ELEC_S05_Schéma de principe VP.pdf, 0.DAN - LISTE DES
 DOCUMENTS - LIJST VAN DOCUMENTEN.pdf, 12.051_NIVEAU
 +1_VERDIEPING +1.pdf, 12073-19-09-0-ESCALIER ENTREE - TOEGANGSTRAP-
 Vue en plan et coupes - Bovenaanzicht en sneden.pdf, DAN_Inventaire Amiante
 Danse 25 casco 2025.pdf, 20.052_COUPE A-A_SNEDE A-A
 _Existant_Bestaande.pdf, 3333.PRO-22.030.pdf, 3333.PRO-21.020.pdf,
 OFFERTEFORMULIER.pdf, 12073-19-11-0-FONDATIONS FOSSE ASCENSEUR-
 Vue en plan et sections.pdf, 12073-19-06-0-HAUT DU REZ - BOVEN
 GELIJKVLOERS-VUE EN PLAN ET SECTIONS--BOVENAANZICHT EN
 SNEDEN.pdf, 12.049_NIVEAU -1_VERDIEPING -1.pdf, 31.050_FACADE NORD -
 NOORD GEVEL_NOORD GEVEL.pdf, 3333.PRO-30.001.pdf, 12.054_NIVEAU
 +4_VERDIEPING +4.pdf, 3333.PRO.30.S01.pdf,
 04_3333_Danse25_ASC_CDC_nl_A_20250613.pdf, ESPD_request_fr.pdf, 12073-19-
 01-0-ESCALIER DE SECOURS - BRANDTRAP-VUES EN PLAN, TRIDIM ET
 DETAILS--BOVENAANZICHTEN, TRIDIM EN DETAILLEN.pdf, 25D_Facteurs
 d'Influences Externes (F.I.E.).pdf, 3333.PRO.21.000.pdf, 12073_19_Métré
 Récapitulatif_FR_250606.pdf, 11.053_NIVEAU +3_VERDIEPING +3
 _Démolition_Afbraak.pdf, 04-3333.PRO.10.000.pdf, 11.054_NIVEAU
 +4_VERDIEPING +4 _Démolition_Afbraak.pdf, 12073_19_21059_fr.pdf,
 42.106_ENTREE & SOUS-SOL_INGANG & KELDER.pdf, 04-3333_Danse
 25_EL_ASC_MR Quantitatif_fr_nl_IndA_20250613.pdf, 20.050_COUPE 1-1_SNEDE
 1-1_Existant_Bestaande.pdf, 10.051_NIVEAU +1_VERDIEPING +1
 _Existant_Bestaande.pdf, 04_3333_ELEC_S04_Schéma de principe CA.pdf,
 DAN_PROJET_METRE_RECAPITULATIF.pdf, 11.050_NIVEAU +0_VERDIEPING
 +0 _Démolition_Afbraak.pdf, 20.054_COUPE C-C_SNEDE C-C
 _Existant_Bestaande.pdf, 10.052_NIVEAU +2_VERDIEPING +2
 _Existant_Bestaande.pdf, 42.101_ESCALIER INTERIEUR_BINNENTRAP.pdf,
 DAN_Etude de rayonnement wifi_rdc.png, 90.000_PLAN DE COMPARTIMENTAGE
 ET D'EVACUATION_COMPARTIMENTERINGSPLAN EN EVACUATIEPLAN.pdf,
 11.055_TOITURES_DAKKEN _Démolition_Afbraak.pdf, 30.050_FACADE
 NORD_NOORD GEVEL_Existant_Bestaande.pdf, Formulaire d'offre_FR.pdf,
 3333.PRO-30.040.pdf, DAN_PROJET_CHASSIS_EXTERIEURS.pdf,
 11.049_NIVEAU -1_VERDIEPING -1 _Démolition_Afbraak.pdf,
 12073_19_Financiële stabiliteitsraming_NL_250606.xlsx, 12.200_IMPLANTATION
 _IMPLANTING.pdf, 12073_19_Estimation financière_FR_250606.xlsx,
 DAN_PROJET_PORTES_INTERIEURES.pdf,
 04_3333_Danse25_HVAC_SAN_MR_fr_nl.xlsx, 04_3333_BT006.pdf, 12073-19-04-0-
 HAUT DU +2 - BOVEN +2-VUE EN PLAN ET SECTIONS--BOVENAANZICHT EN
 SNEDEN.pdf, 04-3333.PRO.10.030.pdf, 3333.PRO-30.000.pdf, 12073-19-02-0-HAUT
 DU +4 - BOVEN +4-VUE EN PLAN & SECTIONS - BOVENAANZICHT EN
 SNEDEN.pdf, DAN_PSS_NL.pdf, 12.052_NIVEAU +2_VERDIEPING +2.pdf, 12073-

19-03-0-HAUT DU +3 - BOVEN +3-VUE EN PLAN ET SECTIONS--BOVENAANZICHT EN SNEDEN.pdf, 12073_19_Samenvattende Opmeting_NL_250606.xlsx, 12073_19_Métre Détaillé_FR_250606.xlsx, DAN_Reportage photographique-fotografieverslag.pdf, 12073-19-08-0-HAUT DU -2 - BOVEN -2-VUE EN PLAN ET SECTIONS--BOVENAANZICHT EN SNEDEN.pdf, 30.052_FACADE EST_OOST GEVEL_Existant_Bestaande.pdf, 12073_19_Financiële stabiliteitsraming_NL_250606.pdf, 42.125_CUISINE NIVEAU 0_KEUKEN VERDIEPING 0.pdf, 21.051_COUPE 2-2- SNEDE 2-2 _Démolition_Afbraak.pdf, 32.051_FACADE SUD_ZUID GEVEL.pdf, 21.050_COUPE 1-1 - SNEDE 1-1 _Démolition_Afbraak.pdf, 42.126_MEZZANINE_TUSSENVERDIEPING.pdf, 12.050_NIVEAU +0_VERDIEPING +0.pdf, 30.053_FACADE OUEST_WEST GEVEL_Existant_Bestaande.pdf, 42.112_VERRIERE_KOEPSEL.pdf, 04_3333_ELEC_S06_Schéma de principe TD.pdf, 42.127_RAMPES D'ACCES_TOEGANGSHELLINGEN.pdf, 04-3333.PRO.10.020.pdf, 12073_19_Estimation financière_FR_250606.pdf, 12073_19_Métre Récapitulatif_FR_250606.xlsx, 12073-19-05-0-HAUT DU +1 - BOVEN +1-VUE EN PLAN ET SECTIONS--BOVENAANZICHT EN SNEDEN.pdf, DAN_New Note explicative_FR.pdf, DAN_attestation de visite_FR.pdf, DAN_Etude de rayonnement wifi_r+1.png, 3333.PRO-22.020.pdf, 04_3333_Danse25_HVAC_SAN_MR_fr_nl_Métre estimatif.xlsx, 04-3333_Danse25_EL_MR Quantitatif_fr_nl_IndA.xlsx

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Egalité - Gelijkheid

26.06.2025/A/0034 **Service Egalité des Chances et des Genres: Nomination des membres du Conseil consultatif pour l'Egalité des Genres et organisation de la première réunion du conseil.**

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 9 février 2021, le Collège des Bourgmestre et Echevins a marqué son accord sur la création d'un Conseil Consultatif pour l'Egalité des Genres;

Vu qu'en séance du 26 janvier 2023, le Conseil communal a approuvé la dernière version du règlement;

Vu que l'article 1 du règlement du C.C.E.G. prévoit que :

"Le Conseil a pour objet :

De rendre un avis sur toutes les questions d'intérêt communal qui lui seraient soumises par le Conseil communal ou le Collège, liées directement ou indirectement à la planification, à la mise en œuvre, au suivi, à l'évaluation de chaque action politique et sociale visant l'égalité des genres et l'avancée des droits des femmes.

D'être le lieu d'information, de réflexion, de débat sur toutes les questions d'intérêt communal liées, directement ou indirectement, à l'égalité des genres et aux droits des femmes sur le territoire communal.

De permettre à ses membres de suggérer et de proposer aux autorités communales toutes initiatives susceptibles de rencontrer les préoccupations des citoyen(ne)s, en vue d'améliorer l'égalité des genres et l'avancée des droits des femmes.

D'émettre des avis, de faire des propositions d'actions et de conseiller le service et l'échevinat de l'égalité des chances et des genres concernant les politiques et projets relevant de ses compétences, en particulier le suivi et la réalisation du Plan d'Actions pour l'égalité des genres et les droits des femmes."

Vu que l'article 19 du règlement susmentionné précise que celui-ci est dissout de plein droit, en même temps que le Conseil communal de la précédente législature;

Vu que dans la Déclaration de Politique Générale, le Collège des Bourgmestre et Echevins s'est engagé à renouveler le C.C.E.G.;

Vu qu'en séance du 11 février 2025, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé d'organiser un nouvel appel public, afin de désigner les nouveaux membres du C.C.E.G.;

Vu qu'en date du 1^{er} mars 2025, un appel à candidatures a été lancé et qu'il a pris fin le 16 mai 2025;

Vu que l'article 3 du règlement susmentionné prévoit que les membres du C.C.E.G. sont nommés par le Conseil communal, sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Vu que l'article 3 du règlement susmentionné prévoit :

"Le Conseil est constitué :

- a) De représentant(e)s d'associations qui œuvrent en faveur de la promotion et de la défense de l'égalité des genres et des droits des femmes, ayant leur siège sur le territoire de la Commune d'Uccle et/ou ayant effectivement des activités sur le territoire de la Commune d'Uccle. Chaque association présente un membre effectif et un membre suppléant. La demande de candidature doit être accompagnée des statuts de l'association. Le(la) suppléant(e) remplace le membre effectif chaque fois que celui-ci est empêché.
- b) De personnes indépendantes ou des expert(e)s, se présentant à titre individuel, domiciliés à Uccle ou exerçant leur profession ou leurs activités sur le territoire de la Commune d'Uccle. Les personnes qui se présentent à titre individuel n'ont pas de suppléant(e).
- c) L'échevin(e) de l'égalité des chances et des genres ainsi que tout membre du collège qui en fait la demande par écrit.

Pour être membre du Conseil, il faut en outre réunir les conditions suivantes :

- 1°) Etre âgé(e) de minimum 16 ans (ou avoir 16 ans au cours de l'année civile lors de laquelle l'appel à candidatures est lancé);
- 2°) Jouir des droits civils et politiques;
- 3°) Bénéficier d'une légitimité pour représenter la défense de l'égalité des genres des droits des femmes ou disposant d'une expérience utile dans ce domaine.

Le nombre de membres du Conseil est fixé par le Collège et ne peut dépasser le nombre de membres du Conseil communal. Il doit être composé au

minimum de 8 personnes.";

Vu que 12 candidatures ont été reçues dans les délais;

Que ces 12 candidatures répondent aux critères d'adhésion définis dans le règlement du C.C.E.G.:

Collart Marie-Noëlle

Defoy Cindy

Verbergt Vinciane

Cécile Defraene

Elisabeth Lenoir

Karine Lamaille

Claudia Chanteur

Judith Aisinber

Frédérique Fastré

Chantal Winter

Pauline Loeckx

Serge Libert

Vu que le secrétariat du Conseil consultatif sera assuré par le service Egalité des Chances et des Genres;

Vu qu'en dehors de l'appel public un acte de candidature peut également être présenté d'initiative par toute personne bénéficiant des conditions d'éligibilité;

Vu que la première réunion du conseil se déroulera le 22 septembre 2025, de 18h30 à 20h30, dans la salle Verrewinkelbeek du Centre Administratif communal d'Uccle,

Décide :

- de nommer les candidates et candidats suivants, en qualité de membre du Conseil consultatif pour l'Egalité des Genres :

Collart Marie-Noëlle

Defoy Cindy

Verbergt Vinciane

Cécile Defraene

Elisabeth Lenoir

Karine Lamaille

Claudia Chanteur

Judith Aisinber

Frédérique Fastré

Chantal Winter

Pauline Loeckx

- de nommer Mme Cynthia Makumbu (secrétaire administrative du service Egalité des Chances et des Genres, niveau B), en qualité de secrétaire du C.C.E.G., afin de gérer l'envoi des convocations, les P.V. des réunions et tout l'aspect administratif et technique lié à celles-ci.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Dienst Gelijke Kansen en Gendergelijkheid: benoeming van de leden van de Adviesraad voor Gendergelijkheid en organisatie van de eerste vergadering van de raadurs.

De raad,

Aangezien het college van burgmeester en schepenen, in zitting van 9 februari 2021, zijn goedkeuring verleend heeft aan de oprichting van een Adviesraad voor Gendergelijkheid;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 26 januari 2023 de laatste versie van het reglement goedgekeurd heeft;

Aangezien artikel 1 van het reglement van de ARGG bepaalt :

"De doelstelling van de raad :

Advies geven over alles van gemeentelijk belang, voor te leggen aan de gemeenteraad of het college, met betrekking tot, direct of indirect, planning, uitvoering, opvolging of evaluatie van elke politieke en sociale actie ten bate van gendergelijkheid en de bevordering van vrouwenrechten.

Een plaats zijn voor informatie, bezinning en debat over alle kwesties van gemeentelijk belang die direct of indirect verband houden met gendergelijkheid en vrouwenrechten op het gemeentelijke grondgebied.

Haar leden in staat stellen om aan de gemeentelijke autoriteiten initiatieven voor te stellen en voor te stellen die tegemoet kunnen komen aan de bezorgdheid van de burgers, met het oog op de verbetering van gendergelijkheid en de bevordering van vrouwenrechten.

Advies uitbrengen, actievoorstellen doen en de dienst en het schepenkantoor van Gelijke Kansen en Gendergelijkheid adviseren over beleidsmaatregelen en projecten die onder hun bevoegdheden vallen, met name de opvolging en de uitvoering van het Actieplan voor Gendergelijkheid en Vrouwenrechten."

Aangezien artikel 19 van het voornoemde reglement verduidelijkt dat hij gelijktijdig met de gemeenteraad van de vorige legislatuur van rechtswege ontbonden wordt;

Aangezien het college van burgemeester en schepenen zich er in de algemene beleidsverklaring toe verbonden heeft de ARGG te vernieuwen;

Aangezien het college van burgemeester en schepenen in zitting van 11 februari 2025 beslist heeft een nieuwe openbare oproep te organiseren om de nieuwe leden van de ARGG aan te duiden;

Aangezien er op 1 maart 2025 een oproep tot kandidaatstelling gelanceerd werd, die afliep op 16 mei 2025;

Aangezien artikel 3 van het voornoemde reglement bepaalt dat de leden van de ARGG benoemd worden door de gemeenteraad, op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Aangezien artikel 3 van het voornoemde reglement bepaalt :

"De raad bestaat uit :

- a) Vertegenwoordigers van verenigingen die ijveren voor de aanmoediging en verdediging van gendergelijkheid en vrouwenrechten, die zetelen op het grondgebied van de gemeente Ukkel en/of die daadwerkelijk actief zijn op het grondgebied van de gemeente Ukkel. Elke vereniging stelt een effectief lid en een plaatsvervanger voor. Aan de kandidatuursaanvraag moeten de statuten van de vereniging toegevoegd worden. De plaatsvervanger vervangt het effectief lid telkens wanneer deze laatste verhinderd is.
- b) Zelfstandige personen of experts die zich voorstellen op persoonlijke basis, gehuisvest in Ukkel of die beroep of activiteiten uitvoeren op het grondgebied van de gemeente Ukkel. De personen die zich kandidaat stellen op persoonlijke basis hebben geen plaatsvervanger.
- c) De schepenen van Gelijke Kansen en Gendergelijkheid en elk lid van het college dat daartoe een schriftelijk verzoek indient.

Om lid te zijn van de Adviesraad moet bovendien aan de volgende voorwaarden voldaan zijn:

- 1) Ten minste 16 jaar oud zijn (of 16 jaar oud zijn tijdens het kalenderjaar waarin de oproep tot kandidaten wordt gelanceerd);
- 2) De burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3) De legitimiteit bezitten om op te komen voor gendergelijkheid en vrouwenrechten of nuttige ervaring op dit gebied hebben.

Het aantal raadsleden wordt vastgelegd door het college en mag het aantal gemeenteraadsleden niet overschrijden. Zij moet uit ten minste 8 personen bestaan.";

Aangezien er binnen de termijn 12 kandidaturen ingediend werden;

Aangezien deze 12 kandidaturen beantwoorden aan de toetredingscriteria die bepaald werden in het reglement van de ARGG :

Collart Marie-Noëlle

Defoy Cindy

Verbergt Vinciane

Cécile Defraene

Elisabeth Lenoir

Karine Lamaille

Claudia Chanteur

Judith Aisinber

Frédérique Fastré

Chantal Winter

Pauline Loeckx

Serge Libert

Aangezien het secretariaat van de adviesraad verzorgd wordt door de dienst Gelijke Kansen en Gendergelijkheid;

Aangezien er buiten de openbare oproep een kandidatuur voorgesteld kan worden op initiatief van elke persoon die voldoet aan de verkiezingsvoorwaarden;

Aangezien de eerste vergadering van de raad plaatsvindt op 22 september 2025 van 18.30 tot 20.30 uur in zaal Verrewinkelbeek in het gemeentelijk Administratief Centrum van Ukkel,

Beslist:

- De volgende kandidaten te benoemen als lid van de Adviesraad voor Gendergelijkheid :

Collart Marie-Noëlle

Defoy Cindy

Verbergt Vinciane

Cécile Defraene

Elisabeth Lenoir

Karine Lamaille

Claudia Chanteur

Judith Aisinber

Frédérique Fastré

Chantal Winter

Pauline Loeckx

Serge Libert

- Mevrouw Cynthia Makumbu (administratief secretaris op de dienst Gelijke Kansen en Gendergelijkheid, niveau B) te benoemen als secretaris van de ARGG om de verzending van de uitnodigingen, het verslag van de vergaderingen en alle administratieve en technische aspecten die ermee samenhangen te beheren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Jérémie Tojerow quitte la séance / verlaat de zitting.

26.06.2025/A/0035 **Velotheque - Fietsbieb - Convention de soutien financier.**

Le Conseil,

Considérant la Déclaration de Politique générale communale, la volonté de développer une mobilité durable et pour se faire, encourager les modes actifs de déplacement, notamment cyclistes;

Considérant le coût que représente l'achat successifs de vélos pour les jeunes enfants et l'intérêt de favoriser le partage de matériel plutôt que l'achat individuel;

Considérant la convention de soutien financier adoptée par le Conseil communal en séance du 25/06/2020 avec l'asbl Beweging qui a développé un réseau de points d'échange (projet collaboratif "Fietsbieb-Vélotheque") en Région bruxelloise et en Flandre;

Considérant que la convention est conclue pour une durée déterminée sans tacite reconduction et que celle-ci a été reconduite par la délibération du Conseil du 27/06/2024;

Considérant le succès des quatre premières années de partenariat entre la commune et l'asbl Beweging, le point d'échange d'Uccle étant situé dans un pavillon avenue Paul Stroobant 43 où se trouve le dépôt de vélos;

Vu que, conformément à l'article 5 de la convention de soutien financier, l'asbl Beweging a fourni les documents permettant de contrôler la bonne utilisation du subside de 2.500,00 € accordé pour la quatrième année;

Considérant que la subvention a couvert, la mise en place d'un stock de 30 vélos et plusieurs réapprovisionnements de ce stock au gré des locations, la réparation et la maintenance des vélos par une entreprise d'économie sociale, l'impression de flyers et affiches;

Vu que la convention a été conclue pour une durée déterminée de 1 an se terminant le 11/07/2025, jour anniversaire de l'année d'ouverture (11/07/2020) de la Vélotheque d'Uccle et qu'il y a donc lieu de la renouveler, celle-ci étant annexée à la présente délibération;

Considérant que la commune d'Uccle a eu un rôle pionnier dans le soutien financier du projet de l'asbl Beweging et la révision des conditions financière depuis 2023, celle-ci, à titre exceptionnel propose une exonération de la contribution (€0,00) communale pour l'année 2025-2026, avec une reprise du soutien envisagée à compter de 2026 ;

Décide :

- de donner son accord pour la prolongation de 1 an du projet de Vélotheque en collaboration avec l'asbl Beweging;
- d'approuver la convention de collaboration annexée à la présente délibération;
- d'approuver la convention de collaboration et de soutien financier de €0,00 annexée à la présente délibération;

Velotheque - Fietsbieb - Overeenkomst inzake financiële ondersteuning.

De raad,

Overwegende de gemeentelijke algemene beleidsverklaring en de wens om een duurzame mobiliteit te ontwikkelen en de actieve verplaatsingswijzen aan te moedigen, meer bepaald fietsers;

Overwegende de kostprijs die de opeenvolgende aankopen van fietsen voor jonge kinderen inhouden en het belang om het delen van materiaal in plaats van individuele aankopen aan te moedigen;

Overwegende de overeenkomst van financiële ondersteuning, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 25/06/2020 met vzw Beweging, die een netwerk van ruilpunten (collaboratief project "Fietsbieb-Vélothèque") uitgebouwd heeft in het Brussels gewest en in Vlaanderen;

Overwegende dat de overeenkomst gesloten wordt voor een bepaalde duur zonder stilzwijgende verlenging en dat ze verlengd werd bij beraadslaging van de raad van 27/06/2024;

Overwegende het succes van de twee eerste jaren van samenwerking tussen de gemeente en vzw Beweging en het ruilpunt van Ukkel in een paviljoen in de Paul Stroobantlaan 43, waar zich de opslagplaats voor fietsen bevindt;

Aangezien overeenkomstig artikel 5 van de overeenkomst van financiële ondersteuning vzw Beweging de documenten bezorgd heeft waarmee de goede aanwending van de subsidie van € 2.500,00, die toegekend werd voor het vierde jaar, gecontroleerd kan worden;

Overwegende dat de subsidie de aanleg van een voorraad van 30 fietsen en meerdere aanvullingen van deze voorraad naargelang de verhuringen, de reparatie en het onderhoud van fietsen door een onderneming uit de sociale economie en het drukken van flyers en affiches gedekt heeft;

Aangezien de overeenkomst in de bijlage bij de onderhavige beraadslaging gesloten werd voor een bepaalde duur van 1 jaar, die afloopt op 11/07/2025, verjaardag van de opening (11/07/2020) van de Fietsbieb van Ukkel, en ze dus vernieuwd moet worden;

Overwegende dat de gemeente Ukkel een pioniersrol had in de financiële ondersteuning van het project van vzw Beweging en de herziening van de financiële voorwaarden sinds 2023 en ze bij wijze van uitzondering een vrijstelling van de gemeentelijke bijdrage (€ 0,00) voor het jaar 2025-2026 voorstelt, met een herneming van de overwogen ondersteuning vanaf 2026;

Beslist:

- zijn goedkeuring te verlenen voor de verlenging met 1 jaar van het project van Fietsbieb, in samenwerking met vzw Beweging;
- de overeenkomst van samenwerking, in de bijlage bij de onderhavige beraadslaging, goed te keuren;

- de overeenkomst van samenwerking en financiële ondersteuning van € 0,00, in de bijlage bij de onderhavige beraadslaging, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
Convention_FR_subside+Fietsbieb_2025.docx mdb.docx,
Conventie_NL_subsidi+Fietsbieb_2025_mdb.docx

Marie Borsu entre en séance / treedt in zitting.
Jérémie Tojerow entre en séance / treedt in zitting.
Perrine Ledan quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Participation citoyenne - Burgerparticipatie

26.06.2025/A/0036 **Participation citoyenne : Organiser la participation citoyenne - Centrale de marchés Participation - perspective.brussels.**

Le Conseil,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Considérant que l'article 2, 6° de cette loi permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs;

Considérant que l'article 47 de cette même loi dispose qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Déclaration de Politique communale rappelle que la participation citoyenne demeurera au centre des politiques menées, en veillant à la plus grande transversalité ;

Considérant que de nombreux services communaux pourraient avoir besoin d'une facilitation ou d'un appui en matière de participation citoyenne ;

Eu égard à l'importance de ce type de méthodologie et au personnel qualifié nécessaire pour mener à bien une telle mission, le Service Participation citoyenne propose de confier certains projets à des prestataires externes de confiance sélectionnés dans le cadre de ce marché cadre ;

Vu l'intérêt pour la commune d'Uccle de recourir à la centrale d'achat de perspective.brussels qui permettra 6 types de services qui regroupent toutes les étapes d'un processus participatif et ses expertises :

Lot 1	Mission globale de A à Z
Lot 2	Design de processus participatifs

Lot 3	Déploiement de processus participatifs et animation de réunions
Lot 4	Communication, création de contenu, publicité
Lot 5	Mobilisation des publics et recrutement des participantes et participants
Lot 6	Evaluation de processus participatifs et appui au devoir de suite

Décide :

- de prendre connaissance des documents du au marché public de fournitures ayant pour objet de des processus participatifs facilités et qualitatifs passé en centrale d'achat par perspective.brussels ;
- d'adhérer au marché public de fournitures ayant pour objet « Centrale de marché relative à des processus participatifs facilités et qualitatifs » passé en centrale d'achat de perspective.brussels via la signature du protocole ci-annexé.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Burgerinspraak : Burgerparticipatie organiseren - Opdrachtcentrale Participatie - perspective.brussels.

De raad,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Overwegende dat artikel 2 6° van deze wet het aan een aankoopcentrale, de aanbestedende overheid, mogelijk maakt opdrachten van werken, leveringen en diensten bestemd voor aanbestedende overheden te plaatsen;

Overwegende dat artikel 47 van dezelfde wet bepaalt dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale ervan vrijgesteld is zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

Overwegende dat de gemeentelijke beleidsverklaring herhaalt dat burgerinspraak in het middelpunt van het gevoerde beleid blijft staan, waarbij er gewaakt wordt over de grootste transversaliteit;

Overwegende dat heel wat gemeentediensten nood zouden kunnen hebben aan vereenvoudiging of ondersteuning inzake burgerinspraak;

Gezien het belang van dit type werkwijze en het noodzakelijke bekwame personeel om een dergelijke opdracht tot een goed einde te brengen stelt de dienst Burgerinspraak voor bepaalde projecten toe te vertrouwen aan degelijke externe dienstverleners die geselecteerd worden in het kader van deze raamovereenkomst;

Gelet op het belang voor de gemeente Ukkel om een beroep te doen op de aankoopcentrale van perspective.brussels, die 6 types diensten mogelijk maakt die alle fasen van een participatieproces en hun expertise bestrijken:

Perceel 1	Globale opdracht van A tot Z
Perceel 2	Ontwerp van participatieprocessen
Perceel 3	Uitvoeren van participatieprocessen en organiseren van vergaderingen
Perceel 4	Communicatie, creëren van inhoud, publiciteit
Perceel 5	Mobiliseren van publiek en werven van deelnemers
Perceel 6	Beoordeling van participatieprocessen en ondersteuning van de follow-up

Beslist:

- Kennis te nemen van de documenten van de overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp gefaciliteerde en kwalitatieve participatieprocessen geplaatst als aankoopcentrale door perspective.brussels;
- Aan te sluiten bij de overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp "Opdrachtcentrale met betrekking tot gefaciliteerde en kwalitatieve participatieprocessen", geplaatst als aankoopcentrale door perspective.brussels via de ondertekening van het protocole.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Protocole d'adhésion_FR.pdf, Protocole d'adhésion_NL.pdf, Organiser la participation citoyenne - Burgerparticipatie organiseren perspective.brussels.pdf

26.06.2025/A/0037 **Participation citoyenne. : Subside Coup de pouce – Projet citoyen. Subsidés aux organismes au service des ménages. Engagement de la dépense. JUIN 2025**

Le Conseil,

Attendu qu'un Subside Coup de pouce projet citoyen a été lancé dans la commune en 2019 avec pour objectif de mettre à disposition une enveloppe budgétaire destinée aux projets citoyens dans le but d'améliorer le cadre de vie des Ucclois(e)s et renforcer les liens entre habitant(e)s dans un contexte de développement durable;

Vu que l'enveloppe budgétaire dédiée au *subside Coup de Pouce 2025* a été approuvée lors de la séance du Conseil budget communal du 27 mars 2025 ;

Vu que le Collège des Bourgmestre et Échevins a validé le calendrier des subsides du service Participation citoyenne lors de sa séance du 8 avril 2025 ;

Vu que le Conseil communal a approuvé le nouveau règlement encadrant l'appel à projets *Coup de Pouce 2025* lors de sa séance du 24 avril 2025 ;

Attendu que sur les 3 projets reçus en complément durant le mois de juin et qu'après analyse par le service participation citoyenne, 1 projet est éligible eu égard aux conditions fixées dans le règlement communal précité et a reçu une évaluation

positive, à savoir ;

Nom du projet	Montant demandé
CinéCoq	1.000€

Attendu que, sur base de l'analyse effectuée par le service de la Participation citoyenne conformément aux dispositions prévues dans le nouveau cadre de gestion du subsidie Coup de Pouce 2025, le montant total à allouer au projet retenu s'élève à 1.000 €

Attendu que le détail de l'évaluation des dossiers reçus se trouve en annexe de ce rapport ;

Décide :

- d'approuver le projet susmentionné retenu par le service participation citoyenne ;
- d'autoriser le paiement de la somme totale de 1.000€ dans le cadre du Subsidie « Coup de Pouce Projet Citoyen », appel de 2025, à l'article 104/332-02 /17 de l'exercice 2025 selon la répartition suivante et dans le respect de l'article 7 du règlement communal :

1.000 € pour le projet « CinéCoq » représenté par Fabienne Bonnoron (90 % du montant seront versés dans un premier temps et les 10 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé).

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Burgerinspraak. Subsidie Ondersteuning burgerproject. Subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen. Vastlegging van de uitgave.

De raad,

Aangezien in 2019 in de gemeente een subsidie Ondersteuning burgerproject gelanceerd werd met als doelstelling begrotingsmiddelen beschikbaar te stellen voor burgerprojecten om de leefomgeving van de Ukkelaars te verbeteren en de banden tussen de inwoners te versterken in een streven naar duurzame ontwikkeling;

Aangezien de begrotingsenveloppe voor de Ondersteuningssubsidie 2025 goedgekeurd werd in zitting van de gemeenteraad - begroting van 27 maart 2025;

Aangezien het college van burgemeester en schepenen de planning van de subsidies van de dienst Burgerinspraak goedgekeurd heeft in zitting van 8 april 2025;

Aangezien de gemeenteraad het nieuwe reglement van de projectoproep *Ondersteuning 2025* goedgekeurd heeft in zitting van 24 april 2025;

Aangezien van de 3 projecten die ontvangen werden in juni en na analyse door de dienst Burgerinspraak 1 project in aanmerking komt gezien de voorwaarden die

bepaald werden in het voornoemde gemeentereglement en een positieve evaluatie gekregen hebben, meer bepaald:

Naam van het project	Gevraagd bedrag
CinéCoq	€ 1.000

Aangezien het totaalbedrag dat aan het geselecteerde project moet worden toegekend € 1.000 bedraagt, op basis van de analyse van de dienst Burgerinspraak overeenkomstig de bepalingen van het nieuwe beheerskader voor de subsidie Ondersteuning burgerproject 2025,

Aangezien de details van de beoordeling van de dossiers in de bijlage bij dit verslag zitten;

Beslist:

- het bovenvermelde project dat door de dienst Burgerinspraak werd geselecteerd, goed te keuren;

- De betaling van het totaalbedrag van € 1000 toe te staan in het kader van de subsidie "Ondersteuning burgerproject", oproep van 2025, op artikel 104/332-02/17 vn het dienstjaar 2025, volgens de volgende verdeling en met naleving van artikel 7 van het gemeentereglement:

€ 1.000 voor het project "CinéCoq", vertegenwoordigd door Fabienne Bonnoron (90 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 10 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project).

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

Reglement Coup de pouce 2025.pdf, Cochonette by Lucette Formulaire-coup-de pouce-citoyen-2025_U1180_fr.pdf, CinéCoq.pdf, Tableau d'analyse Complément juin FR.xlsx, Frelons asiatiques 2025Uccle Form projet citoyen signed.pdf, Reglement Ondersteuningssubsidie 2025.pdf, Analysetabel Extra bijlage Juni.xlsx

Perrine Ledan entre en séance / treedt in zitting.

Emmanuel De Bock quitte la séance / verlaat de zitting.

Jérôme Toussaint quitte la séance / verlaat de zitting.

Mathias Junqué quitte la séance / verlaat de zitting.

Patricia Duvieusart quitte la séance / verlaat de zitting.

Engagement des dépenses

Le Conseil,

Considérant que le service participation citoyenne a pour objectif de contribuer à faire vivre la participation citoyenne, accompagner et soutenir les citoyens qui souhaitent réaliser des projets pour améliorer la qualité de vie à Uccle;

Considérant que l'une des dix recommandations des Etats généraux ucclois est de soutenir les comités de quartier notamment via l'attribution d'un budget;

Que les comités de quartier ucclois, constituent des regroupements de citoyens, servant d'interlocuteur entre les habitants d'un quartier et les élus locaux ; que leurs champs d'activités concernent, non pas la défense d'intérêts particuliers, mais les questions d'intérêt général (voirie, circulation, propreté, voisinage, etc.), qu'ils contribuent notamment à la question de la démocratie participative et peuvent tenir un rôle de proposition et d'action;

Attendu que lors de sa séance du 22 juin 2023, le Conseil a approuvé le règlement relatif au subside de fonctionnement des comités de quartiers ucclois ;

Attendu qu'en séance du 8 avril 2025, le Collège a autorisé le lancement de l'édition 2025 du subside de fonctionnement pour les comités de quartier jusqu'au 7 mai 2025;

Attendu qu'au cours de cette période 6 dossiers ont été introduits ;

Attendu qu'après analyse par le service de la participation citoyenne, 5 dossiers sont recevables et éligibles eu égard aux conditions fixées dans le règlement communal précité;

Attendu que les dossiers éligibles concernent les comités de quartier suivants: le comité de quartier Uccle Centre- Parvis Saint Pierre représenté par Marc Van Roy ; le comité de quartier « Fais une fleur à ton quartier » représenté par Danielle Brion ; le comité de quartier de L'Observatoire représenté par Dominique Vaes ; le comité de quartier du Melkriek représenté par Jacqueline Bernaud ; Le comité de quartier « Parc Brugmann» représenté par Jean D'havé.

Attendu que chacun de ces comités de quartier répond au dispositif du dernier alinéa de l'article 4 du règlement susmentionné à savoir : avoir réalisé l'année précédant la demande de subside et avoir pour projet de réaliser dans l'année en cours de l'octroi du subside entre 5 à 10 activités; que dès lors chacun de ces comités de quartier se verra octroyer un montant de 500 €;

Attendu que le montant total attribué aux comités de quartiers est dès lors de 2.500€;

Attendu que le détail de l'évaluation des dossiers se trouve en annexe ;

Décide :

- d'approuver l'octroi d'un subside de fonctionnement d'un montant de 500€ chacun aux 5 comités de quartier susmentionnés;

- d'autoriser l'engagement des dépenses et le paiement de la somme totale de 2.500€ dans le cadre du Subside de « Fonctionnement pour les comités de quartier », appel de 2025, à l'article 104/332-02 /17 de l'exercice 2025 selon la répartition suivante : 500 € pour le comité de quartier Uccle Centre- Parvis Saint Pierre représenté par Marc Van Roy ; 500 € pour le comité de quartier « Fais une fleur à ton quartier » représenté par Danielle Brion ; 500 € pour le comité de quartier de L'Observatoire représenté par Dominique Vaes ; 500 € pour le comité de quartier du Melkriek représenté par Jacqueline Bernaud ; 500 € pour le comité de quartier « Parc Brugmann» représenté par Jean D'havé.

***M. Cools** estime qu'il est tout à fait normal de subsidier des activités précises accomplies par des comités de quartier. Cela s'est d'ailleurs toujours fait, quelles que*

fussent les majorités en place.

Par contre, il émet des réserves à l'égard d'une subsideation du fonctionnement de comités de quartier, qui assurément ne relève pas du rôle premier d'une commune. Ou alors, il faudrait à tout le moins exiger le respect de conditions bien plus strictes que celles que l'on connaît actuellement. Par exemple, on pourrait imposer l'obligation d'organiser au moins une fois par an une assemblée générale où tous les habitants du quartier considéré seraient invités par toutes-boîtes, ce qui d'ailleurs serait de nature à justifier une intervention dans les frais de fonctionnement.

M. Cools rappelle à cet égard que l'octroi de subsides à des organisations telles que les mouvements de jeunesse ou les clubs sportifs est soumis à des critères précis.

De plus, il y a lieu de s'interroger sur la pertinence de l'octroi d'un montant identique à des comités dont la représentativité, le dynamisme et le volume d'activités peuvent être très différents.

Pour ces diverses raisons, le groupe Uccle en avant optera pour l'abstention sur ce point.

Mme l'Echevine De Brouwer rappelle que, dans le cadre des états généraux qui avaient été organisés, la demande d'un subventionnement pour le fonctionnement des comités de quartier avait été exprimée par des bénévoles actifs au sein de ces structures.

Néanmoins, Mme l'Echevine De Brouwer est tout à fait disposée à ce que l'on procède à une évaluation de ce règlement en vue d'une éventuelle révision, en concertation avec les comités de quartier.

M. Cools tient à préciser que ses remarques ne remettent nullement en cause le dévouement des citoyens qui s'investissent au sein des comités de quartier.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 31 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Marc Cools, Mavinga-Wumba Cathy.

Burgerinspraak : Toekenning werkingssubsidie wijkcomité 2025

De raad,

Overwegende dat de dienst Burgerinspraak als doel heeft te helpen om de burgerparticipatie te laten leven en de burgers die projecten willen uitvoeren ter verbetering van de levenskwaliteit in Ukkel te begeleiden en te ondersteunen;

Overwegende dat een van de tien aanbevelingen van de Ukkelse Staten-Generaal erin bestaat de wijkcomités te ondersteunen, meer bepaald via de toekenning van een budget;

Dat de Ukkelse wijkcomités burgergroeperingen zijn die dienen als gesprekspartner tussen de inwoners van een wijk en de lokale verkozenen; dat hun activiteitendomeinen geen betrekking hebben op de verdediging van particuliere belangen, maar wel op de kwesties van algemeen belang (wegen, verkeer, reinheid, buurt, enz.), dat ze onder andere bijdragen aan de kwestie van de participatieve democratie, voorstellen kunnen formuleren en acties kunnen voeren;

Aangezien de raad in zitting van 22 juni 2023 het reglement met betrekking tot de werkingssubsidie voor de Ukkelse wijkcomités goedgekeurd heeft;

Aangezien het college in zitting van 8 april 2025 de lancering van editie 2025 van de werkingssubsidie voor de wijkcomités tot 7 mei 2025 goedgekeurd heeft;

Aangezien er tijdens deze periode 6 dossiers ingediend werden;

Aangezien na analyse door de dienst Burgerinspraak de 5 dossiers ontvankelijk zijn en in aanmerking komen gezien de voorwaarden die bepaald werden in het voornoemde gemeentereglement;

Aangezien de dossiers die in aanmerking komen de volgende wijkcomités betreffen: wijkcomité Ukkel-Centrum - Sint-Pietersvoorplein, vertegenwoordigd door Marc Van Roy; wijkcomité "Fais une fleur à ton quartier", vertegenwoordigd door Danielle Brion; wijkcomité Sterrenwacht, vertegenwoordigd door Dominique Vaes, Wijkcomité Melkriek vertegenwoordigd door Jacqueline Bernaud; Wijkcomité Parc Brugmann vertegenwoordigd door Jean d'Havé.

Aangezien elk van deze wijkcomités voldoet aan de bepaling in het laatste lid van artikel 4 van het voornoemde reglement, meer bepaald: 5 tot 10 activiteiten uitgevoerd hebben in het jaar voor de subsidieaanvraag en van plan zijn 5 tot 10 activiteiten uit te voeren in het lopende jaar waarin de subsidie toegekend wordt; aangezien elk van deze wijkcomités bijgevolg een bedrag van € 500 krijgt;

Aangezien het totaalbedrag dat toegekend wordt aan de wijkcomités bijgevolg € 2.500 beloopt;

Aangezien de details van de beoordeling van de dossiers in de bijlage zitten;

Beslist:

- De toekenning van een werkingssubsidie voor een bedrag van elk € 500 aan de 5 voornoemde wijkcomités goed te keuren;

- De boeking van de uitgaven en de betaling van het totaalbedrag van € 2.500 in het kader van de werkingssubsidie voor de wijkcomités, oproep van 2025, op artikel 104/332-02/17 van het dienstjaar 2025, toe te staan volgens de volgende verdeling: € 500 voor wijkcomité Ukkel-Centrum - Sint-Pietersvoorplein, vertegenwoordigd door Marc Van Roy; € 500 voor wijkcomité "Fais une fleur à ton quartier", vertegenwoordigd door Danielle Brion; € 500 voor wijkcomité Sterrenwacht, vertegenwoordigd door Dominique Vaes, € 500 voor Wijkcomité Melkriek vertegenwoordigd door Jacqueline Bernaud; € 500 voor Wijkcomité Parc Brugmann vertegenwoordigd door Jean d'Havé.

***De h. Cools** vindt het heel normaal om specifieke activiteiten van wijkcomités te subsidiëren. Dit is altijd zo geweest, ongeacht de meerderheden aan de macht.*

Aan de andere kant heeft het bedenkingen bij het subsidiëren van het functioneren van wijkcomités, wat duidelijk niet de primaire rol van een gemeente is. Of er zouden op zijn minst veel strengere voorwaarden moeten worden opgelegd dan die welke momenteel van kracht zijn. Het zou bijvoorbeeld verplicht kunnen worden gesteld om minstens één keer per jaar een algemene vergadering te organiseren waarvoor alle bewoners van de betreffende wijk via een huis-aan-huisbericht worden uitgenodigd, wat ook een bijdrage in de werkingskosten zou rechtvaardigen.

De h. Cools wijst erop dat de toekenning van subsidies aan organisaties zoals jeugdbewegingen of sportclubs onderworpen is aan precieze criteria.

Bovendien zijn er redenen om te twijfelen aan de relevantie van de toekenning van hetzelfde bedrag aan comités waarvan de representativiteit, de dynamiek en de omvang van de activiteiten sterk kunnen verschillen.

Om deze redenen onthoudt Uccle en avant zich voor dit punt.

***Schepen De Brouwer** herinnert eraan dat in het kader van de georganiseerde algemene vergadering de vraag om subsidie voor de werking van de wijkcomités werd geformuleerd door vrijwilligers die binnen deze structuren actief zijn.*

Toch is schepen De Brouwer best bereid om dit reglement te laten evalueren met het oog op een mogelijke herziening, in overleg met de wijkcomités.

***De h. Cools** wil graag duidelijk maken dat zijn opmerkingen op geen enkele manier de toewijding van de burgers die in de wijkcomités werken in twijfel trekken.*

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 31 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Cools, Mavinga-Wumba Cathy.

2 annexes / 2 bijlagen

Tableau analyse comités de quartier 2025 FR.xlsx, Tableau analyse comités de quartier 2025 NL.XLSX

26.06.2025/A/0039

L'urgence est demandée et acceptée à l'unanimité : Participation citoyenne. : Subside Coup de pouce – Projet citoyen. Subsidies aux organismes au service des ménages. Engagement de la dépense. JUIN 2025

Le Conseil,

Attendu qu'un Subside Coup de pouce projet citoyen a été lancé dans la commune en 2019 avec pour objectif de mettre à disposition une enveloppe budgétaire destinée aux projets citoyens dans le but d'améliorer le cadre de vie des Ucclois(e)s et renforcer les liens entre habitant(e)s dans un contexte de développement durable;

Vu que l'enveloppe budgétaire dédiée au subside Coup de Pouce 2025 a été approuvée lors de la séance du Conseil budget communal du 27 mars 2025 ;

Vu que le Collège des Bourgmestre et Échevins a validé le calendrier des subsides du service Participation citoyenne lors de sa séance du 8 avril 2025 ;

Vu que le Conseil communal a approuvé le nouveau règlement encadrant l'appel à projets Coup de Pouce 2025 lors de sa séance du 24 avril 2025 ;

Attendu que sur les 4 projets reçus durant le mois de juin et qu'après analyse par le service participation citoyenne, 4 projets sont éligibles eu égard aux conditions fixées dans le règlement communal précité et ont reçu une évaluation positive, à savoir :

Nom du projet	Montant demandé
Sauvegarde et Avenir d'Avijl	1.000 €
Jardin des Deux Cerisiers	611,39€
Les bulles de la Wasserette	1.000 €
Micro Festival Coghen	1.000 €

Attendu que, sur base de l'analyse effectuée par le service de la Participation citoyenne conformément aux dispositions prévues dans le nouveau cadre de gestion

du subside Coup de Pouce 2025, le montant total à allouer aux projets retenus s'élève à 3.611,39 €

Attendu que le détail de l'évaluation des dossiers se trouve en annexe de ce rapport ;

Décide :

- d'approuver les x projets susmentionnés retenus par le service participation citoyenne ;

- d'autoriser le paiement de la somme totale de 3.611,39 € dans le cadre du Subside « Coup de Pouce Projet Citoyen », appel de 2025, à l'article 104/332-02 /17 de l'exercice 2025 selon la répartition suivante et dans le respect de l'article 7 du règlement communal :

1.000 € pour le projet « Sauvegarde et Avenir d'Avijl » représenté par Isabelle Errera (90 % du montant seront versés dans un premier temps et les 10 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé)

611,39 € pour le projet « Jardin des Deux Cerisiers » représenté par Virginie Claeys (90 % du montant seront versés dans un premier temps et les 10 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé)

1.000 € pour le projet « Les bulles de la Wasserette » représenté par Catherine Pairoux (90 % du montant seront versés dans un premier temps et les 10 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé)

1.000 € pour le projet « Micro Festival Coghen » représenté par Ann-Michele Verheyden (90 % du montant seront versés dans un premier temps et les 10 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé)

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

**De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen :
Burgerinspraak. Subsidie Ondersteuning burgerproject. Subsidies aan
instellingen ten dienste van gezinnen. Vastlegging van de uitgave. JUNI 2025**

De raad,

Aangezien in 2019 in de gemeente een subsidie Ondersteuning burgerproject gelanceerd werd met als doelstelling begrotingsmiddelen beschikbaar te stellen voor burgerprojecten om de leefomgeving van de Ukkelaars te verbeteren en de banden tussen de inwoners te versterken in een streven naar duurzame ontwikkeling;

Aangezien de begrotingsenveloppe voor de Ondersteuningssubsidie 2025 goedgekeurd werd in zitting van de gemeenteraad - begroting van 27 maart 2025;

Aangezien het college van burgemeester en schepenen de planning van de subsidies van de dienst Burgerinspraak goedgekeurd heeft in zitting van 8 april 2025;

Aangezien de gemeenteraad het nieuwe reglement van de projectoproep Ondersteuning 2025 goedgekeurd heeft in zitting van 24 april 2025;

Aangezien van de 4 projecten die ontvangen werden in juni en na analyse door de dienst Burgerinspraak 4 projecten in aanmerking komt gezien de voorwaarden die bepaald werden in het voornoemde gemeentereglement en een positieve evaluatie gekregen hebben, meer bepaald:

Naam van het project	Gevraagd bedrag
Sauvegarde et Avenir d'Avijl	€ 1.000
Jardin des Deux Cerisiers	€ 611,39
Les bulles de la Wasserette	€ 1.000
Micro Festival Coghen	€ 1.000

Aangezien op basis van de analyse door de dienst Burgerinspraak overeenkomstig de bepalingen in het nieuwe beheerkader van de Ondersteuningssubsidie 2025 het totaalbedrag dat toegekend wordt aan de geselecteerde projecten € 3.611,39 beloopt;

Aangezien de details van de beoordeling van de dossiers in de bijlage bij dit verslag zitten;

Beslist:

- Het voornoemd project, die geselecteerd werden door de dienst Burgerinspraak, goed te keuren;

- De betaling van het totaalbedrag van € 3.611,39 toe te staan in het kader van de subsidie "Ondersteuning burgerproject", oproep van 2025, op artikel 104/332-02/17 van het dienstjaar 2025, volgens de volgende verdeling en met naleving van artikel 7 van het gemeentereglement:

€ 1.000 voor het project " Sauvegarde et Avenir d'Avijl ", vertegenwoordigd door Isabelle Errera (90 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 10 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);

€ 611,39 voor het project "Jardin des Deux Cerisiers ", vertegenwoordigd door Virginie Claeys (90 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 10 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);

€ 1.000 voor het project " Les bulles de la Wasserette ", vertegenwoordigd door Catherine Pairoux (90 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 10 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);

€ 1.000 voor het project " Micro Festival Coghen ", vertegenwoordigd door Ann-Michele Verheyden (90 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 10 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven

en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project).

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Tableau d'analyse juin 2025 FR_nl.xlsx, Tableau d'analyse juin 2025 FR.xlsx

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Service vert - Groendienst

26.06.2025/A/0040 **Octroi d'un subside en vue de soutenir à Uccle, une pépinière de plantes fruitières – Choix de l'association.**

Le Conseil,

Vu la décision du Conseil communal du 28.03.2024 d'approuver l'octroi d'un subside communal de 5.000 EUR à une association de fait ou une association de personne désirant mettre en place et soutenir une pépinière de plantes fruitière sur le territoire ucclois proposé sur base du nouveau règlement communal relatif à l'octroi de subvention ou de subsides directs de fonctionnement ou pour un projet ponctuel;

Vu le crédit de 5.000,00 EUR prévu à l'article 766/332-02/83 du budget 2025 pour subside espaces verts pépinière;

Considérant que pour l'année 2024, le subside de 5.000,00 EUR a été octroyé au centre d'écologie urbaine A.S.B.L. sis Chaussée de Charleroi 216 à 1060 Saint-Gilles;

Vu la candidature envoyée par l'A.S.B.L. centre d'écologie urbaine décrivant le projet nécessitant un subside ponctuel;

Considérant que cette A.S.B.L. correspond parfaitement aux critères établis par le Service Vert à savoir:

-Organiser à Uccle des formations aux techniques horticoles adaptées aux fruitiers (greffage, taille, bouturage...);

-Organiser des ateliers participatifs de plantation (comprenant la fourniture de fruitiers) sur le territoire d'Uccle ;

-Recruter et coordonner une équipe de bénévoles;

Considérant qu'il s'agit du seul organisme pouvant répondre à ces critères pour Uccle;

Considérant que le subside de 5.000 EUR prévu pour 2025 peut être octroyé à l'ASBL Centre d'écologie urbaine;

Décide :

de marquer son accord sur l'octroi d'un subside de 5.000 EUR à l'A.S.B.L. Centre d'écologie urbaine chaussée de Charleroi, 216 à 1060 Saint-Gilles, à l'article 766/332-02/83 du budget ordinaire de l'exercice 2025;

de charger le Collège de l'exécution de sa décision.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Toekenning van een subsidie ter ondersteuning van een fruitplantenkwekerij in Ukkel - Keuze van de vereniging - Vastlegging van de uitgave

De raad,

Aangezien de gemeenteraad in 2024 heeft beslist om de toekenning van een gemeentelijke subsidie van 5.000 EUR goed te keuren aan een feitelijke vereniging of een vereniging van personen die een fruitplantenkwekerij wil oprichten en ondersteunen op het Ukkelse grondgebied, voorgesteld op basis van het nieuwe gemeentereglement inzake de toekenning van subsidies of rechtstreekse werkingssubsidies of voor een eenmalig project;

Aangezien er onder artikel 766/332-02/83 van de begroting 2025 een krediet van 5.000,00 EUR is voorzien voor de subsidie groene ruimtes kwekerij;

Aangezien er voor het jaar 2024 een subsidie van 5.000,00 EUR werd toegekend aan vzw Centre d'écologie urbaine (Charleroise Steenweg 216 te 1060 Sint-Gillis;

Aangezien de kandidatuurdossier A.S.B.L. centre d'écologie urbaine ingediende aanvraag voor een project waarvoor een eenmalige subsidie nodig is;

Aangezien deze vzw perfect blijkt te beantwoorden aan de criteria die door de Groendienst zijn opgesteld, namelijk:

-Organiseren van cursussen in Ukkel over tuinbouwtechnieken voor fruitbomen (enten, snoeien, stekken ...);

-Organiseren van participatieve plantworkshops (inclusief de levering van fruitbomen) op het Ukkelse grondgebied;

-Werven en coördineren van een team vrijwilligers;

Aangezien het de enige organisatie is die aan deze criteria voor Ukkel kan voldoen;

Aangezien de voor 2025 voorziene subsidie van 5.000 EUR toegekend kan worden aan vzw Centre d'écologie urbaine;

Beslist:

zijn goedkeuring te verlenen aan de toekenning van een subsidie van € 5.000 aan vzw Centre d'écologie urbaine, Charleroise Steenweg 216, 1060 Sint-Gillis, vast te leggen onder artikel 766/332-02/83 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2025;

het college te belasten met de uitvoering van zijn beslissing.

De Raad keurt het punt goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
20250613_CEU_Formulaire-subside-ponctuel_FORM_2022_U1180_fr.pdf

Emmanuel De Bock entre en séance / treedt in zitting.
Jérôme Toussaint entre en séance / treedt in zitting.
Mathias Junqué entre en séance / treedt in zitting.
Patricia Duvieusart entre en séance / treedt in zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

26.06.2025/A/0041 **Département Affaires éducatives - Enseignement communal - GARDERIES - SURVEILLANCE DU MIDI - fixation des prix**

Le Conseil,

Attendu que les écoles communales organisent un accueil des enfants pendant le temps de midi et avant et après les cours, ces services étant respectivement appelés "temps de midi" et "garderies" ;

Que les parents participent au financement de ces surveillances ;

Que les montants réclamés pour ces surveillances sont actuellement de 17 €/mois pour le temps de midi et 8 €/mois pour les garderies (soit 25 €/mois au total) ;

Que ces montants ont été fixés en 2016 et n'ont plus été modifiés depuis ;

Qu'il est nécessaire de procéder à une réévaluation du coût réel de ces services proposés par notre commune aux parents de nos écoles ;

Que si le coût réclamé aux parents est inférieur au coût réel, cela implique un avantage social qui doit être versé de manière équivalente aux écoles de même niveau des autres réseaux d'enseignement situées sur le territoire communal ;

Que les avantages sociaux sont calculés sur 1 heure de garderie avant les cours et 1 heure après, ainsi que le temps de midi ;

Que la seule application de l'indexation depuis 2016 (indice pivot = 133,28 entre le 29/02/2016 et 18/02/2025) impliquerait la majoration suivante :

- Surveillance de midi $17\text{€} \times 133,28 = 22,66 \text{ €}$
- Garderies $8\text{€} \times 133,28 = 10,66 \text{ €}$

Attendu que le calcul du coût réel des garderies et du temps de midi a été établi comme suit (tableau annexé) ;

Que nous proposons de fixer le prix réclamé aux parents pour la surveillance du temps

de midi à 22,50 €/mois (prix actuel 17 €), ce montant couvrant l'intégralité du coût réel et n'entraînant donc pas d'avantage social ;

Que nous proposons de fixer le prix réclamé aux parents pour la surveillance des garderies (1h avant et 1h après les cours) à 12,50 €/mois (prix actuel 8 €) ;

Que ce montant génère une prise en charge communale de 7 € par enfant et par mois qui impliquera un avantage social ;

Que la surveillance des enfants au-delà de la 1ère heure après les cours entraînera une majoration de 5 €/mois du prix des garderies ;

Que les frais de surveillance du temps de midi et de garderie devraient être diminués de 50 % à partir du 3ème enfant fréquentant une école communale d'Uccle ;

Que par ailleurs, ces frais sont déductibles fiscalement à hauteur de 45% avec un plafond de 16,40 € par jour et par enfant (sous réserve des dispositions fiscales en vigueur);

Qu'à titre d'exemple, si un enfant fréquente la surveillance du temps de midi (22,50 €/mois) et la garderie (12,50 € + 5,00 € pour un temps prolongé), le montant total s'élèvera à 40,00 €/mois;

Que sur une année scolaire de 10 mois, cela représente 400,00 €, dont jusqu'à 180,00 € peuvent être récupérés via la déclaration fiscale.

Que les écoles fournissent systématiquement les attestations fiscales aux parents;

Décide :

De fixer le prix réclamé aux parents pour la surveillance du temps de midi à 22,50 €/mois ;

De fixer le prix réclamé aux parents pour la surveillance des enfants 1 heure avant les cours et 1 heure après à 12,50 €/mois ;

De majorer ce forfait de 5 €/mois pour la surveillance des enfants qui resteront au-delà de la 1ère heure après les cours ;

De mettre ces tarifs en application dès la rentrée scolaire d'août 2025 ;

De lier ces montants à l'index et de l'appliquer à chaque rentrée scolaire ;

D'accorder une réduction de 50 % sur les frais de surveillance du temps de midi et de garderie à partir du 3ème enfant.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 30 votes positifs, 7 votes négatifs.

Non : Leïla Kabachi, Alexandre Meeus, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Isabelle Sirtaine, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier.

**Departement Educatieve Zaken - Gemeenteonderwijs - OPVANG -
MIDDAGTOEZICHT - Vastlegging van de prijzen**

De raad,

Aangezien de gemeentescholen kinderopvang organiseren tijdens de middagpauze en

voor en na de lessen; deze diensten worden respectievelijk "middagpauze" en "opvang" genoemd;

Aangezien de ouders bijdragen aan de kosten van dit toezicht;

Aangezien de bedragen die in rekening worden gebracht voor dit toezicht momenteel € 17/maand zijn voor de middagpauze en € 8/maand voor de opvang (dus in totaal € 25/maand);

Aangezien deze bedragen in 2016 zijn vastgesteld en sindsdien niet zijn gewijzigd;

Aangezien het nodig is om de werkelijke kosten van deze diensten die onze gemeente aanbiedt aan de ouders van onze scholen opnieuw te evalueren;

Aangezien, als de kosten die aan de ouders worden aangerekend lager zijn dan de werkelijke kosten, dit een sociaal voordeel inhoudt dat op een gelijkwaardige manier moet worden betaald aan scholen van hetzelfde niveau in andere onderwijsnetwerken op het gemeentelijke grondgebied;

Aangezien de voordelen worden berekend op basis van 1 uur opvang voor en 1 uur opvang na schooltijd en middagpauze;

Aangezien de loutere toepassing van de indexering sinds 2016 (basisindex = 133,28 tussen 29/02/2016 en 18/02/2025) zou leiden tot de volgende verhoging:

- Middagpauze toezicht € 17 x 133,28 = € 22,66

- Opvang € 8 x 133,28 = € 10,66

Aangezien de werkelijke kosten van de opvang en de middagpauze als volgt zijn berekend (zie bijgevoegde tabel);

Aangezien we voorstellen om de prijs die aan ouders wordt aangerekend voor het toezicht tijdens de middagpauze vast te stellen op € 22,50/maand (huidige prijs € 17); dit bedrag dekt de volledige werkelijke kosten en houdt dus geen sociaal voordeel in;

Aangezien we voorstellen om de prijs die aan ouders wordt aangerekend voor het toezicht tijdens de opvang (1 uur voor en 1 uur na school) vast te stellen op € 12,50/maand (huidige prijs € 8);

Aangezien dit bedrag een gemeentelijke bijdrage oplevert van € 7 per kind per maand, wat een sociaal voordeel inhoudt;

Aangezien het toezicht op kinderen na het 1ste uur na schooltijd zal leiden tot een verhoging van € 5/maand in de prijs van de opvang;

Aangezien de kosten voor het toezicht tijdens de middagpauze en de opvang met 50% zou moeten worden vanaf het 3de kind dat naar een Ukkelse gemeenteschool gaat;

Aangezien deze uitgaves fiscaal aftrekbaar zijn tot 45%, met een max. van €16,40 per dag per kind (onderhevig aan de huidige belastingbepalingen);

Aangezien, als voorbeeld, een kind deelneemt aan het toezicht op de middagpauze (€ 22,50/maand) en de opvang (€ 12,50 + € 5,00 voor een langere periode) en de totale kosten aldus € 40,00/maand zijn;

Aangezien dit voor een schooljaar van 10 maanden neerkomt op € 400,00, waarvan tot € 180,00 kan worden teruggevorderd via de belastingaangifte.

Aangezien scholen ouders systematisch fiscale attestaten moeten verstrekken;

Beslist:

De prijs die aan ouders in rekening wordt gebracht voor het toezicht van de middagpauze en de opvang vast te stellen op € 22,50/maand;

De prijs die aan ouders in rekening wordt gebracht voor het toezicht van de opvang gedurende 1 uur voor en 1 uur na de lessen vast te stellen op € 12,50 per maand;

Dit forfait te verhogen met € 5/maand voor het toezicht van de opvang na het 1ste uur na de lessen;

Deze tarieven toe te passen vanaf het begin van het schooljaar in augustus 2025;

Deze bedragen te koppelen aan de index en dit aan het begin van elk nieuw schooljaar toe te passen;

Een korting van 50% toe te kennen op de kosten voor het toezicht van de middagpauze en de opvang voor het 3de en volgende kinderen.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 30 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen.

Nee : Leïla Kabachi, Alexandre Meeus, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Isabelle Sirtaine, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier.

*1 annexe / 1 bijlage
annexe surveillance.pdf*

Sarah Unger quitte la séance / verlaat de zitting.

26.06.2025/A/0042

Département des Affaires éducatives - Enseignement communal - AVANTAGES SOCIAUX

Le Conseil,

Vu que le décret de 2001 relatif aux avantages sociaux précise que « Les communes, les Provinces ou la Commission communautaire française qui décident d'octroyer des avantages sociaux au bénéfice des élèves fréquentant les écoles ou implantations qu'elles organisent, sont tenues d'accorder dans des conditions similaires les mêmes avantages aux élèves qui fréquentent les écoles ou implantations de l'enseignement libre subventionné de même catégorie, qui se situent sur le même territoire pour autant que ces écoles ou implantations en fassent la demande. » ;

Que constituent seuls des avantages sociaux, dans la mesure où ils servent directement à l'élève :

- 1) L'organisation de restaurants et de cantines scolaires (sauf si liés à des sections d'hôtellerie et de l'alimentation) ;
- 2) La distribution d'aliments et de friandises ainsi que de jouets hors matériel propre aux activités d'enseignement ;
- 3) L'organisation de l'accueil des élèves : une heure avant le début et une heure après la fin des cours en d'autres termes en dehors de l'horaire scolaire ;

- 4) La garderie du repas de midi dont la durée est comprise entre une ½ heure et une heure ;
- 5) La distribution de vêtements hors les vêtements propres à l'enseignement ;
- 6) L'organisation de colonies scolaires spécifiques pour enfants à la santé déficiente ;
- 7) L'accès aux piscines (accessibles au public) et le transport si la piscine fréquentée pendant l'horaire scolaire n'est pas située sur le territoire de la commune ;
- 8) L'accès aux infrastructures communales, provinciales et de la Commission communautaire française permettant une activité éducative (sauf les bâtiments scolaires et les piscines non visées au 7) ;
- 9) L'accès aux plaines de jeux organisées et aux cures de jour pendant le temps scolaire et pendant les vacances sur le territoire de la commune ;
- 10) Les aides financières ou en nature à des groupements, associations ou organismes dont un des objets est l'octroi d'aides sociales qui seraient réservées aux élèves (subsidés accordés à des associations qui par cette aide financière, agiraient en lieu et place du pouvoir organisateur dans l'octroi des avantages sociaux).

Que notre Commune n'est concernée que par les seuls avantages sociaux consistant en l'organisation de l'accueil des élèves : surveillance du midi et une heure avant le début et une heure après la fin des cours en d'autres termes en dehors de l'horaire scolaire ;

Que les tarifs qui seront d'application à la rentrée scolaire d'août 2025 impliquent une modification des montants dus aux écoles des autres réseaux dans le cadre de ces avantages sociaux ;

Que si nous appliquons le tarif de 22,50 €/mois pour la surveillance, aucun avantage social n'est dû pour la surveillance du temps de midi puisque les parents des écoles communales paient le coût réel de son organisation ;

Que si nous appliquons le tarif de 12,50 € pour la garderie 1h00 avant et 1h00 après les cours, l'avantage social dû aux écoles des autres réseaux francophones de même catégorie correspond à 7 € par mois par enfant (70 € par an) pour cette seule organisation de la surveillance de garderie 1h00 avant et 1h00 après les cours ;

Que nous proposons de doubler ce montant pour les écoles fondamentales d'enseignement spécialisé vu que le nombre d'animateurs de garderie nécessaire est plus élevé ;

Qu'il est à noter que la Commune d'Uccle a toujours payé des avantages sociaux aux écoles néerlandophones ce qui n'est pas une obligation décrétable ;

Que si on applique cette règle sur les nombres d'enfants mentionnés par les différentes écoles des autres réseaux en 2024, les avantages sociaux passeraient de +/- 343.000 € à 234.000€ ;

Décide

De prendre acte que l'avantage social pour l'organisation de l'accueil des élèves des écoles des autres réseaux francophones de même catégorie à 7 €/élève/mois (70 €/élève/an) ;

De doubler l'avantage social pour les écoles fondamentales d'enseignement

spécialisé ;

De maintenir l'avantage social pour les écoles du réseau néerlandophone de même catégorie.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 34 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Alexandre Meeus, Patricia Nagelmackers.

Departement Educatieve Zaken - Gemeenteonderwijs – SOCIALE VOORDELEN

De raad,

Aangezien het decreet van 2001 betreffende de sociale voordelen bepaalt dat de gemeentes, de provincies of de Franse Gemeenschapscommissie die sociale voordelen toekennen aan de leerlingen die onderwijs volgen in scholen die zij inrichten, in gelijkaardige omstandigheden dezelfde voordelen verlenen aan de leerlingen die onderwijs volgen in de scholen van dezelfde categorie die behoren tot het vrij onderwijs gesubsidieerd van dezelfde categorie en gelegen op hun grondgebied, inzoverre deze scholen of inrichtingen hiertoe verzoeken";

Aangezien het sociale voordelen betreffen voor zover ze rechtstreeks ten goede komen aan de leerling:

- 1) De organisatie van schoolrestaurants en -kantines (tenzij gekoppeld aan de afdelingen hotel en voeding);
- 2) De verdeling van voedsel, traktaties en speelgoed anders dan materialen specifiek voor lesactiviteiten;
- 3) De organisatie van de opvang van leerlingen: een uur voor het begin en een uur na het einde van de lessen, met andere woorden buiten de schooluren;
- 4) De opvang van de middagpauze van een half uur tot een uur;
- 5) De verdeling van andere kleding dan onderwijskleding;
- 6) De organisatie van speciale schoolkampen voor kinderen met gezondheidsproblemen;
- 7) De toegang tot zwembaden (open voor publiek) en vervoer als het zwembad dat tijdens schooltijd wordt gebruikt niet in de gemeente ligt;
- 8) De toegang tot infrastructuur van de gemeente, de provincie en de Franse Gemeenschapscommissie voor onderwijsactiviteiten (met uitzondering van schoolgebouwen en zwembaden die niet onder 7 vallen);
- 9) De toegang tot georganiseerde speelpleinen en dagopvang tijdens schooluren en vakanties in de gemeente;
- 10) De financiële steun of steun in natura aan groepen, verenigingen of instanties die onder andere tot doel hebben sociale uitkeringen toe te kennen die zijn voorbehouden aan leerlingen (subsidies toegekend aan verenigingen die door deze financiële steun in de plaats treden van de inrichtende macht bij het toekennen van sociale voordelen).

Aangezien onze gemeente enkel betrokken is inzake de sociale voordelen die bestaan

uit de organisatie van de opvang van leerlingen: het toezicht van de middagpauze en een uur voor het begin en een uur na het einde van de lessen, met andere woorden buiten de schooluren;

Aangezien de tarieven die van toepassing zullen zijn aan het begin van het schooljaar in augustus 2025 een wijziging zullen inhouden van de bedragen die verschuldigd zijn aan scholen in andere netwerken als onderdeel van deze sociale voordelen;

Aangezien, als we het tarief van € 22,50/maand voor toezicht toepassen, er geen sociaal voordeel verschuldigd is voor het toezicht van de middagpauze, aangezien de ouders van de gemeentescholen de werkelijke kosten van de organisatie ervan betalen;

Aangezien, als we het tarief van € 12,50 toepassen voor 1 uur opvang voor en na de lessen, het sociale voordeel voor scholen in andere Franstalige netwerken van dezelfde categorie neerkomt op € 7 per maand per kind (€ 70 per jaar) voor enkel de organisatie van 1 uur opvang voor en na de lessen;

Aangezien we voorstellen om dit bedrag te verdubbelen voor scholen voor bijzonder basisonderwijs aangezien er meer opvang nodig zijn;

Aangezien erop wordt gewezen dat de gemeente Ukkel altijd sociale voordelen heeft betaald aan Nederlandstalige scholen, wat geen verplichting is krachtens het decreet;

Aangezien, als we deze regel toepassen op de aantallen kinderen die door de verschillende scholen in de andere netwerken worden genoemd in 2024, de sociale voordelen zouden dalen van ± € 343.000 naar € 234.000;

Beslist

Er akte van te nemen dat het sociale voordeel voor de organisatie van de opvang van leerlingen van scholen van andere Franstalige netwerken van dezelfde categorie € 7/leerling/maand (€ 70/leerling/jaar) bedraagt;

Het sociale voordeel voor scholen voor bijzonder basisonderwijs verdubbelen;

Het sociale voordeel voor scholen in het Nederlandstalige netwerk in dezelfde categorie te behouden.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 34 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Alexandre Meeus, Patricia Nagelmackers.

Boris Dilliès quitte la séance / verlaat de zitting.

Jonathan Biermann quitte la séance / verlaat de zitting.

Jérémie Tojerow quitte la séance / verlaat de zitting.

26.06.2025/A/0043 **Département des Affaires éducatives - Enseignement communal - Règlement des Etudes (modifications)**

Le Conseil,

Attendu que le Règlement des Etudes est un document obligatoire qui définit les normes et règles en vigueur au sein de nos écoles communales;

Que les dispositions qui y sont reprises définissent les règles indispensables au bon

fonctionnement des écoles, les critères d'un travail scolaire de qualité et les procédures d'évaluation de celui-ci;

Que le Règlement des Etudes complète les projets éducatif et pédagogique;

Que le Règlement des Etudes actuellement en vigueur au sein de notre enseignement communal a été modifié pour la dernière fois le 27 avril 2023 ;

Qu'il doit être adapté suite aux modifications de la législation ;

Que le Règlement des Etudes est élaboré par le Pouvoir organisateur conformément à l'article 1.5.1-8 du Code de l'Enseignement;

Que le Règlement des Etudes a été présenté à la COPALOC pour information ,

Décide de valider le Règlement des Etudes tel que présenté en annexe.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Gemeentelijk onderwijs - Departement Educatieve Zaken - Studiereglement (wijzigingen)

De raad,

Aangezien het studiereglement een verplicht document is dat de geldende normen en regels in onze gemeentescholen definieert;

Aangezien de bepalingen die erin opgenomen zijn de onontbeerlijke regels voor de goede werking van de scholen, de criteria van een kwalitatief schoolwerk en de evaluatieprocedures ervan definiëren;

Aangezien het studiereglement een aanvulling vormt op het onderwijs- en pedagogisch project;

Aangezien het studiereglement dat momenteel van kracht is in ons gemeentelijk onderwijs voor het laatst gewijzigd werd op 27 april 2023;

Aangezien het aangepast moet worden ingevolge de wetswijzigingen;

Aangezien het studiereglement opgesteld wordt door de inrichtende macht overeenkomstig artikel 1.5-1.8 van het Wetboek voor het onderwijs;

Aangezien het studiereglement ter informatie voorgesteld werd aan de PLAPACO;

Beslist het studiereglement zoals voorgesteld in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

25-06-05- REGLEMENT DES ETUDES -.pdf

Le Conseil,

Vu le Code de l'Enseignement, notamment son article 1.5.1-8 relatif à l'élaboration du Règlement des Études par le Pouvoir organisateur ;

Considérant que le Règlement d'Ordre Intérieur (ROI) est un document obligatoire qui définit les normes et règles en vigueur au sein de chacune de nos écoles communales ;

Considérant que, depuis cinq ans, le Pouvoir Organisateur a entrepris une refonte des documents de référence de base, à savoir le Projet éducatif, le Projet pédagogique ainsi que le Règlement des études ;

Que la cellule juridique du CECF a rédigé un modèle de ROI conforme à la législation en vigueur et couvrant l'ensemble des règles à faire respecter ;

Que ce dernier présentait des adaptations possibles par le Pouvoir organisateur et que toutes les adaptations réalisées l'ont été suite à des discussions avec les directions des écoles ;

Que chaque école disposait de son propre ROI ;

Que des modifications conséquentes devaient y être apportées (procédure harcèlement, interdiction Gsm) suivant les directives de la FWB ;

Que chaque établissement doit toutefois pouvoir préciser certains éléments d'organisation spécifiques, en lien avec son Projet d'École, par le biais d'annexes intégrées au ROI commun ;

Que le modèle de ROI doit être validé par le Conseil communal ;

Que le Règlement d'ordre intérieur a été envoyé à la COPALOC pour information ;

Décide :

De valider le Règlement d'Ordre Intérieur harmonisé tel que repris en annexe.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Gemeentelijk onderwijs - Departement Educatieve Zaken - Huishoudelijk reglement (HR)

De raad,

Gelet op het Wetboek voor het onderwijs, meer bepaald artikel 1.5-1.8 met betrekking tot de opmaak van het studiereglement door de inrichtende macht;

Overwegende dat het huishoudelijk reglement (HR) een verplicht document is dat de geldende normen en regels in elk van onze gemeentescholen definieert;

Overwegende dat de inrichtende macht vijf jaar geleden een herwerking van de basisreferentiedocumenten aangevat heeft, meer bepaald het onderwijsproject, het pedagogisch project en het studiereglement;

Dat de juridische cel van de CECF een model van HR opgesteld heeft overeenkomstig de geldende wetgeving, dat alle na te leven regels dekt;

Dat dit laatste mogelijke aanpassingen door de inrichtende macht bevatte en dat alle aanpassingen doorgevoerd werden na besprekingen met de schooldirecties;

Dat elke school haar eigen HR had;

Dat er aanzienlijke wijzigingen (procedure bij pesten, gsm-verbod) aangebracht moesten worden volgens de richtlijnen van de FWB;

Dat elke instelling echter bepaalde specifieke organisatorische elementen in verband met haar schoolproject moet kunnen verduidelijken aan de hand van bijlagen bij het gemeenschappelijk HR;

Dat het model van HR goedgekeurd moet worden door de gemeenteraad;

Dat het huishoudelijk reglement ter informatie opgestuurd werd naar de PLAPACO;

Beslist:

Het geharmoniseerd huishoudelijk reglement zoals in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

25-05-28- Modèle ROI Ecole.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

26.06.2025/A/0045 **L'urgence est demandée et acceptée à l'unanimité - ASBL Val d'Uccle : Adoption d'une nouvelle convention de gestion**

Le Conseil,

Vu Les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code des Sociétés et des Associations ;

Vu, le cas échéant, la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l'Ordonnance) ;
notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ;

Vu les circulaires ministérielles du 3 juillet 2020 et du 14 avril 2023 relatives à l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 28 avril 2022 et signée entre la Commune et l'A.S.B.L. Val d'Uccle, A.S.B.L. communale au sens de l'Ordonnance susmentionnée ;

Vu que ladite Convention de gestion se termine au plus tard six mois après le

renouvellement complet du Conseil communal ; qu'elle ne se reconduit pas par tacite reconduction ;

Qu'une décision expresse doit donc être prise avant son échéance à savoir soit le renouvellement de la convention existante soit l'adoption d'une nouvelle convention ;

Qu'en l'espèce, il est proposé d'adopter la nouvelle convention de gestion ci-annexée dont certains articles ont été précisés et adaptés par rapport à la précédente convention de gestion comme ceux concernant la tutelle et le contenu du rapport annuel d'évaluation ;

Considérant que l'A.S.B.L. Val d'Uccle est toujours une A.S.B.L. communale au sens de l'article 32 de l'Ordonnance notamment, vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'A.S.B.L. par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Madame l'Echevin Carine Gol-Lescot;

Considérant que l'A.S.B.L. remplit toujours au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, bureau,...) est composé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou
- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ou plusieurs organes de gestion ou
- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « la commune conclut une convention avec l'A.S.B.L. communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale » ; qu'afin de déterminer si 50 % du budget de l'A.S.B.L. est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières ;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : « toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (...) »;

Considérant par conséquent qu'une nouvelle convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Val d'Uccle;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

- la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'A.S.B.L. doit assumer et, pour chacune d'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation ;
- l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis et les modalités de transmission à la commune de ce rapport ;
- les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'A.S.B.L. et les modalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune ;
- les moyens mis à disposition de l'A.S.B.L. par la commune ;
- sa durée (en principe, calquée sur la durée de la mandature communale ; dans tous les cas, la convention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections) ;

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'A.S.B.L. communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'A.S.B.L. communale ;

Considérant que la convention de gestion ci-annexée a été approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL Val d'Uccle le 27 mai 2025 sous réserve de l'approbation du texte de la convention par le Conseil communal ;

Qu'elle entrera en vigueur à la signature des deux parties ;

Décide :

D'approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Val d'Uccle en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen - Vzw Val d'Uccle : Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst

De raad,

Gelet op artikel 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet desgevallend op de beslissing van de Europese Commissie van 20 december 2011;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning er op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de ordonnantie), meer bepaald artikel 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 3 juli 2020 en 14 april 2023 betreffende de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 28 april 2022 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Val d'Uccle, gemeentelijke vzw in de zin van de voornoemde ordonnantie;

Aangezien deze beheersovereenkomst vervalt uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad; dat ze niet stilzwijgend verlengd wordt;

Aangezien er dus een uitdrukkelijke beslissing genomen moet worden voor de vervaldag ervan, meer bepaald ofwel de vernieuwing van de huidige overeenkomst ofwel de goedkeuring van een nieuwe overeenkomst;

Aangezien er in dit geval voorgesteld wordt de bijgevoegde nieuwe beheersovereenkomst goed te keuren, waarvan sommige artikels verduidelijkt en aangepast werden ten opzichte van de vorige beheersovereenkomst, zoals de artikels met betrekking tot de Voogdij en de inhoud van het jaarlijks evaluatieverslag;

Overwegende dat vzw Val d'uccle nog steeds een gemeentelijke vzw is in de zin van artikel 32 van de ordonnantie, meer bepaald aangezien de gemeente Ukkel optreedt in de hoedanigheid van werkend lid van de vzw door de tussenkomst van

een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald de schepen Carine Gol-Lescot;

Overwegende dat de vzw nog steeds voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden:

Eén of meerdere bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, bestuur, ...) is voor meer dan de helft samengesteld uit leden van de gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of

De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in één of meerdere bestuursorganen, of

De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt: "De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie"; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: "Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...);"

Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een nieuwe beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Val d'Uccle ;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten:

- De aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient te nemen en voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;
- Het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de vooraf vastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de gemeente bezorgd moet worden;
- De middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controleren en de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;
- De middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;
- De looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk geval loopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de bijgevoegde beheersovereenkomst wordt goedgekeurd door de algemene vergadering van vzw Val d'Uccle de 27 mei 2025 onder voorbehoud van goedkeuring van de tekst van de overeenkomst door de gemeenteraad;

Dat ze in werking treedt na de ondertekening door beide partijen;

Beslist:

De bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Val d'Uccle krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Le Val d'Uccle.docx

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture - Cultuur

26.06.2025/A/0046 **Culture. - Subside à l'A.S.B.L. « Ferme Rose » pour équipements divers.- Budget
extraordinaire 2025 - Engagement de la dépense - Mode de financement.**

Le Conseil,

Attendu que lors du vote du budget communal pour l'exercice 2025, le Conseil communal a inscrit à la demande des responsables de l'A.S.B.L. « Ferme Rose », un crédit de 10.000€ à l'article 773/522-52/ - /70-20250017 des dépenses extraordinaires à titre de subside extraordinaire à la Ferme Rose pour la création de mobilier de rangement sur mesure ainsi que la mise au norme de la cuisine;

Vu que le délai d'approbation du budget 2025 est expiré et que les responsables de l'A.S.B.L. souhaitent procéder aux travaux et achats;

Que des pièces justificatives seront envoyées au service pour justifier de l'usage du subside;

Que les achats devront se faire en respectant la loi sur les marchés publics;

Que l'octroi du subside sera financé par fonds de réserve;

Décide :

- de marquer son accord sur l'octroi et l'engagement du subside extraordinaire 2025 à l'A.S.B.L. « Ferme Rose » pour un montant de 10.000€.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Cultuur – Toelage aan de vzw « Ferme Rose » voor diverse uitrustingen – Buitengewoon budget 2025 – Vastlegging van de uitgave.

De Raad,

Overwegende dat bij de stemming over de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2025, de Gemeenteraad op verzoek van de verantwoordelijken van de V.Z.W. « Ferme Rose » een krediet van 10.000€ heeft ingeschreven onder artikel 773/522-52/ - /70-

20250017 van de buitengewone uitgaven, als buitengewone subsidie aan de Ferme Rose voor de creatie van op maat gemaakte opbergmeubelen en de aanpassing van de keuken aan de normen;

Gezien de goedkeuringsperiode van de begroting 2025 verstreken is en de verantwoordelijken van de V.Z.W. de werkzaamheden en aankopen wensen uit te voeren;

Overwegende dat de verantwoordingsstukken aan de dienst zullen worden bezorgd ter verantwoording van het gebruik van de subsidie;

Dat de aankopen moeten gebeuren met inachtneming van de wet op de overheidsopdrachten;

Dat de toekenning van de subsidie zal worden gefinancierd uit de reservefondsen;

Besluit:

-Zijn akkoord te geven voor de toekenning en vastlegging van de buitengewone subsidie 2025 aan de V.Z.W. « Ferme Rose » ten hoogte van 10.000€.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

26.06.2025/A/0047 **Culture.- Patchwork réalisé à l'occasion du centenaire d'Uccle Centre d'Art.-
Convention de prêt et prise d'assurance.- Engagement de la dépense.**

Le Collège,

Attendu qu'à l'occasion du centenaire d'Uccle Centre d'Art, le Baron Michel Vanden Abeele a fait l'acquisition de l'œuvre collective (patchwork) réalisée par tous les membres d'Uccle Centre d'Art et mise aux enchères au bénéfice partiel de la Maison d'Edith;

Attendu que Monsieur Vanden Abeele a émis le souhait de mettre cette oeuvre à la disposition de l'Administration communale;

Attendu qu'en séance du 23 mars 2023, le Conseil a marqué son accord sur la convention de prêt établie entre Monsieur Michel Vanden Abeele, prêteur de l'oeuvre, et la Commune d'Uccle pour une mise à disposition de l'oeuvre pour une durée d'un an;

Attendu que le prêteur souhaite prolonger ce prêt;

Attendu qu'il est proposé que cette œuvre soit exposée pour une nouvelle durée de 3 ans au 5ème étage du Centre Administratif;

Attendu qu'afin de pouvoir accepter en dépôt cette œuvre, une nouvelle convention doit être conclue entre le prêteur et la Commune d'Uccle;

Attendu que la convention a été revue et approuvée par le service juridique et le prêteur;

Attendu que la nouvelle convention a été revue et approuvée par le prêteur en date du vendredi 6 juin 2025;

Attendu qu'il y a lieu de prendre une assurance responsabilité civile et une assurance tous risques qui est en cours d'estimation par Ethias et dont le montant à engager fera l'objet d'un rapport ultérieur;

Que le projet de convention en pièce jointe à ce rapport sera soumis au prochain Conseil communal,

Décide :

- d'approuver la convention de prêt établie entre Monsieur Michel Vanden Abeele, prêteur du patchwork et la Commune d'Uccle;

- de soumettre au prochain Conseil Communal pour validation la convention pour le prêt de l'oeuvre réalisée dans le cadre d'Uccle Centre d'Art.

Le Conseil approuve le point.
33 votants : 33 votes positifs.

Cultuur. – Patchwork gerealiseerd ter gelegenheid van de honderdste verjaardag van Ukkel Centrum voor Kunst. – Uitleenovereenkomst en verzekering. – Aangaan van de uitgave.

Het College,

Overwegende dat, ter gelegenheid van de honderdste verjaardag van *Uccle Centre d'Art*, de heer Baron Michel Vanden Abeele het collectieve kunstwerk (patchwork), gerealiseerd door alle leden van *Uccle Centre d'Art* en geveild ten voordele van *Maison d'Édith*, heeft aangekocht;

Overwegende dat de heer Vanden Abeele de wens heeft geuit om dit kunstwerk ter beschikking te stellen van het gemeentebestuur;

Overwegende dat de Gemeenteraad tijdens de zitting van 23 maart 2023 zijn akkoord heeft gegeven voor de uitleenovereenkomst tussen de heer Michel Vanden Abeele, uitlener van het kunstwerk, en de gemeente Ukkel voor een terbeschikkingstelling van één jaar;

Overwegende dat de uitlener de wens heeft geuit om deze lening te verlengen;

Overwegende dat wordt voorgesteld om het kunstwerk gedurende een nieuwe periode van drie jaar tentoon te stellen op de vijfde verdieping van het Administratief Centrum;

Overwegende dat er een nieuwe overeenkomst moet worden gesloten tussen de uitlener en de gemeente Ukkel om dit kunstwerk in bewaring te kunnen nemen;

Overwegende dat de overeenkomst werd herzien en goedgekeurd door de juridische dienst en door de uitlener;

Overwegende dat de nieuwe overeenkomst door de uitlener werd goedgekeurd op vrijdag 6 juni 2025;

Overwegende dat er een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid en een omniumverzekering moet worden afgesloten, waarvan de raming momenteel door Ethias wordt uitgevoerd en waarvan het te engageren bedrag in een later verslag zal worden meegedeeld;

Dat het ontwerp van overeenkomst, als bijlage bij dit verslag, aan de volgende Gemeenteraad zal worden voorgelegd;

Besluit:

-de uitleenovereenkomst goed te keuren tussen de heer Michel Vanden Abeele, uitlener van het patchwork, en de gemeente Ukkel;

-de overeenkomst betreffende de uitlening van het kunstwerk, gerealiseerd in het kader van *Uccle Centre d'Art*, ter goedkeuring voor te leggen aan de volgende Gemeenteraad.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention Patchwork Prêt 3 ans 2025_nl.docx, Convention Patchwork Prêt 3 ans 2025.docx

Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.

26.06.2025/A/0048 **Recours en annulation devant la Cour constitutionnelle à l'encontre de l'ordonnance du 12 décembre 2024 modifiant l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale, spécialement l'article 175 § 3 et désignation de l'avocat – Opportunité de se joindre au recours introduit par une autre commune – Autorisation d'ester en justice**

Le Conseil,

Vu l'ordonnance du 12 décembre 2024 modifiant l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale, spécialement l'article 175 § 3 ;

Que cette ordonnance soulève une problématique importante, car elle remet en question le principe d'exemption fiscale des biens affectés à un service public ou d'intérêt général ;

Que la Cour de cassation a consacré, depuis de nombreuses années, le principe selon lequel *« les biens du domaine public de l'Etat et ceux de son domaine privé qui sont affectés à un service public ou d'intérêt général ne sont, de leur nature, pas susceptibles d'être soumis à l'impôt »* ; Que par ailleurs, la Cour de cassation a précisé que le législateur peut prévoir des dérogations à ce principe ; Qu'en l'occurrence, la région de Bruxelles-Capitale s'est estimée compétente pour déroger à ce principe ; Qu'en effet, l'Ordonnance du 12 décembre 2024 modifiant l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale prévoit que *« les biens du domaine public et ceux du domaine privé affectés à un service public ou d'intérêt général sont assujettis aux taxes et impôts régionaux »* ;

Que ceci implique que les bâtiments communaux, comme par exemple les bâtiments administratifs de la Commune pourraient subir une taxation de la part de la Région ;

Que toutes les communes bruxelloises pourraient être impactées par cette nouvelle ordonnance ;

Que la Région a par ailleurs décidé d'imposer d'autres communes, notamment la commune de Schaerbeek pour la taxe sur les surfaces non résidentielles alors que ces immeubles sont précisément affectés à un service public ;

Qu'au vu du potentiel impact sur les finances communales que pourrait avoir cette ordonnance, il est opportun d'introduire un recours devant la Cour Constitutionnelle pour demander son annulation;

Que le recours pourrait se fonder sur l'argument que la modification de l'exonération fiscale des biens du domaine public, telle que prévue par l'ordonnance du 12 décembre 2024, contrevient à un principe général de droit fiscal reconnu notamment par la Cour de cassation ;

Qu'il est nécessaire de se faire représenter à cet égard et qu'il y a lieu de désigner un avocat afin de représenter les intérêts de la Commune devant la Cour Constitutionnelle;

Que la commune d'Auderghem a mandaté Me Frédéric Van de Gejuchte afin de la

représenter pour l'introduction de ce recours devant la Cour Constitutionnelle ;

Que Me Van de Gejuchte a précisé que d'autres communes pouvaient être incluses en tant que partie requérante dans le recours qu'il va introduire ;

Que notamment les communes de Koekelberg, Schaerbeek, de Woluwe-Saint-Pierre, de Saint-Gilles, d'Evere, de Woluwe-Saint-Lambert et d'Ixelles ont indiqué qu'elles se joignent à la cause ;

Qu'en nous associant également à cette démarche, nous aurons l'opportunité d'amplifier l'impact de notre action, en renforçant ainsi notre poids face aux autorités concernées ;

Que par ailleurs, une telle démarche permettra de mutualiser les coûts, qui seraient partagés entre toutes les communes impliquées ;

Que cela représente donc une solution économiquement avantageuse pour notre collectivité tout en renforçant nos chances de succès dans cette procédure ;

Que Me Van de Gejuchte étant familier avec la question et ayant déjà rédigé les conclusions pour les autres communes intéressées de se joindre à ce recours, il est cohérent et opportun de le mandater pour nous inclure au sein d'une démarche déjà en cours ;

Que le délai pour introduire un recours à la Cour Constitutionnelle est de 6 mois après l'adoption de l'acte attaqué ; Qu'en l'occurrence il est impératif d'introduire le recours avant le 12 juin 2024 ;

Qu'il est opportun que le Conseil autorise la Commune à ester en justice ;

Qu'au vu des délais, le Collège, lors de sa séance du 27 mai 2025, a donné son accord de principe sur le fait de se constituer partie requérante, sous réserve d'approbation ultérieure par le Conseil communal ;

Que lors de cette même séance, le Collège a mandaté Me Van de Gejuchte pour représenter la Commune ;

Qu'il est maintenant nécessaire que le Conseil ratifie la décision du Collège pour permettre à Me Van de Gejuchte d'inclure notre Commune en tant que partie requérante ;

Vu les articles 123, 8° et 270 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à ester en justice pour se joindre au recours en annulation devant la Cour constitutionnelle à l'encontre de l'ordonnance du 12 décembre 2024 modifiant l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale, spécialement l'article 175 § 3.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Beroep tot nietigverklaring voor het Grondwettelijk Hof tegen de ordonnantie van 12 december 2024 tot wijziging van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk

**Gewest, in het bijzonder artikel 175 §3 en aanstelling van de advocaat -
Geschiktheid om zich aan te sluiten bij het beroep ingediend door een andere
gemeente - Toestemming om in rechte op te treden**

De raad,

Gelet op de ordonnantie van 12 december 2024 tot wijziging van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder artikel 175 §3;

Aangezien deze ordonnantie een belangrijke problematiek opwerpt aangezien ze het principe van fiscale vrijstelling van de goederen die bestemd zijn voor een openbare dienst of een dienst van algemeen belang in vraag stelt;

Aangezien het Hof van Cassatie al enkele jaren het principe bekrachtigt volgens hetwelk *"de goederen van het openbaar domein van de Staat en die van haar privé-domein die bestemd zijn voor een openbare dienst of voor een dienst van algemeen belang door hun aard niet onderworpen kunnen worden aan belastingen"*; Aangezien het Hof van Cassatie overigens verduidelijkt heeft dat de wetgever kan voorzien in afwijkingen op dit principe; Dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zich in dit geval bevoegd achtte om af te wijken van dit principe; Dat de ordonnantie van 12 december 2024 tot wijziging van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest immers bepaalt dat *"openbare domeingoederen en de private domeingoederen die bestemd zijn voor een openbare dienst of een dienst van algemeen belang onderworpen zijn aan de gewestelijke heffingen en belastingen"*;

Aangezien dit betekent dat de gemeentegebouwen, bijvoorbeeld de kantoorgebouwen van de gemeente, een aanslag door het gewest zouden kunnen ondergaan;

Aangezien alle Brusselse gemeentes getroffen zouden kunnen worden door deze nieuwe ordonnantie;

Aangezien het gewest overigens beslist heeft andere gemeentes te belasten, meer bepaald de gemeente Schaarbeek voor de belasting op de niet-residentiële oppervlakken, terwijl deze gebouwen precies bestemd zijn voor een openbare dienst;

Aangezien het gezien de potentiële impact op de gemeentelijke financiën van deze ordonnantie wenselijk is om een beroep in te dienen voor het Grondwettelijk Hof om de nietigverklaring ervan te vragen;

Aangezien het beroep zich zou kunnen baseren op het argument dat de wijziging van de fiscale vrijstelling van de openbare domeingoederen, zoals voorzien door de ordonnantie van 12 december 2024, een algemeen principe van fiscaal recht erkend door onder andere het Hof van Cassatie schendt;

Aangezien het noodzakelijk is zich in dit opzicht te laten vertegenwoordigen en er een advocaat aangeduid moet worden om de belangen van de gemeente te behartigen voor het Grondwettelijk Hof;

Aangezien de gemeente Oudergem meester Frédéric Van de Gejuchte de opdracht gegeven heeft om haar te vertegenwoordigen om dit beroep in te dienen voor het Grondwettelijk Hof;

Aangezien meester Van de Gejuchte verduidelijkt heeft dat andere gemeentes als eisende partij opgenomen konden worden in het beroep dat hij zal indienen;

Aangezien onder andere de gemeentes Koekelberg, Schaarbeek, Sint-Pieters-Woluwe, Sint-Gillis, Evere, Sint-Lambrechts-Woluwe en Elsene aangegeven hebben dat ze zich bij de zaak voegen;

Aangezien we door ons ook bij dit initiatief te voegen de mogelijkheid krijgen om de impact van onze actie te vergroten en zo ons gewicht tegenover de betrokken overheden te vergroten;

Aangezien een dergelijk initiatief het bovendien mogelijk zou maken de kosten te delen, die verdeeld zouden worden over alle betrokken gemeentes;

Aangezien dat dus een economisch voordeligere oplossing zou vormen voor onze gemeenschap en onze kansen op slagen in deze procedure verhoogt;

Aangezien meester Van de Gejuchte bovendien al vertrouwd is met de kwestie en de conclusies al opgesteld heeft voor de andere gemeentes die interesse hebben om zich bij dit beroep te voegen; Aangezien het dus logisch is om dezelfde advocaat af te vaardigen om ons op te nemen in een initiatief dat al lopend is;

Aangezien de termijn om een beroep in te dienen voor het Grondwettelijk Hof 6 maanden bedraagt na de aanname van de bestreden beslissing;

Aangezien het beroep in dit geval ingediend moet worden voor 12 juni 2025;

Aangezien het noodzakelijk is dat de raad toestemming geeft om in rechte op te treden;

Aangezien het college in zitting van 27 mei 2025, gezien de termijnen, zijn principeakkoord verleend heeft aan het feit om zich eisende partij te stellen, onder voorbehoud van de latere goedkeuring van de gemeenteraad;

Aangezien het college tijdens dezelfde zitting meester Van de Gejuchte heeft aangewezen om de Gemeente te representeren;

Aangezien het nodig is dat de raad de beslissing van het college bekrachtigt zodat meester Van de Gejuchte onze gemeente als eisende partij kan opnemen;

Gelet op artikel 123, 8° en 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Het college van burgemeester en schepenen toestemming te geven om in rechte op te treden om zich aan te sluiten bij het beroep tot nietigverklaring voor het Grondwettelijk Hof tegen de ordonnantie van 12 december 2024 tot wijziging van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder artikel 175 §3.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

26.06.2025/A/0049 **Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Réseau bruxellois des Bibliothèques publiques néerlandophones.- Convention. - Mise en conformité avec la réglementation RGPD du projet "Boekenbende aan Huis".**

Le Conseil,

Étant donné que la Bibliothèque publique communale est affiliée depuis janvier 2006 au Service d'appui aux bibliothèques de Bruxelles (Obib) de la VGC;

Étant donné que la Bibliothèque néerlandophone d'Uccle collabore, avec l'approbation annuelle du Collège, depuis au moins 2016 avec Obib dans le cadre du projet « Boekenbende aan Huis » ;

Que le projet « Boekenbende aan Huis » est un projet de promotion de la lecture dans le cadre duquel un lecteur bénévole se rend au domicile des enfants pour leur faire la lecture en néerlandais, ce qui rend nécessaire un échange de données à caractère personnel entre les parties;

Que les parties concernées sont les écoles primaires, représentées par la direction de l'école, les bénévoles, qu'ils soient ou non liés à un établissement d'enseignement supérieur, représentés par le directeur général, et la bibliothèque publique, représentée par le bourgmestre/le collège des bourgmestre et échevins ;

Que la VGC a rédigé une convention afin que le traitement des données soit conforme aux normes actuelles du RGPD,

Vu la convention en annexe,

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins,

Décide

de signer la convention jointe relative au traitement des données à caractère personnel dans le cadre du projet « Boekenbende aan Huis ».

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Brussels Netwerk Openbare Bibliotheken.- Overeenkomst. – Conform maken GDPR-regelgeving van het project « Boekenbende aan Huis »

De Raad,

Aangezien dat de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek sinds januari 2006 aangesloten is aan het BrusselsDienst Ondersteuning Bibliotheken in Brussel (Obib) van de VGC; Aangezien de Nederlandstalige Bibliotheek van Ukkel met goedkeuring van het College al minstens sinds 2016 jaarlijks met Obib samenwerkt voor het project 'Boekenbende aan Huis';

Dat de 'Boekenbende aan huis' een leesbevorderingsproject is waarbij een voorlezer bij de kinderen thuis komt voorlezen en daarom een uitwisseling van persoonsgegevens tussen de partijen noodzakelijk is.

Dat de partijen bestaan uit Basisscholen, vertegenwoordigd door de schooldirectie, de vrijwilliger, al dan niet verbonden met een instelling hoger onderwijs, vertegenwoordigd door de algemeen directeur, en Openbare bibliotheek, vertegenwoordigd door de burgemeester/college van burgemeester en schepenen;

Dat de VGC een overeenkomst opmaakte om de gegevensverwerking te doen accorderen met de huidige GDPR normen,

Gezien de overeenkomst in bijlage,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Besluit
de hierbij gevoegde overeenkomst over de behandeling van persoonsgegevens binnen
het project 'Boekenbende aan Huis' goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Overeenkomst gegevensverwerking in het kader van Boekenbende.pdf

Jérémie Tojerow entre en séance / treedt in zitting.
Carine Gol-Lescot quitte la séance / verlaat de zitting.

Séniors - Senioren

26.06.2025/A/0050 **Conseil consultatif communal ucclois des Aîné(e)s – Sélection des membres**

Le Conseil,
Vu l'article 120 bis de la nouvelle loi communale établissant que le conseil communal
peut instituer des conseils consultatifs ;
Vu l'ordonnance régionale du 27 juillet 2017 relative aux Conseils consultatifs
communaux des aînés qui vise à encadrer la mise en place et le fonctionnement de tels
conseil en Région de Bruxelles-Capitale ;
Attendu qu'un Conseil Consultatif Ucclois des Aîné(e)s, CCUA, a été créé par le
Conseil Communal en séance du 27/06/2019 ;
Qu'un appel aux candidatures a été publié dans le Wolvendael du mois de mars 2025,
sur le site internet de la commune, ainsi qu'une demande par mail adressée aux
anciens membres du CCUA ;
Que les candidatures des personnes reprises en annexe ont été déposées conformément
aux dispositions des statuts du CCUA ;
Que la sélection de candidature répond aux critères de composition établis par les
statuts du CCUA ;
Qu'il convient dès lors que le Conseil examine les candidatures ;
Que les membres du Conseil sont nommés par le Conseil communal sur proposition
du Collège des Bourgmestre et Echevins.
Sur proposition du Collège,
Décide :
De marquer son accord sur la composition du Conseil Consultatif Ucclois des
Aîné(e)s.

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Ukkelse gemeentelijke adviesraad voor ouderen - Selectie van de leden

De raad,
Gelet op artikel 120bis van de Nieuwe Gemeentewet, dat bepaalt dat de gemeenteraad
adviesraden kan instellen;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 27 juli 2017 betreffende de gemeentelijke seniorenadviesraden, die ertoe strekt de oprichting en de werking van dergelijke raden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te omkaderen;
Aangezien er een Ukkelse Adviesraad voor Ouderen (UAO) opgericht werd door de gemeenteraad in zitting van 27/06/2019;
Aangezien er een oproep tot kandidaatstelling gepubliceerd werd in het Wolvendaelmagazine van maart 2025, op de website van de gemeente en door middel van een schriftelijke vraag via mail aan de oud-leden van de UAO;
Aangezien de kandidaturen van de personen in de bijlage ingediend werden overeenkomstig de bepalingen van de statuten van de UAO;
Aangezien de selectie kandidaturen voldoet aan de samenstellingscriteria zoals bepaald door de statuten van de UAO;
Aangezien de raad de kandidaturen bijgevolg moet bestuderen;
Aangezien de leden van de raad benoemd worden door de gemeenteraad, op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;
Op voorstel van het college;
Beslist:
Zijn goedkeuring te verlenen aan de samenstelling van de Ukkelse Adviesraad voor Ouderen.

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Conseil+consultatif+communal+ucclois+des+ainé(e)s-sélection+des+membres 2025 ok.pdf, Ukkelse+gemeentelijke+adviesraad+voor+ouderen-ledenvoorstel.pdf 2025ok.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Personnes porteuses handicap - Personen met een handicap

26.06.2025/A/0051 **Service des Personnes en Situation de Handicap. Conseil Consultatif Communal de la Personne en Situation de Handicap.- Appel public.- Nomination d'un membre.**

Le Conseil,

Attendu qu'un Conseil Consultatif Communal de la Personne en Situation de Handicap (C.C.C.P.S.H.) a été créé par le Conseil Communal en séance du 27 juin 2013;

Attendu que l'article 16 du règlement du C.C.C.P.S.H. précise que celui-ci est dissout de plein droit, en même temps que le Conseil communal de la précédente législature;

Attendu qu'en séance du 11 février 2025, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé d'organiser un nouvel appel public, afin de désigner les nouveaux membres du C.C.C.P.S.H.;

Que cet appel public a notamment été publié sur le site internet communal, sur le site facebook communal et par publication dans le Wolvendael du mois de mars 2025;

Attendu que l'article 2 du règlement susmentionné prévoit que les membres du C.C.C.P.S.H. sont nommés par le Conseil communal, sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Attendu que l'article 3 du règlement susmentionné prévoit :

"Le Conseil est constitué :

a) de représentant(e)s d'associations qui œuvrent en faveur de la promotion et de la défense des intérêts des personnes porteuses de handicap, ayant leur siège sur le territoire de la Commune d'Uccle et/ou ayant effectivement des activités sur le territoire de la Commune d'Uccle. Chaque association présente un membre effectif et un membre suppléant. La demande de candidature doit être accompagnée des statuts de l'association.

Le suppléant remplace le membre effectif chaque fois que celui-ci est empêché.

b) de personnes indépendantes porteuses de handicap ou des experts, se présentant à titre individuel, domiciliés à Uccle ou exerçant leurs activités sur le territoire de la Commune d'Uccle.

Les personnes qui se présentent à titre individuel n'ont pas de suppléant.

c) Le ou les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins qui ont Les Personnes en Situation de Handicap, l'Egalité des Chances, l'Action sociale et la Participation citoyenne dans leurs attributions.

Pour être membre du Conseil, il faut en outre, réunir les conditions suivantes :

1°) Etre âgé de 18 ans au moins;

2°) Jouir des droits civils et politiques;

3°) Bénéficier d'une légitimité pour représenter les intérêts d'une personne en situation de handicap ou disposant d'une expérience utile dans ce domaine.

Le nombre de membres du Conseil est fixé par le Collège et ne peut dépasser le nombre de membres du Conseil communal";

Vu qu'en date du 2 avril 2025, M. Thibault Viaene a posé sa candidature, en qualité de représentant de l'association "Petit Pierrot asbl") qui est un association qui oeuvre en faveur de la promotion et de la défense des intérêts des personnes en situation de handicap, ayant leur siège sur le territoire de la Commune d'Uccle et/ou ayant effectivement des activités sur le territoire de la Commune d'Uccle,

Que Mme Manon Vandewalle est proposée comme suppléante;

Vu que leur candidatures sont recevables;

Vu que les dispositions de l'article 120bis alinéa 3 de la Nouvelle Loi communale limitant à un maximum de deux tiers les membres du même sexe, sont respectées,

Décide :

- de nommer M. Thibault Viaene, conformément au règlement du C.C.C.P.S.H., en qualité de représentant de l'association "Petit Pierrot asbl" qui œuvre en faveur de la promotion et de la défense des intérêts des personnes en situation de handicap, ayant leur siège sur le territoire de la Commune d'Uccle et/ou ayant effectivement des activités sur le territoire de la Commune d'Uccle, avec effet au 15 mai 2025, date de la première réunion du C.C.C.P.S.H.;

- de nommer Mme Manon Vandewalle, en qualité de suppléante de cette même association, avec effet au 15 mai 2025, date de la première réunion du C.C.C.P.S.H.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Dienst Personen met een Handicap.- Gemeentelijke Adviesraad voor Personen met een Handicap.- Publieke oproep.- Benoeming van één lied.

De Raad,

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 27 juni 2013 een gemeentelijke adviesraad voor personen met een handicap (GARPH) heeft opgericht;

Overwegende dat artikel 16 van het GARPH-reglement bepaalt dat de GARPH van rechtswege wordt ontbonden op hetzelfde ogenblik als de gemeenteraad van de vorige legislatuur;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 11 februari 2025 heeft besloten een nieuwe openbare oproep tot kandidaten te organiseren met het oog op de benoeming van de nieuwe leden van de GARPH;

Overwegende dat deze openbare oproep gepubliceerd werd op de gemeentelijke website, op de gemeentelijke Facebookpagina en door publicatie in de Wolvendaal van maart 2025;

Overwegende dat artikel 2 van het bovenvermelde reglement bepaalt dat de leden van de GARPH worden benoemd door de gemeenteraad, op voordracht van het college van burgemeester en schepenen;

Overwegende dat artikel 3 van het bovenvermelde reglement het volgende bepaalt:

“De Adviesraad is samengesteld uit:

a) vertegenwoordigers van verenigingen die ijveren voor de aanmoediging en verdediging van de belangen van personen met een handicap, die zetelen op het grondgebied van de gemeente Ukkel en/of die daadwerkelijk actief zijn op het grondgebied van de gemeente Ukkel. Elke vereniging stelt een effectief lid en een plaatsvervanger voor. Aan de kandidatuursaanvraag moeten de statuten van de vereniging toegevoegd worden.

De plaatsvervanger vervangt het effectief lid telkens wanneer deze laatste verhinderd is.

b) zelfstandige personen met een handicap of experten die zich voorstellen op persoonlijke basis, gehuisvest in Ukkel of die hun activiteiten uitvoeren op het grondgebied van de gemeente Ukkel.

De personen die zich kandidaat stellen op persoonlijke basis hebben geen plaatsvervanger.

c) Het lid of de leden van het college van burgemeester en schepenen, bevoegd voor Personen met een Handicap, Gelijke Kansen, Sociale Actie en Burgerinspraak.

Om lid te zijn van de raad moet bovendien aan de volgende voorwaarden voldaan zijn:

1°) minimaal 18 jaar;

2°) de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3°) genieten van een legimitatie om de belangen van een persoon met een handicap te vertegenwoordigen of over een nuttige ervaring in dit domein beschikken.

Het aantal raadsleden wordt vastgelegd door het college en mag het aantal gemeenteraadsleden niet overschrijden."

Aangezien de h. Thibault Viaene op 2 april 2025 zijn kandidatuur heeft ingediend, in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van vereniging "Petit Pierrot asbl" die zich inzet voor de promotie en de bescherming van de belangen van personen met een handicap, met zetel op het grondgebied van de gemeente Ukkel en/of met effectieve activiteiten op het grondgebied van de gemeente Ukkel,

Aangezien mevr. Manon Vandewalle wordt voorgesteld als opvolgster;

Aangezien alle kandidaturen ontvankelijk zijn;

Aangezien de bepalingen van artikel 120bis 3° lid van de Nieuwe Gemeentewet, dat de leden van hetzelfde geslacht beperkt tot twee derde, in acht genomen worden;

Beslist:

- de h. Thibault Viaene te benoemen, in overeenstemming met het GARPH-reglement, in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van vereniging "Petit Pierrot asbl" die zich inzet voor de promotie en de bescherming van de belangen van personen met een handicap, met zetel op het grondgebied van de gemeente Ukkel en/of met effectieve activiteiten op het grondgebied van de gemeente Ukkel, met uitwerking op 15 mei 2025, datum van de eerste vergadering;

- mevr. Manon Vandewalle in de hoedanigheid van opvolgster van dezelfde

vereniging, met uitwerking op 15 mei 2025, datum van de eerste vergadering.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtencentrale

26.06.2025/A/0052 **Assurance hospitalisation pour l'Administration et le CPAS d'Uccle. -
Approbation des conditions et de la procédure de passation. Application de l'
'article 234 §1er de la Nouvelle Loi communale.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 1^{er} relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant la décision de l'Assemblée du 25/3/2021 d'adhérer à l'assurance hospitalisation collective proposée par le Service Fédéral des Pensions – Service social collectif et de maintenir le taux d'intervention dans l'assurance hospitalisation à 50% de la formule de base pour les membres actifs du personnel statutaire, contractuel ainsi que pour les enseignants ;

Considérant que ce marché arrive à son terme le 31 décembre de cette année ;

Considérant qu'il y'a lieu de passer un nouveau marché public conjoint pour l'administration communale et le CPAS d'Uccle ;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure ouverte ;

Considérant le cahier des charges N° 2025-067 relatif au marché "Assurance hospitalisation pour l'Administration et le CPAS d'Uccle" établi par la Centrale de marchés en collaboration avec l'Action Sociale ;

Considérant qu'il est proposé de maintenir le taux d'intervention de la commune

dans l'assurance hospitalisation à 50% de la formule de base pour les membres actifs du personnel statutaire, contractuel et pour les enseignants;

Considérant que le montant de la dépense annuelle estimée de ce marché s'élève à 30.000 € pour l'Administration communale et à 15.000 € pour le CPAS d'Uccle soit 180.000 € sur 4 ans ;

Considérant que le montant total estimé du marché s'élève à 1.260.000 € pour les deux entités ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses pour l'administration communale sont inscrits aux articles budgétaires 131/115-41/31, 131/115-42/31, 131/115-43/31, 131/115-44/31, 131/115-45/31 ;

Sous réserve de l'approbation des budgets ordinaires 2026 et suivants par les instances compétentes.

Décide :

D'approuver le cahier des charges N° 2025-067 et le montant estimé du marché
"Assurance

hospitalisation pour l'Administration et le CPAS d'Uccle", établis par la Centrale de marchés en

collaboration avec l'Action Sociale. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et

par les règles générales d'exécution des marchés publics;

D'approuver la dépense annuelle estimée de ce marché qui s'élève à 30.000,00 €
pour

l'Administration communale et à 15.000 € pour le CPAS d'Uccle soit 180.000 € sur 4
ans et le

montant total estimé du marché s'élevant à 1.260.000 €;

De maintenir le taux d'intervention de la Commune dans l'assurance hospitalisation à
50% de la

formule de base pour les membres actifs du personnel statutaire, contractuel et pour
les enseignants;

De passer le marché par la procédure ouverte;

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et
européen;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la Tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Hospitalisatieverzekering voor de Administratie en het OCMW van Ukkel. - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunningsprocedure. Toepassing van artikel 234 §1 van de Nieuwe Gemeentewet.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende de beslissing van de vergadering van 25/03/2021 om aan te sluiten bij de collectieve hospitalisatieverzekering die door de Federale Pensioendienst - Gemeenschappelijke Sociale Dienst aangeboden werd en om de tegemoetkoming in de hospitalisatieverzekering te behouden op 50 % van de basisformule voor de actieve statutaire en contractuele personeelsleden en voor de leerkrachten;

Overwegende dat deze opdracht op 31 december van dit jaar afloopt;

Overwegende dat er een nieuwe gezamenlijke overheidsopdracht voor het gemeentebestuur en het OCMW van Ukkel geplaatst moet worden;

Overwegende dat voorgesteld wordt deze opdracht te gunnen via openbare procedure;

Overwegende het bestek nr. 2025-067 met betrekking tot de opdracht "Hospitalisatieverzekering voor het bestuur en het OCMW van Ukkel", opgesteld door de Opdrachtencentrale in samenwerking met de dienst Sociale Actie;

Overwegende dat er voorgesteld wordt de tegemoetkoming van de gemeente in de hospitalisatieverzekering te behouden op 50 % van de basisformule voor de actieve statutaire en contractuele personeelsleden en voor de leerkrachten;

Overwegende dat het bedrag van de geraamde jaarlijkse uitgave van deze opdracht € 30.000 belooft voor het gemeentebestuur en € 15.000 voor het OCMW van Ukkel, hetzij € 180.000 voor 4 jaar;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van de opdracht € 1.260.000 belooft voor de twee entiteiten;

Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten die deze uitgaven voor het gemeentebestuur mogelijk maken ingeschreven zijn onder begrotingsartikels 131/115-41/31, 131/115-42/31, 131/115-43/31, 131/115-44/31 en 131/115-45/31;

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de gewone begroting 2026 en volgende door de bevoegde instanties;

Beslist:

Het bestek nr. 2025-067 en het geraamd bedrag van de opdracht "Hospitalisatieverzekering voor het bestuur en het OCMW van Ukkel", opgesteld door de Opdrachtencentrale in samenwerking met de dienst Sociale Actie, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;

De geraamde jaarlijkse uitgave van deze opdracht, die € 30.000,00 beloopt voor het gemeentebestuur en € 15.000 voor het OCMW van Ukkel, hetzij € 180.000 voor 4 jaar, en het geraamd totaalbedrag van de opdracht, dat € 1.260.000 beloopt, goed te keuren;

De tegemoetkoming van de gemeente in de hospitalisatieverzekering te behouden op 50 % van de basisformule voor de actieve statutaire en contractuele personeelsleden en voor de leerkrachten;

De opdracht te gunnen via openbare procedure;

De aankondiging van de opdracht op nationaal en Europees niveau te vervolledigen, goed te keuren en te versturen;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op het uitoefenen van het algemeen toezicht.

Budgettaire aanrekening:

Dienstjaar 2026 en volgende:

Diverse begrotingsartikels: 131/115-41/31, 131/115-42/31, 131/115-43/31, 131/115-44/31, 131/115-45/31.

Geraamde totale uitgave voor de gemeente: € 120.000

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de gewone begroting 2026 en volgende door de bevoegde instanties.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

BESTEK VF.pdf, CCH VF.pdf, Avis de marchés.pdf

26.06.2025/A/0053 **Location et entretien de caméras de surveillance – Approbation des conditions, de la procédure de passation, du cahier des charges et de l’avis de marché - Application de l’article 234, §1 de la Nouvelle Loi Communale.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l’article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 41, §1, 1^o (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 221.000,00 €);

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'avis positif et les consignes du conseiller à la protection des données et du service S.I.P.P.T.;
Considérant le cahier des charges n°2025-048 relatif au marché « Location et entretien de caméras de surveillance » établi par la Centrale de marchés;
Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 220.000,00 € hors TVA ou 266.200,00 €, 21 % TVA comprise;
Considérant que le présent marché pourra être reconduit pour maximum 1 an conformément aux dispositions de l'article 57 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;
Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable;
Considérant que ce marché sera publié au niveau national;
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit sur l'article 87601/124-12/62;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- d'approuver le cahier des charges n° 2025-048 relatif au marché « Location et entretien de caméras de surveillance » établi par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics;
- d'approuver l'estimation de la dépense estimée à 266.200,00 €, 21 % TVA comprise qui sera inscrite à l'article 87601/124-12/62;
- de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable;
- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Huur en onderhoud van bewakingscamera's - Goedkeuring van de voorwaarden, de plaatsingsprocedure, het bestek en de aankondiging van de opdracht - Toepassing van artikel 234, §1 van de nieuwe gemeentewet.

De raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, § 1 inzake de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 41, §1, 1° (het bedrag van de opdracht excl. btw is lager dan de drempel van € 221.000.00);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;
Gelet op het gunstige advies en de instructies van de adviseur gegevensbescherming;
Gelet op bestek nr. 2025-048 betreffende de opdracht “Huur en onderhoud van bewakingscamera’s”, opgesteld door de Opdrachtencentrale;
Overwegende dat het globale geraamde bedrag van deze opdracht € 220.000,00 excl. btw bedraagt ofwel € 266.200,00 incl. 21% btw;
Overwegende dat de onderhavige opdracht voor max. 1 jaar verlengd kan worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 57 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
Overwegende dat er wordt voorgesteld de opdracht te gunnen via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
Overwegende dat deze opdracht op nationaal niveau gepubliceerd zal worden;
Overwegende dat het krediet voor deze uitgave is ingeschreven onder artikel 87601/124-12/62;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

- bestek nr. 2025-048 betreffende de opdracht “Huur en onderhoud van bewakingscamera’s”, opgesteld door de Opdrachtencentrale, goed te keuren; De voorwaarden zijn vastgelegd in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten.
- de geraamde uitgaven van € 266.200,00, incl. 21% btw, goed te keuren, te boeken onder artikel 87601/124-12/62;
- de opdracht te gunnen via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
- de aankondiging van een opdracht in te vullen en te versturen op nationaal niveau;

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

CCH.docx, Bestek.docx

26.06.2025/A/0054 **Marchés publics - Nouvelle loi communale, article 234 § 3 - Prise pour information des décisions du Collège échevinal**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins suivantes :

- 20 mai 2025 : Voirie : Fontaine Place Emile Danco – Remplacement pompe vide cave – pompe de la fontaine - Engagement de la dépense - Mode de financement - 5.000,00€ ; 1.002,07€ pour un total de 6.002,07€ T.V.A.C. - Articles : 421/735-60-82-20250296 ; 421/731-60/82-20250294.
- 20 mai 2025 : Maintenance : Mission de conseil et d'accompagnement : réalisation d'une étude préalable globale portant sur la piscine Longchamp - Approbation des conditions du marché public de services - Procédure négociée sans publication préalable avec consultation d'une seule firme spécialisée - 173.030,00 € T.V.A.C. - Article : 764/747-60/85-20250222.
- 20 mai 2025 : Bibliothèques communales : Bibliothèque du Centre.- Achat de mobilier.- Attribution et engagement de la dépense.- Mode de financement -

28.669,32€ T.V.A.C. - Article : 76701/741-51/FR/73-20250001.

- 27 mai 2025 : Service Vert : Remplacement de deux trampolines extérieurs dans l'aire de jeux du parc Wolvendael - Approbation de la dépense, du mode de passation de marché, désignation de la firme adjudicataire et engagement de la dépense - Mode de financement - 7.695,60€ T.V.A.C. - Article : 766-725-60/83-20250084.
- 27 mai 2025 : Centrale des marchés : Réparation d'appareils électroménagers pour le CAU, le COU et différents sites de l'administration communale, - Approbation des conditions du marché et des firmes à consulter - 96.800,00€ T.V.A.C. - Article : .../124-06/... .
- 3 juin 2025 : Service Vert : Réparation de la clôture longeant le terrain de football au parc du Wolvendael - Conditions du marché - Désignation de la firme adjudicataire et engagement de la dépense - Mode de financement - 14.000,00€ T.V.A.C. - Article : 766/725-60/83 20250083.
- 3 juin 2025 : Education : Ecoles communales - Informatique - Achat de matériel via la convention de mandat avec I-CITY (GIAL) - Engagement de la dépense et paiement des factures - Mode de financement - 1) 2.000,00 ; 2) 5.000,00€ ; 3) 48.000,00€ ; 4) 2.000,00€ ; 5) 2.500,00€ ; 6) 10.000,00€ ; 7) 10.000,00€ pour un total de 79.500,00€ T.V.A.C. : Articles : 1) 706/742-53/40-20250126 ; 2) 721/742-53/40-20250129 ; 3) 722/742-53/40-20250132 ; 4) 734/742-53/40-20250136 ; 5) 735/742-53/40-20250140 ; 6) 75101/742-53/40-20250141 ; 7) 75102/742-53/40-20250145.
- 3 juin 2025 : Centrale des marchés : Contrôle des extincteurs, des dévidoirs et des hydrants de divers bâtiments communaux pour la période du 09/07/2025 au 09/07/2029-Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - 108.900,00€ T.V.A.C. pour les 4 ans - Article : 137/124-06/88.
- 3 juin 2025 : Centrale des marchés : Achat d'un véhicule électrique pour le service Vert. - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - 70.000,00€ T.V.A.C. - Article : 766/743-52/58-20250088.
- 10 juin 2025 : Environnement : Mission d'étude et de conseil : accompagnement des services communaux dans leurs projets hydrauliques - Exercice 2025. Choix de la procédure de passation du marché et fixation des conditions - 70.000,00€ T.V.A.C. - Article : 879/747-60/93-20250063.
- 10 juin 2025 : Culture : Achat d'un charriot. - Approbation des conditions, firmes à consulter, procédure, attribution et engagement des dépenses.- Mode de financement - 906,29€ T.V.A.C. - Article : 762/744-98/70-20250123.
- 10 juin 2025 : Centrale des marchés : Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 1 (Espaces disposant d'un inventaire exhaustif) - Approbation du marché subséquent relatif à la commande 19 - Engagement de la dépense - Mode de financement -- 6.567,84€ T.V.A.C. - Article : 137/741-51/58-20250071.

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten - Nieuwe gemeentewet, artikel 234 § 3 - Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, leden 3 et 236,
Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 20 mei 2025 : Wegenis : Fonteinplein Emile Danco – Vervanging kelderpomp – fonteinpomp - Vastlegging van uitgaven - Financieringswijze - 5.000,00€ ; 1.002,07€ voor een totaal van 6.002,07 B.T.W. - Artikelen :421/735-60-82-20250296 ; 421/731-60/82-20250294.
- 20 mei 2025 : Onderhoud : Opdracht voor studie en advies : het uitvoeren van een uitgebreide voorbereidende studie over het zwembad Longchamp - Goedkeuring van de voorwaarden van de dienstenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking met raadpleging

van een gespecialiseerde firma - 173.030,00€ B.T.W. - Artikel : 764/747-60/85-20250222.

- 20 mei 2025 : Gemeentelijke Bibliotheken : Aankoop van meubilair voor de bibliotheek "du Centre".- Gunning en vastlegging van de uitgaven -

Financieringswijze - 28.669,32€ B.T.W. - Artikel : 76701/741-51/FR/73-20250001.

- 27 mei 2025 : Groendienst : Vervanging van twee buitentrampolines op de speelplein Wolvendaelpark - Goedkeuring van de uitgaven, aanbestedingsmethode, aanwijzing van de inschrijver en vastlegging van de uitgaven - Financieringswijze - 7.695,60€ B.T.W. - Artikel : 766-725-60/83-20250084.

- 27 mei 2025 : Opdrachtencentrale : Reparatie van huishoudelijke apparaten voor de CAU, het COU en diverse gemeentesites - Goedkeuring van te raadplegen bedrijven - 96.800,00 B.T.W. - Artikel : .../124-06/... .

- 3 juni 2025 : Groendienst : Herstelling van een afsluitingen langs de voetbalterrein in het Wolvendaelpark - - Aanwijzing van het winnende bedrijf en vastlegging van uitgaven - Financieringswijze - 14.000,00€ T.V.A.C. - Artikel : 766/725-60/83 20250083.

- 3 juni 2025 : Onderwijs : Gemeentelijke scholen - Informatica - Aankoop van uitrusting via de mandaatovereenkomst met I-CITY (GIAL) - Vastlegging en betaling van de uitgave – Financieringswijze - 1) 2.000,00€ ; 2) 5.000,00€ ; 3) 48.000,00€ ; 4) 2.000,00€ ; 5) 2.500,00€ ; 6) 10.000,00€ ; 7) 10.000,00€ voor een totaal van 79.500,00€ B.T.W. : Artikelen: 1) 706/742-53/40-20250126 ; 2) 721/742-53/40-20250129 ; 3) 722/742-53/40-20250132 ; 4) 734/742-53/40-20250136 ; 5) 735/742-53/40-20250140 ; 6) 75101/742-53/40-20250141 ; 7) 75102/742-53/40-20250145.

- 3 juni 2025 : Opdrachtencentrale : Inspectie van brandblussers, brandslanghaspels en brandkranen in verschillende gemeentelijke gebouwen voor de periode 09/07/2025 tot 09/07/2029 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningsprocedure en de te raadplegen firma's - 108.900,00€ B.T.W. voor de 4 jaren - Artikel : 137/124-06/88.

- 3 juni 2025 : Opdrachtencentrale : Aankoop van een elektrisch voertuig voor de afdeling Groen. - Goedkeuring van de voorwaarden, de procedure en de te raadplegen bedrijven - 70.000,00€ B.T.W. - Artikel : 766/743-52/58-20250088.

- 10 juni 2025 : Milieu : Studie- en adviesopdracht: begeleiding van de gemeentediensten bij hun hydraulische projecten – Dienstjaar 2025. Keuze van de plaatsingsprocedure van de opdracht en vastlegging van de voorwaarden.- 70.000,00€ - Artikel : 879/747-60/93-20250063.

- 10 juni 2025 : Cultuur : Aankoop van een karretje. – Goedkeuring van de voorwaarden, te raadplegen firma's, procedure, gunning en vastlegging van de uitgaven – Financieringswijze - 906,29€ B.T.W. - Artikel: 762/744-98/70-20250123.

- 10 juni 2025 : Opdrachtencentrale : Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum : bestelling 19 - vastlegging van de uitgaven – Financieringswijze - 6.567,84€ B.T.W. - Artikel : 137/741-51/58-20250071.

De Raad neemt kennis.

26.06.2025/A/0055

L'urgence est demandée et acceptée à l'unanimité - Nettoyage de bâtiments communaux et complexes sportifs 2026-2029 - Approbation de la modification de la date de la visite des lieux pour le lot 1

Le Conseil,

Considérant qu'en sa séance du 24 avril 2025, l'Assemblée a approuvé le cahier des charges N° 2025-038 et le montant estimé du marché "Nettoyage de bâtiments communaux et complexes sportifs 2025-2029", établis par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles

générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.800.000,00 €, 21 % TVA comprise ;

Considérant que la procédure de passation du marché est une procédure ouverte ;

Considérant que la date de la visite des lieux pour le lot 1 doit être modifiée et reportée au 18 juin 2025 à 9h et que le point I.7 du cahier des charges doit être adapté dans ce sens;

Décide :

D'approuver la modification de la date de visite des lieux pour le lot 1 et de la fixer au 18 juin 2025 à 9h et de modifier le point I.7 du cahier des charges dans ce sens.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen - Reiniging van gemeentelijke gebouwen en sportcomplexen 2026-2029 - Goedkeuring van de wijziging van de datum van het bezoek ter plaatse voor perceel 1

De raad,

Overwegende dat de raad in zitting van 24 april 2025 bestek nr. 2025-038 en het geraamd bedrag van de opdracht "Schoonmaak van gemeentegebouwen en sportcomplexen 2025-2029", opgesteld door de Opdrachtcentrale, goedgekeurd heeft. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten. Het geraamd bedrag beloopt € 2.800.000,00 inclusief 21 % btw;

Overwegende dat de plaatsingsprocedure van de opdracht een openbare procedure is;

Overwegende dat de datum van het plaatsbezoek voor perceel 1 gewijzigd en uitgesteld moet worden naar 18 juni 2025 9 uur en dat punt I.7 van het bestek in die zin aangepast moet worden;

Beslist:

De wijziging van de datum van het plaatsbezoek voor perceel 1 goed te keuren, het vast te leggen op 18 juni 2025 9 uur en punt I.7 van het bestek in die zin te wijzigen.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Secrétariat central - Centraal secretariaat

26.06.2025/A/0056 **ASBL A.F.S.E.C.U. : Adoption d'une nouvelle convention de gestion**

Le Conseil,

Vu Les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code des Sociétés et des Associations ;

Vu, le cas échéant, la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l'Ordonnance) ;
notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ;

Vu les circulaires ministérielles du 3 juillet 2020 et du 14 avril 2023 relatives à l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'A.S.B.L. A.F.S.E.C.U., A.S.B.L. communale au sens de l'Ordonnance susmentionnée ;

Vu que ladite Convention de gestion se termine au plus tard six mois après le renouvellement complet du Conseil communal ; qu'elle ne se reconduit pas par tacite reconduction ;

Qu'une décision expresse doit donc être prise avant son échéance à savoir soit le renouvellement de la convention existante soit l'adoption d'une nouvelle convention ;

Qu'en l'espèce, il est proposé d'adopter la nouvelle convention de gestion ci-annexée dont certains articles ont été précisés et adaptés par rapport à la précédente convention de gestion comme ceux concernant la tutelle et le contenu du rapport annuel d'évaluation ;

Considérant que l'A.S.B.L. A.F.S.E.C.U. est toujours une A.S.B.L. communale au sens de l'article 32 de l'Ordonnance notamment, vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'A.S.B.L. par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Madame l'Echevine Diane Culer;

Considérant que l'A.S.B.L. remplit toujours au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, bureau,...) est composé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou
- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ou plusieurs organes de gestion ou
- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « la commune conclut une convention avec l'A.S.B.L. communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale » ; qu'afin de déterminer si 50 %

du budget de l'A.S.B.L. est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières ;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : « toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (...) » ;

Considérant par conséquent qu'une nouvelle convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. A.F.S.E.C.U. ;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

- la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'A.S.B.L. doit assumer et, pour chacune d'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation ;
- l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis et les modalités de transmission à la commune de ce rapport ;
- les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'A.S.B.L. et les modalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune ;
- les moyens mis à disposition de l'A.S.B.L. par la commune ;
- sa durée (en principe, calquée sur la durée de la mandature communale ; dans tous les cas, la convention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections) ;

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'A.S.B.L. communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'A.S.B.L. communale ;

Considérant que la convention de gestion ci-annexée devra être également approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL A.F.S.E.C.U. à sa plus prochaine séance ;

Qu'elle entrera en vigueur à la signature des deux parties ;

Décide :

D'approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. A.F.S.E.C.U. en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Vzw A.F.S.E.C.U. : Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst

De raad,

Gelet op artikel 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet desgevallend op de beslissing van de Europese Commissie van 20 december 2011;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de ordonnantie), meer bepaald artikel 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 3 juli 2020 en 14 april 2023 betreffende de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en vzw A.F.S.E.C.U., gemeentelijke vzw in de zin van de voornoemde ordonnantie;

Aangezien deze beheersovereenkomst vervalt uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad; dat ze niet stilzwijgend verlengd wordt;

Aangezien er dus een uitdrukkelijke beslissing genomen moet worden voor de vervaldag ervan, meer bepaald ofwel de vernieuwing van de huidige overeenkomst ofwel de goedkeuring van een nieuwe overeenkomst;

Aangezien er in dit geval voorgesteld wordt de bijgevoegde nieuwe beheersovereenkomst goed te keuren, waarvan sommige artikels verduidelijkt en aangepast werden ten opzichte van de vorige beheersovereenkomst, zoals de artikels met betrekking tot de Voogdij en de inhoud van het jaarlijks evaluatieverslag;

Overwegende dat vzw A.F.S.E.C.U. nog steeds een gemeentelijke vzw is in de zin van artikel 32 van de ordonnantie, meer bepaald aangezien de gemeente Ukkel optreedt in de hoedanigheid van werkend lid van de vzw door de tussenkomst van een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald de schepen Diane Culer;

Overwegende dat de vzw nog steeds voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden:

- Eén of meerdere bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, bestuur, ...) is voor meer dan de helft samengesteld uit leden van de gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of
- De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in één of meerdere bestuursorganen, of
- De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt: "*De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie*"; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: "*Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...)*";

Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een nieuwe beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw A.F.S.E.C.U. ;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten:

- De aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient te nemen en voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;
- Het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de vooraf vastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de gemeente bezorgd moet worden;
- De middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controleren en de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;
- De middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;
- De looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk geval loopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de bijgevoegde beheersovereenkomst ook goedgekeurd moet worden door de algemene vergadering van vzw A.F.S.E.C.U. in haar eerstkomende zitting;

Dat ze in werking treedt na de ondertekening door beide partijen;

Beslist:

- De bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw A.F.S.E.C.U. krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
AFSECU.DOCX

Jonathan Biermann entre en séance / treedt in zitting.

Sarah Unger entre en séance / treedt in zitting.

26.06.2025/A/0057 **Motion - prévention et lutte contre les violences sexistes et sexuelles en politique.**

Mme Sirtaine rappelle qu'en séance du 24 avril dernier, le groupe socialiste a pris l'initiative de déposer ce projet de motion sur la prévention et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

L'objet de cette motion s'inscrit dans la continuité de la mobilisation en faveur des droits des femmes, des minorités de genre ainsi que dans la foulée du mouvement « Me Too », qui a libéré la parole des victimes.

Mme Sirtaine tient à souligner l'efficacité de la présidence exercée par Mme la Première Echevine ainsi que l'esprit de collaboration qui a régné au sein du groupe

de travail qui a rédigé le texte de la motion.

La charte d'engagement contre les violences sexistes et sexuelles sera intégrée au futur Code de déontologie et d'éthique sous la forme d'un chapitre à part entière. Le groupe socialiste veillera à ce que ce code soit rédigé et adopté le plus rapidement possible.

M. Cools partage tous les propos qui viennent d'être tenus par Mme Sirtaine. Il remercie le groupe socialiste d'avoir pris l'initiative de cette motion et il remercie également Mme la Première Echevine et Mme l'Echevine De Brouwer, qui représentaient le Collège au sein du groupe de travail, pour leur capacité à intégrer dans les textes les remarques des uns et des autres.

Mme l'Echevine De Brouwer remercie aussi le groupe socialiste pour son initiative.

Elle rappelle que ce travail fait suite à l'agression perpétrée par Michel De Herde, échevin à Schaerbeek, à l'encontre de sa collègue échevine Ecolo Sihame Haddioui lors d'une séance du Conseil communal, et vise à répondre aux difficultés qu'a posées la gestion de cet incident faute de cadre légal prévu à cet effet.

Cet incident illustre combien les violences sexistes et sexuelles participent aux dynamiques de pouvoir inhérentes au champ politique, dans une logique d'exclusion des femmes.

Vu qu'en raison de leur caractère structurel, ces violences sont susceptibles d'affecter n'importe quel parti politique, il était important de trouver ensemble une solution qui fasse consensus, dans le respect de la sensibilité de chacun.

Mme l'Echevine De Brouwer remercie également Mme la Première Echevine pour son copilotage, qui va aboutir à la rédaction d'un code de déontologie dont le premier chapitre sera voté dans les prochains mois.

Mme la Première Echevine se réjouit de la rédaction de ce texte, qui vise à répondre à un enjeu majeur de notre société.

La motion est adoptée à l'unanimité par le Conseil communal.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Motie - voorkomen en bestrijden van seksistisch en seksueel geweld in de politiek.

Mevr. Sirtaine herinnert eraan dat de socialistische fractie tijdens de zitting van 24 april ll. het initiatief heeft genomen tot indiening van deze ontwerp-motie over het voorkomen en bestrijden van seksistisch en seksueel geweld.

Het doel van deze motie is om de mobilisatie voor vrouwenrechten, genderminderheden en in het kielzog van de "Me Too"-beweging, die slachtoffers een stem heeft gegeven, voort te zetten.

Mevr. Sirtaine wil graag de aandacht vestigen op het efficiënte voorzitterschap van de eerste schepen en de geest van samenwerking die heerste binnen de werkgroep die de motie heeft opgesteld.

Het handvest voor de strijd tegen seksistisch en seksueel geweld zal als apart hoofdstuk worden opgenomen in de toekomstige deontologische code. De socialistische fractie zal ervoor zorgen dat deze code zo snel mogelijk wordt opgesteld en aangenomen.

De h. Cools is het eens met alles wat mevr. Sirtaine net heeft gezegd. Hij

bedankt de socialistische fractie voor het initiëren van deze motie en bedankte ook de eerste schepen en schepen De Brouwer, die het college vertegenwoordigden binnen de werkgroep, voor hun vermogen om ieders opmerkingen in de teksten te verwerken.

Schepen De Brouwer wil ook de socialistische fractie bedanken voor haar initiatief.

Ze wijst erop dat dit werk volgt op de aanval van Michel De Herde, schepen in Schaarbeek, op zijn collega Ecolo-schepen Sihame Haddioui tijdens een zitting van de gemeenteraad, en wil een antwoord bieden op de moeilijkheden die het beheer van dit incident met zich meebrengt bij gebrek aan een wettelijk kader hiervoor.

Dit incident illustreert hoezeer seksistisch en seksueel geweld deel uitmaakt van de machtsdynamiek die inherent is aan de politieke arena, met als doel vrouwen uit te sluiten.

Gezien de structurele aard van dit geweld, dat waarschijnlijk elke politieke partij aangaat, was het belangrijk om samen te werken aan een oplossing die op consensus zou kunnen rekenen, met respect voor ieders gevoeligheden.

Schepen De Brouwer wil ook de eerste schepen bedanken voor haar co-sponsorschap, dat zal resulteren in het opstellen van een deontologische code, waarvan het eerste hoofdstuk in de komende maanden in stemming zal worden gebracht.

De eerste schepen is verheugd over de opstelling van deze tekst, die een antwoord wil bieden op een belangrijke uitdaging voor onze samenleving.

De motie werd unaniem aangenomen door de gemeenteraad.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Note explicative - proposition de motion relative à la mise en place d.docx, code de déontologie VSS à joindre motion VSS - CC 26 juin 25.docx, proposition charte VSS - motion VSS - CC 26 juin 25.docx

26.06.2025/A/0058 **Motion déposée par M. Tojerow pour le groupe PS et Co-signée par Uccle en Avant et Les Engagés: Inscription de la lutte contre les discriminations, les délits de haine (racisme, antisémitisme, islamophobie, sexisme, homophobie, transphobie, etc.) et les violences faites aux femmes parmi les priorités du prochain plan zonal de sécurité 2026-2031 de la zone de police Uccle-Watermael-Boitsfort-Auderghem.**

Mme la Présidente du Conseil signale que le Collège a considéré que cette motion était irrecevable.

Il incombe donc à présent au Conseil communal de statuer sur la recevabilité ou l'irrecevabilité de ce texte.

M. Tojerow souhaiterait connaître la motivation de cette irrecevabilité.

M. le Bourgmestre tient d'emblée à préciser qu'il n'y a aucune polémique quant au fond de la motion, vu le consensus unanime sur la légitimité de la lutte contre toutes les discriminations évoquées.

Cependant, la plupart des propositions émises sont déjà réalisées par la zone

de police.

D'autre part, le Conseil de police s'avère une enceinte plus adéquate que le Conseil communal pour traiter des priorités du plan zonal de sécurité, étant donné que les communes de Watermael-Boitsfort et d'Auderghem sont également parties prenantes. Ou alors il eût fallu que les Conseils communaux respectifs de ces deux communes fussent amenés à se prononcer simultanément sur la même motion.

Le règlement d'ordre intérieur plaide également en faveur de cette interprétation, qui répond à un souci de cohérence.

M. Tojerow ne comprend pas comment l'application du règlement d'ordre intérieur devrait amener à conclure à l'irrecevabilité de sa motion.

En effet, l'article 103 de ce règlement stipule que « la motion doit être en rapport avec des matières de compétence communale, des enjeux communaux, des faits ou actualités ayant lieu dans la commune ou ayant un impact direct sur la vie des citoyens de la commune ».

Selon M. Tojerow, les discriminations évoquées dans son texte correspondent tout à fait à cette définition.

Il lui paraît difficile de prétendre que la problématique de la sécurité est étrangère aux compétences de la commune, et ce d'autant plus que le Conseil communal vote la dotation à la zone de police et désigne les membres du Conseil de police.

Une récente motion relative aux violences envers les femmes, déclarée totalement recevable et adoptée à l'unanimité, se concluait d'ailleurs par une formule invitant à la transmettre au Conseil et au Collège de la zone de police.

M. Tojerow rappelle que le plan zonal de sécurité est élaboré par le Conseil zonal de sécurité et non par le Conseil ou le Collège de police. Le Conseil de police peut certes poser des questions au Collège de police mais il ne peut ni interpellier le Conseil zonal de sécurité ni y déposer des motions ; il ne doit même pas être formellement consulté sur ce plan. Cela ne rend que plus légitime aux yeux de M. Tojerow l'expression démocratique, par le biais d'une motion, d'une volonté politique consensuelle de la part du Conseil communal d'Uccle.

M. Tojerow signale qu'en septembre prochain, les élus socialistes des communes de Watermael-Boitsfort et Auderghem déposeront une motion similaire dans leurs Conseils communaux respectifs.

M. De Bock comprend que M. Tojerow veuille plaider le bien-fondé de sa motion, mais il ne partage pas son interprétation, rappelant à cet égard que le dernier alinéa de l'article 103 du règlement stipule qu'« à défaut de dispositions expresses dans la nouvelle loi communale, la recevabilité d'une motion est de la compétence du Conseil ».

M. De Bock estime donc qu'il n'y a pas lieu d'éterniser ce débat et qu'il convient à présent de passer au vote sur la recevabilité.

M. Cools estime que déclarer cette motion irrecevable constituerait une atteinte à la démocratie de la part du Collège et de la majorité.

Par exemple, il faut bien reconnaître qu'il y a des actes d'antisémitisme à Uccle, notamment le badigeonnage de murs avec des croix gammées, que le service anti-tags doit enlever. Comment pourrait-on affirmer que de tels actes n'ont pas « un impact sur la vie des citoyens » ?

Et il ne faut en effet pas perdre de vue que le plan zonal de sécurité n'est pas adopté par le Conseil de police, qui en est seulement informé.

De manière plus générale, c'est la capacité de la commune de débattre des questions de sécurité qui est au cœur de cette discussion : si la commune en vient à être confrontée à de graves actes de vandalisme ou à une recrudescence des

cambriolages, il serait incongru de prétendre que le Bourgmestre ne peut être interpellé et que l'affaire doit être renvoyée au Conseil de police, où les diverses tendances politiques ne sont pas toutes représentées.

M. Junqué déclare que le groupe Ecolo estime cette motion irrecevable tout en étant d'accord sur le fond.

M. Tojerow précise que le règlement du Conseil de police ne permet pas aux conseillers de police d'y déposer une motion.

M. le Bourgmestre conteste le bien-fondé de cette allégation, car il y a déjà eu à quatre reprises le dépôt de motions au Conseil de police.

Il regrette que M. Tojerow opte pour une attitude procédurière sur un sujet aussi fondamental.

M. Tojerow n'a pas le souvenir d'avoir lu une telle disposition dans le règlement.

Il persiste à affirmer que le Conseil de police n'est pas l'organe le plus adapté pour garantir une représentation de l'ensemble des groupes politiques des trois communes.

M. Cools maintient sa position : il n'y a plus de réelle démocratie quand la majorité écrase l'opposition.

Mme la Présidente du Conseil est chagrinée que l'on puisse supputer une velléité d'écraser l'opposition au sein de cette assemblée.

Elle estime de tels propos excessifs puisque la suggestion émise ne consiste pas à censurer une motion mais à la déplacer dans une enceinte plus appropriée.

Au terme d'un vote, la motion est déclarée irrecevable, majorité contre opposition.

Cette motion a été déclarée irrecevable par l'assemblée, par 9 voix en faveur de la recevabilité, 24 voix contre et 0 abstention.

Ont votés pour la recevabilité : PS, Les Engagés, Uccle en Avant.
Ont votés contre la recevabilité : LB, Ecolo.

Le point est rejeté.

Motie neergelegd door de heer Tojerow in naam van de groep PS en medeondertekend door Uccle en Avant en Les Engagés: opnemen van de strijd tegen discriminatie, haatmisdrijven (racisme, antisemitisme, islamofobie, seksisme, homofobie, transfobie, enz.) en geweld tegen vrouwen in de prioriteiten van het volgende zonaal veiligheidsplan 2026-2031 voor de politiezone Ukkel-Watermaal-Bosvoorde-Oudergem.

De voorzitter van de raad wijst erop dat het college deze motie als onontvankelijk beschouwt.

Het is nu aan de gemeenteraad om te beslissen of deze tekst al dan niet ontvankelijk is.

De h. Tojerow wil graag de redenen voor deze onontvankelijkheid weten.

De burgemeester wil van meet af aan duidelijk maken dat er geen controverse bestaat over de inhoud van de motie, gezien de unanieme consensus over de legitimiteit van de strijd tegen alle genoemde vormen van discriminatie.

De meeste voorstellen zijn echter al geïmplementeerd door de politiezone.

Bovendien is de politieraad een geschikter forum dan de gemeenteraad om de prioriteiten van het zonaal veiligheidsplan te behandelen, aangezien ook de gemeentes Watermaal-Bosvoorde en Oudergem erbij betrokken zijn. Als alternatief hadden de respectieve gemeenteraden van de twee gemeentes tegelijkertijd over dezelfde motie moeten stemmen.

Het huishoudelijk reglement ondersteunt ook deze interpretatie, die bedoeld is om consistentie te waarborgen.

De h. Tojerow begrijpt niet hoe de toepassing van het huishoudelijk reglement zou moeten leiden tot de onontvankelijkheid van zijn motie.

Artikel 103 van dit reglement bepaalt dat de motie betrekking moet hebben op aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de gemeente behoren, gemeentelijke aangelegenheden, feiten of actuele gebeurtenissen die in de gemeente plaatsvinden of een directe invloed hebben op het leven van de burgers van de gemeente.

Volgens de h. Tojerow beantwoordt de discriminatie waarnaar in zijn tekst wordt verwezen perfect aan deze definitie.

Hij vindt het moeilijk om te beweren dat veiligheidskwesties buiten de bevoegdheid van de gemeente vallen, vooral omdat de gemeenteraad stemt over de toewijzing van de dotatie aan de politiezone en de leden van de politieraad benoemt.

Een recente motie over geweld tegen vrouwen, die volledig ontvankelijk werd verklaard en unaniem werd aangenomen, werd afgesloten met een uitnodiging om deze motie door te sturen naar de raad en het college van de politiezone.

De h. Tojerow wijst erop dat het zonaal veiligheidsplan wordt opgesteld door de zonale veiligheidsraad en niet door de politieraad of het politiecollege. Hoewel de politieraad vragen kan stellen aan het politiecollege, kan hij de zonale veiligheidsraad niet interpelleren noch er moties indienen; Het moet zelf niet formeel geraadpleegd worden over dit plan. Volgens de h. Tojerow is het daarom des te legitiemer dat de gemeenteraad van Ukkel zijn eensgezinde politieke wil op democratische wijze tot uitdrukking brengt door middel van een motie.

De h. Tojerow wijst erop dat de socialistische gemeenteraadsleden van Watermaal-Bosvoorde en Oudergem in september een soortgelijke motie zullen indienen in hun respectieve gemeenteraden.

De h. De Bock begrijpt dat de h. Tojerow de gegrondheid van zijn motie wenst te beargumenteren, maar hij deelt zijn interpretatie niet en wijst er in dit verband op dat het laatste lid van artikel 103 van het Reglement van Orde bepaalt dat bij gebreke van uitdrukkelijke bepalingen in de nieuwe gemeentewet, de ontvankelijkheid van een motie tot de bevoegdheid van de raad behoort.

De h. De Bock is daarom van mening dat het niet nodig is om dit debat te verlengen en dat we nu moeten overgaan tot de stemming over de ontvankelijkheid.

De h. Cools is van mening dat het onontvankelijk verklaren van deze motie een aanslag zou zijn op de democratie van het college en de meerderheid.

Er moet bijvoorbeeld worden erkend dat er in Ukkel antisemitische daden zijn, met name het bekladden van muren met hakenkruizen, die de antitagdienst moet verwijderen. Hoe kan men zeggen dat dergelijke daden geen "impact hebben op het leven van de burgers"?

En we moeten niet vergeten dat het zonale veiligheidsplan niet wordt

aangenomen door de politieraad, die er alleen maar van op de hoogte wordt gesteld.

Meer in het algemeen is het de mogelijkheid van de gemeente om veiligheidskwesties te bespreken die centraal staat in deze discussie: als de gemeente geconfronteerd wordt met ernstige vandalisme of een toename van het aantal inbraken, zou het onlogisch zijn om te beweren dat de burgemeester niet ter verantwoording kan worden geroepen en dat de zaak moet worden doorverwezen naar de politieraad, waar niet alle verschillende politieke stromingen vertegenwoordigd zijn.

De h. Junqué verklaart dat Ecolo deze motie onontvankelijk acht, maar het eens is met de inhoud.

De h. Tojerow wijst erop dat het huishoudelijk reglement van de politieraad niet toestaat dat politieraadsleden een motie indienen.

De burgemeester betwist de geldigheid van deze bewering aangezien er al vier keer moties zijn ingediend bij de politieraad.

Hij betreurt het dat de h. Tojerow voor een procedurele houding heeft gekozen ten aanzien van zo'n fundamentele kwestie.

De h. Tojerow kan zich niet herinneren dat hij een dergelijke bepaling in het reglement heeft gelezen.

Hij blijft erbij dat de politieraad niet het meest geschikte orgaan is om ervoor te zorgen dat alle fracties in de drie gemeentes vertegenwoordigd zijn.

De h. Cools blijft bij zijn standpunt dat er geen echte democratie is als de meerderheid de oppositie verplettert.

De voorzitter van de raad vindt het verontrustend dat iemand vermoedt dat hij de oppositie in deze vergadering wil verpletteren.

Ze vindt dergelijke opmerkingen overdreven, aangezien de suggestie niet is om een motie te censureren, maar om deze te verplaatsen naar een meer geschikt forum.

Na stemming werd de motie onontvankelijk verklaard, meerderheid tegen oppositie.

Deze motie werd onontvankelijk verklaard door de vergadering met 9 stemmen voor de ontvankelijkheid, 24 tegen en 0 onthouding.

Hebben voor de ontvankelijkheid gestemd : PS, Les Engagés, Uccle en Avant.
Hebben tegen de ontvankelijkheid gestemd : LB, Ecolo.

Het punt wordt verworpen.

2 annexes / 2 bijlagen

note explicative motion racisme def.docx, Motion racisme def.docx

M. Cools signale que depuis sa création en 2007, le concept des logements Airbnb a connu un très grand succès dans le monde entier.

Ces logements augmentent la capacité d'accueil touristique et procurent des revenus complémentaires aux propriétaires concernés. Ils peuvent aussi présenter des inconvénients tels que le développement de nuisances sonores ou l'augmentation du coût du logement.

Toute une législation encadre les logements Airbnb en région bruxelloise. Ces logements doivent être enregistrés avant leur mise en ligne auprès de Bruxelles Economie et Emploi. Ils doivent disposer d'une licence d'hébergement touristique. Si le logement est la résidence principale, il ne peut être loué plus de 4 mois. Pour une location de plus de 120 jours, un certificat d'urbanisme est requis.

Il apparaît que de très nombreux logements, y compris à Uccle, ne respectent pas ces dispositions réglementaires. Quels sont les moyens mis en œuvre par l'administration communale (Etat civil, service des Taxes, contrôleurs du service de l'Urbanisme, personnel de l'Observatoire du logement,...) pour veiller au respect de cette réglementation ?

De nombreux logements Airbnb ont été aménagés dans le projet Carré Coghén. Combien d'entre eux ont fait l'objet des déclarations et autorisations requises ? De manière plus générale, combien de logements Airbnb sont officiellement enregistrés à Uccle ? Quel est le montant de la recette générée par la taxe touristique ?

M. l'Echevin Biermann reconnaît qu'il s'agit d'un phénomène difficile à contrôler. Cette thématique est toutefois abordée dans les mises à jour proposées du PPAS. Dans certains cas, l'hébergement touristique soustrait des logements au marché locatif alors que ces derniers devraient être maintenus eu égard à la situation particulière de l'immobilier en région bruxelloise.

Le Collège n'est a priori pas du tout favorable au développement de ce type d'hébergement touristique car celui-ci en vient à remplacer des logements dans leur intégralité. M. l'Echevin Biermann rappelle toutefois que la commune d'Uccle a déjà délivré des attestations pour des logements touristiques où le propriétaire restait domicilié et respectait la limite des 4 mois de location pour l'espace dévolu à cette affectation.

La commune a cependant peu d'emprise sur la procédure évoquée par M. Cools, étant donné que la délivrance de l'autorisation incombe au Ministre bruxellois de l'Economie. En réalité, dans le cadre de cette procédure, la personne intéressée doit adresser à la commune une demande d'attestation (attestation incendie ou attestation simplifiée). La tâche de la commune se borne à vérifier la réception des documents de conformité établis par l'entreprise agréée ou le SIAMU et à procéder à un contrôle urbanistique censé déterminer si l'affectation est également conforme.

Pour le reste, le dossier établi dans le cadre de la demande adressée par le propriétaire ou l'exploitant est transmis à la Région bruxelloise, qui est aussi compétente pour les mesures de contrôle. La commune d'Uccle n'a donc pas la possibilité d'exercer un contrôle, sauf via une intervention du Tribunal de police ou l'accord écrit du propriétaire.

Quoi qu'il en soit, la commune a délivré des attestations pour une trentaine de logements touristiques alors que la consultation des sites spécialisés montre que les logements de cette nature sont de facto beaucoup plus nombreux.

En dépit de l'absence de politique de contrôle a priori, lorsqu'une demande de permis d'urbanisme intègre de manière explicite ou implicite l'éventualité du développement d'une activité sans les autorisations requises, ou lorsqu'une plainte est introduite auprès de la commune, celle-ci mène des investigations, soit en menant des visites sur place avec l'accord du propriétaire soit en alertant le ministère régional.

M. l'Echevin Biermann n'a pas eu connaissance de la mise à disposition de

logements touristiques dans le cadre du projet relatif au Carré Coghen. En tous cas, aucune demande d'attestation n'a été adressée à la commune. M. l'Echevin Biermann serait intéressé par les éventuelles informations auxquelles M. Cools aurait eu accès à ce sujet.

Pour ce qui concerne les recettes, la « city tax » a rapporté l'an dernier à la commune un montant de 12.500 €. Toutefois, les fichiers transmis par la Région ne permettent pas déterminer avec précision la répartition des sommes perçues, notamment en raison du RGPD (Règlement général sur la protection des données). Le produit de la taxe collectée par la Région est redistribué à la commune via les centimes additionnels.

M. Cools tient à préciser qu'il n'est pas contre le principe des logements Airbnb, mais à condition que la réglementation soit respectée car le développement anarchique d'un tel phénomène pourrait conduire à une augmentation générale du coût des logements.

M. Cools plaide en faveur de l'échange d'informations entre les niveaux communal et régional en ce domaine. Les services régionaux pourraient par exemple communiquer à la commune les listes des autorisations accordées, qui s'avèreraient utiles pour les acteurs de terrain à l'échelon communal.

Par ailleurs, l'administration communale pourrait envisager l'application de la taxe sur les secondes résidences si le logement est de fait Airbnb 12 mois sur 12, puisque dans ce cas, le propriétaire n'y est pas réellement domicilié. Le même raisonnement peut être tenu à l'égard de la taxe sur les logements vides si ce cas de figure se présente.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : Airbnb accommodatie.

De h. Cools wijst erop dat het Airbnb accommodatieconcept sinds de oprichting in 2007 wereldwijd een enorm succes is.

Deze verblijven vergroten de toeristische capaciteit en zorgen voor extra inkomsten voor de betrokken eigenaars. Ze kunnen ook nadelen met zich meebrengen, zoals de ontwikkeling van geluidsoverlast of een stijging van de kosten van huisvesting.

Er is een heleboel wetgeving van toepassing op Airbnb-accommodatie in het Brussels Gewest. Deze verblijven moeten geregistreerd worden bij Brussel Economie en Werkgelegenheid voordat ze online worden gezet. Ze moeten in het bezit zijn van een vergunning voor toeristische accommodatie. Als het huis je hoofdverblijf is, mag het niet langer dan 4 maanden worden verhuurd. Voor verhuur van meer dan 120 dagen is een stedenbouwkundig attest vereist.

Het blijkt dat een zeer groot aantal woningen, waaronder in Ukkel, niet aan deze voorschriften voldoet. Welke middelen worden door het gemeentebestuur ingezet (Burgerlijke Stand, Belastingen, stedenbouwkundige inspecteurs, personeel van de huisvestingscel ...) om de naleving van dit reglement te controleren?

Er is een groot aantal Airbnb accommodaties opgezet in het project Carré Coghen. Hoeveel van hen zijn onderworpen aan de vereiste aangiftes en vergunningen? Meer in het algemeen, hoeveel Airbnb accommodaties zijn er officieel geregistreerd in Ukkel? Hoeveel inkomsten levert de toeristenbelasting op?

Schepen Biermann erkent dat dit een moeilijk te controleren fenomeen is. Deze kwestie wordt echter behandeld in de voorgestelde updates van het BBP. In sommige gevallen haalt toeristische accommodatie accommodatie weg van de

huurmarkt, wat gezien de bijzondere eigendomssituatie in het Brusselse gewest moet worden gehandhaafd.

A priori is het college helemaal geen voorstander van de ontwikkeling van dit type toeristische accommodatie, omdat het volledige woningen vervangt. Schepen Biermann wijst er echter op dat de gemeente Ukkel al eerder attesten heeft afgegeven voor toeristische accommodatie waarbij de eigenaar ingezetene bleef en zich hield aan de huurlimiet van 4 maanden voor de ruimte die voor dit doel was toegewezen.

De gemeente heeft echter weinig controle over de procedure waarnaar de h. Cools verwijst, aangezien de Brusselse minister van Economie verantwoordelijk is voor het afgeven van de vergunning. Volgens deze procedure moet de belanghebbende partij namelijk een attest (brandattest of vereenvoudigd attest) aanvragen bij de gemeente. De taak van de gemeente beperkt zich tot het verifiëren van de ontvangst van de conformiteitsdocumenten opgesteld door het erkende bedrijf of de DBDMH en het uitvoeren van een stedenbouwkundige controle om te bepalen of de bestemming ook conform is.

Voor het overige wordt het dossier dat is opgesteld in het kader van de door de eigenaar of operator ingediende aanvraag doorgestuurd naar het Brussels Gewest, dat ook verantwoordelijk is voor de controlemaatregelen. De gemeente Ukkel heeft dus geen enkele mogelijkheid om controle uit te oefenen, behalve via de tussenkomst van de politierechtbank of de schriftelijke toestemming van de eigenaar.

De gemeente heeft attesten uitgegeven voor ongeveer dertig toeristische accommodaties, hoewel het raadplegen van gespecialiseerde websites laat zien dat er veel meer van dit soort accommodaties zijn.

Ondanks het ontbreken van een controlebeleid a priori voert de gemeente, wanneer een aanvraag voor een bouwvergunning expliciet of impliciet de mogelijkheid inhoudt om een activiteit te ontwikkelen zonder de vereiste vergunningen, of wanneer een klacht wordt ingediend bij de gemeente, onderzoeken uit, hetzij door bezoeken ter plaatse met de toestemming van de eigenaar, hetzij door het gewestelijke ministerie te verwittigen.

Schepen Biermann is niet op de hoogte van toeristische accommodatie die beschikbaar wordt gesteld als onderdeel van het project Carré Coghén. Er is in ieder geval geen verzoek voor een attest naar de gemeente gestuurd. Schepen Biermann is geïnteresseerd in alle informatie die de h. Cools over dit onderwerp heeft.

Aan de inkomstenkant bracht de “city tax” vorig jaar € 12.500 op. Aan de hand van de bestanden die door het Gewest worden verstuurd, kan echter geen precieze verdeling van de geïnde bedragen worden bepaald, met name vanwege de AVG (Algemene Verordening Gegevensbescherming). De opbrengst van de belasting die door het Gewest wordt geïnd, wordt via opcentiemen herverdeeld aan de gemeente.

De h. Cools wil duidelijk maken dat hij niet tegen het principe van Airbnb accommodatie is, maar op voorwaarde dat de regelgeving wordt nageleefd, omdat de ongecontroleerde ontwikkeling van een dergelijk fenomeen kan leiden tot een algemene stijging van de woonkosten.

De h. Cools pleit voor informatie-uitwisseling tussen het gemeentelijke en gewestelijke niveau op dit gebied. De gewestelijke diensten zouden de gemeente bijvoorbeeld lijsten van verleende vergunningen kunnen bezorgen, wat nuttig zou zijn voor de mensen die op gemeentelijk niveau op het terrein werken.

Daarnaast zou het gemeentebestuur kunnen overwegen om de belasting toe te passen op tweede huizen als de accommodatie 12 van de 12 maanden Airbnb is, omdat de eigenaar er in dat geval niet echt woont. Dezelfde redenering kan worden toegepast op belasting op leegstaande woningen als deze situatie zich voordoet.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Cools sur les logements Airbnb.docx

26.06.2025/A/0060

**Interpellation du Mouvement des engagés (Mme Nagelmackers) :
déprogrammation du spectacle de Guillaume Meurice au Centre culturel d'Uccle**

Mme Nagelmackers rappelle que le retrait du spectacle de Guillaume Meurice « Vers l'infini (mais pas au-delà) » par le Centre culturel d'Uccle (CCU) a suscité beaucoup d'émotion et de réactions.

Le groupe Les Engagés regrette cette décision, même s'il désapprouve les propos tenus par ce dernier sur les ondes de France Inter et n'adhère pas à l'assimilation de Benjamin Netanyahu au régime nazi.

Mme Nagelmackers comprend aussi que cela ait pu heurter.

Officiellement, cette décision aurait été motivée par un « risque de troubles à l'ordre public ».

Pourtant, à ce jour, aucune autre ville n'a rencontré le moindre incident en accueillant ce spectacle.

Cette justification soulève donc des interrogations légitimes, tant sur sa crédibilité que sur les intentions réelles derrière cette annulation.

Cette décision touche un point sensible : la liberté artistique.

Elle suscite aussi des questions sur le risque de censure – même involontaire – et l'indépendance des institutions culturelles.

Le CCU est aujourd'hui reconnu par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Cela implique un cadre de gouvernance très clair, défini par le décret du 21 novembre 2013, qui garantit trois principes essentiels :

l'autonomie artistique de la direction ;

une gouvernance partagée entre pouvoirs publics et société civile ;

le respect de la pluralité idéologique et philosophique.

En tant qu'acteur culturel soutenu par des fonds publics, le CCU a une responsabilité : refléter la diversité des opinions dans la société et l'autonomie artistique.

Toute atteinte à cette diversité met en danger le lien de confiance entre les institutions culturelles et les citoyens.

Le groupe Les Engagés souhaite que cette polémique puisse servir de « point de départ » à une réflexion au sein du CCU sur sa gouvernance interne ainsi que sur l'exercice de la liberté artistique.

Mme Nagelmackers salue l'intention exprimée par le Directeur du CCU de reprogrammer le spectacle lors d'une saison ultérieure, ce qui pourrait permettre un dialogue apaisé et constructif.

Le Collège reconnaît-il que cette décision pose un problème démocratique, au regard du droit à la liberté d'expression et de l'indépendance des institutions culturelles ?

Quelles garanties le Collège peut-il apporter aux Ucclois quant au respect de l'indépendance artistique du CCU et du cadre légal en vigueur ?

Le Collège soutiendra-t-il une reprogrammation future du spectacle et encouragera-t-il un débat ouvert sur les valeurs qui fondent la politique culturelle locale ?

Mme Nagelmackers invite les responsables politiques locaux à défendre une culture libre, ouverte, pluraliste, même lorsqu'elle dérange ou divise, car c'est à cette occasion qu'elle reste vivante.

M. Mercenier souhaite revenir sur les événements qui ont mené à la déprogrammation – ou à la non-programmation – du spectacle intitulé « Vers l’infini, mais pas au-delà » de Guillaume Meurice et Eric Lagadec au Centre culturel d’Uccle (CCU), ainsi que sur les déclarations publiques qui ont suivi la révélation de ce fait par la presse.

Ce 7 juin 2025, M. Mercenier a pris connaissance, via les réseaux sociaux, d’une déclaration commune de la Présidente du conseil d’administration (CA) et du Directeur du CCU qui commence par ces mots : « Le CCU vient d’être confronté à une crise interne et à une vive polémique, qui ont bousculé son image et son fonctionnement ». La déclaration se poursuit, en évoquant notamment la volonté de « garantir la bonne gouvernance et l’indépendance du travail de l’équipe en matière d’animation et de programmation ».

Le groupe socialiste rejoint cette déclaration, tant sur son constat de crise que sur son ambition de ne plus voir se dérouler des interférences politiques dans la programmation artistique du Centre. Mais pour que cet espoir soit crédible, il faut savoir ce qui s’est passé.

Le 19 mars 2024, une administratrice du CA du CCU pose la question de la programmation en mars 2025 du spectacle « Vers l’infini » de Meurice et Lagadec.

Guillaume Meurice est mis en cause pour une saillie émise lors d’une émission du 29 octobre 2023, qui a entraîné le dépôt d’une plainte pour « provocation à la violence et à la haine antisémite ». Cette plainte ayant été classée sans suite sans la moindre réserve de la part du Procureur de la République le 18 avril 2024, Guillaume Meurice a répété cette blague sur antenne le 28 avril. Radio France le licenciera pour motif grave, en l’occurrence « déloyauté répétée ». Le procès est en cours devant les Prud’hommes.

Le CA du CCU du 19 mars 2024 mettra le point en continuation.

Un contact téléphonique aura lieu dès le lendemain entre le Bourgmestre et le Directeur du Centre, suivi d’un courrier du Directeur au Bourgmestre, daté du 25 mars, qui signalait notamment que le spectacle, dont les tournées ne suscitaient aucun trouble à l’ordre public, ne portait absolument pas sur le conflit du Proche-Orient. Ce courrier s’achevait par la demande de revoir la position exprimée, et de donner « accord » à la programmation du spectacle de Guillaume Meurice. Dans un courriel du 16 avril 2024, M. le Bourgmestre répondait qu’il confirmait la position exprimée lors de son entretien avec le Directeur.

Le 22 avril 2024, le CA du CCU émettra un vote qui aboutira à la décision du report du spectacle. Sur la base de cette décision de report du spectacle, l’équipe du CCU intégrera le spectacle dans la programmation 2025-2026 du Centre, pour la date du 17 octobre 2025.

C’est au cours de la réunion du CA du 21 mai 2025 que les administrateurs apprendront que ce spectacle avait été reprogrammé et annulé.

Cette décision aurait été prise, d’après la propre publication du Bourgmestre sur la page Facebook de la commune, par la Présidente du CA, l’Echevine de la Culture et le Directeur du Centre. Lors de leur réunion, Mme l’Echevine aurait affirmé que M. le Bourgmestre n’avait pas changé d’avis.

Cette déprogrammation ou non-programmation sera révélée par la RTBF, qui l’a apprise de l’intéressé, lors de l’enregistrement le 8 mai de l’émission « Les petits papiers », dont la diffusion a eu lieu le dimanche 25 mai.

Cette affaire pose deux questions essentielles, celle de l’autonomie de programmation d’un centre culturel reconnu par la Fédération Wallonie-Bruxelles et celle des limites que l’on peut mettre à la liberté d’expression au nom notamment de la crainte de troubles à l’ordre public.

Ici, ces deux questions ont été mêlées, puisqu’on a manifestement pesé sur la

direction du CCU pour la pousser à modifier sa programmation en évoquant l'ordre public. Or, elles n'ont pas à l'être puisqu'elles relèvent de sphères totalement différentes.

Aux termes du décret de 2013, la programmation d'un centre culturel reconnu relève de son équipe artistique et de son comité d'orientation. On peut comprendre qu'une discussion d'un cas particulier se déroule au sein d'un conseil d'administration, mais plus difficilement lors d'une réunion en petit comité entre une Présidente de CA, une Echevine et son Directeur, même voire surtout si la réunion a pour but de faire endosser la décision finale par le Directeur en « gommant » toute intervention politique.

Quant à la liberté d'expression, elle n'est évidemment pas absolue. Elle peut faire l'objet de recours devant les tribunaux pour appel à la haine, calomnie, etc. Elle peut aussi être limitée par des mesures de police administrative, notamment en cas de crainte d'atteinte à l'ordre public. Ces pouvoirs incombent au Bourgmestre, et il doit les utiliser s'il craint et peut justifier une atteinte à l'ordre public suscitée par le spectacle considéré. Ces pouvoirs s'exercent via des actes administratifs, susceptibles de recours devant le Conseil d'Etat, qui est très exigeant sur leur justification.

Cependant, M. le Bourgmestre n'a pas utilisé ces pouvoirs, ni par conséquent étayé une telle mesure de police par un risque de trouble à l'ordre public conformément aux procédures et outils d'évaluation requis.

M. le Bourgmestre a anticipé, en exprimant son opinion de manière « officieuse », non contestable publiquement par voies de droit, et donc en exerçant de facto une pression sur le responsable de programmation, ce qui a abouti à la non-programmation.

Le Centre culturel d'Uccle est pris à partie sur les réseaux sociaux, de manière parfois violente, pour un spectacle à mille lieues des propos de l'humoriste tenus il y a deux ans et n'ayant fait l'objet d'aucune condamnation. Certains artistes qui devaient s'y produire annoncent annuler leur venue.

Le formidable travail d'équipe qui a mené à la reconnaissance du Centre culturel par la Fédération Wallonie-Bruxelles à partir du 1er janvier 2025 est durement entaché par cette polémique.

Uccle est à présent célèbre en France en tant que commune où se pratique la censure.

M. le Bourgmestre a-t-il déconseillé la programmation de Guillaume Meurice en mars 2024 ? Confirme-t-il avoir écrit à M. le Directeur qu'il n'avait pas changé d'avis sur la question en avril 2024 ? A-t-il confirmé cet avis à Mme l'Echevine de la Culture en 2025 ? Estime-t-il que son intervention a respecté la nécessaire indépendance de programmation de la direction et de l'équipe du CCU ?

Mme l'Echevine de la Culture a-t-elle reçu en 2025 une communication orale ou écrite de M. le Bourgmestre relative à l'opportunité de programmer le spectacle de Guillaume Meurice ? A-t-elle tenu une réunion avec la Présidente et le Directeur du CCU au cours de laquelle elle leur a demandé de ne pas programmer le spectacle de Guillaume Meurice ? A-t-elle évoqué lors de cette réunion un avis ou un conseil de M. le Bourgmestre ? Considère-t-elle avoir agi dans le cadre normal de son mandat d'Echevine de la Culture ? Estime-t-elle avoir une « tutelle » de contenu sur le CCU ? Estime-t-elle que ce qui s'est produit lors de cette réunion a respecté la nécessaire indépendance de programmation du Directeur et de l'équipe du CCU ?

M. Cools déclare que la saga de la non-programmation du spectacle de Guillaume Meurice au Centre culturel a suscité chez lui un sentiment de regret ainsi que de la perplexité.

Il regrette en effet que cet événement ait, qu'on le veuille ou non, accolé au Centre culturel l'image d'une institution qui pratique la censure. Et il s'avoue perplexe face à l'enchaînement de circonstances qui ont conduit à cette non-

programmation.

Il y a un peu plus d'un an, avant les élections communales, ce sujet avait été évoqué en aparté dans le cadre d'une commission du Conseil communal. Une majorité s'était alors dégagée via un vote au sein du conseil d'administration du Centre culturel pour décider de ne pas programmer le spectacle de Guillaume Meurice, en raison de propos particulièrement vulgaires tenus par ce dernier, qui avaient entraîné le lancement d'une action en justice à son encontre pour antisémitisme. La logique suivie par le conseil d'administration à l'époque était donc compréhensible et il était entendu que la décision pourrait être revue si de nouveaux éléments survenaient. Entre-temps, le dossier judiciaire a été classé sans suite et l'accusation d'antisémitisme n'a pas été retenue à l'égard de l'intéressé. Cependant, vu que le conseil d'administration avait débattu de ce sujet, il eût été logique qu'un débat ait à nouveau lieu au sein de cette instance pour décider in fine s'il convenait de programmer ce spectacle. Lorsque M. Cools exerçait lui-même la présidence du Centre culturel, c'était le comité de direction, où la présence de l'opposition était assurée, qui prenait les décisions quant à la programmation des spectacles.

Or, dans ce cas-ci, ni le conseil d'administration ni le comité de direction ne semblent avoir débattu pour déterminer s'il était opportun ou non d'accueillir ce spectacle, qui, apparemment, n'a guère de rapport avec la polémique puisque sa thématique « Vers l'infini » est consacrée à un astronaute.

M. Cools déplore que ce débat n'ait pas vraiment eu lieu. Selon les articles parus dans la presse et les commentaires du chef de cabinet du Bourgmestre sur les réseaux sociaux, il aurait suffi d'un coup de fil à la Présidente du Centre culturel pour décider la déprogrammation de ce spectacle, pour des raisons de sécurité justifiées notamment par la présence de l'ambassade d'Israël sur le territoire uclois.

Mais si des problèmes de sécurité sont de nature à déboucher sur l'interdiction de spectacles, il y a des procédures à suivre, avec la possibilité d'éventuels recours devant le Conseil d'Etat.

On ne peut exclure le débat en raison d'un risque de sécurité, par ailleurs discutable car M. Cools pense que ce spectacle aurait pu avoir lieu sans le moindre incident et sans que personne n'en ait rien à redire.

Le communiqué du conseil d'administration à l'issue de cette polémique est toutefois rédigé en termes pondérés et fait preuve de sagesse. M. Cools invite le Centre culturel à s'engager dans cette voie et prie M. le Bourgmestre d'éviter à l'avenir des interventions semblables à celles dans lesquelles il s'est visiblement engagé.

Mme Ledan rappelle avec émotion son attachement au Centre culturel d'Uccle et son immense gratitude envers la direction et l'équipe pour le formidable travail qui a abouti à la reconnaissance du CCU par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La polémique induite par le report avorté, en dehors des organes du CCU, du spectacle de Guillaume Meurice « Vers l'infini » pour la saison 2025-2026 a porté un très grand préjudice à cette institution et à la commune, qui a été couverte d'opprobre sous l'accusation d'avoir entravé la liberté d'expression. Des artistes et usagers du lieu ont indiqué ne plus vouloir y remettre les pieds. Le spectacle de Guillaume Meurice sera programmé dans un autre lieu culturel de la région bruxelloise. Quelle désolation pour tous ceux qui ont œuvré sans compter pour que le Centre culturel devienne ce qu'il est aujourd'hui !

En 2024, après des débats houleux au sein du conseil d'administration, le report de la programmation de ce spectacle a été décidé à l'issue d'un vote, la mort dans l'âme et avec l'espoir que ce ne serait pas problématique. Il n'en fut rien et cette polémique laisse le goût amer d'un énorme gâchis dont le Centre culturel a fait les frais. Elle a aussi donné lieu à de la violence sur les réseaux sociaux, dont la Présidente du CCU a été la principale victime.

Cette douloureuse séquence, qui a fortement éprouvé la direction et l'équipe du CCU, doit inciter tous les acteurs intéressés à appréhender l'avenir du Centre culturel en répondant aux attentes du public et de nombreux Ucclois quant à la défense de la liberté d'expression, de l'indépendance de programmation de la part de la direction d'un lieu culturel et du respect du décret de 2013 relatif aux centres culturels, applicable au CCU depuis sa reconnaissance par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Directeur et la Présidente du Centre culturel ont réussi à s'accorder en faisant un pas l'un vers l'autre dans une déclaration commune à laquelle a été associé le comité de gestion, dont Mme Ledan fait partie.

Mme Ledan veut croire que le chemin à suivre pour l'avenir est clairement indiqué : il se fonde sur la liberté d'expression des artistes, même s'ils déplaisent, et ce dans le cadre prescrit par la loi, donc dans le refus de toute incitation à la haine ou à la violence.

Lors de sa réunion de mardi dernier, le conseil d'administration s'est engagé à préserver intégralement la liberté de programmation de l'équipe du Centre culturel en ayant pour boussole le respect du décret.

Mme Bodson reconnaît l'ampleur de la crise que vient de vivre le CCU, dont elle assume la présidence.

Par rapport à l'absence de Guillaume Meurice dans le nouveau programme de la saison, Mme Bodson affirme avec force qu'il n'y a eu ni interdiction ni censure ni ingérence ni problème de gouvernance. Ni le Bourgmestre ni l'Echevine ni la Présidente n'ont l'autorité de contraindre le Directeur dans ses décisions de programmation, et ils n'en ont pas la volonté non plus.

Mme Bodson reconnaît toutefois qu'il y a eu des discussions en interne, en plus petit comité, en précisant qu'à cette époque, il n'y avait pas encore un conseil de gestion. La phase de changement dans laquelle on se situait a pu donner lieu à des interprétations différentes et des malentendus, dont Mme Bodson est sincèrement désolée.

Toutefois, le Directeur a demandé que ce point soit mis à l'ordre du jour de la réunion suivante du conseil d'administration, instance naturellement habilitée à servir de cadre aux débats.

Et juste après, il y a eu une sortie dans la presse qui a dégénéré en emballement médiatique, provoqué des frustrations et polarisé de façon désastreuse un débat qui aurait dû demeurer dans l'enceinte du conseil d'administration.

Quelle qu'ait pu être l'origine des fuites, Mme Bodson a vécu cette séquence comme une démonstration de cynisme politique car il est plutôt singulier de se faire le parangon de la liberté d'expression alors que chacun sait ici qu'il s'agit ici d'une valeur défendue par tous et qui est commune à tous.

Mais cela n'empêchera pas Mme Bodson de poursuivre sa mission au CCU, joyau de la commune qui rassemble les Ucclois et dont la programmation témoigne du pluralisme et de l'ouverture d'esprit.

Mme l'Echevin Margaux confirme qu'il n'y a jamais eu de déprogrammation, de censure ou d'annulation du spectacle de Guillaume Meurice au Centre culturel d'Uccle.

Tous les groupes politiques siègent au conseil d'administration, et désormais également au comité de gestion. Leurs représentants, que Mme l'Echevin Margaux remercie pour le caractère constructif de leurs interventions, ont pu suivre cette polémique jour après jour et pourraient confirmer les propos qui viennent d'être tenus par la Présidente du CCU. La réunion du conseil d'administration de mardi dernier a pu aplanir les derniers malentendus qui demeuraient ; tous les membres présents étaient unanimes pour déplorer les récupérations politiques auxquelles ces événements

ont donné lieu.

Mme l'Echevin Margaux n'a reçu aucune communication orale ou écrite de M. le Bourgmestre avant sa réunion informelle avec M. Bourbouze et Mme Bodson, respectivement Directeur et Présidente du CCU, qui a eu lieu en mars dans la foulée de la séance du 11 mars du conseil d'administration.

Lors de cette réunion du 11 mars du conseil d'administration, le Directeur a présenté un document dit de « préprogrammation », grâce auquel il a décrit une dizaine de spectacles projetés, et il n'était nullement question d'un spectacle de Guillaume Meurice.

À l'issue de cette réunion du conseil d'administration, au cours de laquelle les nouveaux membres de l'ASBL - dont Mme Bodson - ont été élus, le Directeur a proposé à Mme Bodson de participer dans la semaine qui suit à une réunion informelle, à laquelle Mme l'Echevin Margaux a aussi été conviée à se joindre, afin d'exposer son projet plus en détail.

Mme l'Echevin Margaux précise qu'on se situait à ce moment-là dans une période charnière, dans la mesure où la lettre de la Fédération Wallonie-Bruxelles annonçant la reconnaissance officielle du Centre culturel, datée du 17 mars, est arrivée le 19 mars.

Lors de la réunion informelle dans le bureau du Directeur, celui-ci a présenté à Mme l'Echevin Margaux une feuille de papier sur laquelle elle s'est étonnée de voir inscrit le nom de Guillaume Meurice, puisqu'on n'en avait pas parlé au conseil d'administration.

Après avoir, en compagnie de M. Bourbouze, rappelé les échanges antérieurs à Mme Bodson, qui n'était pas présente en 2024, Mme l'Echevin Margaux a estimé, en bonne juriste, qu'il fallait en reparler au conseil d'administration, et ce d'autant plus qu'un projet de procès-verbal élaboré auparavant stipulait une reprogrammation l'année prochaine, la mention « année prochaine » ayant été biffée de manière à pouvoir envisager une autre solution si la procédure judiciaire était terminée.

Le Directeur a toutefois décliné la proposition d'aborder ce point lors de la prochaine réunion du conseil d'administration, privilégiant un traitement de cette question en interne en raison de sa mauvaise expérience au conseil d'administration par rapport à ce sujet. La Présidente, qui débutait alors à peine son mandat, a manifesté son souhait de trouver une solution dans un esprit de bonne volonté, et on est sorti de cette réunion sans qu'aucune décision ne soit prise et bien entendu sans qu'aucune instruction particulière émanant du Bourgmestre ne soit parvenue au Directeur.

Par la suite, Mme l'Echevin Margaux a été informée seulement du fait que le Directeur avait décidé de ne pas mettre Guillaume Meurice dans sa programmation. Mme l'Echevin Margaux n'a alors plus eu de contact avec le Directeur entre cette réunion-là et la séance du conseil d'administration du 21 mai. Elle est persuadée du fait que la Présidente n'a jamais exercé la moindre contrainte à l'égard du Directeur ou de qui que ce soit. La Présidente et le Directeur avaient tous deux la volonté d'entamer une longue collaboration basée sur la confiance et non de créer une polémique de quelque nature que ce soit. Mme l'Echevin Margaux a eu le sentiment que, dans le souci de préserver cette relation, le Directeur a cherché à éviter l'émergence d'une situation conflictuelle avec sa Présidente et le nouveau conseil d'administration.

Une nouvelle réunion du conseil d'administration a eu lieu le 1er avril, au cours de laquelle on a proposé au Directeur de présenter sa programmation. Ce dernier a répondu que cette programmation n'était pas encore tout à fait aboutie. Lors de cette séance, il eût peut-être été opportun de révéler qu'il y avait un souci, eu égard au fait que le rôle des organes du CCU tels que le comité de gestion et le conseil d'administration consiste justement à aider le Directeur dans sa mission et de trouver avec lui les bonnes solutions.

Finalement, ce n'est que lors de la séance du 21 mai du conseil d'administration, alors que la brochure programmatique était prête, que le Directeur est revenu sur ce sujet, avec les conséquences que tout le monde connaît.

Mme l'Echevin Margaux n'a reçu aucun avis ou conseil de la part du Bourgmestre. Son attitude s'est basée sur ce qui lui semblait avoir été mené en 2024, lorsqu'elle siégeait au conseil d'administration, mais dans les rangs de l'opposition, donc sans lien particulier avec le Bourgmestre ou le Collège en place à l'époque. Elle a juste suggéré la réactivation d'un même processus, qui lui semblait démocratique, mais qui n'a pas eu la préférence du Directeur. Ayant découvert la programmation effective dans les circonstances qu'elle a décrites, Mme l'Echevin Margaux n'aurait donc rien pu transmettre de la part d'un tiers.

Mme l'Echevin Margaux est certaine d'être demeurée dans le cadre de son mandat scabinal et de n'avoir exercé aucune tutelle sur le contenu de la programmation du CCU, ce qui ne l'empêche d'adorer débattre avec le Directeur quand elle a aimé un spectacle ou quand elle ne l'a pas apprécié.

L'indépendance de programmation du Directeur et de l'équipe du Centre culturel a été pleinement respectée, puisque le Directeur a pris seul la décision. Ce directeur n'est pas un novice : il est en poste depuis presque 6 ans, il a suivi tout le processus de reconnaissance par la Fédération Wallonie-Bruxelles, il connaît parfaitement ses droits et devoirs et il sait très bien que s'il tenait à mettre Guillaume Meurice à la programmation, ce n'était pas un problème.

Et les institutions culturelles d'Uccle n'ont pas peur d'aborder des sujets difficiles. Mme l'Echevin Margaux signale à titre d'exemple que la Bibliothèque du Phare a programmé la projection du film « Another Line », consacré au conflit du Proche-Orient, et la proximité géographique de l'ambassade d'Israël n'a jamais constitué un frein à cet égard. Cet événement a d'ailleurs donné lieu à des échanges constructifs et intéressants. Mme l'Echevin Margaux n'est de toute façon absolument pas en faveur d'une politique de boycott et de censure.

Vu que le Directeur a annoncé sa volonté de quitter le CCU au mois d'octobre, un processus se met en place en vue de la constitution d'une nouvelle direction, sous l'égide de la Fédération Wallonie-Bruxelles, dont l'Inspectrice s'est déjà rendue au conseil d'administration pour expliquer la procédure.

Une représentation future du spectacle de Guillaume Meurice n'est plus d'actualité, puisque celui-ci va se produire au Cirque royal et que la programmation du CCU pour 2025 et 2026 est finalisée. Cependant, les chroniqueurs associés à Guillaume Meurice, Pierre-Emmanuel Barré et Aymeric Lompret, auront l'occasion de se produire au CCU.

Mme l'Echevin Margaux tient à féliciter la Présidente du CCU pour son courage exemplaire face aux messages de haine et de violence qu'elle a dû subir.

M. le Bourgmestre tient à préciser que la démission prochaine du Directeur du Centre culturel résulte d'un projet familial et n'a aucun lien avec les récents événements.

M. le Bourgmestre a été en contact téléphonique avec le Directeur du Centre culturel à quatre reprises en 6 ans.

Le premier coup de fil a eu lieu dans le contexte de la crise du covid. Le gouvernement fédéral avait pris la décision de fermer les lieux culturels alors que selon le monde scientifique, cette mesure n'était pas du tout justifiée. M. le Bourgmestre a dès lors téléphoné au Directeur du Centre pour lui dire qu'en égard à cette caution des experts scientifiques, le CCU pouvait selon lui rester ouvert. La décision du gouvernement fédéral a d'ailleurs été cassée par la suite.

C'est en mars 2024 que M. le Bourgmestre a eu le Directeur en ligne pour la seconde fois, afin de lui dire que la venue de Guillaume Meurice lui semblait une mauvaise idée. Et M. le Bourgmestre persiste et signe : si c'était à refaire, il le

referait.

Le 15 avril 2024, le Directeur du Centre culturel lui a adressé la réponse suivante :

« Je comprends les raisons que vous avez invoquées, la crainte que la situation tendue en raison du contexte international puisse susciter des réactions qui viseraient le CCU et vous obligerait à prendre des mesures de sécurité, ce qui ne serait souhaitable ni pour le CCU ni pour le public ni pour la commune ; la responsabilité d'une programmation implique de prendre en considération ces éléments qui lui sont extérieurs ».

M. le Bourgmestre souligne que le Directeur parle de l'expression de craintes et en aucune manière d'interdiction ou de censure. Mais d'autres personnes ont cherché à allumer une mèche en poussant des cris d'orfraie à propos d'une prétendue censure et en pérorant sur la « liberté d'expression », à laquelle M. le Bourgmestre serait soit-disant moins attaché.

Le troisième coup de fil a eu lieu il y a moins de deux mois lorsque M. le Bourgmestre a constaté sur la page Facebook et le site internet du Centre culturel la présence d'un appel à manifester contre les mesures du gouvernement Arizona relatives au secteur culturel. Vu qu'il s'agissait en l'occurrence d'une annonce à caractère politique qui n'avait rien à faire sur de tels supports, M. le Bourgmestre a téléphoné au Directeur pour obtenir des informations à ce sujet. Celui-ci lui a indiqué qu'il n'était en rien solidaire de ce message, qui entre-temps avait été supprimé. Une réunion a été organisée dans le bureau de M. le Bourgmestre, en présence du Directeur, de la Présidente, de l'Echevine de tutelle ainsi que du responsable du message. Au terme de cette réunion, qui s'est déroulée dans un climat serein, il a été convenu que ces plateformes n'étaient pas appropriées pour des communications contre le gouvernement fédéral et que ce type d'incident ne devait plus se reproduire.

M. le Bourgmestre tient à préciser qu'il téléphonera chaque fois qu'il l'estimera nécessaire et qu'il n'a nullement l'intention de demander l'autorisation pour agir de la sorte, ou d'organiser des ateliers participatifs pour déterminer s'il est habilité à passer un coup de fil.

Dans cette affaire, l'image de la commune et de son centre culturel a été salie. Plutôt que de simplement téléphoner au Bourgmestre afin d'obtenir une information exacte, d'aucuns préfèrent se cacher lâchement derrière leur écran pour allumer une mèche sans se soucier des conséquences qui pourraient en résulter, et de la part de mandataires publics, un tel comportement n'est pas responsable. C'est sans doute un des effets néfastes des réseaux sociaux caractéristiques de notre époque.

M. le Bourgmestre tient à saluer l'action accomplie par l'Echevine de la Culture et la Présidente du Centre culturel.

Mme Nagelmackers remercie M. le Bourgmestre pour ses explications, Mme Ledan pour le travail accompli en faveur de la reconnaissance du CCU par la Fédération Wallonie-Bruxelles, Mme Bodson pour ses efforts de pacification et la défense du pluralisme culturel qui transparaît aujourd'hui dans le programme et Mme l'Echevin Margaux pour sa volonté de respecter scrupuleusement le décret du 21 novembre 2013.

M. Mercenier se demande si les échanges téléphoniques de 2024 entre le Directeur du CCU et M. le Bourgmestre ont fait l'objet d'une confirmation par mail.

M. le Bourgmestre certifie avoir confirmé ses craintes par mail.

M. Mercenier reconnaît que ses questions aient pu paraître inquisitrices mais vu que les informations diffusées dans la presse et sur les réseaux sociaux sont contradictoires, il fallait poser des questions précises pour comprendre ce qui s'est

passé et éviter que cela ne se reproduise à l'avenir.

M. Mercenier ne cache pas une certaine inquiétude car il a l'impression qu'il n'y a pas de réelle volonté de tirer des conclusions politiques de ces événements, eu égard aux réponses divergentes émises par le Collège et la Présidente du CCU.

Quant aux reproches relatifs à la divulgation d'informations qui n'auraient pas dû sortir de l'enceinte du conseil d'administration, l'auteur de la « fuite » est en réalité Guillaume Meurice lui-même qui, dans son interview à la RTBF, a vertement manifesté son mécontentement d'avoir été par deux fois contacté par le directeur du CCU pour être d'abord programmé et ensuite éconduit.

Mme l'Echevin Margaux réplique que les premiers journalistes à s'être manifestés le lendemain de la séance du conseil d'administration ne travaillaient pas pour la RTBF mais pour la Capitale et la Dernière Heure et qu'ils ont appelé la commune suite à un post Facebook émis par un administrateur du CCU appartenant au groupe politique de M. Mercenier.

Le Conseil prend connaissance.

**Interpellatie door de Mouvement des engagés (Mvr Nagelmackers):
deprogrammering van de voorstelling van Guillaume Meurice in het Cultureel
Centrum van Ukkel**

Mevr. Nagelmackers herinnert eraan dat het terugtrekken van de voorstelling "Vers l'infini (mais pas au-delà)" van Guillaume Meurice door het cultureel centrum van Ukkel (CCU) heel wat emoties en reacties had losgemaakt.

Les Engagés betreurt deze beslissing, ook al keurt ze de opmerkingen van Benjamin Netanyahu over France Inter af en is ze het niet eens met zijn vergelijking van Benjamin Netanyahu met het naziregime.

Mevr. Nagelmackers begrijpt ook dat dit aanstootgevend kan zijn geweest.

Officieel werd deze beslissing ingegeven door een "risico op verstoring van de openbare orde".

Tot nu toe heeft echter nog geen enkele andere stad het minste incident meegemaakt bij het organiseren van deze voorstelling.

Deze rechtvaardiging roept daarom legitieme vragen op over zowel de geloofwaardigheid als de werkelijke bedoelingen achter de annulering.

Deze beslissing raakt een gevoelig punt: artistieke vrijheid.

Het roept ook vragen op over het risico van censuur - zelfs onbedoelde censuur - en de onafhankelijkheid van culturele instellingen.

Het CCU wordt nu erkend door de Federatie Wallonië-Brussel. Dit impliceert een zeer duidelijk bestuurskader, gedefinieerd door het decreet van 21 november 2013, dat drie essentiële principes garandeert:

de artistieke autonomie van de directie;

een bestuur dat wordt gedeeld door de overheid en het maatschappelijk middenveld;

respect voor ideologische en filosofische pluraliteit.

Als een door de overheid gefinancierde culturele speler heeft het CCU de verantwoordelijkheid om de diversiteit van meningen in de samenleving en artistieke autonomie te weerspiegelen.

Elke aanval op deze diversiteit brengt de vertrouwensband tussen culturele instellingen en burgers in gevaar.

Les Engagés hoopt dat deze controverse kan dienen als een "startpunt" voor reflectie binnen het CCU over haar interne bestuur en de uitoefening van artistieke vrijheid.

Mevr. Nagelmackers is verheugd over het voornemen van de directeur van het CCU om de voorstelling te verplaatsen naar een later seizoen, wat een rustiger en

constructiever dialoog mogelijk zou kunnen maken.

Erkent het college dat dit besluit een democratisch probleem vormt met betrekking tot het recht op vrije meningsuiting en de onafhankelijkheid van culturele instellingen?

Welke garanties kan het college aan de Ukkelaars geven dat de artistieke onafhankelijkheid van het CCU zal worden gerespecteerd en dat het huidige wettelijke kader zal worden nageleefd?

Zal het college een toekomstige herprogrammering van de voorstelling steunen en een open debat aanmoedigen over de waarden die ten grondslag liggen aan het lokale cultuurbeleid?

Mevr. Nagelmackers roept lokale politici op om een vrije, open, pluralistische cultuur te verdedigen, zelfs wanneer die verstoort of verdeelt, want dan blijft ze in leven.

De h. Mercenier wil graag terugkomen op de gebeurtenissen die hebben geleid tot het deprogrammeren - of niet-programmeren - van de voorstelling "Vers l'infini, mais pas au-delà" van Guillaume Meurice en Eric Lagadec in het CCU en op de publieke verklaringen die volgden op de onthulling van dit feit in de pers.

Op 7 juni 2025 las de h. Mercenier via sociale netwerken een gezamenlijke verklaring van de voorzitter van de raad van bestuur en de directeur van het CCU, die begon met de woorden: "Het CCU is onlangs geconfronteerd met een interne crisis en een verhitte controverse, die haar imago en haar manier van werken door elkaar hebben geschud". De verklaring vermeldt verder de wens om "goed bestuur en de onafhankelijkheid van het werk van het team op het gebied van animatie en programmering te garanderen".

De socialistische fractie is het eens met deze verklaring, zowel in haar beoordeling van de crisis als in haar ambitie om geen politieke inmenging meer te zien in de artistieke programmering van het CCU. Maar om deze hoop geloofwaardig te maken, moeten we weten wat er is gebeurd.

Op 19 maart 2024 stelde een lid van de raad van bestuur van het CCU de kwestie van het plannen van de voorstelling "Vers l'infini" van Meurice en Lagadec in maart 2025 aan de orde.

Guillaume Meurice wordt aangeklaagd voor een opmerking die hij maakte tijdens een programma op 29 oktober 2023 en die leidde tot een klacht wegens "aanzetten tot geweld en antisemitische haat". Aangezien de klacht op 18 april 2024 door het openbaar ministerie zonder het minste voorbehoud werd verworpen, herhaalde Guillaume Meurice de grap op 28 april in de uitzending. Radio France zal hem ontslaan op ernstige gronden, namelijk "herhaaldelijke ontrouw". De zaak is momenteel in behandeling bij de arbeidsrechtbank.

Tijdens de vergadering van de raad van bestuur van het CCU op 19 maart 2024 zal de discussie worden voortgezet.

De volgende dag vond een telefoongesprek plaats tussen de burgemeester en de directeur van het centrum, gevolgd door een brief van de directeur aan de burgemeester van 25 maart, waarin er met name op werd gewezen dat de voorstelling, die geen enkele verstoring van de openbare orde veroorzaakte, geenszins betrekking had op het conflict in het Midden-Oosten. De brief eindigde met een verzoek om het geuite standpunt te herzien en "in te stemmen" met de programmering van de voorstelling van Guillaume Meurice. In een e-mail van 16 april 2024 antwoordde de burgemeester dat hij het standpunt bevestigde dat hij tijdens zijn ontmoeting met de directeur had ingenomen.

Op 22 april 2024 zal de raad van bestuur van het CCU stemmen om de voorstelling uit te stellen. Op basis van dit besluit om de voorstelling uit te stellen, zal het CCU-team de voorstelling opnemen in het programma van het centrum voor 2025-

2026, voor 17 oktober 2025.

Op de bestuursvergadering van 21 mei 2025 hoorden de bestuurders dat de voorstelling was verplaatst en afgelast.

Volgens de publicatie van de burgemeester zelf op de Facebookpagina van de gemeente is deze beslissing genomen door de voorzitter van het bestuur, de schepen van Cultuur en de directeur van het centrum. Tijdens hun ontmoeting verklaarde de schepen naar verluidt dat de burgemeester niet van gedachten was veranderd.

Deze deprogrammering of niet-programmering zal worden onthuld door de RTBF, die er van de belanghebbende kennis van heeft gekregen tijdens de opname op 8 mei van het programma "Les petits papiers", dat op zondag 25 mei werd uitgezonden.

Deze zaak werpt twee essentiële vragen op: die van de programmeringsautonomie van een cultureel centrum dat erkend is door de Federatie Wallonië-Brussel en die van de grenzen die aan de vrijheid van meningsuiting kunnen worden gesteld, met name uit vrees voor verstoring van de openbare orde.

In dit geval waren de twee kwesties met elkaar verweven, aangezien de directie van het CCU duidelijk onder druk werd gezet om haar programmering te wijzigen omwille van de openbare orde. Maar dat hoeft niet want ze horen in totaal verschillende sferen thuis.

Volgens het decreet van 2013 is de programmering van een erkend cultureel centrum de verantwoordelijkheid van het artistieke team en zijn stuurcomité. Het is begrijpelijk dat een discussie over een bepaalde zaak plaatsvindt binnen een raad van bestuur, maar moeilijker tijdens een vergadering in klein comité tussen een voorzitter van de raad, een schepen en haar directeur, zelfs of zelfs meer als het doel van de vergadering is om de directeur de uiteindelijke beslissing te laten bekrachtigen door elke politieke interventie "uit te wissen".

De vrijheid van meningsuiting is natuurlijk niet absoluut. Het kan voor de rechter worden aangevochten wegens aanzetten tot haat, laster enz. Het kan ook beperkt worden door administratieve politiemaatregelen, vooral als er gevreesd wordt voor verstoring van de openbare orde. Deze bevoegdheden vallen onder de verantwoordelijkheid van de burgemeester en hij moet ze gebruiken als hij vreest en kan rechtvaardigen dat de openbare orde door de voorstelling in kwestie wordt verstoord. Deze bevoegdheden worden uitgeoefend door middel van administratieve besluiten, waartegen beroep kan worden aangetekend bij de Raad van State, die hoge eisen stelt aan de rechtvaardiging ervan.

De burgemeester heeft echter geen gebruik gemaakt van deze bevoegdheden en heeft bijgevolg een dergelijke politiemaatregel met een risico op verstoring van de openbare orde niet gemotiveerd volgens de vereiste procedures en beoordelingsinstrumenten.

De burgemeester anticipeerde hierop door "onofficieel" zijn mening te geven, die niet publiekelijk via juridische kanalen kon worden aangevochten, en zo de facto druk uit te oefenen op de persoon die verantwoordelijk was voor de programmering, wat leidde tot de niet-programmering.

Het CCU wordt op sociale netwerken aangevallen, soms op gewelddadige wijze, voor een voorstelling die ver afstaat van de opmerkingen die de komiek twee jaar geleden maakte en waarvoor hij niet werd veroordeeld. Sommige artiesten die gepland stonden om op te treden tijdens de voorstelling hebben aangekondigd dat ze zullen afzeggen.

Het formidabele teamwerk dat ertoe geleid heeft dat het cultureel centrum vanaf 1 januari 2025 erkend is door de Federatie Wallonië-Brussel, is door deze controverse ernstig aangetast.

Ukkel is nu beroemd in Frankrijk als een gemeente waar censuur wordt uitgeoefend.

Heeft de burgemeester geadviseerd om Guillaume Meurice niet in te plannen

in maart 2024? Bevestigt hij dat hij in april 2024 aan de directeur heeft geschreven dat hij niet van gedachten was veranderd? Heeft hij dit standpunt bevestigd aan de schepen van Cultuur in 2025? Is hij van mening dat zijn interventie de noodzakelijke onafhankelijkheid van de programmering van het management en het team van het CCU heeft gerespecteerd?

Heeft de schepen van Cultuur in 2025 een mondelinge of schriftelijke mededeling van de burgemeester ontvangen over de wenselijkheid om de voorstelling van Guillaume Meurice in te plannen? Heeft ze een vergadering gehad met de voorzitter en de directeur van de CCU waarin ze hen vroeg om de voorstelling van Guillaume Meurice niet te programmeren? Heeft ze tijdens de vergadering advies of begeleiding van de burgemeester gevraagd? Is zij van mening dat zij heeft gehandeld binnen het normale kader van haar mandaat als schepen van Cultuur? Heeft zij het gevoel dat zij "voogdij" heeft over de inhoud van het CCU? Is zij van mening dat bij de gebeurtenissen op deze vergadering de noodzakelijke onafhankelijkheid van de directeur en het CCU-team bij de programmering in acht is genomen?

De h. Cools zegt dat het niet doorgaan van de voorstelling van Guillaume Meurice in het CCU hem zowel spijt als verbijstering heeft bezorgd.

Hij betreurt het dat, of we het nu leuk vinden of niet, dit evenement het CCU het imago heeft gegeven van een instelling die censuur uitoefent. En hij geeft toe dat hij verbijsterd is over de reeks omstandigheden die hebben geleid tot dit niet-programmeren.

Iets meer dan een jaar geleden, voor de gemeenteraadsverkiezingen, kwam dit onderwerp ter sprake in een commissie van de gemeenteraad. De raad van bestuur van het CCU heeft met meerderheid van stemmen besloten om de voorstelling van Guillaume Meurice niet te programmeren vanwege de bijzonder vulgaire opmerkingen die hij maakte en die leidden tot een rechtszaak tegen hem wegens antisemitisme. De logica die destijds door de raad van bestuur werd gevolgd, was dan ook begrijpelijk en men begreep dat de beslissing kon worden herzien als er nieuwe elementen naar voren zouden komen. Ondertussen is het gerechtelijk dossier gesloten en is de beschuldiging van antisemitisme niet verder vervolgd. Maar aangezien de raad van bestuur deze kwestie had besproken, zou het logisch zijn geweest als er binnen dit orgaan opnieuw een debat had plaatsgevonden om uiteindelijk te beslissen of deze voorstelling wel of niet zou worden geprogrammeerd. Toen de h. Cools zelf voorzitter was van het CCU, was het het directiecomité, waarin ook de oppositie zat, dat beslissingen nam over de programmering van voorstellingen.

Maar in dit geval lijken noch de raad van bestuur noch het directiecomité te hebben gedebatteerd over de vraag of het al dan niet gepast was om deze voorstelling te organiseren, die blijkbaar weinig te maken heeft met de controverse omdat het thema "Vers l'infini" gewijd is aan een astronaut.

De h. Cools betreurt het dat dit debat niet echt heeft plaatsgevonden. Volgens artikels in de pers en commentaren van de kabinetschef van de burgemeester op sociale netwerken, was er maar één telefoontje nodig naar de voorzitter van het CCU om te beslissen om de voorstelling af te gelasten, om veiligheidsredenen die in het bijzonder gerechtvaardigd werden door de aanwezigheid van de Israëlische ambassade in Ukkel.

Als veiligheidsproblemen echter leiden tot het verbieden van voorstelling, zijn er procedures die gevolgd moeten worden, met de mogelijkheid om in beroep te gaan bij de Raad van State.

Het debat kan niet worden uitgesloten op grond van een veiligheidsrisico, dat ook discutabel is, omdat de h. Cools van mening is dat de voorstelling had kunnen doorgaan zonder het minste incident en zonder dat iemand er iets over te zeggen had.

De verklaring van de raad van bestuur na de controverse is echter evenwichtig en verstandig. De h. Cools nodigde het CCU uit om deze aanpak te volgen en vroeg

de burgemeester om in de toekomst interventies zoals die waarbij hij duidelijk betrokken was, te vermijden.

Mevr. Ledan herinnert zich met ontroering haar gehechtheid aan het CCU en haar immense dankbaarheid aan de directie en het team voor het enorme werk dat heeft geleid tot de erkenning van het CCU door de Federatie Wallonië-Brussel.

De controverse rond het afgeblazen uitstel van de voorstelling "Vers l'infini" van Guillaume Meurice voor het seizoen 2025-2026, buiten de organen van het CCU om, is zeer schadelijk geweest voor deze instelling en voor de gemeente, die in opspraak is gekomen onder de beschuldiging de vrijheid van meningsuiting te hebben belemmerd. Kunstenaars en gebruikers van de site hebben gezegd dat ze niet meer willen terugkeren. De voorstelling van Guillaume Meurice wordt opgevoerd op een andere culturele locatie in het Brusselse gewest. Wat triest voor iedereen die zo hard heeft gewerkt om het CCU te maken tot wat het nu is!

In 2024, na stormachtige debatten binnen de raad van bestuur, werd de beslissing om de programmering van deze voorstelling uit te stellen genomen door een stemming, in het holst van de nacht en met de hoop dat het niet problematisch zou zijn. Het mocht niet zo zijn en de controverse laat de bittere smaak achter van een enorme puinhoop ten koste van het cultureel centrum. Het leidde ook tot geweld op sociale netwerken, waarvan de voorzitter van het CCU het belangrijkste slachtoffer was.

Deze pijnlijke opeenvolging, die de leiding en het team van het CCU zwaar op de proef heeft gesteld, zou alle betrokkenen ertoe moeten aanzetten om naar de toekomst van het CCU te kijken door tegemoet te komen aan de verwachtingen van het publiek en vele Ukkelaars met betrekking tot de verdediging van de vrijheid van meningsuiting, de onafhankelijkheid van de programmering door de directie van een cultureel trefpunt en de naleving van het decreet van 2013 met betrekking tot culturele centra, dat van toepassing is op het CCU sinds haar erkenning door de Federatie Wallonië-Brussel.

De directeur en de voorzitter van het CCU zijn erin geslaagd tot een akkoord te komen door een stap naar elkaar toe te zetten in een gezamenlijke verklaring, waarbij het beheerscomité, waarvan mevr. Ledan lid is, betrokken was.

Ze wil graag geloven dat de weg voorwaarts duidelijk is aangegeven: deze is gebaseerd op de vrijheid van meningsuiting van artiesten, zelfs als ze dat niet leuk vinden, binnen het door de wet voorgeschreven kader, d.w.z. het weigeren van het aanzetten tot haat of geweld.

Tijdens de vergadering van afgelopen dinsdag heeft de raad van bestuur toegezegd de volledige programmeringsvrijheid van het team van het CCU te behouden, met de naleving van het decreet als kompas.

Mevr. Bodson erkent de omvang van de crisis die het CCU, waarvan zij voorzitter is, net heeft doorgemaakt.

Met betrekking tot de afwezigheid van Guillaume Meurice in het programma van het nieuwe seizoen, is mevr. Bodson er stellig van overtuigd dat er geen sprake is geweest van een verbod, censuur, inmenging of bestuursproblemen. Noch de burgemeester, noch de schepen, noch de voorzitter hebben de bevoegdheid om de directeur te dwingen programmeringsbesluiten te nemen en ze hebben ook niet de wil om dat te doen.

Ze erkent echter dat er interne discussies waren in een kleiner comité en wijst erop dat er in die tijd nog geen raad van bestuur was. De fase van verandering waarin we ons bevonden gaf aanleiding tot verschillende interpretaties en misverstanden, waarvoor mevr. Bodson haar oprechte excuses aanbiedt.

De directeur vroeg echter om dit punt op de agenda te zetten voor de volgende vergadering van de raad van bestuur, het orgaan dat natuurlijk het recht heeft om een

kader voor de discussies te bieden.

Onmiddellijk daarna was er een uitbarsting in de pers die ontaardde in een mediagekte, die frustraties opriep en een rampzalige polarisatie veroorzaakte in een debat dat binnen de grenzen van de raad van bestuur had moeten blijven.

Wat de bron van de lekken ook was, mevr. Bodson ervoer deze reeks als een demonstratie van politiek cynisme, omdat het nogal eigenaardig is om zichzelf op te werpen als het toonbeeld van vrijheid van meningsuiting terwijl iedereen hier weet dat dit een waarde is die door iedereen wordt verdedigd en die iedereen gemeen heeft.

Maar dat zal mevr. Bodson er niet van weerhouden om haar werk voort te zetten bij het CCU, de parel aan de kroon van de gemeenschap die de Ukkelaars samenbrengt en waarvan de programmering getuigt van pluralisme en ruimdenkendheid.

Schepen Margaux bevestigt dat er nooit sprake is geweest van deprogrammering, censuur of annulering van de voorstelling van Guillaume Meurice in het CCU.

Alle fracties hebben zitting in de raad van bestuur en nu ook in het beheerscomité. Hun vertegenwoordigers, die schepen Margaux bedankt voor het constructieve karakter van hun interventies, hebben deze controverse van dag tot dag kunnen volgen en konden de opmerkingen van de voorzitter van het CCU bevestigen. De vergadering van de raad van bestuur van afgelopen dinsdag heeft alle resterende misverstanden uit de weg geruimd; alle aanwezige leden betreurden unaniem de politieke recuperatie waartoe deze gebeurtenissen aanleiding hebben gegeven.

Schepen Margaux heeft geen enkele mondelinge of schriftelijke mededeling van de burgemeester ontvangen voorafgaand aan haar informele ontmoeting met de h. Bourbouze en mevr. Bodson, respectievelijk directeur en voorzitter van het CCU, die plaatsvond in maart na de vergadering van de raad van bestuur van 11 maart.

Tijdens deze vergadering van de raad van bestuur op 11 maart presenteerde de directeur een document dat bekend staat als een "voorprogrammering", waarin hij een tiental geplande voorstellingen beschreef, en waarin geen enkele melding werd gemaakt van een voorstelling van Guillaume Meurice.

Na de vergadering van de raad van bestuur, waarop de nieuwe leden van de vzw - waaronder mevr. Bodson - werden verkozen, stelde de directeur voor dat mevr. Bodson de week daarop een informele vergadering zou bijwonen, waarvoor ook schepen Margaux was uitgenodigd, om haar project nader toe te lichten.

Schepen Margaux wijst erop dat we ons op dat moment op een keerpunt bevonden, in die zin dat de brief van de Federatie Wallonië-Brussel waarin de officiële erkenning van het CCU werd aangekondigd, gedateerd 17 maart, op 19 maart aankwam.

Tijdens de informele bijeenkomst in het kantoor van de directeur overhandigde de directeur Margaux een vel papier waarop ze tot haar verbazing de naam van Guillaume Meurice zag staan, omdat die niet was genoemd tijdens de bijeenkomst van de raad van bestuur.

Na in gezelschap van de h. Bourbouze te hebben herinnerd aan eerdere besprekingen met mevr. Bodson, die in 2024 niet aanwezig was, was schepen Margaux van mening, als een goed juriste, dat de kwestie opnieuw moest worden besproken door de raad van bestuur, vooral omdat in een ontwerp van de eerder opgestelde notulen stond dat de vergadering zou worden verschoven naar volgend jaar, met de woorden "volgend jaar" doorgestreept, zodat een andere oplossing kon worden overwogen als de juridische procedure zou zijn afgerond.

De directeur weigerde deze kwestie echter op de volgende vergadering van de raad van bestuur te bespreken en gaf er de voorkeur aan dit intern af te handelen vanwege zijn slechte ervaring op dit gebied in de raad van bestuur. De voorzitter, die

op dat moment net aan het begin van haar ambtstermijn stond, sprak de wens uit om in een geest van goede wil tot een oplossing te komen en de vergadering eindigde zonder dat er een besluit was genomen en natuurlijk zonder dat de burgemeester de directeur specifieke instructies had gegeven.

Vervolgens kreeg schepen Margaux alleen te horen dat de directeur had besloten om Guillaume Meurice niet in zijn programma op te nemen. Schepen Margaux had geen verder contact met de directeur tussen die vergadering en de vergadering van de raad van bestuur op 21 mei. Ze is ervan overtuigd dat de voorzitter nooit de minste druk heeft uitgeoefend op de directeur of iemand anders. Zowel de voorzitter als de directeur waren erop gebrand een langdurige samenwerking aan te gaan op basis van vertrouwen, en geen controverse van welke aard dan ook te creëren. Schepen Margaux vond dat de directeur, in een poging om deze relatie te behouden, een conflictsituatie met zijn voorzitter en de nieuwe raad van bestuur had willen vermijden.

Op 1 april werd een nieuwe vergadering van de raad van bestuur gehouden, waarbij de directeur was uitgenodigd om zijn programma te presenteren. Hij antwoordde dat het programma nog niet was afgerond. Tijdens deze vergadering zou het misschien gepast zijn geweest om te onthullen dat er een punt van zorg was, gezien het feit dat de rol van organen van het CCU, zoals het directiecomité en de raad van bestuur, er juist in bestaat de directeur bij te staan in zijn missie en met hem samen te werken om de juiste oplossingen te vinden.

Uiteindelijk kwam de directeur pas tijdens de vergadering van de raad van bestuur op 21 mei, toen de programmabrochure klaar was, terug op dit onderwerp, met de gevolgen die we allemaal kennen.

Schepen Margaux heeft geen advies of begeleiding ontvangen van de burgemeester. Haar houding was gebaseerd op wat haar leek te zijn uitgevoerd in 2024, toen ze in de raad van bestuur zat, maar in de gelederen van de oppositie, dus zonder een bijzondere band met de burgemeester of het toenmalige college. Ze stelde eenvoudigweg voor om hetzelfde proces te reactiveren, wat volgens haar democratisch was, maar waar de directeur geen voorstander van was. Aangezien schepen Margaux de eigenlijke programmering heeft ontdekt in de omstandigheden die zij beschrijft, kan zij dus niets van een derde hebben doorgegeven.

Schepen Margaux is er zeker van dat ze binnen de reikwijdte van haar schepenmandaat is gebleven en dat ze geen toezicht heeft uitgeoefend over de inhoud van de programmering van het CCU, wat haar er niet van weerhoudt om graag met de directeur te debatteren wanneer ze een voorstelling goed of slecht vond.

De programmeringsonafhankelijkheid van de directeur en het team van het CCU werd volledig gerespecteerd, aangezien alleen de directeur de beslissing nam. Deze directeur is geen beginner: hij is al bijna 6 jaar in functie, hij heeft het hele proces van erkenning door de Federatie Wallonië-Brussel doorlopen, hij kent zijn rechten en plichten heel goed, en hij weet heel goed dat als hij Guillaume Meurice op het programma wilde zetten, dat geen probleem was.

En de culturele instellingen van Ukkel zijn niet bang om moeilijke onderwerpen aan te pakken. Schepen Margaux wijst er bijvoorbeeld op dat bibliotheek Le Phare de vertoning heeft gepland van de film "Another Line", over het conflict in het Midden-Oosten, en dat de geografische nabijheid van de Israëlische ambassade in dit opzicht nooit een belemmering is geweest. Het evenement gaf aanleiding tot een aantal constructieve en interessante discussies. Schepen Margaux is in ieder geval absoluut geen voorstander van een beleid van boycot en censuur.

Aangezien de directeur heeft aangekondigd dat hij het CCU in oktober zal verlaten, wordt een proces opgestart met het oog op de oprichting van een nieuwe directie, onder auspiciën van de Federatie Wallonië-Brussel, waarvan de inspecteur al een bezoek heeft gebracht aan de raad van bestuur om de procedure toe te lichten.

Een toekomstige uitvoering van de voorstelling van Guillaume Meurice is niet

langer actueel, aangezien hij zal optreden in het Koninklijk Circus en de programmering van de CCUI voor 2025 en 2026 is afgerond. De columnist die verbonden zijn aan Guillaume Meurice, Pierre-Emmanuel Barré en Aymeric Lompret, krijgen echter de kans om op te treden in het CCU.

Schepen Margaux wil de voorzitter van de CCU feliciteren met haar voorbeeldige moed tegenover de berichten van haat en geweld die ze heeft moeten verduren.

De burgemeester wil duidelijk maken dat het aanstaande ontslag van de directeur van het CCU het gevolg is van een familieproject en niets te maken heeft met recente gebeurtenissen.

De burgemeester heeft in 6 jaar tijd vier keer telefonisch contact gehad met de directeur van het CCU.

Het eerste telefoongesprek vond plaats tegen de achtergrond van de covidcrisis. De federale regering had de beslissing genomen om culturele ontmoetingsplaatsen te sluiten, hoewel deze maatregel volgens de wetenschappelijke gemeenschap volledig ongerechtvaardigd was. De burgemeester belde vervolgens de directeur van het CCU om hem te vertellen dat hij, gezien de goedkeuring van de wetenschappelijke experts, vond dat het CCU open kon blijven. De beslissing van de federale overheid werd vervolgens herroepen.

In maart 2024 nam de burgemeester voor de tweede keer contact op met de directeur om hem te vertellen dat het bezoek van Guillaume Meurice een slecht idee leek. En de burgemeester houdt vol dat als hij het allemaal over zou moeten doen, hij dat zou doen.

Op 15 april 2024 stuurde de directeur van het CCU hem het volgende antwoord:

"Ik begrijp de redenen die u hebt gegeven, de angst dat de gespannen situatie als gevolg van de internationale context reacties zou kunnen uitlokken die gericht zouden zijn tegen de CCU en u zouden dwingen om veiligheidsmaatregelen te nemen, wat onwenselijk zou zijn voor het CCU, het publiek en de gemeente; de verantwoordelijkheid van de programmering houdt in dat rekening wordt gehouden met deze elementen die buiten haar liggen".

De burgemeester wees erop dat de directeur het had over het uiten van angsten en geenszins over verbieden of censuur. Maar andere mensen probeerden de lont aan te steken door te huilen over vermeende censuur en door te gaan over 'vrijheid van meningsuiting', waar de burgemeester zogenaamd minder aan hecht.

Het derde telefoontje kwam minder dan twee maanden geleden, toen de burgemeester een oproep opmerkte op de Facebookpagina en website van het CCU om te demonstreren tegen de maatregelen van de Arizona-regering die de culturele sector treffen. Aangezien de advertentie in kwestie van politieke aard was en niet thuishoorde in dergelijke media, belde de burgemeester de directeur om informatie over de zaak te verkrijgen. Hij vertelde haar dat hij niets te maken had met het bericht, dat sindsdien was verwijderd. Er werd een bijeenkomst gehouden in het kantoor van de burgemeester, waarbij de directeur, de voorzitter, de schepen van toezicht en de verantwoordelijke voor het bericht aanwezig waren. Aan het einde van de vergadering, die in een kalme sfeer plaatsvond, was men het erover eens dat deze platformen niet geschikt waren voor communicatie tegen de federale overheid en dat dit soort incidenten zich niet mocht herhalen.

De burgemeester wil duidelijk maken dat hij zal bellen wanneer hij dat nodig acht en dat hij niet van plan is om daarvoor toestemming te vragen of om inspraakworkshops te organiseren om te bepalen of hij het recht heeft om te bellen.

Deze zaak heeft het imago van de stad en haar culturele centrum aangetast. In plaats van gewoon de burgemeester te bellen om accurate informatie te krijgen, verschuilen sommige mensen zich liever laf achter hun beeldscherm om een lont aan

te steken zonder zich zorgen te maken over de gevolgen die daaruit kunnen voortvloeien, en dergelijk gedrag van overheidsfunctionarissen is niet verantwoord. Dit is ongetwijfeld een van de schadelijke effecten van de sociale netwerken die ons tijdperk kenmerken.

De burgemeester wil zijn waardering uitspreken voor het werk van de schepen van Cultuur en de voorzitter van het CCU.

Mevr. Nagelmackers bedankt de burgemeester voor zijn uitleg, mevr. Ledan voor haar inspanningen om het CCU erkend te krijgen door de Federatie Wallonië-Brussel, mevr. Bodson voor haar inspanningen om vrede te brengen en het cultureel pluralisme te verdedigen dat nu in het programma tot uiting komt, en mevr. Margaux voor haar bereidheid om het decreet van 21 november 2013 nauwgezet na te leven.

De h. Mercenier vraagt zich af of de telefoongesprekken in 2024 tussen de directeur van het CCU en de burgemeester per e-mail zijn bevestigd.

De burgemeester verklaart dat hij zijn vrees per e-mail heeft bevestigd.

De h. Mercenier erkent dat zijn vragen misschien onderzoekend overkwamen, maar gezien de tegenstrijdige aard van de informatie die in de pers en op sociale netwerken werd gepubliceerd, was het nodig om precieze vragen te stellen om te begrijpen wat er was gebeurd en om te voorkomen dat dit in de toekomst opnieuw zou gebeuren.

De h. Mercenier steekt een zekere bezorgdheid niet onder stoelen of banken want hij heeft de indruk dat men niet echt politieke conclusies wil trekken uit deze gebeurtenissen, gezien de uiteenlopende reacties van het college en de voorzitter van de CCU.

Wat betreft de verwijten met betrekking tot de openbaarmaking van informatie die de grenzen van de raad van bestuur niet had mogen verlaten, is de auteur van het "lek" in feite Guillaume Meurice zelf die, in zijn interview met de RTBF, fel zijn ongenoegen uitte over het feit dat hij twee keer was benaderd door de directeur van het CCU, om vervolgens eerst te worden ingepland en vervolgens te worden afgewezen.

Schepen Margaux antwoordde dat de eerste journalisten die de dag na de bestuursvergadering verschenen niet voor de RTBF werkten, maar voor La Capitale en La Dernière Heure, en dat ze de gemeente hadden gebeld naar aanleiding van een Facebookbericht van een CCU-bestuurder die tot de fractie van de h. Mercenier behoorde.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Mouvement des engagés (Mme Nagelmackers) - Déprogrammation du spectacle de Guillaume Meurice au Centre culturel d'Uccle.docx

26.06.2025/A/0061 **Interpellation de M. Mercenier : non programmation du spectacle de Guillaume Meurice et Eric Lagadec au Centre Culturel d'Uccle.**

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Mercenier : niet-programmering van de voorstelling van

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen

Interpellation_CCU_MEURICE_Déposée.docx,

NoteExplicativeInterpellation_CCU_Meurice.docx

Jérôme Toussaint quitte la séance / verlaat de zitting.

26.06.2025/A/0062

Question orale de M. Cools : Adoption à Uccle de la tarification réduite d'Ixelles sur le stationnement.

M. Cools signale qu'à la demande du Collège d'Ixelles, Parking Brussels, l'Agence régionale de stationnement, vient d'accepter, moyennant certaines limitations sur le nombre de journées ou de demi-journées, que l'on ne doive plus payer que 2,50 € pour 4 heures et demie de stationnement ou 5,50 € pour une journée.

Le tarif appliqué à Uccle est de 5,50 € pour deux heures de stationnement et de 5,40 € pour deux heures supplémentaires en zone verte. Il est de 5,50 € pour deux heures de stationnement en zone orange (durée maximale autorisée pour le stationnement dans cette zone). À Uccle, c'est la commune qui gère elle-même le stationnement réglementé.

Dès lors, le Collège est-il disposé à proposer au Conseil communal l'adoption d'une tarification réduite semblable à celle en vigueur à Ixelles ? Ce serait extrêmement positif, notamment pour les commerces, restaurants, etc.

Mme la Première Echevine précise qu'il ne s'agit pas d'un changement de tarif mais de la possibilité d'acquiescer des cartes « visiteurs » (en l'occurrence d'une valeur de 100 x 4 heures et demie), ce qui requiert donc une démarche proactive de la part des personnes désireuses de se rendre à Ixelles. Toutefois, ce dispositif ne change rien au tarif effectivement en vigueur à l'horodateur.

Le stationnement dans un quartier commerçant ou résidentiel ixellois (à l'exception des zones rouges) revient donc à 8,20 € pour une durée de 4 heures, mais si l'on a prévu à l'avance de se rendre à Ixelles, les cartes visiteurs, qui nécessitent cependant une initiative de la part des personnes intéressées, constituent en effet une option de nature à rendre le parking plus attractif.

Il faut souligner qu'Uccle et Ixelles ne sont pas dans la même situation par rapport à la problématique du stationnement. Actuellement, les zones sont réglementées jusqu'à 21h00 à Ixelles alors qu'elles ne le sont que jusqu'à 18h00 à Uccle.

Mme la première Echevine reconnaît que le dispositif ixellois peut présenter un certain intérêt pour le secteur horeca et à ce titre, il fait partie des suggestions qui feront l'objet d'une analyse de la part du service Parking.

M. Cools avait bien compris qu'il s'agissait de cartes visiteurs.

Le système offre déjà cette option, et l'acquisition de cartes pour une journée s'avère quand même assez coûteux.

L'intérêt de la mise en place d'un dispositif de ce type ne se limite pas aux commerces, vu que les visites chez un particulier dans une zone verte peuvent aussi s'avérer contraignantes.

Mme la Première Echevine répond que de façon générale, Uccle offre les mêmes possibilités qu'Ixelles.

La seule spécificité ixelloise réside dans le fait qu'il est possible d'acquérir des cartes visiteurs lorsqu'on n'a pas de lien avec Ixelles.

M. Cools retient de l'intervention de Mme la Première Echevine que les services communaux vont analyser la situation.

Il souhaiterait savoir quand les résultats de cette analyse pourront être portés à la connaissance du Conseil communal.

Mme la Première Echevine répond qu'il faudra sans doute une année pour mener ce processus à son terme.

Il faut en effet être conscient du fait que le contrôle et la réglementation du stationnement reposent sur des plateformes informatiques nécessitant toute une organisation.

On peut dès lors considérer qu'il est possible de faire évoluer le modèle une fois par législature. Des changements plus réguliers risqueraient d'engendrer un coût et une charge administrative déraisonnables par rapport aux bénéfices escomptés.

M. Cools comprend que cette démarche requiert un certain temps. Il invite néanmoins Mme la Première Echevine à accélérer le mouvement en prenant comme horizon la fin de cette année, car si l'on prend toute une année juste pour définir les options, leur concrétisation sera reportée beaucoup plus tard.

Mme la Première Echevine se permet de rappeler à M. Cools que ce dernier a lui-même invité la majorité à définir des priorités.

Il faut donc prioriser, ou alors engager encore davantage de personnel pour effectuer ce type de suivi.

Mme la Première Echevine a toutefois pris bonne note des attentes de M. Cools en ce domaine.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools: Lagere parkeertarieven in Elsene aangenomen in Ukkel.

De h. Cools deelt mee dat Parking Brussels, het gewestelijk parkeeragentschap, op verzoek van het college van Elsene onlangs heeft ingestemd met een beperking van het aantal dagen of halve dagen, zodat mensen slechts € 2,50 hoeven te betalen voor 4,5 uur parkeren of € 5,50 voor een hele dag.

Het tarief in Ukkel is € 5,50 voor twee uur parkeren en € 5,40 voor twee uur extra parkeren in de groene zone. Het tarief is € 5,50 voor twee uur parkeren in de oranje zone (max. toegestane parkeertijd in deze zone). In Ukkel beheert de gemeente zelf het gereguleerd parkeren.

Is het college bereid om de gemeenteraad voor te stellen een verlaagd tarief in te voeren zoals dat in Elsene geldt? Dit zou zeer positief zijn, vooral voor winkels, restaurants ...

De eerste schepen legt uit dat het niet om een tariefwijziging ging maar om de mogelijkheid om "bezoekerskaarten" te krijgen (in dit geval ter waarde van 100 x 4 en een half uur), wat dus een proactieve aanpak vereiste van de mensen die Elsene willen bezoeken. Dit systeem verandert echter niets aan het tarief dat daadwerkelijk in rekening wordt gebracht bij de parkeerautomaat.

Parkeren in een commerciële of residentiële zone van Elsene (met

uitzondering van de rode zones) kost dus € 8,20 voor 4 uur, maar als je van plan bent om van tevoren naar Elsene te gaan, zijn bezoekerskaarten - waarvoor wel een initiatief van de geïnteresseerde nodig is - een optie die parkeren aantrekkelijker kan maken.

Er moet worden opgemerkt dat Ukkel en Elsene niet in dezelfde situatie verkeren wat parkeren betreft. Momenteel zijn de zones in Elsene tot 21 uur gereguleerd, terwijl dat in Ukkel slechts tot 18 uur het geval is.

De eerste schepen erkent dat de regeling in Brussel interessant kan zijn voor de horecasector en als zodanig is het een van de suggesties die door de dienst Parking zal worden onderzocht.

De h. Cools had duidelijk begrepen dat het om bezoekerskaarten ging.

Het systeem biedt deze optie al en het is nog steeds vrij duur om kaarten voor één dag te kopen.

De voordelen van het opzetten van een dergelijk systeem zijn niet beperkt tot winkels, want ook het bezoeken van privéwoningen in een groene zone kan beperkend zijn.

De eerste schepen antwoordt dat Ukkel over het algemeen dezelfde mogelijkheden biedt als Elsene.

Het enige specifieke aan Elsene is dat het mogelijk is om bezoekerskaarten te krijgen als je geen band hebt met Elsene.

De h. Cools begrijpt uit de tussenkomst van de eerste schepen dat de gemeentediensten de situatie zullen analyseren.

Hij wil graag weten wanneer de resultaten van deze analyse beschikbaar kunnen worden gesteld aan de gemeenteraad.

De eerste schepen antwoordde dat het waarschijnlijk een jaar zou duren om het proces af te ronden.

We moeten ons bewust zijn van het feit dat parkeercontroles en -regelgeving gebaseerd zijn op IT-platforms die een hele organisatie vereisen.

We kunnen er daarom van uitgaan dat het mogelijk is om het model één keer per zittingsperiode te veranderen. Regelmatiger wijzigingen kunnen leiden tot onredelijke kosten en administratieve lasten in verhouding tot de verwachte voordelen.

De h. Cools begrijpt dat dit proces enige tijd in beslag zal nemen. Hij roept de eerste schepen echter op om de zaken te versnellen door het einde van dit jaar als streefdatum te nemen, want als we een heel jaar nodig hebben om alleen de opties te definiëren, zal de uitvoering ervan tot veel later worden uitgesteld.

De eerste schepen wil de h. Cools eraan herinneren dat hij zelf de meerderheid heeft uitgenodigd om prioriteiten te stellen.

We moeten daarom prioriteiten stellen of nog meer personeel aannemen om dit soort controles uit te voeren.

De eerste schepen nam echter goede nota van de verwachtingen van de h. Cools op dit gebied.

De Raad neemt kennis.

Question orale de M.Cools : pollution au PFAS détectée dans le quartier du Merlo.

M. Cools remarque qu'une pollution du sol et des eaux souterraines a été constatée dans le cadre d'une procédure de renouvellement du permis d'environnement de la société SICLI. Il revenait à l'entreprise d'évaluer l'ampleur du problème et de procéder à l'assainissement selon le principe du « pollueur-payeur ». Le fabricant d'extincteurs est entre-temps tombé en faillite.

Dès lors, la commune d'Uccle et Bruxelles-Environnement ont décidé de mettre en œuvre un plan d'action, avec comme premier objectif d'identifier l'étendue de la pollution afin de prendre les mesures de protection nécessaires.

Un périmètre de sécurité a été établi, délimité par la chaussée de Neerstalle, la rue du Merlo et la rue Baron Guillaume Van Hamme. Il est recommandé aux habitants sis à l'intérieur de ce périmètre de ne pas utiliser l'eau de puits ni de consommer les fruits et légumes issus des jardins, les œufs de poule ou les petits animaux d'élevage. Il s'agit de mesures classiques dans ce type de situation. L'analyse du captage d'eau d'Uccle Sport qui a été réalisée n'a pas révélé de pollution pour ce site.

D'autres analyses ont-elles été programmées dans ce quartier ? Dans le cas où de telles analyses auraient déjà été réalisées, quelles sont leurs conclusions ?

Mme Kabachi rappelle que, suite à la découverte récente d'une pollution aux PFAS sur le site de l'ancienne entreprise SICLI, Bruxelles-Environnement, en accord avec la commune, a mis en place un périmètre de précaution dans lequel il est formellement déconseillé de consommer les fruits et légumes de potagers privés et d'utiliser l'eau de puits. Une réunion publique est prévue le 2 juillet pour informer les riverains et répondre à leurs questions.

Vu que les habitants du quartier sont inquiets, Mme Kabachi souhaiterait obtenir des informations sur le calendrier et la méthodologie des prochaines campagnes d'analyse hors du site SICLI, notamment dans les jardins privés, les écoles et les zones potagères identifiées.

Mme Duvieusart a appris qu'une importante pollution aux PFAS a été détectée sur le site de SICLI. Bruxelles-Environnement a pris ce dossier en charge en étroite collaboration avec la commune en raison de la faillite de l'entreprise et du refus des curateurs d'effectuer les études détaillées sur l'état des sols et de la nappe phréatique.

La pollution relève de la responsabilité de l'entreprise. Le groupe Ecolo soutient l'application du principe du « pollueur-payeur » afin de faire supporter les frais dus aux dégradations environnementales par ceux qui les ont causées.

Selon le parti Ecolo, il faut couper les polluants à la source, en interdisant la production et l'utilisation des polluants particulièrement dangereux pour la santé et l'environnement tels que les PFAS.

Cependant, ces polluants éternels sont là et, dans le cas de la faillite de SICLI et de la pollution du site de la chaussée de Neerstalle, ils requièrent une réaction de la part des pouvoirs publics.

Une séance d'information publique est organisée le 2 juillet et plusieurs communications (toutes-boîtes, site internet, communiqué de presse) ont été réalisées.

Quelles actions complémentaires sont prévues afin d'objectiver l'état de la pollution et protéger la santé des habitants ?

Mme l'Echevine De Brouwer confirme qu'une pollution aux PFAS a été découverte fin 2013 à l'occasion d'une reconnaissance de l'état du sol effectuée dans

le cadre d'une demande de renouvellement du permis d'environnement.

Les études entreprises alors par l'entreprise SICLI, qui ont été poursuivies jusqu'à sa faillite en 2024, visaient à mesurer l'ampleur de la pollution sur sa parcelle ainsi qu'à détecter une éventuelle extension de cette pollution en dehors du terrain. Mais l'administration communale ne dispose pas de données à cet égard, vu que les deux curateurs refusent de poursuivre ces études.

La commune a été informée de cette situation au début du mois de juin. M. le Bourgmestre et Mme l'Echevine De Brouwer ont rencontré les responsables de Bruxelles-Environnement afin de mettre au point un plan d'action. Celui-ci prévoyait l'établissement d'un périmètre et l'organisation d'une réunion publique programmée pour le 2 juillet, afin d'informer les habitants sur les mesures à prendre pour préserver leur santé ainsi que sur les prélèvements susceptibles d'être effectués dans leur jardin.

Le périmètre établi autour de SICLI, d'une circonférence de 100 m, a été adapté en fonction des mouvements de la nappe phréatique, qui coule vers l'aval, donc vers la rue de Stalle.

Le coût des analyses qui seraient effectuées par Bruxelles-Environnement sur les terrains de particuliers ne devra évidemment pas être assumé par ces derniers.

Mme l'Echevine De Brouwer précise que le problème évoqué ici ne concerne pas de l'eau potable car il n'y a pas d'eau prélevée sur ce site en vue d'une redistribution. Il s'agit d'une pollution du sol et de la nappe phréatique qui affleure à 70 cm sous le sol.

Aucune pollution aux PFAS n'a été détectée dans l'eau utilisée par Uccle Sport pour arroser ses terrains mais il s'agit en l'occurrence d'une eau captée à 30 cm sous le sol, qui ne relève pas de la même nappe.

Parmi les sites pris en considération pour les analyses, il faut citer le jardin de La Pergola, le petit espace entretenu par la commune au coin de la rue Baron Guillaume Van Hamme et de la chaussée de Neerstalle, et une fosse de plantation située dans la rue Baron Van Hamme, puisque des arbres y ont été plantés à l'occasion d'un récent réaménagement.

Bruxelles-Environnement a établi un contact avec les deux écoles riveraines du site. Le Collège est évidemment disponible pour d'éventuelles rencontres si telle est la volonté des écoles concernées ou de Bruxelles-Environnement.

L'une des deux écoles n'est déjà plus autorisée à utiliser l'eau d'un puits ou à consommer les produits de son jardin en raison d'une pollution non aux PFAS mais aux hydrocarbures.

L'école du Merlo n'est pas reprise dans le périmètre car la probabilité qu'elle soit atteinte par la pollution de SICLI est vraiment très faible.

La terre des potagers, adaptée à une culture maraîchère de qualité conformément aux dispositions du cahier des charges, est dotée d'un dispositif de géotextiles étanches qui la séparent de la terre du sol et donc la protègent des pollutions qui pourraient affecter cette dernière.

Vu qu'il faut environ deux mois pour obtenir le résultat des analyses en laboratoire, Mme l'Echevine De Brouwer envisage d'organiser une seconde réunion publique après les vacances d'été.

M. Cools estime que l'attitude des curateurs n'est pas logique car leur responsabilité est engagée. Bruxelles-Environnement devra sans doute se tourner vers la curatelle de la faillite pour obtenir un remboursement.

M. Cools s'inquiète du temps de réaction, vu que c'est à la fin 2023 que la pollution a été détectée et que c'est seulement depuis quelques semaines qu'on parle de cette pollution et que des mesures de protection - tout à fait justifiées - sont prises.

M. Cools estime que, sans que l'on ne cède à la panique, le problème doit être pris au sérieux, car une nappe phréatique située à 70 cm du sol est proche des racines.

Mme Kabachi partage les inquiétudes de M. Cools.

Par ailleurs, la circonférence de 100 m définie pour le périmètre, lui semble arbitraire et aléatoire. Il convient donc de répondre aux questions légitimes que se posent les citoyens qui résident juste en dehors de ce périmètre.

Mme l'Echevine De Brouwer estime aussi que le temps de réaction en cas de risque de pollution devrait être plus bref. Mais le cadre légal prévoit des analyses dont la réalisation peut s'étendre sur une année voire davantage.

Et dans ce cas-ci, la faillite de SICLI a interrompu le processus en cours.

Il va de soi qu'il faut mettre tout en œuvre pour rassurer les habitants.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools: PFAS-verontreiniging ontdekt in de wijk Merlo.

De h. Cools merkt op dat bodem- en grondwatervervuiling zijn geïdentificeerd als onderdeel van een procedure om de milieuvergunning van SICLI te verlengen. Het was aan het bedrijf om de omvang van het probleem vast te stellen en het op te ruimen volgens het principe "de vervuiler betaalt". De fabrikant van brandblussers is sindsdien failliet gegaan.

Daarom besloten de gemeente Ukkel en Leefmilieu Brussel een actieplan op te stellen met als hoofddoel de omvang van de vervuiling vast te stellen en de nodige beschermingsmaatregelen te treffen.

Er is een veiligheidsperimeter ingesteld, begrensd door de Neerstallesteenweg, de Merlostraat en de Baron Guillaume Van Hammestraat. Bewoners die binnen deze perimeter wonen, wordt geadviseerd om geen putwater te gebruiken of fruit en groenten uit hun tuin, kippeneieren of kleine boerderijdieren te eten. Dit zijn standaardmaatregelen in dit soort situaties. Analyse van het stroomgebied van Uccle Sport heeft geen verontreiniging op deze locatie aan het licht gebracht.

Zijn er andere analyses gepland voor dit gebied? Als dergelijke analyses al zijn uitgevoerd, wat zijn dan hun conclusies?

Mevr. Kabachi herinnert eraan dat, na de recente ontdekking van PFAS-vervuiling op het terrein van het voormalige SICLI-bedrijf, Leefmilieu Brussel, in overleg met de gemeente, een voorzorgsperimeter had ingesteld waarbinnen formeel werd geadviseerd om geen groenten en fruit uit privétuinen te eten of putwater te gebruiken. Op 2 juli is een openbare bijeenkomst gepland om omwonenden te informeren en hun vragen te beantwoorden.

Gezien de bezorgdheid van omwonenden wil mevr. Kabachi informatie over het tijdschema en de methodologie voor toekomstige analysecampagnes buiten het SICLI-terrein, met name in privétuinen, scholen en geïdentificeerde groenteteeltgebieden.

Mevr. Duvieusart heeft vernomen dat er aanzienlijke PFAS-vervuiling is gedetecteerd op het SICLI-terrein. Leefmilieu Brussel nam dit dossier op zich in nauwe samenwerking met de gemeente, wegens het faillissement van het bedrijf en de weigering van de curatoren om gedetailleerde studies uit te voeren over de toestand van de bodem en het grondwaterpeil.

Vervuiling is de verantwoordelijkheid van het bedrijf. Ecolo steunt de toepassing van het principe "de vervuiler betaalt", zodat de kosten van milieuschade

worden gedragen door degenen die deze schade veroorzaken.

Volgens Ecolo moeten vervuilende stoffen bij de bron worden aangepakt, door de productie en het gebruik van vervuilende stoffen die bijzonder gevaarlijk zijn voor de gezondheid en het milieu, zoals PFAS, te verbieden.

Deze eeuwige vervuilers zijn er echter wel en in het geval van het faillissement van SICLI en de vervuiling van de Neerstallesteenweg vereisen ze een reactie van de overheid.

Op 2 juli werd een openbare infosessie gehouden en er werd een aantal mededelingen geproduceerd (flyers, website, persbericht).

Welke aanvullende maatregelen zijn gepland om de toestand van de vervuiling te beoordelen en de gezondheid van de omwonenden te beschermen?

Schepen De Brouwer bevestigt dat de PFAS-verontreiniging eind 2013 werd ontdekt tijdens een bodemonderzoek dat werd uitgevoerd als onderdeel van een aanvraag om de milieuvergunning te verlengen.

De studies die het bedrijf SICLI destijds uitvoerde en die werden voortgezet tot het faillissement in 2024, waren bedoeld om de omvang van de vervuiling op het terrein te meten en om een mogelijke uitbreiding van deze vervuiling buiten het terrein op te sporen. Het gemeentebestuur heeft hier echter geen gegevens over omdat de twee curatoren weigeren verder te gaan met deze onderzoeken.

De gemeente werd begin juni van deze situatie op de hoogte gebracht. De burgemeester en schepen De Brouwer hadden een ontmoeting met ambtenaren van Leefmilieu Brussel om een actieplan op te stellen. Het voorzag in de instelling van een perimeter en de organisatie van een openbare vergadering die gepland was voor 2 juli, om de bewoners te informeren over de te nemen maatregelen ter bescherming van hun gezondheid en over de monsters die waarschijnlijk in hun tuinen zouden worden genomen.

De omtrek die rond SICLI is vastgesteld, met een omtrek van 100 m, is aangepast om rekening te houden met de bewegingen van het grondwater, dat stroomafwaarts stroomt, in de richting van de Stallestraat.

De kosten van de analyses die Leefmilieu Brussel uitvoert op de terreinen van privépersonen komen uiteraard niet ten laste van deze laatste.

Schepen De Brouwer wijst erop dat het probleem dat hier wordt aangekaart geen betrekking heeft op drinkwater, aangezien er geen water van deze locatie wordt gehaald voor herverdeling. De grond is vervuild en de grondwaterspiegel ligt 70 cm onder de grond.

Er is geen PFAS-verontreiniging gedetecteerd in het water dat Uccle Sport gebruikt om zijn velden te besproeien, maar in dit geval gaat het om water dat 30 cm onder de grond wordt opgevangen en niet van dezelfde grondwaterspiegel afkomstig is.

Tot de sites die voor analyse in aanmerking kwamen, behoorden de tuin van La Pergola, het kleine gebied dat door de gemeente wordt onderhouden op de hoek van de Baron Guillaume Van Hammestraat en de Neerstallesteenweg, en een plantgat in de Baron Guillaume Van Hammestraat, waar bomen werden geplant tijdens een recent herinrichtingsproject.

Leefmilieu Brussel heeft contact gelegd met de twee scholen die grenzen aan de site. Het college is uiteraard beschikbaar voor eventuele vergaderingen als de betrokken scholen of Leefmilieu Brussel dat wensen.

Een van de twee scholen mag nu al geen water uit een put meer gebruiken of producten uit de tuin consumeren vanwege de vervuiling die niet door PFAS maar door koolwaterstoffen wordt veroorzaakt.

De Merlo school is niet opgenomen in de perimeter omdat de kans dat deze getroffen wordt door de SICLI vervuiling erg klein is.

De grond in de moestuinen, die geschikt is voor het verbouwen van

kwaliteitsgroenten volgens de specificaties, is voorzien van een systeem van waterdicht geotextiel dat de grond scheidt en beschermt tegen vervuiling die de grond zou kunnen aantasten.

Aangezien het ongeveer twee maanden duurt voordat de resultaten van de laboratoriumanalyses bekend zijn, overweegt schepen De Brouwer om na de zomervakantie een tweede openbare vergadering te organiseren.

De h. Cools vindt de houding van de curatoren onlogisch omdat ze aansprakelijk zijn. Leefmilieu Brussel zal zich waarschijnlijk tot de curatoren moeten wenden om terugbetaling te verkrijgen.

Hij maakt zich zorgen over de reactietijd, gezien het feit dat de vervuiling eind 2023 werd ontdekt en dat we pas de laatste paar weken over deze vervuiling spreken en dat er beschermende maatregelen - die volkomen gerechtvaardigd zijn - zijn genomen.

Hij is van mening dat het probleem, zonder in paniek te raken, serieus moet worden genomen, omdat een grondwaterpeil van 70 cm boven de grond dicht bij de wortels ligt.

Mevr. Kabachi deelt de bezorgdheid van de h. Cools.

Bovendien lijkt de omtrek van 100 meter die is gedefinieerd voor de perimeter willekeurig. Daarom moeten we antwoord geven op de legitieme vragen van burgers die net buiten deze perimeter wonen.

Schepen De Brouwer vindt ook dat de reactietijd bij een vervuilingsrisico korter moet zijn. Het wettelijke kader voorziet echter in analyses die over een periode van een jaar of meer worden uitgevoerd.

En in dit geval onderbrak het faillissement van SICLI het lopende proces.

Het spreekt voor zich dat alles in het werk moet worden gesteld om de bewoners gerust te stellen.

De Raad neemt kennis.

Carine Gol-Lescot entre en séance / treedt in zitting.

26.06.2025/A/0064 **Question orale de M. Tojerow : Mise en danger de la circulation des piétons le long du Domaine Latour de Freins.**

M. Tojerow a été interpellé par des habitants du quartier du Homborch à propos d'un problème qui reviendrait chaque année.

Les haies du Domaine Latour de Freins ne seraient pas taillées, ou insuffisamment taillées, de sorte qu'à certains endroits, les piétons ne savent plus passer sur les trottoirs et doivent les contourner en se mettant en danger par rapport à la circulation automobile.

À qui incombe la responsabilité de la taille de ces haies ?

Dans le cas où le responsable est défaillant, quels leviers l'autorité communale peut-elle activer, notamment s'il en résulte un trouble à l'ordre public et à la sécurité des piétons ?

Mme l'Echevine De Brouwer répond que la responsabilité incombe au propriétaire, au copropriétaire, à tout titulaire d'un droit réel, au locataire, au concierge, au portier, au gardien et aux personnes chargées de l'entretien quotidien

des lieux.

Par ailleurs, le règlement général de police stipule que les haies ne peuvent former une saillie sur la voie publique et doivent en tout temps être taillées de manière à ne pas réduire la largeur des voiries.

Depuis plusieurs années, le suivi des haies qui débordent sur les trottoirs est centralisé au sein du service vert. Lorsqu'une équipe constate une anomalie ou que le service en est avisé, un premier courrier est envoyé au propriétaire. Si celui-ci ne réagit pas, on lui envoie un second courrier avec une mise en demeure.

Toutefois, dans un souci d'efficacité, Mme la Première Echevine a proposé une modification du règlement-redevance relatif aux prestations de services techniques fournies par le personnel. Ce texte, qui a été approuvé, prévoit, en cas d'immobilisme de la part du propriétaire après la première mise en demeure, la réalisation des travaux nécessaires par les jardiniers de l'administration communale et l'envoi a posteriori de la facture au propriétaire récalcitrant. Le Collège a préféré l'option de la redevance à celle de la sanction administrative, rejetée en raison de son manque d'effet rapide.

Pour ce qui concerne les haies du Domaine Latour de Freins, le service vert a demandé au gestionnaire du site, via un contact téléphonique, non seulement de résoudre le problème à court terme en procédant à la taille de la haie dans les prochains jours ou semaines mais aussi de planifier un entretien suffisamment régulier à plus long terme. Ce coup de fil a été doublé d'un mail.

M. Tojerow demande quel est le délai entre la constatation d'une irrégularité et l'intervention du service.

Il évoque aussi un problème similaire dans le quartier du Homborch, où une double haie située entre les rues et les voitures succède à la haie entourant les maisons. Selon les habitants, la taille des premières haies incombe à la commune, et si les services communaux ne les taillent pas, les riverains ne sont plus en mesure de rentrer chez eux car ces haies barrent les passages prévus entre les voitures.

Mme l'Echevine De Brouwer répond que les services communaux laissent s'écouler un délai de 10 jours avant de se manifester auprès d'un propriétaire défaillant.

Pour ce qui concerne les premières haies dans le quartier du Homborch, Mme l'Echevine De Brouwer précise que l'entreprise ADC, qui s'occupait de la taille de ces haies, a souhaité que la commune reprenne cette mission à sa charge, de manière à ce que les frais n'incombent pas aux locataires. Une intervention est planifiée chaque année.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h.Tojerow : Gevaar voor voetgangers langs het Domaine Latour de Freins.

De h. Tojerow is door bewoners van de wijk Homborch benaderd over een probleem dat elk jaar terugkeert.

De heggen op het Domaine Latour de Freins zouden niet of onvoldoende gesnoeid zijn, zodat voetgangers op sommige plaatsen niet meer over de trottoirs kunnen en eromheen moeten lopen, waardoor ze gevaar lopen door het autoverkeer.

Wie is verantwoordelijk voor het snoeien van deze heggen?

Als de verantwoordelijke persoon nalaat te handelen, welke hefbomen kan de gemeente dan activeren, vooral als dit leidt tot een verstoring van de openbare orde en voetgangersveiligheid?

Schepen De Brouwer antwoordt dat de verantwoordelijkheid ligt bij de eigenaar, de mede-eigenaar, elke houder van een zakelijk recht, de huurder, de conciërge, de portier, de bewaker en degenen die verantwoordelijk zijn voor het dagelijks onderhoud van de plaatsen.

Bovendien bepaalt het algemene politiereglement dat heggen niet over de openbare weg mogen hangen en altijd zo gesnoeid moeten worden dat ze de breedte van de weg niet verminderen.

Sinds enkele jaren centraliseert de Groendienst het toezicht op heggen die over trottoirs hangen. Wanneer een team een probleem opmerkt of wanneer de dienst op de hoogte wordt gebracht, wordt er een eerste brief naar de eigenaar gestuurd. Als deze niet reageert, wordt een tweede brief gestuurd met een ingebrekestelling.

In het belang van de efficiëntie heeft de eerste schepen echter een wijziging voorgesteld in het vergoedingsreglement voor de prestatie van technische diensten die door het personeel worden geleverd. Deze tekst, die is goedgekeurd, bepaalt dat de noodzakelijke werken moeten worden uitgevoerd door de tuiniers van het gemeentebestuur en dat de factuur naar de gebrekkige eigenaar moet worden gestuurd als deze na de eerste ingebrekestelling niets onderneemt. Het college verkoos de optie van een vergoeding boven die van een administratieve sanctie, die werd verworpen vanwege het gebrek aan snel effect.

Met betrekking tot de heggen op het landgoed Latour de Freins heeft de Groendienst telefonisch contact opgenomen met de beheerder van het terrein en hem niet alleen gevraagd om het probleem op korte termijn op te lossen door de heg de komende dagen of weken te snoeien, maar ook om voldoende regelmatig onderhoud te plannen voor de langere termijn. Het telefoongesprek werd ondersteund door een e-mail.

De h. Tojerow vroeg hoe lang het duurde voordat een probleem werd opgemerkt en de dienst actie ondernam.

Hij noemt ook een soortgelijk probleem in de wijk Homborch, waar een dubbele haag tussen de straten en de auto's de haag rond de huizen vervangt. Volgens de bewoners is de gemeente verantwoordelijk voor het snoeien van de eerste heggen en als ze niet gesnoeid worden door de gemeentediensten, zullen de buurtbewoners niet meer naar huis kunnen omdat de heggen de doorgangen tussen de auto's zullen blokkeren.

Schepen De Brouwer antwoordt dat de gemeentediensten 10 dagen laten verstrijken voordat ze contact opnemen met een gebrekkige eigenaar.

Met betrekking tot de eerste heggen in de wijk Homborch legde schepen De Brouwer uit dat het bedrijf ADC, dat verantwoordelijk was voor het snoeien van de heggen, wou dat de gemeente deze taak overnam, zodat de kosten niet zouden worden doorberekend aan de huurders. Er wordt elk jaar een interventie gepland.

De Raad neemt kennis.

M. Assal considère qu'il y a un point d'incohérence et d'exclusion dans la politique d'aide à l'accès au sport pour les jeunes.

M. Assal a en effet été interpellé par une citoyenne dont l'enfant de 3 ans pratique une activité sportive mais n'a pas droit au chèque-sport de la commune, tout simplement parce qu'il n'a pas atteint l'âge de 6 ans.

Actuellement, la commune réserve cette aide aux jeunes de 6 à 26 ans. Pourtant, nombreux sont les enfants qui, dès 3 ans, participent déjà activement à des activités sportives : psychomotricité, baby-gym, éveil corporel, natation, danse, etc.

Il y a donc un décalage avec la réalité des familles uccloises. Les familles investissent dans le sport pour leurs tout-petits, parfois dès la crèche. Refuser un soutien à ces familles, c'est nier la diversité des parcours sportifs dès le plus jeune âge.

De même, il y a lieu de constater l'incohérence de cette politique avec les propres services de la commune, vu que le Parascolaire d'Uccle organise lui-même des stages sportifs dès 3 ans. Pourquoi reconnaît-on la pratique sportive dès cet âge dans un service et non dans un autre ?

L'intérêt du sport dès le plus jeune âge est pourtant bien établi pour les enfants : développement moteur, socialisation, confiance en soi, prévention de l'obésité... Pourquoi ne pas encourager cette dynamique en la soutenant financièrement, comme on le fait déjà pour les enfants plus âgés ?

M. Assal propose donc concrètement d'élargir le chèque-sport aux enfants dès 3 ans. Cette mesure serait équitable par la prise en compte des réalités des familles, cohérente avec les services communaux existants et visionnaire par la valorisation du sport comme outil d'épanouissement dès le plus jeune âge.

Si des doutes persistent, d'autres arguments plaident en faveur de l'adoption d'une telle mesure.

D'autres communes telles que, par exemple, Schaerbeek, Evere ou Koekelberg, soutiennent parfois des enfants en bas âge dans les domaines socio-éducatifs, et il vaut la peine de s'en inspirer.

Le nombre d'enfants concernés est limité, tandis que l'impact social est fort.

Dès 3 ans, le sport joue un rôle dans la prévention des troubles moteurs, du surpoids et des difficultés sociales.

Vu que les familles les plus précarisées ne peuvent pas toujours offrir ces activités sans aide, l'exclusion des 3-6 ans accentue les inégalités dès le plus jeune âge.

M. l'Echevin Wyngaard constate que ce dispositif à forte vocation sociale, lancé sous la mandature précédente, fonctionne très bien : le nombre de dossiers de demande introduits augmente chaque année. De nombreux moyens de communication (affiches, toutes-boîtes, etc.) sont mobilisés, et l'information circule de mieux en mieux.

Ce dispositif, qui procure une aide de 75 € par enfant, permet de toucher les publics les plus fragilisés, en particulier les familles monoparentales (mamans solos avec enfant).

M. l'Echevin Wyngaard estime qu'il est excessif de parler d'exclusion. Cependant, lorsqu'on a arrêté les contours du dispositif, il a bien fallu fixer un certain nombre de conditions quant à l'âge requis ou au montant du chèque-sport. Ce dernier a d'ailleurs évolué, puisqu'il s'élève actuellement à 75 €. Et quant à l'âge, on a décidé non seulement de prendre en considération les enfants des 6 années de l'enseignement primaire mais aussi d'englober les étudiants, ce qui explique pourquoi la limite supérieure a été fixée à 26 ans.

M. l'Echevin Wyngaard s'empresse de préciser que le Collège n'est pas du tout hostile à une éventuelle modification de la limite d'âge, que ce soit au-delà, afin d'inciter les adultes à pratiquer un sport, ou en deçà, afin de prendre en compte les

suggestions de M. Assal, et il en est de même pour le montant de l'aide.

Le Collège s'engage à instruire le dossier, lancer la réflexion sur le sujet, et reviendra auprès du Conseil dans les prochains mois.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Assal : Uitsluiting van kinderen jonger dan 6 jaar van sportcheques

De h. Assal is van mening dat er een punt van inconsistentie en uitsluiting is in het beleid om de toegang tot sport voor jongeren te bevorderen.

Hij werd benaderd door een burger wiens 3-jarige kind deelnam aan een sportactiviteit maar geen recht had op een sportcheque van de gemeente, simpelweg omdat hij de leeftijd van 6 jaar nog niet had bereikt.

Op dit moment reserveert de gemeente deze steun voor jongeren tussen 6 en 26 jaar. Toch zijn veel kinderen vanaf 3 jaar al actief bezig met sportactiviteiten: psychomotoriek, babygym, lichaamsbewustzijn, zwemmen, dans ...

Er is dus een kloof met de realiteit van Ukkelse gezinnen. Gezinnen investeren in sport voor hun kleintjes, soms al vanaf de kleuterschool. Als je deze gezinnen geen steun geeft, ontken je de diversiteit van sportcarrières vanaf jonge leeftijd.

Er moet ook worden opgemerkt dat dit beleid niet strookt met de eigen diensten van de gemeente, aangezien de Bijschoolse Activiteiten van Ukkel zelf sportlessen organiseert vanaf de leeftijd van 3 jaar. Waarom erkent de ene dienst sport op deze leeftijd en de andere niet?

De voordelen van sport voor kinderen vanaf jonge leeftijd zijn welbekend: motorische ontwikkeling, socialisatie, zelfvertrouwen, preventie van obesitas ... Waarom zouden we deze dynamiek niet aanmoedigen door het financieel te ondersteunen, zoals we al doen voor oudere kinderen?

De h. Assal stelt daarom voor om de sportcheques uit te breiden naar kinderen vanaf 3 jaar. Deze maatregel zou eerlijk zijn door rekening te houden met de realiteit van gezinnen, consistent met bestaande gemeentediensten en visionair door sport te promoten als een instrument voor persoonlijke ontwikkeling vanaf de jongste leeftijd.

Hoewel er twijfels blijven bestaan, zijn er andere argumenten om een dergelijke maatregel aan te nemen.

Andere gemeentes zoals Schaarbeek, Evere en Koekelberg bieden soms sociaal-educatieve ondersteuning voor jonge kinderen en het is de moeite waard om inspiratie bij hen op te doen.

Het aantal betrokken kinderen is beperkt maar de sociale impact is groot.

Vanaf de leeftijd van 3 jaar speelt sport een rol bij het voorkomen van motorische stoornissen, overgewicht en sociale problemen.

Aangezien de meest achtergestelde gezinnen deze activiteiten niet altijd zonder hulp kunnen aanbieden, accentueert de uitsluiting van 3-6-jarigen de ongelijkheid vanaf de vroegste leeftijd.

Schepen Wyngaard merkt op dat deze zeer sociale regeling, die onder het vorige mandaat werd gelanceerd, zeer goed werkt: het aantal ingediende aanvragen stijgt elk jaar. Er worden tal van communicatiemiddelen gebruikt (posters, huis-aan-huisberichten ...) en de informatie circuleert steeds beter.

Deze regeling, die voorziet in steun van € 75 per kind, is bedoeld om de meest kwetsbare groepen te bereiken, met name eenoudergezinnen (alleenstaande moeders met kinderen).

Schepen Wyngaard vindt uitsluiting overdreven. Bij het opstellen van de regeling moesten echter een aantal voorwaarden worden gesteld met betrekking tot de leeftijdsgrens en de hoogte van de sportcheque. De prijs is ook veranderd en bedraagt

nu € 75. Wat leeftijd betreft, werd besloten om niet alleen rekening te houden met kinderen in de 6 jaar van het basisonderwijs, maar ook met studenten, wat verklaart waarom de bovengrens op 26 werd gesteld.

Schepen Wyngaard wees er snel op dat het college helemaal niet afwijzend stond tegenover een mogelijke wijziging van de leeftijdsgrens, hetzij erboven, om volwassenen aan te moedigen om te gaan sporten, hetzij eronder, om rekening te houden met de suggesties van de heer Assal, en hetzelfde gold voor het steunbedrag.

Het college zal de zaak onderzoeken en de aanzet geven tot reflectie over het onderwerp en zal in de komende maanden verslag uitbrengen aan de raad.

De Raad neemt kennis.

26.06.2025/A/0066 **Question orale de Mme. Kabachi : Pollution PFAS sur le site de l'entreprise Sicli**

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Kabachi : PFAS-verontreiniging op de Sicli site

De Raad neemt kennis.

Boris Dilliès entre en séance / treedt in zitting.

26.06.2025/A/0067 **Question orale de M. Lambert-Limbosch : les actions entreprises à la suite de la tempête du 9 juillet 2024.**

M. Lambert-Limbosch remarque que de nombreuses personnes se gaussent encore du dérèglement climatique en proférant des remarques telles que « Le climat a toujours changé » ou encore « Un peu plus de soleil, ça ne fait pas de tort en Belgique ».

Cette forme de déni que certains attisent par plaisir dans la sphère politique ne résiste pas à la réalité tangible. Le dérèglement climatique est bien à l'œuvre et ne s'arrête pas aux frontières d'Uccle.

On approche de la date anniversaire de la tempête d'une violence exceptionnelle qui a frappé la commune le 9 juillet de l'année dernière. Et il ne s'agissait pas d'un phénomène météorologique isolé puisque, quelques semaines plus tard, le 31 juillet, une autre tempête noyait Uccle.

Alors qu'entre 1991 et 2020, la moyenne pluviométrique uccloise se situait à 76,99 mm, le volume de pluie a été de 42 mm le 9 juillet et de 36,3 mm le 31 juillet. Deux jours de tempête ont donc suffi pour dépasser la moyenne pluviométrique mensuelle.

D'aucuns diront que ces événements ont toujours existé. On constate néanmoins actuellement que leur fréquence et leur intensité s'accroissent sous l'effet du réchauffement climatique.

M. Lambert-Limbosch souhaite rappeler aux propagateurs de déni que le 9 juillet dernier, le dérèglement climatique a fait une victime à Uccle, au parc du Wolvendael. Ce n'était peut-être pas la première victime mais c'était certainement la victime la plus jeune, puisqu'il s'agissait d'un nourrisson de deux mois à peine. Et il s'en est fallu de peu que les deux gardiens de la paix en mission sur les lieux paient du prix de leur vie leur intervention pleine de sang-froid afin de procéder à l'évacuation et à la fermeture du parc. Ce jour demeurera aussi à jamais gravé dans les mémoires

en raison des ravages causés à l'exceptionnel patrimoine dendrologique de ce poumon vert ucclois.

L'enchaînement des événements du 9 juillet est aujourd'hui bien documenté. L'IRM a émis une alerte jaune pour 17h00 et orange à partir de 18h00. Bruxelles-Environnement a annoncé juste avant midi la fermeture des espaces verts régionaux à 17h00. Le service Prévention s'est aligné sur cet avis et s'est organisé en conséquence pour fermer le parc du Wolvendael au public. Dès 15h00, les gardiens de la paix sur place ont entamé l'évacuation du parc, sachant que la durée d'une telle opération est estimée entre 30 et 45 minutes. Tout ce qui aurait pu être fait a donc été mis en œuvre à temps, mais la tempête a frappé une heure plus tôt, vers 16h00, et son pic a été identifié à 16h20.

Le devoir de bonne gouvernance exige que l'on ne cède pas à l'argument de la fatalité.

Les mesures du Plan d'action climat visant à atteindre la neutralité carbone en 2050 s'inscrivent dans une logique d'atténuation du dérèglement climatique. Il n'en demeure pas moins qu'elles n'empêcheront jamais l'irruption de catastrophes naturelles.

Des mesures peuvent être mises en place ou adaptées à l'échelon communal pour éviter que de tels événements ne causent d'autres victimes.

Le Collège peut-il détailler quelles actions ont été entreprises depuis juillet dernier dans une logique d'amélioration continue afin de prévoir et atténuer les conséquences des événements climatiques, voire d'autres types de risque, en termes de suivi des alertes, de chaîne de commandement et d'action, de coordination sur le terrain, d'identification des intervenants, de moyens de communication déployés vers les services concernés et la population ?

M. l'Echevin Biermann rappelle le caractère tout à fait exceptionnel des conditions météorologiques de l'année 2024. En raison d'une pluviométrie hors norme, les arbres ont été fragilisés car ils ont été gorgés d'eau, et leurs branches sont devenues plus lourdes et cassantes.

Quoiqu'en général, Bruxelles-Environnement et l'IRM fournissent des informations fiables, les prévisions du 9 juillet n'étaient pas correctes : la cellule orageuse qui s'est abattue vers 16h00 n'était ni prévue ni annoncée. Les équipes communales sont intervenues pour vider les parcs à partir de 15h00 mais le temps nécessaire pour effectuer cette opération peut être estimé à une heure ou une heure et demie et non 45 minutes, en raison du contexte : il y avait du public, il faisait encore très beau lorsque les gardiens de la paix se sont présentés et, ne voyant pas la tempête arriver, les gens souhaitaient rester.

Des initiatives ont été prises depuis ce tragique événement.

Une procédure « inter-services » destinée à améliorer la coordination en cas d'alerte météo est en cours de finalisation. Trois services ont la responsabilité de sa mise en œuvre : le service de la Prévention, le service vert et la planificatrice d'urgence. Via ces trois intervenants, de nombreux services seront immédiatement informés et répercuteront l'alerte dans une série de lieux définis à l'avance en raison du risque qu'ils représentent.

Par ailleurs, une réflexion est menée en vue d'instaurer une garde « intempéries » qui soit de nature à garantir une capacité d'action en dehors des horaires de travail de la commune.

Un schéma d'alerte incluant l'application Be Alert et les réseaux sociaux du site communal est également en cours d'élaboration.

Dans une optique de sécurisation renforcée, les fermetures des espaces verts seront dorénavant planifiées systématiquement deux heures avant l'heure mentionnée dans l'avis de Bruxelles-Environnement.

Même si le délai est très court, l'équipe des gardiens de la paix s'adaptera en

fonction du timing disponible pour fermer les espaces verts en cas d'alerte, et ce d'autant plus que le nombre d'agents mobilisés pour cette fermeture sera doublé.

Un message sera affiché sur l'ensemble des panneaux situés à l'entrée des espaces verts pour signaler que l'accès est strictement interdit en cas de tempêtes ou d'événements climatiques dangereux.

Les services communaux élaborent aussi des procédures analogues pour d'autres risques, tels que par exemple les inondations.

M. Lambert-Limbosch est heureux d'apprendre que le Collège s'efforce de tirer les leçons de ces événements.

Il ne pense pas que la tempête du 9 juillet puisse être qualifiée d'exceptionnelle car il y a malheureusement lieu de redouter la réitération de ce type de phénomène.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h.Lambert-Limbosch: Maatregelen naar aanleiding van de storm van 9 juli 2024.

De h. Lambert-Limbosch merkt op dat veel mensen nog steeds de draak steken met de klimaatverandering, met opmerkingen als "Het klimaat is altijd al veranderd" of "Een beetje meer zon kan geen kwaad in België".

Deze vorm van ontkenning, die door sommigen in de politiek voor hun plezier wordt aangewakkerd, is niet bestand tegen de tastbare werkelijkheid. Klimaatverandering is een blijvend verschijnsel en stopt niet bij de grenzen van Ukkel.

We naderen de verjaardag van de uitzonderlijk hevige storm die de gemeente op 9 juli vorig jaar trof. En dit was geen geïsoleerd meteorologisch fenomeen: een paar weken later, op 31 juli, werd Ukkel opnieuw overspoeld door een storm.

Terwijl de gemiddelde neerslag in Ukkel tussen 1991 en 2020 76,99 mm bedroeg, was de hoeveelheid regen 42 mm op 9 juli en 36,3 mm op 31 juli. Twee dagen storm waren genoeg om de gemiddelde maandelijkse neerslag te overschrijden.

Sommigen zouden zeggen dat deze gebeurtenissen altijd al hebben bestaan. Momenteel zien we echter een toename in de frequentie en intensiteit van deze stormen als gevolg van de opwarming van de aarde.

De h. Lambert-Limbosch wil ontkenners eraan herinneren dat klimaatverandering op 9 juli van dit jaar een slachtoffer eiste in Ukkel, in het Wolvendaelpark. Dit was misschien niet het eerste slachtoffer, maar wel het jongste, een baby van amper twee maanden oud. En de twee gemeenschapswachten die ter plaatse waren, betaalden bijna met hun leven voor hun koelbloedige interventie om het park te evacueren en te sluiten. Deze dag zal ook voor altijd in ons geheugen gegrift staan vanwege de verwoesting die werd aangericht aan het uitzonderlijke dendrologische erfgoed van deze Ukkelse groene long.

De opeenvolging van gebeurtenissen op 9 juli is nu goed gedocumenteerd. Het KMI heeft een geel alarm afgegeven voor 17 uur en een oranje alarm vanaf 18 uur. Leefmilieu Brussel kondigde net voor de middag aan dat de gewestelijke groene ruimtes om 17 uur zouden sluiten. De Preventiedienst ging akkoord met dit advies en nam de nodige maatregelen om het Wolvendaelpark af te sluiten voor het publiek. Om 15 uur begonnen de gemeenschapswachten ter plaatse het park te evacueren, wat naar schatting tussen de 30 en 45 minuten zou duren. Alles wat gedaan had kunnen worden, werd dus op tijd uitgevoerd, maar de storm stak een uur te vroeg op, rond 16 uur, en het hoogtepunt werd om 16.20 uur gesignaleerd.

De plicht van goed bestuur vereist dat we niet toegeven aan het argument van fataliteit.

De maatregelen in het Klimaatactieplan om koolstofneutraliteit te bereiken tegen 2050 maken deel uit van een strategie om de klimaatverandering te beperken. Maar ze zullen natuurrampen nooit voorkomen.

Op lokaal niveau kunnen maatregelen worden genomen of aangepast om te voorkomen dat dergelijke gebeurtenissen nog meer slachtoffers maken.

Kan het college uitleggen welke maatregelen er sinds juli vorig jaar zijn genomen om te komen tot voortdurende verbetering van de anticipatie op en beperking van de gevolgen van klimaatverschijnselen en zelfs andere soorten risico's, met betrekking tot het toezicht op waarschuwingen, de commando- en actieketen, de coördinatie ter plaatse, de identificatie van hulpverleners en de communicatiemiddelen die worden ingezet voor de betrokken diensten en het grote publiek?

Schepen Biermann herinnert aan de uitzonderlijke weersomstandigheden in 2024. Door de uitzonderlijke regenval zijn de bomen verzwakt door waterverzadiging en zijn hun takken zwaarder en brozer geworden.

Hoewel Leefmilieu Brussel en het KMI over het algemeen betrouwbare informatie verschaffen, waren de voorspellingen voor 9 juli niet correct: de onweerscel die rond 16 uur toesloeg, was niet voorzien en niet aangekondigd. De gemeentelijke teams zijn de parken vanaf 15 uur gaan ontruimen, maar de tijd die nodig was om deze operatie uit te voeren kan eerder op een uur of anderhalf uur dan op 45 minuten worden geschat, vanwege de context: er was veel publiek, het was nog mooi weer toen de gemeenschapswachten arriveerden en omdat ze het onweer niet zagen aankomen, wilden de mensen blijven.

Sinds deze tragische gebeurtenis zijn er een aantal initiatieven genomen.

Momenteel wordt de laatste hand gelegd aan een "inter-service" procedure om de coördinatie in het geval van een weerwaarschuwing te

verbeteren. Drie dienst zijn verantwoordelijk voor de uitvoering: de Preventiedienst, de Groendienst en de dienst Noodplanning. Via deze drie operatoren zal een groot aantal diensten onmiddellijk op de hoogte worden gebracht en de waarschuwing doorgeven aan een reeks locaties die vooraf zijn bepaald op basis van het risico dat ze vertegenwoordigen.

Daarnaast wordt er nagedacht over de invoering van een "slecht weer" bewakingsdienst om de capaciteit voor acties buiten de werkuren van de gemeente te garanderen.

Er wordt ook gewerkt aan een waarschuwingssysteem met de Be Alert-applicatie en de sociale netwerken op de gemeentelijke website.

Om de veiligheid te verhogen zullen de sluitingen van groene ruimtes voortaan systematisch twee uur voor het in het bericht van Leefmilieu Brussel vermelde tijdstip worden gepland.

Zelfs als de termijn erg kort is, zal het team van gemeenschapswachten zich aanpassen aan de beschikbare tijd om de groene ruimtes te sluiten in geval van alarm, vooral omdat het aantal agenten dat gemobiliseerd wordt voor deze sluiting verdubbeld zal worden.

Op alle borden aan de ingang van de groene ruimtes zal worden aangegeven dat de toegang strikt verboden is bij storm of gevaarlijke weersomstandigheden.

De gemeentediensten ontwikkelen ook soortgelijke procedures voor andere risico's, zoals overstromingen.

De h. Lambert-Limbosch is verheugd te horen dat het college probeert lering te trekken uit deze gebeurtenissen.

Hij gelooft niet dat de storm van 9 juli als uitzonderlijk kan worden bestempeld, aangezien er helaas reden is om te vrezen voor een herhaling van dit soort verschijnselen.

De Raad neemt kennis.

26.06.2025/A/0068

Question orale de M. Junqué : Renouvellement de l'engagement en faveur de la solidarité internationale.

M. Junqué rappelle que le dimanche 15 juin, plus de 100.000 personnes ont défilé dans les rues de Bruxelles pour exprimer leur solidarité avec la population civile de Gaza. Cette mobilisation citoyenne massive, également observée dans d'autres villes européennes, témoigne d'un élan de solidarité qui transcende les clivages et les frontières.

Depuis le début du conflit, la bande de Gaza a été le théâtre de violences extrêmes : plus de 54.000 morts, dont de nombreux enfants, 125.000 blessés et des centaines de milliers de personnes déplacées. L'accès aux soins, à l'eau et à la nourriture est gravement entravé. Les Nations-Unies ont appelé à un cessez-le-feu immédiat, et des enquêteurs indépendants mandatés par le Conseil des droits de l'homme ont estimé que certaines attaques pourraient être qualifiées de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Malheureusement, Gaza n'est pas la seule région du monde à subir une telle tragédie. Depuis 2023, le Soudan est plongé dans une guerre meurtrière, largement absente des médias. Plus de 100.000 personnes y ont perdu la vie, et plus de 10 millions ont été déplacées. La famine y atteint des niveaux catastrophiques et des enquêtes ont révélé des violences sexuelles généralisées. Aucune solution politique de règlement du conflit ne semble voir le jour alors que la catastrophe humanitaire est totale.

Bien que la commune n'ait pas de compétence directe en matière de politique étrangère, elle peut, par ses gestes concrets, affirmer son attachement aux valeurs universelles de solidarité et de dignité humaine. Ainsi, en 2024, le Conseil a voté l'octroi d'un don de 5.000 € à Médecins sans Frontières pour venir en aide aux populations civiles de la République démocratique du Congo, du Soudan, de Gaza, du Liban et de l'Ukraine.

Dans un contexte international toujours aussi dramatique, où les besoins humanitaires restent immenses, il est important que la commune réaffirme son engagement en faveur de la solidarité internationale.

Le Collège envisage-t-il de renouveler un tel geste en 2025, en octroyant un don pour venir en aide aux populations civiles dans les zones de guerres, plus particulièrement à Gaza et au Soudan ?

M. le Bourgmestre répond que le Collège entend poursuivre son action dans la voie tracée précédemment.

On procédera à l'examen des projets envisagés de manière à déterminer quels sont les meilleurs choix et quels montants il convient d'allouer.

M. le Bourgmestre demeure en tous cas persuadé qu'il n'y a pas de petits gestes en la matière.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Junqué: Vernieuwing van de inzet voor internationale solidariteit.

De h. Junqué herinnert eraan dat op zondag 15 juni meer dan 100.000 mensen door de straten van Brussel hebben gemarcheerd om hun solidariteit te betuigen met de burgerbevolking van Gaza. Deze massale mobilisatie van burgers, die ook in andere Europese steden is waargenomen, getuigt van een golf van solidariteit die scheidslijnen en grenzen overstijgt.

Sinds het begin van het conflict is de Gazastrook het toneel geweest van extreem geweld: meer dan 54.000 doden, waaronder veel kinderen, 125.000 gewonden en honderdduizenden ontheemden. De toegang tot gezondheidszorg, water en voedsel is ernstig belemmerd. De Verenigde Naties hebben opgeroepen tot een onmiddellijk staakt-het-vuren en onafhankelijke onderzoekers in opdracht van de Mensenrechtenraad hebben geschat dat bepaalde aanvallen geclassificeerd kunnen worden als oorlogsmisdaden en misdaden tegen de menselijkheid.

Helaas is Gaza niet de enige regio in de wereld die onder zo'n tragedie lijdt. Sinds 2023 is Soedan ondergedompeld in een moorddadige oorlog, grotendeels

afwezig in de media. Meer dan 100.000 mensen verloren het leven en meer dan 10 miljoen mensen raakten ontheemd. De hongersnood heeft een catastrofaal niveau bereikt en onderzoeken hebben seksueel geweld op grote schaal aan het licht gebracht. Er lijkt geen politieke oplossing voor het conflict te komen, terwijl de humanitaire ramp totaal is.

Hoewel de gemeente geen directe bevoegdheid heeft op het gebied van buitenlands beleid, kan ze door middel van concrete acties haar betrokkenheid bij de universele waarden van solidariteit en menselijke waardigheid bevestigen. In 2024 stemde de raad voor een subsidie van 5.000 euro aan Artsen zonder Grenzen om de burgerbevolking van de Democratische Republiek Congo, Soedan, Gaza, Libanon en Oekraïne te helpen.

In een internationale context die dramatischer is dan ooit, waar de humanitaire behoeften immens blijven, is het belangrijk dat de gemeenschap haar inzet voor internationale solidariteit opnieuw bevestigt.

Is het college van plan om dit gebaar in 2025 te herhalen door een donatie te doen om de burgerbevolking in oorlogsgebieden te helpen, met name in Gaza en Soedan?

De burgemeester antwoordt dat het college van plan was zijn actie voort te zetten volgens de hierboven geschetste lijnen.

De overwogen projecten zullen worden onderzocht om de beste opties en de toe te wijzen bedragen te bepalen.

De burgemeester blijft er in elk geval van overtuigd dat er op dit gebied geen kleine gebaren zijn.

De Raad neemt kennis.

26.06.2025/A/0069 **Question orale de Mme Duvieusart : La pollution au PFAS sur le site de SICLI**

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Duvieusart : PFAS-verontreiniging op de SICLI-locatie

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 23:20
Opheffing van de zitting om 23:20

Le Secrétaire communal adjoint
De adjunct-gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Thierry Bruier-Desmeth

Aleksandra Kokaj